

374 w 28



Ville de Lille

RECUEIL DES
ACTES
ADMINISTRATIFS

(DELIBERATIONS)

AD2/227

RECUEIL DES
ACTES
ADMINISTRATIFS
(DELIBERATIONS)

Séance du 14 décembre 1998

N° D 98/05

- Feuille de présence 2
- Ordre du jour de la séance 3 à 19
- Délibérations 20 à 461

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le 8 décembre 1998

Le Conseil Municipal s'est réuni le 14 décembre 1998

sous la Présidence de M. Pierre MAUROY, Maire

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 59

Etaient présents : Mmes AUBRY, BAERT, MM. BARBAROSSA, BERNARD, BESSON, BIENVENU, BROCHEN, Mme BUFFIN, MM. BURIE, CACHEUX, CALONNE, Mmes CAPON, CHARLES, COOLZAET, M. CUCHEVAL, Mmes DANGREAUX, DA SILVA, DAVAL, DAVIDT, MM. DEBIEVE, DECOCQ, DEGREVE, DELGRANGE, DEMAILLE, DEROSIER, de SAINTIGNON, Mme ESCANDE, M. FALISE, Mme FILLEUL, MM. FLORENCE, FREMAUX, Mmes GEORGET, HENAUT, MM. KANNER, LABBEE, LENGLET, LESERRE, Mme MALLEVILLE, MM. MARCHAND, MAUROY, MORTREUX, MUTEZ, PARGNEAUX, PETITE, RICHIR, ROMAN, ROUGERIE, Mme ROUGERIE, M. SELLANI, Mme STANIEC, MM. SULMAN, THIOT, VAILLANT, Mme WARDAVOIR.

Etaient excusés : Mme MATTIGHELLO (pouvoir), MM. RENAR (pouvoir), SABRE, SAVOYE, SINAGRA (pouvoir).

ORDRE DU JOUR

	Pages
98/720 - Délégation accordée au Maire en vertu des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales - Compte rendu au Conseil Municipal.	20
98/721 - Commissions Municipales - Composition - Modification.	29
98/722 - Conseils de quartier - Vacances de sièges - Désignation de membres.	30
98/723 - Représentation de la Ville dans divers organismes - Remplacement de Monsieur REUX.	32
98/724 - Caisse des Ecoles de Lille - Comité - Désignation des délégués du Conseil Municipal - Modification.	33
98/725 - Société d'Economie Mixte de Gestion de Lille Grand Palais - Désignation du Président du Conseil d'Administration - Autorisation donnée à Madame DA SILVA.	34
98/726 - Centre Hospitalier Régional - Conseil d'Administration - Désignation des délégués du Conseil Municipal - Modification.	35
98/811 - Festival de Lille - Approbation de la dissolution de l'association.	36

COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES

98/727 - Commune Associée d'Hellemmes - Cimetière Communal - Travaux d'inhumations et d'exhumations - Adoption du Budget Primitif 1999 - Tarification au 1er janvier 1999.	38
98/728 - Commune Associée d'Hellemmes - Maintien des courées - Programme 1999 d'assainissement et de requalification des sols.	40
98/729 - Commune Associée d'Hellemmes - Aménagement des Rythmes de Vie de l'Enfant et du Jeune à l'école Herriot - Subvention et réemploi.	42
98/730 - Commune Associée d'Hellemmes - Coopérative de l'école Herriot - Versement d'une subvention exceptionnelle.	43
98/731 - Commune Associée d'Hellemmes - Coopérative de l'école Jean Jaurès - Versement d'une subvention exceptionnelle.	44
98/732 - Commune Associée d'Hellemmes - Complexe sportif Arthur Cornette - Procédure d'appel d'offres.	45
98/733 - Commune Associée d'Hellemmes - Avances sur subventions consenties à divers organismes au titre de l'année 1999.	46

98/734 - Commune Associée d'Hellemmes - Rue Faidherbe - Déplacement électrique - Prise en charge par la Ville.	47
98/735 - Commune Associée d'Hellemmes - Terrain sis secteur Dordin/Denis Papin - Travaux d'aménagement - Prise en charge par la Ville.	48
98/736 - Immeuble sis à Hellemmes, rue de la Ville de Naumburg - Achat par la Ville de Lille.	49
98/737 - Immeuble sis à Hellemmes, angle des rues Testelin et Paul Lafargue - Achat par la Ville de Lille.	50

ACTION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

98/738 - Programme de promotion économique de Lille et de la Zone Franche Urbaine - Convention de Partenariat entre la Ville de Lille et l'Agence pour la Promotion Internationale de la Métropole (APIM) - Subvention.	51
98/739 - Aménagement d'un terrain à vocation industrielle, angle des rues de l'Asie et Victor Tilmant - Convention d'aménagement entre SORELI et Ville de Lille.	53
98/740 - Convention avec la SORELI pour la réalisation d'études préalables pour l'aménagement du site Fauvet Girel.	54
98/741 - Convention avec la SORELI pour la réalisation d'études préalables pour l'aménagement du site de l'îlot des Fleuves.	56
98/742 - Office de Tourisme de Lille - Aide au démarrage de l'activité du "club de tourisme d'affaires Lille Europe" - Subvention.	58
98/743 - Création d'une plate forme d'initiative locale - Mission confiée au Comité de Bassin d'Emploi de Lille et environs afin d'étudier la faisabilité de l'extension des compétences de cette plate forme à l'ensemble des communes du Bassin d'Emploi - Subvention.	59
98/744 - Concession de l'îlot SOUHAM - Implantation de l'extension de l'Institut Fédératif de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Industrielles (IFRESI) - Participation financière de la Ville.	60

POLITIQUE DE LA VILLE

98/745 - Association "Les Craignos" - Action Recherche Multi-Services de proximité - Quartier de Wazemmes - Subvention de la Ville.	61
--	----

COMMERCE

98/746 - Plan Local d'Action pour le Développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services.	62
--	----

98/747 - Promotion du Commerce Non Sédentaire - Subvention au Comité de Défense et d'Entraide des Commerçants Non Sédentaires (CDE - CNS).	65
98/748 - "Quartiers de Noblesse" - Opération de promotion du commerce à Fives - Subvention à l'Union des Commerçants et Artisans de Fives (UCAF).	66
98/749 - "Quartiers de Noblesse" - Opération de promotion du commerce à Lille-Sud - Subvention à l'Union Commerciale de Lille-Sud.	67
98/750 - "Quartiers de Noblesse" - Opération de promotion du commerce du Vieux-Lille à l'occasion de la Saint-Nicolas - Subvention à l'Association Saint-Nicolas Vieux-Lille.	68
98/751 - "Quartiers de Noblesse" - Opération de promotion du commerce du Vieux-Lille à l'occasion des fêtes de fin d'année - Subvention au Comité d'Animation du Vieux-Lille.	69
98/752 - "Quartiers de Noblesse" - Création de l'Union Commerciale de Moulins - Création du logo - Opération de promotion et d'animation du commerce - Subvention à l'Union Commerciale de Moulins.	70
98/753 - Contribution au renforcement du rôle et des moyens des Unions Commerciales - Convention de partenariat avec la FLCAS et l'Association Regroupement Esquermoise Renouveau - Subvention.	71

HALLES ET MARCHES

98/754 - Révision du Tarif des Droits de place des Halles et Marchés.	72
---	----

AFFAIRES EUROPEENNES

98/755 - Opération NETDAYS - Subvention à l'Association MAISON X 2000 LILLE.	74
--	----

LILLE GRAND PALAIS

98/756 - Lille Grand Palais - Procédure de délégation de service public - Décision.	75
98/757 - SAEM d'Exploitation de Lille Grand Palais - Redevance d'affermage - Intégration au capital social.	76

TOURISME

98/758 - Subvention versée à l'Office de Tourisme de Lille sur les recettes de la taxe de séjour pour assurer des opérations de promotion touristique.	78
--	----

PRETS DE SALLES ET DE MATERIEL

98/759 - Prêts de matériel - Demande de remise gracieuse d'un titre de recette.	79
---	----

98/760 - Prêts de matériel - Demande de remise gracieuse d'un titre de recette.	80
---	----

PATRIMOINE PUBLIC ET PRIVE

98/761 - Terrains situés à Loos - Implantation d'un Centre Européen d'Innovation Thérapeutique - Bail à construction au profit de la SA GENFIT.	81
98/762 - Mise à disposition par Lille Métropole Habitat d'un immeuble sis à Lille rue Renoir au profit de la Ville de Lille - Bail d'immeuble à loyer libre.	82
98/763 - Terrain communal sis à Lille 78 rue du Faubourg des Postes - Bail emphytéotique au profit de Lille Métropole Habitat.	83
98/764 - Immeuble sis 53 Quai de l'Ouest à Lille - Bail emphytéotique au profit de la Société Anonyme Union d'Economie Sociale Habitat PACT.	84

FETES PUBLIQUES

98/765 - Animations de fin d'année 1998 - Programme.	85
--	----

ANIMATION

98/766 - Association de Majorettes de Lille - Attributions de subventions.	86
98/767 - Soutien à la Vie Associative - Attributions de subventions.	88
98/768 - Opération "Initiative Ville" 1998 - Attributions de subventions.	89
98/769 - Avances sur subventions consenties aux associations au titre de 1999 - Délégation Animation.	91
98/770 - Accompagnement de projets de quartiers - Attributions de subventions.	92

JEUNESSE

98/771 - Projets Jeunesse Animation - Attributions de subventions.	94
98/772 - Associations de Jeunesse - Attributions de subventions.	96
98/773 - Avances sur subventions consenties aux associations au titre de 1999 - Délégation Jeunesse.	97
98/774 - Programmes d'Animation Jeunesse 1998 - Attributions de subventions.	98
98/775 - Tribunes Jeunes - Convention Ville de Lille - Lille Olympique Sporting Club.	100
98/776 - Relations contractuelles entre la Ville de Lille et la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse - Convention de mise à disposition des locaux sis 12 rue Malpart à Lille.	101

98/777 - Local Jeunes Bois-Blancs - Lot n° 6 : électricité - courants faibles - Avenant.	102
98/778 - Contrat de Ville - Programme 1998 - Relocalisation du Club Léo Lagrange - Quartier de Lille-Sud - Marché sur appel d'offres ouvert.	103

EMPLOI - LUTTE CONTRE LA PRECARITE

98/779 - Programme "Emplois de Services" - Aides au développement de nouvelles activités - Tableau récapitulatif.	104
98/780 - Programme " Nouveaux Services - Nouveaux Emplois" - Développement du réseau d'assistantes maternelles agréées.	112
98/781 - Association "A.C. ! - Agir ensemble contre le chômage" - Aide au fonctionnement - Subvention.	117
98/990 - Réussir le Plan Lillois d'Insertion Economique - Exercice 1998 - Cession de créances.	119

ACTION SPORTIVE

98/782 - Diverses associations sportives - Attribution de subventions exceptionnelles et d'organisation.	120
98/783 - Aide aux clubs de niveau national, aux clubs conventionnés et aux autres clubs - Subventions de fonctionnement - 1ère avance - Année sportive 1998/1999.	121
98/784 - Diverses associations sportives - Subventions de pratique de haut niveau.	122
98/785 - Centres Municipaux d'Initiation Sportive - Reconduction de la vacation versée aux animateurs.	123
98/786 - Piscines municipales - Revalorisation des tarifs.	124
98/787 - Projet d'extension et de réalisation d'un Centre "Pôle Espoir" de Canoë Kayak à Lille - Admission en recettes des subventions du Conseil Régional et du Ministère Jeunesse et Sports.	128
98/788 - Implantation d'un complexe de loisirs et sportif avenue Butin - Bail emphytéotique.	129
98/789 - Halls B et C de NOREXPO - Usage à vocation sport et expositions.	130
98/790 - Contrat de Ville - Programme 1998 - Quartier de Fives - Pôle sportif Roquette - 3ème tranche - Nouveau plan de financement.	131
98/791 - Contrat de Ville - Programme 1998 - Quartier de Fives - Pôle sportif Anatole de la Forge - Requalification du plateau E.P.S. (1ère phase).	132

98/792 - Contrat de Ville - Programme 1998 - Quartier de Moulins - Site sportif Jean Bouin - Extension du club-house - Nouveau plan de financement.	133
---	-----

POLICE MUNICIPALE

98/793 - Enlèvement de véhicules automobiles - Remboursement des frais aux propriétaires.	134
98/794 - Destruction d'un véhicule automobile - Remboursement des frais de destruction.	137
98/795 - Contrat Local de Sécurité.	138

CIRCULATION - STATIONNEMENT - VOIRIE

98/796 - Relèvements des tarifs de voirie 1999.	140
---	-----

ENSEIGNEMENT - CAISSE DES ECOLES

98/797 - Avance sur subvention à la Caisse des Ecoles.	143
98/798 - Indemnité représentative de logement allouée aux instituteurs exerçant dans les écoles publiques - Complément communal égal à la différence entre l'indemnité due et la dotation unitaire.	144
98/799 - Ecoles publiques - Fournitures scolaires - Scolarité 1999/2000 - Appel d'offres.	145
98/800 - A.R.V.E.J. (ex Contrat d'Aménagement du Temps de l'Enfant) - Subventions à différents organismes ou associations.	146
98/801 - Centre de Formation des Musiciens Intervenant (CFMI) - Convention.	147
98/802 - Fourniture de mobilier scolaire - Appel d'offres - Avenant n° 1.	148
98/803 - Classes d'environnement - Convention avec le Denier des Ecoles Laïques.	149
98/804 - Sites informatiques associatifs.	150
98/805 - Bilan des Activités des Centres de Loisirs - Eté 1998 - Information.	152

SANTE PUBLIQUE

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE - C.P.D.

98/806 - Procédure de suivi du pilotage des organismes partenaires ou satellites - Association Départementale du Nord pour la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des jeunes Adultes (A.D.N.S.E.A.).	153
98/807 - Subvention destinée à un organisme à caractère social - Santé.	154

98/808 - Subvention destinée à un organisme à caractère social - Santé - Délibération portant modification.	155
98/809 - Collecte des déchets classe 2 - Avenant au contrat.	156
98/810 - Création du service Solidarité Santé.	157
98/812 - Contrat de Ville - XIème plan - Prévention de la Délinquance - Actions de Prévention et Lutte contre la Toxicomanie - Programme 1998 - Subventions de la Ville - 3ème répartition.	158
98/813 - Groupement de Prévention et d'Accueil Lillois - Avance sur subvention 1999.	160
98/814 - Association Intercommunale d'Aide aux Victimes et de Médiation de Lille - Avance sur subvention 1999.	162

ENVIRONNEMENT - QUALITE DE LA VIE

98/815 - Marché d'entretien des aires et équipements de jeux collectifs de plein air.	164
98/818 - Convention de partenariat entre la Ville de Lille et la Maison de la Nature et de l'Environnement.	165
98/819 - Naturalille - Bilan de l'opération pour l'année 1998 - Demande de subvention.	166
98/820 - Parcours "Découverte de la Qualité de l'Air" - Subvention à l'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique (APPA) et à la Fédération Lilloise des Régies Techniques de Proximité (F.L.R.T.P.).	178
98/821 - Opération "Nature sans frontières" par l'Association Chico Mendès - Demande de subvention.	180
98/822 - Installation de capteurs et de pluviographes - Convention d'occupation du domaine public Ville de Lille/Communauté Urbaine de Lille.	181

ESPACES VERTS

98/823 - Opération "Verdissons nos murs" - Subventions.	182
98/824 - Rénovation du Jardin Vauban - Présentation du programme - Demande de subvention.	184

ECLAIRAGE PUBLIC

98/825 - Maintenance des installations d'éclairage public sur la commune de Lille et la commune associée d'Hellemmes-Lille - Marché de prestations de service sur appel d'offres ouvert - Avenant n° 2.	186
---	-----

MAISON DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

- 98/826 - Avance sur subvention consentie à la Maison de la Nature et de l'Environnement au titre de 1999. 189

HANDICAPES - ACCESSIBILITE

- 98/827 - Subventions destinées aux organismes à caractère social - Personnes Handicapées. 190

ACTION SOCIALE

- 98/828 - Subvention à un organisme à caractère social. 192
- 98/829 - Subventions destinées aux organismes à caractère familial. 193
- 98/830 - Aides familiales à domicile - Association Innov'Enfance - Versement d'une subvention au service Domicil'Enfance. 194
- 98/831 - Adhésion au FSL local de la Société Immobilière Nord-Artois S.A. d'H.L.M. - Groupe Immobilier 3 F - Avenant - Proposition. 195
- 98/832 - Remise gracieuse en faveur d'une famille lilloise en difficulté. 196
- 98/833 - Transformation d'avances remboursables en secours - Titres de recette 13/97 et 1268/97 en faveur de deux familles lilloises en difficulté. 197
- 98/834 - Subventions municipales dans le cadre des O.P.A.H. Moulins, Wazemmes, Lille-Sud et courées en complément des aides de l'A.N.A.H. 198
- 98/835 - Attribution de primes municipales à l'amélioration de l'habitat dans le cadre des O.P.A.H. Moulins, Wazemmes, Lille-Sud et courées en complément des aides de l'A.N.A.H. 199
- 98/836 - Ville de Lille - Cotisation d'adhésion à l'OSLO - Proposition. 201
- 98/837 - Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale - OSLO - Financement. 202
- 98/838 - Subvention à l'Association OSLO pour la création d'une école du locataire - Proposition. 203
- 98/839 - Subvention au FARG - Plan Espoir Nord - Proposition. 204
- 98/840 - APU VIEUX-LILLE - Contrat d'objectif - Proposition. 205
- 98/841 - Subvention exceptionnelle à l'AARS - Proposition. 206
- 98/842 - Reconduction de l'OPAH courées - Proposition. 207

98/843 - Avances sur subvention destinées aux associations à caractère social dans le cadre de la Campagne Pauvreté-Précarité 1999.	209
98/844 - Gestion par le Centre Communal d'Action Sociale des secours d'urgence et avances remboursables octroyés aux Lillois en grande difficulté sociale et financière.	211
98/845 - Gestion par le Centre Communal d'Action Sociale des aides au transport et aux menues dépenses urgentes des Lillois en grande difficulté sociale et financière.	213
98/846 - Gestion par le Centre Communal d'Action Sociale des colis alimentaires octroyés aux Lillois en grande difficulté sociale et financière.	215
98/991 - Subventions aux Associations à caractère social et humanitaire.	217

GESTION DES EQUIPEMENTS SOCIAUX

98/847 - Avances sur subventions consenties aux Equipements de proximité sous contrat (Maisons de Quartiers et Centres Sociaux) et à l'Union Lilloise des Equipements de Proximité au titre de 1999.	218
98/848 - Equipements de Proximité - Attributions de subventions - Postes de Directeurs - 1ère avance au titre de 1999.	220
98/849 - Avance sur subvention consentie à la Mission Enfance de Lille-Sud au titre de 1999.	222
98/850 - Equipement de Proximité - Centre Social des Margueritois - Attribution de subvention au Centre Communal d'Action Sociale de Fâches-Thumesnil.	223

PERSONNES AGEES

98/851 - Subventions destinées aux organismes à caractère social - Personnes Agées.	225
---	-----

ENFANCE - POUPONNIERE ET CRECHES - PROTECTION DE L'ENFANCE

98/852 - Contrat Enfance - Subventions 1999 destinées à des structures diverses, associatives ou publiques oeuvrant en faveur de la Petite Enfance autres que les crèches ou pouponnières municipales - Paiements partiels.	226
98/853 - Association E.R.A.S. - Versement d'une subvention.	229
98/854 - Organisme Cordée Ingénierie - Versement d'une subvention.	230
98/855 - Fédération Lilloise des Régies Techniques de Proximité - Versement d'une subvention.	231
98/856 - Versement de la prestation Contrat Enfance relative aux Centres d'Animation Petite Enfance à la Caisse des Ecoles.	232

.../...

98/857 - Maison de Quartier - Centre Social de Wazemmes - Organisation d'une manifestation - Versement d'une subvention.	233
98/858 - Crèches municipales - Accueil à temps partiel.	234
98/859 - Pouponnière municipale - Organisation d'un spectacle par l'association "Les Tréteaux Blancs" - Versement d'une subvention.	235
98/860 - Centre Régional de la Marionnette - Organisation d'un spectacle - Versement d'une subvention.	236
98/861 - Association Sportive et Culturelle du Foyer GRAFTEAU (A.S.C.F.G.) - Versement d'une subvention exceptionnelle.	237
98/862 - Journées de l'Enfance des 27 et 28 novembre 1998 - Prise en charge des frais de réception.	238
98/863 - Pouponnière Municipale - Dotation globale.	239

DEVELOPPEMENT CULTUREL

98/864 - Prix Jean LEVY - Attribution du prix.	240
98/865 - Don de Gilles GERNEZ - Acceptation.	241
98/866 - Attribution de subventions à quatre associations culturelles.	242
98/867 - Adhésion à l'association pour la mise en valeur des espaces fortifiés de la Région Nord/Pas-de-Calais, au Parc de Matériel Région Nord-Pas-de-Calais et à la Fondation de Lille - Versement des cotisations.	243
98/868 - Bibliothèque Municipale - Demandes de subvention auprès de l'Etat et du Département pour le mobilier et le matériel informatique de la Bibliothèque de Lille-Sud.	244
98/869 - Bibliothèque Municipale - Abonnement - Création de tarifs.	245
98/870 - Théâtre Sébastopol - Mise en conformité - Avenant aux lots n° 1 - 3 - 4 - 6 - 8 - 10.	246
98/871 - Palais des Beaux-Arts - Exposition GOYA "Un regard libre" (11 décembre 1998 - 14 mars 1999) - Autorisation d'encaissement des subventions - Ouverture des crédits d'emploi correspondants.	248
98/872 - Palais des Beaux-Arts - Exposition GOYA "Un regard libre" - Déplacements de journalistes - Prise en charge des frais de transports, hébergement et repas.	249
98/873 - Palais des Beaux-Arts - Rétrocession de catalogues sur la régie de recettes.	250
98/874 - Palais des Beaux-Arts - Projet de prêt de tableaux à Monsieur NONAKA.	251

98/875 - Musée d'Histoire Naturelle/Université des Sciences et Technologies de Lille - Convention de mise à disposition gratuite des collections appartenant à l'Université.	255
98/876 - Musée d'Histoire Naturelle et d'Ethnographie - Enrichissement des collections.	256
98/877 - Musée d'Histoire Naturelle - Don de Monsieur Pierre LOOS de Bruxelles.	257
98/878 - Musée d'Histoire Naturelle - Don de Madame DEFRETIN de Nomain.	258
98/879 - Musée d'Histoire Naturelle - Don de Monsieur Pierre PAILLARD de Paris.	259
98/880 - Musée d'Histoire Naturelle - Opération d'acquisition de la collection de Rosny - Sollicitation de subventions - Admission en recettes - Ouverture du crédit d'emploi.	260
98/881 - Musée Industriel et Commercial - Demande de subvention auprès du FRAM - Admission en recettes - Ouverture du crédit d'emploi.	261
98/882 - Musée d'Histoire Naturelle - Exposition "Déchets corrects exigés" - Horaires, tarifs et ventes.	262
98/883 - Musée d'Histoire Naturelle - Achat d'une collection géologique privée.	263
98/884 - Musée d'Histoire Naturelle - Projet d'exposition sur l'eau (février 2000) - Budget prévisionnel - Sollicitation de subventions et conventions liées - Admission en recettes des subventions - Ouverture du crédit d'emploi.	264
98/885 - Musée de l'Hospice Comtesse - Nouveaux produits destinés au public - Vente à la caisse - Tarifs.	265
98/886 - Musée de l'Hospice Comtesse - Plaquettes - Retrait de la vente.	267
98/887 - Musée de l'Hospice Comtesse - Opération An 2000 - Partenariat avec la Voix du Nord - Convention.	268
98/888 - Musée de l'Hospice Comtesse - Adhésion à la C.E.P.E.R.	269
98/889 - Musée de l'Hospice Comtesse - Don manuel par Monsieur J.P. PARMENTIER d'un jeu traditionnel de beigneau - Acceptation.	270
98/890 - Musée de l'Hospice Comtesse - Restauration d'un tableau de Henri Aimé de Mailly - Subvention de l'Etat - Encaissement - Ouverture du crédit d'emploi.	271
98/891 - Musée de l'Hospice Comtesse - Ouvrages, affiches - Modification des prix de vente.	272

ACTION CULTURELLE

98/892 - Attribution d'une subvention de 35.000 francs à la Maison de Quartier de Fives.	273
98/893 - Attribution d'une subvention de 70.000 F au Théâtre de la Découverte.	274

.../...

98/894 - Attribution d'une subvention aux Ateliers du 49 Ter, sis au 49 ter rue du Docteur Yersin.	275
98/895 - Attribution de subventions à deux associations culturelles.	276
98/896 - Subvention compensatrice de 38.320 francs à l'association Danse à Lille suite à la fermeture temporaire de l'Opéra.	277
98/897 - Associations et organismes culturels lillois - Attribution d'avances sur subventions pour l'exercice 1999.	278
98/898 - Contrat de Ville 1998 - Opération "Pas d'Quartiers" - Admission en recette d'une subvention.	279

URBANISME

98/899 - Ravalement de façades - Subventions.	280
98/900 - Opération DORDIN-PAPIN-SEMO - Traité de concession à la SORELI - Participation d'équilibre.	286

ACTION FONCIERE

98/901 - "Cunette" de la Citadelle - Echange de terrains Etat-Défense/Ville de Lille.	288
98/902 - Propriétés communales sises à Lille, rues Armand Carrel et Guy de Maupassant - Cession gratuite au profit de Lille Métropole Habitat - OPAC de Lille d'un volume et d'une emprise foncière.	290
98/903 - Vente par la Ville de Lille à Logis Métropole de l'immeuble sis à Lille 46, rue Paul Lafargue.	292
98/904 - Vente par la Ville de Lille de la partie arrière de l'ensemble immobilier sis à Lille 11 bis, 13 et 15 rue Voltaire.	293
98/992 - Vente de l'ancienne Ecole des Beaux-Arts à l'I.N.P.I. - Modification des conditions de cession.	295

HABITAT

98/905 - Recondution de l'OPAH courées.	296
---	-----

LYCEES ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

98/906 - Associations d'étudiants - Attribution de subvention.	298
98/994 - Réhabilitation du Grand Magasin - Modification de la composition du jury de choix du concepteur.	299

AIDE AUX PROJETS ASSOCIATIFS

98/907 - Subventions aux associations - Aides aux Projets Associatifs.	301
--	-----

DROITS DE L'HOMME

RELATIONS INTERCULTURELLES - INTEGRATION

98/908 - Subventions de la Ville à diverses associations.	303
98/909 - Schéma Local d'Intégration - Programmation 1998 - Subventions de la Ville - 3ème répartition.	304
98/910 - Schéma Local d'Intégration - Conventions avec le Fonds d'Action Sociale - Avenant.	307
98/911 - Cinquantième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Engagement des Villes pour les Droits de l'Homme.	308

ACTION HUMANITAIRE

98/912 - Subventions destinées aux organismes à vocation humanitaire.	314
98/913 - Subventions destinées aux organismes à vocation humanitaire - Délibération portant modification.	315
98/914 - Subvention d'aide au démarrage de l'association Cap Humanitaire.	316
98/915 - Fédération des Centres d'Insertion - Plate forme humanitaire - Financement complémentaire.	317

DROITS DE LA FEMME

98/916 - Subventions destinées aux organismes en faveur des Droits des Femmes - Association France-Espagne - Versement d'une subvention.	318
--	-----

FINANCES

98/917 - Dotations complémentaires et nouvelles - Exercice 1998 - Décision modificative n° 4.	319
98/918 - Budgets primitif et supplémentaire - Transferts de crédits - Exercice 1998.	327
98/919 - Divers produits communaux - Admissions en non valeur.	356
98/920 - Gestion de la dette - Opérations de mobilisation relatives au financement des investissements et à la renégociation de dette - Contrat de "Crédit Long Terme Renouvelable" avec le Crédit Local de France Dexia - Réalisation d'un emprunt de 30 millions de francs - 1ère tranche.	357

.../...

98/921 - Centre Communal d'Action Sociale - Equipement de la petite Structure d'Accueil pour personnes âgées de Wazemmes - Emprunt de 164.000 F - Garantie financière de la Ville.	360
98/922 - Remboursement d'obligations assimilables du Trésor - Acquisition de nouveaux titres.	362
98/923 - Régies de recettes et d'avances - Passage à la monnaie unique - Décision.	363
98/924 - Débat d'orientation budgétaire.	368
98/925 - Budget Primitif 1999 - Programmes d'équipement - Loi du 5 janvier 1988 - Article 15 - Autorisation d'ouverture de crédits.	372
98/926 - Associations - Avances sur subventions 1999.	374
98/927 - Gestion de la dette - Recours aux instruments de couverture de risque de taux en 1999.	375
98/928 - Catastrophes naturelles et dégâts des eaux du 1er août 1998 - Divers immeubles de la Ville de Lille et d'Hellemmes - Indemnités d'assurance.	378
98/929 - Contrat d'assurance de la responsabilité civile générale de la Ville de Lille et d'Hellemmes, de la Caisse des Ecoles et du Centre Communal d'Action Sociale de Lille - Avenant n° 1.	379
98/930 - Assurance "Dommages aux biens" - Lancement d'une procédure de marché négocié pour le choix d'un courtier ou groupement de courtiers - Lancement d'une procédure de marché négocié pour l'assurance des dommages aux biens.	380

INFORMATIQUE

98/931 - Lancement d'un appel d'offres ouvert pour la maintenance des autocommutateurs des services municipaux.	381
---	-----

DECENTRALISATION

98/932 - Crédits décentralisés - Aides financières en faveur d'actions dans les quartiers.	382
98/933 - Contrat de Ville - Programme 1998 - Fonds de Participation des Habitants - Subventions.	386
98/993 - Contrat de Ville - Programme 1998 - Fonds de Participation des Habitants - Subventions à une association de Majorettes - Modification de l'appellation.	390

L.O.S.C.

98/934 - Relations entre la Ville de Lille et le LOSC Lille Métropole SAEMS - Convention.	391
---	-----

PERSONNEL - RESSOURCES HUMAINES

98/935 Indemnité des Elus Municipaux.	392
98/936 - Assistant territorial de conservation du patrimoine - Taxidermiste - Modalités de recrutement.	393
98/938 - Rétribution des agents participant aux jurys d'examens ou de concours ou assurant une tâche d'enseignement.	395
98/939 - Recrutement d'agents non titulaires pour faire face à un besoin occasionnel.	396
98/940 - Recrutement d'agents non titulaires pour faire face à un besoin saisonnier.	397
98/942 - Création de postes au Service Emploi-Insertion.	398
98/943 - Concession de logement - Responsable de la Sûreté du bâtiment et des personnes de l'Hôtel de Ville.	400
98/944 - Création d'emplois - Actualisation.	401
98/945 - Sportif de Haut Niveau - Autorisation d'absence - Emploi-Jeune.	406
98/946 - Sportif de Haut Niveau - Autorisation d'absence - Ville de Lille.	407
98/947 - Emploi d'archéologue - Redéfinition des missions et revalorisation de la rémunération.	408
98/948 - Emploi de chargé de mission auprès du Conseil Communal de Prévention de la Délinquance - Redéfinition des missions et revalorisation de la rémunération.	410
98/949 - Révision des indemnités de vacances allouées aux médecins chargés d'assurer, à temps partiel, le fonctionnement des services médico-sociaux.	412
98/950 - Mise en place des chèques-vacances.	413
98/952 - Opération "Faubourg des Musiques" - Rémunération des intervenants.	415
98/953 - Indemnité accordée à Mme Lydie HUREZ, Contrôleur des Contributions Directes.	417
98/954 - Indemnité accordée à Mme Marie-Claude LEBON, Contrôleur des Contributions Directes	418
98/955 - Indemnité accordée à M. Serge MACHURON, Contrôleur des Contributions Directes.	419
98/956 - Indemnité accordée à M. Pierre TOMASZEK, Contrôleur des Contributions Directes.	420
98/957 - Indemnité accordée à M. Patrick ROBITAILLE, Contrôleur des Contributions Directes.	421

.../...

98/958 - Indemnité accordée à M. Franck DECAUDIN, Contrôleur des Contributions Directes.	422
98/959 - Indemnité accordée à M. René DASSONNEVILLE, Contrôleur des Contributions Directes.	423
98/960 - Indemnité accordée à Mme Isabelle FLIP, Contrôleur des Contributions Directes.	424
98/961 - Indemnité accordée à Mme Renée ESTRADÉ, Contrôleur des Contributions Directes.	425
98/962 - Indemnité accordée à M. Jean-Claude DUQUESNOY, Contrôleur des Contributions Directes.	426
98/963 - Indemnité accordée à M. Patrick CAUCHE, Contrôleur des Contributions Directes.	427
98/964 - Indemnité accordée à Mme Nunzia BEURRIER, Contrôleur des Contributions Directes.	428
98/965 - Indemnité accordée à Mme Christelle CAYET, Contrôleur des Contributions Directes.	429
98/966 - Indemnité accordée à Mme Claudine BRANSWYCK, Contrôleur des Contributions Directes.	430
98/967 - Indemnité accordée à Mme Annie BASSET, Contrôleur des Contributions Directes.	431
98/968 - Indemnité accordée à M. Bernard DUPONT, Contrôleur des Contributions Directes.	432
98/969 - Indemnité accordée à Mme Béatrice DUBOIS, Contrôleur des Contributions Directes.	433
98/970 - Indemnité accordée à Mme Monique DAUTRICHE, Contrôleur des Contributions Directes.	434
98/971 - Indemnité accordée à M. Pascal MAGINOT, Contrôleur des Contributions Directes.	435
98/972 - Indemnité accordée à M. Gérard MALSAGNE, Contrôleur des Contributions Directes.	436
98/973 - Indemnité accordée à Mme Georgette MASURELLE, Contrôleur des Contributions Directes.	437
98/974 - Indemnité accordée à Mme Magalie MARCILLY, Contrôleur des Contributions Directes.	438
98/975 - Indemnité accordée à Mme Patricia MENAGE, Contrôleur des Contributions Directes.	439

98/976 - Indemnité accordée à Mme Danièle COSQUIER, Contrôleur des Contributions Directes.	440
98/977 - Indemnité accordée à M. Didier PAGE, Contrôleur des Contributions Directes.	441
98/978 - Indemnité accordée à M. Denis PUTKOWNIK, Contrôleur des Contributions Directes.	442
98/979 - Indemnité accordée à M. Christophe WARET, Contrôleur des Contributions Directes.	443
98/980 - Indemnité accordée à M. Jean-Pierre THERY, Contrôleur des Contributions Directes.	444
98/981 - Indemnité accordée à Mme Christine WIART, Contrôleur des Contributions Directes.	445
98/982 - Indemnité accordée à M. Alain MONCHECOURT, Contrôleur des Contributions Directes.	446
98/983 - Indemnité accordée à Mme Ginette CHEVALIER, Contrôleur des Contributions Directes.	447
98/984 - Indemnité accordée à Mme Chantal COLEIN, Contrôleur des Contributions Directes.	448
98/985 - Indemnité accordée à M. Jacques COQUERELLE, Contrôleur des Contributions Directes.	449

ACHATS PUBLICS

98/986 - Palais des Beaux-Arts - Maintenance et exploitation des installations - Transfert d'activités - Avenant n° 1.	450
--	-----

ETAT CIVIL - CIMETIERES

98/987 - Concessions et droits divers dans les cimetières - Tarification au 1er janvier 1999.	451
98/988 - Travaux d'inhumation et d'exhumation - Adoption du budget primitif 1999 et tarification au 1er janvier 1999.	456
98/989 - Demande d'autorisation de création d'une chambre funéraire.	461

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 93/720

OBJET

Délégation accordée au Maire
en vertu des articles L 2122-22 et L 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales
Compte rendu au Conseil Municipal

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 96/681 du 16 décembre 1996, vous avez bien voulu, en vertu des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, accorder délégation au Maire ou en cas d'empêchement au Premier Adjoint pour les objets limités énumérés ci-dessous :

- réalisation d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passation à cet effet des actes nécessaires ;
- préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être réglementairement passés sous forme de marchés négociés en raison de leur montant, lorsque les crédits sont prévus au budget ;
- conclusion et révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- passation des contrats d'assurance ;
- création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- exercice, au nom de la Commune, du droit de préemption dans le cadre du plan de sauvegarde et de mise en valeur du Secteur Sauvegardé de Lille ;
- engagement, au nom de la Commune, de toutes actions en justice, ou défense de la Commune dans toutes les actions intentées contre elle.

Aux termes de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions prises en vertu de l'article L 2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils Municipaux sur les mêmes objets.

De plus, le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation ; en conséquence, nous vous prions de trouver, ci-annexé, un tableau récapitulatif de ces décisions.

ADOPTÉE à l'unanimité

Marchés, avenants, contrats d'assurances, réalisations d'emprunts et actions en justice
exercés par le Maire conformément aux dispositions
des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
et de la délibération du Conseil Municipal n° 96/681 du 16 décembre 1996

Tableau mis à jour le 7 décembre 1998

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
98/128 D.M.	15 septembre 1998	Finances et Achats	Un contrat est passé avec la Société Computer Channel, 55 Etienne Dolet à Malakoff (92248), en vue de l'abonnement à des cassettes VHS SECAM destinées à la formation du personnel du service Systèmes d'Information.	60 058,80 F TTC	16 septembre 1998
98/129 D.M.	17 septembre 1998	Contentieux	La Ville de Lille défend devant toute juridiction compétente à l'action engagée par M. Raphaël PENET à l'effet d'obtenir l'annulation de la décision du Maire de Lille du 11 mars 1998 refusant d'accorder un permis de construire.		21 septembre 1998
98/130 D.M.	17 septembre 1998	Contentieux	La Ville de Lille défend devant toute juridiction compétente à l'action engagée par M. DANIEL à l'effet d'obtenir l'annulation de la sanction disciplinaire prononcée à son encontre le 15 avril 1998 et la révision de la note qui lui a été attribuée au titre de l'année 1997.		21 septembre 1998

98/131 D.M.	22 septembre 1998	Urbanisme et Foncier	Un bail de 3 ans prenant effet le 15 août 1998 et renouvelable ensuite annuellement par tacite reconduction est passé avec Mademoiselle Catherine MELIN lui accordant l'occupation du rez-de-chaussée commercial de l'immeuble sis à Lille, 6 rue d'Arras.	loyer annuel : 7 200 F indexé sur l'indice du coût de la construciton	24 septembre 1998
98/132 D.M.	25 septembre 1998	Finances et Achats	Un contrat est passé avec la Société C.L.C. SOVAC, 12 rue André Malraux à Levallois Perret (92300), en vue de la location de 6 batteries pour véhicules Citroën Saxo électriques.	Redevance mensuelle : 605 F TTC par batterie	28 septembre 1998
98/133 D.M.	29 septembre 1998	Contentieux	La Ville de Lille interjette appel de l'ordonnance rendu le 26 juin 1998 par le Tribunal Administratif de Lille relatif aux désordres affectant les verrières du Palais des Beaux-Arts.		2 octobre 1998
98/134 D.M.	1er octobre 1998	Développement Culturel	Une convention d'occupation de surfaces d'entrepôt au Port de Lille , conclue à compter de sa signature, pour une durée de 10 mois et renouvelable par tacite reconduction d'année en année, est autorisée avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille Métropole, pour le stockage des décors de l'Opéra.	Redevance mensuelle 9 989, 20 F H.T.	6 octobre 1998
98/135 D.M.	6 octobre 1998	Finances et Achats	Un contrat est passé avec la Société AUTOMATISME NORD, rue Lavoisier, Z.A.E. Les Dix Muids à Marly (59582), en vue de la maintenance d'une porte automatique de marque Record type DTS A13 installée à la Mairie de quartier de Lille-Sud, rue du Faubourg des Postes à Lille.	Redevance annuelle 4 920,48 F TTC	6 octobre 1998

98/136 D.M.	6 octobre 1998	Finances et Achats	Un marché négocié de maîtrise d'oeuvre est passé avec l'Atelier d'Architecture Michel NAEYE, 115 rue du Molinel à Lille, et le Cabinet A.I.A., 22 rue de la Duqueniére à Croix (59170), en vue de l'exécution d'une mission de maîtrise d'oeuvre pour la restructuration de la Maison de quartier de Lille-Moulins, 1 rue Armand Carrel à Lille.	405 899,80 F TTC	6 octobre 1998
98/137 D.M.	14 octobre 1998	Finances et Achats	Un contrat temporaire EUROP ASSISTANCE est passé par l'intermédiaire de la Compagnie d'assurances Descamps d'Haussey, 22 avenue du Peuple Belge à Lille pour assurer l'assistance à deux personnes se rendant en UKRAINE du 15 au 18 octobre 1998 inclus.	Montant de la prime 470 F	14 octobre 1998
98/138 D.M.	14 octobre 1998	Finances et Achats	Un contrat est passé avec la Société 01DB, dont le siège social est à Lyon (69000), 111 rue du 1er mars, en vue de la maintenance du sonomètre de marque 01 DB utilisé par le service de l'Ecologie Urbaine.	Redevance annuelle 6 030 F TTC	20 octobre 1998
98/139 D.M.	21 octobre 1998	Sports	Une convention d'occupation de la piscine olympique Marx Dormoy prenant effet à compter de sa signature est autorisée avec la Ville de Saint-André	occupation à titre gratuit	21 octobre 1998
98/140 D.M.	22 octobre 1998	Education Enseignement	Une convention à titre précaire et révocable sera passée, en accord avec le Rectorat de Lille, avec la DAFCO et le lycée Lalo autorisant les élèves de l'école Auguste Comte, 10 bis rue de Thionville, encadrés d'adultes, à traverser la propriété sise 7 rue de Thionville occupée d'une part par la DAFCO et d'autre part par le Lycée Lalo, le midi durant les périodes scolaires pour rejoindre le restaurant scolaire "Célestines".		23 octobre 1998

98/141 D.M.	22 octobre 1998	Education Enseignement	Des locaux scolaires dans les établissements primaires et maternels de la Ville de Lille sont mis à disposition des associations pour y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.	occupation à titre gratuit	23 octobre 1998
98/142 D.M.	22 octobre 1998	Finances et Achats	Un marché négocié est passé avec la Société PROTEG INCENDIE, 2 bis rue Louis Armand à Paris (75015), en vue de l'installation d'un système de protection incendie à la Pouponnière Municipale, 86 rue des Meuniers à Lille.	239 210,10 F TTC	23 octobre 1998
98/143 D.M.	22 octobre 1998	Finances et Achats	Un marché négocié est passé avec la Société BIRO SECURITE, 251 avenue Antoine de Saint-Exupéry à Calais (62100), en vue de l'installation d'un système de désenfumage à la Pouponnière Municipale, 86 rue des Meuniers à Lille.	69 352,24 F TTC	23 octobre 1998
98/144 D.M.	26 octobre 1998	Finances et Achats	Un marché négocié est passé avec la Société BIRO SECURITE, 251 avenue Antoine de Saint-Exupéry à Calais (62100), en vue de l'installation d'un système de détection incendie à la Bibliothèque municipale, rue Edouard Delesalle à Lille..	470 216,99 F TTC	28 octobre 1998
98/145 D.M.	26 octobre 1998	Finances et Achats	Un marché à bons de commande négocié est passé avec la société Dubois Matériaux, C.R.T. rue de la Haie Plouvier à Lesquin (59813), en vue de la fourniture de bois et panneaux.	Miniumum annuel 300 000 F TTC Maximum annuel 700 000 F TTC	28 octobre 1998

98/146 D.M.	26 octobre 1998	Finances et Achats	Un marché à bons de commande négocié est passé avec la Société Wagnon 203 rue de l'Alma à Roubaix (59100), en vue de la fourniture de jouets destinés à être distribués dans les écoles en zone d'éducation prioritaire à l'occasion des fêtes de fin d'année 1998.	Montant estimatif 400 000 F T TC	28 octobre 1998
98/147 D.M.	26 octobre 1998	Finances et Achats	Un premier avenant est passé au marché conclu avec la société anonyme A.I.N.F. 15 B rue du Plouvier à Templemars (59175), pour le contrôle technique des appareils de levage en service dans les propriétés communales, en vue d'en augmenter son montant.	43 551,67 F TTC	28 octobre 1998
98/148 D.M.	27 octobre 1998	Finances et Achats	Un marché négocié de prestations intellectuelles est passé avec le G.I.E. du Bureau Commun Automobile, 540 avenue de Dunkerque à Lomme (59160), en vue de l'expertise des véhicules amenés en fourrière municipale depuis plus de trois jours.		30 novembre 1998
98/149 D.M.	27 octobre 1998	Finances et Achats	Un marché négocié est passé avec la Société SII Protection, Zone Actifranes, 193 rue de Paris à Tourcoing (59200), en vue de l'installation d'un système de désenfumage à la Bibliothèque Municipale rue Edouard Delesalle à Lille.	162.037,34 F T.T.C	
98/150 D.M.	29 octobre 1998	Urbanisme et Foncier	Une convention de mise à disposition, prenant effet à la date de signature pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction sans pouvoir excéder 5 ans, est passée avec Lille Métropole Communauté Urbaine pour l'aménagement d'un espace vert dénommé "le jardins des Sarrazins" sur l'îlot "Sarrazins-Austerlitz-Eylau-Wagram" appartenant à la Communauté Urbaine de Lille.	mise à disposition à titre gratuit	30 octobre 1998

98/151 D.M.	29 octobre 1998	Finances et Achats	Un contrat est passé avec la société PRODIAL, 11 rue de la Créativité à Villeneuve d'Ascq (59650), en vue de souscrire aux services de support technique du système de données informatiques Oracle.	Montant annuel 178 073,43 F TTC	30 octobre 1998
98/152 D.M.	9 novembre 1998	Finances et Achats	Un marché à bons de commande négocié est passé avec la société France Publications dont le siège social est à Paris (75002), 112 rue Réaumur, en vue de la fourniture des abonnements aux journaux et périodiques à souscrire pour les services municipaux.	Montant estimatif annuel 400 000 F TTC	9 novembre 1998
98/153 D.M.	16 novembre 1998	Contentieux	La Ville de Lille engage contre les entreprises SNEP et CAZEAUX devant toute juridiction compétente les actions à l'effet d'obtenir la réparation des préjudices subis par la Ville à l'occasion des travaux de réfection des bétons de l'Hôtel de Ville.		17 novembre 1998
98/154 D.M.	16 novembre 1998	Contentieux	La Ville de Lille poursuit devant toute juridiction compétente M. Houcine BELHADI qui a commis des outrages et violences à l'encontre de son agent dans l'exercice de ses fonctions, M. Laurent BODZIOCH, gardien de police municipale, à l'effet d'assurer la défense de ce dernier mais également d'obtenir la réparation du préjudice particulier pour les frais et honoraires entraînés par la défense de son agent ainsi qu'une indemnisation au titre de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale.		17 novembre 1998

98/155 D.M.	16 novembre 1998	Urbanisme et Foncier	Un bail commercial, prenant effet le 12 octobre 1998, pour une durée de neuf ans, est passé avec M. et Mme VANDEPUTTE-FAISANT, nouveaux gérants du salon de toilettage 4 Pat'Club, leur accordant la location du rez-de-chaussée et du sous-sol de l'immeuble 51 rue du Faubourg des Postes à Lille.	loyer annuel : partie fixe : 18 728 F révisable à l'issue de chaque période triennale + partie indexée sur le chiffre d'affaires	17 novembre 1998
98/156 D.M.	16 novembre 1998	Finances et Achats	Un marché à bons de commande négocié, est passé avec la Société La Table Ronde, 1 rue Henri François à Ozoir La Ferrière (77330), en vue de la fourniture d'environ 6 500 colis destinés à être distribués à l'occasion des fêtes de fin d'année.	Montant estimatif 650 000 F TTC	17 novembre 1998
98/157 D.M.	20 novembre 1998	Finances et Achats	Un contrat temporaire EUROP ASSISTANCE est passé par l'intermédiaire de la Compagnie d'assurances Descamps d'Haussy, 22 avenue du Peuple Belge à Lille pour assurer l'assistance à deux personnes se rendant à Saint Louis du Sénégal du 20 au 28 novembre inclus.	Montant de la prime 700 F	23 novembre 1998
98/158 D.M.	24 novembre 1998	Enseignement	Des locaux scolaires dans les établissements primaires et maternels de la Ville de Lille sont mis à disposition des aides-éducateurs pour y organiser des activités à caractère socio-éducatif durant les temps non scolaires.	Mise à disposition à titre gratuit	27 novembre 1998
98/159 D.M.	25 novembre 1998	Finances et Achats	Un marché négocié de prestations intellectuelles est passé avec le Bureau d'Etudes Ingénierie Maning, 230, avenue Jean Jaurès à Ronchin (59790), en vue de l'élaboration des documents techniques servant de base à l'appel d'offres relatif aux travaux de réhabilitation du Théâtre Sébastopol, place Sébastopol à Lille.	359 170,92 F TTC	26 novembre 1998

98/160 D.M.	30 novembre 1998	Coordination des Musées	Une convention d'occupation de locaux, d'une durée d'un an à raison de 29 heures par semaine, est passée avec la Société Objectif 21 dont le siège est situé au 26 rue des Ponts de Comines à Lille représentée par M. VERMOESEN, afin de développer dans l'auditorium du Palais des Beaux-Arts de Lille des activités cinématographiques.	Redevance : 8 000 F + charges : 4 000 F	
-------------	------------------	-------------------------	--	---	--

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/721

OBJET

Commissions municipales Composition - Modification

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 95/539 en date du 25 septembre 1995, vous avez notamment adopté la composition des neuf commissions municipales.

Pour faire suite à la démission d'un membre du Conseil Municipal, il convient d'adopter certaines modifications à la composition des Commissions ci-après, désormais fixées comme suit :

Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse

- Mme CAPON	- Mme BUFFIN	- M. BARBAROSSA	- Mme BAERT	- Mme COOLZAET
- Mme DAVIDT	- Mme M.T. ROUGERIE	- M. RENAR	- M. LESERRE	
- M. DEBIEVE	- M. SELLANI		- Mme MALLEVILLE	
- M. MARCHAND				
- Mme STANIEC				

Commission de la Culture

- M. CALONNE	- M. BROCHEN	- M. LENGLET	- Mme DANGREAU	- M. BERNARD
- M. DELGRANGE	- Mme BUFFIN	- M. RENAR	- M. LABBEE	
- Mme ESCANDE	- Mme DA SILVA		- M. LESERRE	
- Mme WARDAVOIR				
- M. THIOT				

Nous vous demandons de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/722

OBJETConseils de Quartier - Vacances de
sièges - Désignation de membres

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

En sa séance du 18 mars 1996, le Conseil Municipal a procédé au renouvellement des Conseils de Quartier, ainsi qu'à l'élection de leurs membres et adopté le règlement intérieur des Conseils de Quartier.

Il convient, conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement intérieur, de combler les sièges devenus vacants par suite du départ ou du décès de leurs titulaires.

Nous vous proposons à cet effet les candidatures suivantes :

Conseil de Quartier du Faubourg de Béthune

- pour remplacer Monsieur Frédéric BOCHU

Monsieur Joaquim DASSONVILLE, 79, rue Destailleurs - 59000 LILLE

Conseil de Quartier de Vauban-Esquermes

- pour remplacer Monsieur Serge LANGER

Madame LENGLIN, Chef d'établissement de la Poste, 129 rue Colbert -
59800 LILLE

- pour remplacer Monsieur Henri PIERUNEK

Mademoiselle Valérie PONTHEU, 105 rue Meurein Appt 23 - 59000 LILLE

Conseil de Quartier de Saint-Maurice - Pellevoisin

- pour remplacer Monsieur David MERESSE

Madame Monique GABOURG, 3/104 rue de la Briqueterie - 59000 LILLE

Conseil de Quartier de Moulins

- pour remplacer Monsieur Jérôme ARLUISON

Mademoiselle Karima MERABET, 22/13 rue Georges Clémenceau - LILLE

- 2 -

Conseil de Quartier de Fives

- pour remplacer Monsieur GRAENICHER

Monsieur Olivier VANDEVOORDE, 22, rue Edouard Vaillant 59800 LILLE

Conseil de Quartier du Vieux-Lille

- pour remplacer Madame Céline DE ANGELI

Monsieur Aymeric BROCHEN, 80, rue Ste Catherine - 59800 LILLE

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/723

OBJETReprésentation de la Ville dans
divers organismes - Remplacement de
Monsieur REUX

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Afin de compléter les conseils d'administration des organismes dans lesquels la Ville était représentée par Monsieur REUX, il conviendrait d'assurer son remplacement dans les structures concernées.

Nous vous proposons, à cet effet, les candidatures suivantes :

- Syndicat Intercommunal à vocation unique pour l'étude, la création, la promotion, l'aménagement et la gestion du Centre de loisirs du "Camp Français"
- en qualité de suppléant : Monsieur THIOT
- Syndicat Intercommunal Lille - La Madeleine (SILILAM)
- en qualité de suppléant : Monsieur THIOT
- Action Sociale en faveur des Retraités et des Personnes Agées - Instance locale de Coordination Municipale
- Monsieur MARCHAND, en sa qualité de délégué à l'Animation
- Conseil Communal de Prévention de la Délinquance
- Monsieur THIOT
- Associations de gestion des Maisons de Quartier et Centres Sociaux
- en qualité de suppléant : Monsieur THIOT
- Association Lilloise pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes
- Monsieur THIOT
- Association pour la Fondation de Lille
- Monsieur THIOT
- Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ)
- Mme STANIEC
- Association "La Deûle"
- Mme STANIEC
- Association pour la Promotion de Moyens Modernes pour le Développement de la Vidéocommunication "Métrocâble"
- Monsieur THIOT

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/724

OBJETCaisse des Ecoles de Lille -Comité - Désignation des délégués
du Conseil Municipal

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 95/444 du 25 septembre 1995, vous avez procédé à la désignation de 12 représentants du Conseil Municipal au Comité de la Caisse des Ecoles.

Par suite de la démission de Monsieur REUX en tant que Conseiller Municipal et de celle de Monsieur FALISE, il convient de procéder à leur remplacement.

Ont été désignés :

- Monsieur THIOT

- Madame ROUGERIE

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/725

OBJET

Société d'Economie Mixte de Gestion
de Lille Grand Palais. Désignation du
Président du Conseil d'Administration.
Autorisation donnée à Madame DA SILVA

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 95/416 du 3 juillet 1995, le Conseil Municipal a désigné ses représentants au sein du Conseil d'Administration de la SAEM de Gestion de Lille Grand Palais.

Par délibération du 16 novembre 1998, le Conseil d'Administration de la SAEM a désigné Madame Dorothee DA SILVA, Conseiller Municipal Délégué de la Ville de Lille, comme Président du Conseil d'Administration.

En vertu de l'article 21 des statuts de la SAEM, il est prévu que cette désignation doit être confirmée par une délibération expresse du Conseil Municipal.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir autoriser Madame DA SILVA à exercer les fonctions de Président du Conseil d'Administration de la SAEM de Gestion de Lille Grand Palais.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/726

OBJET

Centre Hospitalier Régional -
Conseil d'Administration - Désignation
des délégués du Conseil Municipal
Modification

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 95/411 du 3 juillet 1995, et 96/832 du 16 décembre 1996, vous avez procédé à la désignation des 5 représentants du Conseil Municipal au Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Régional.

Par suite de la démission de Madame MATTIGHELLO du Conseil d'Administration du C.H.R., il convient de procéder à son remplacement.

A été désignée : Madame HENAUT

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/811

OBJETFestival de Lille
Approbation de la Dissolution
De l'Association

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

Désireux d'accroître le rayonnement culturel de Lille et de la Région, le Conseil Municipal, par délibération n° 76/4056 du 19 septembre 1976, a décidé d'adhérer à « *L'Association Festival de Lille* ».

Créée à l'initiative du Bâtonnier Jean LEVY, puis dirigée par Maurice FLEURET, l'association « Festival de Lille » a pendant plus de vingt ans, porté des projets culturels importants au retentissement national et international.

Depuis quelques années, le Festival de Lille ne trouvait plus vraiment sa place dans le paysage culturel régional et cherchait une nouvelle identité de programmation.

Brigitte DELANNOY s'orientait vers les techniques nouvelles de l'image, du son et du cinéma mais sa disparition trop rapide n'a pas permis l'aboutissement de ce projet.

Par ailleurs, certains partenaires ont manifesté leur souhait de se désengager.

Les difficultés financières se sont ajoutées aux difficultés de gestion, le Festival n'a pas été en mesure d'assurer une programmation pour 1998.

Dans ces conditions, la participation financière de la Ville ne peut qu'être remise en question.

Tirant les conséquences de cette situation et afin d'éviter des difficultés plus grandes encore, le Conseil d'Administration de l'Association « Festival de Lille » lors de sa séance du 21 avril 1998, a envisagé une mise en sommeil de l'association, se concrétisant au regret de tous, par sa liquidation.

Cette décision a également pour conséquence le licenciement du personnel. Grâce aux efforts conjugués de l'Association et de ses partenaires financiers certaines personnes ont pu être reclassées, mais hélas pas toutes.

Une Assemblée Générale extraordinaire doit se tenir le 18 décembre 1998 ; cette Assemblée doit notamment entériner les décisions du Conseil d'Administration, et voter la dissolution de l'Association.

Une Assemblée Générale extraordinaire doit se tenir le 18 décembre 1998, cette Assemblée doit notamment entériner les décisions du Conseil d'Administration, et voter la dissolution de l'Association.

La Ville étant représentée dans les Instances de l'Association, ses représentants étant désignés par le Conseil Municipal, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la dissolution de l'Association,
- de dire que les subventions votées par la Ville à partir de l'exercice 1998 n'ont été versées que pour les besoins de la liquidation, au vu de justificatifs.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/727

OBJET

Commune Associée d'Hellemmes

Cimetière CommunalTravaux d'inhumations et d'exhumationsAdoption du Budget Primitif 1999Tarification au 1^{er} Janvier 1999Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Depuis le 10 janvier de cette année, les travaux d'inhumations et d'exhumations réalisés par la main d'œuvre communale au cimetière le sont dans le cadre d'un service extérieur des pompes funèbres résultant de la loi du 08/01/1993.

Ce service doit équilibrer ses comptes par les prestations de services payées par les familles.

Les tarifs pratiqués résultent du calcul d'un coût horaire comprenant toutes les charges de personnel multipliées par le nombre d'heures et l'achat des fournitures et services nécessaires aux travaux réalisés.

La Ville mettant à disposition du service extérieur des pompes funèbres le personnel, les charges correspondantes sont payées après émission d'un titre de recette. Les autres recettes, par contre, seront réglées directement par le service extérieur des pompes funèbres.

Pour cette année, le budget primitif était établi sur la base de 105 400 F en recettes et en dépenses. Les résultats obtenus sur les 10 premiers mois permettent d'envisager une confirmation de ces prévisions.

Pour l'exercice 1999, il est donc envisagé de confirmer ces éléments en tenant compte simplement de la hausse des traitements (augmentation de l'indice et avancement) et des achats et services, soit de l'ordre de 3 %.

En conséquence, les tarifs augmentent du même pourcentage.

Il vous est donc demandé :

- d'adopter le budget primitif 1999
- d'adopter le principe d'une augmentation des tarifs de 3 %

ADOPTÉE à l'unanimité

BUDGET PRIMITIF 1999**DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES (H.T.)**

DEPENSES	RECETTES
6218- <u>Autres personnel extérieurs</u> 98 262,00 F	
6063- <u>Fournitures d'entretien et petit équipement</u> 7 210,00 F	706- <u>Prestations de service</u> 108 562,00 F
6064- <u>Fournitures administratives</u> 824,00 F	
6155- <u>Entretien et réparation sur biens mobiliers</u> 2 266,00 F	
TOTAL 108 562,00 F	TOTAL 108 562,00 F

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/728

OBJET

COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES

Rapport de Monsieur le Maire,

MAINTIEN DES COUREES
PROGRAMME 1999 D'ASSAINISSEMENT
ET DE REQUALIFICATION DES SOLS

Mesdames, Messieurs,

La politique d'aide au maintien des courées relève des actions retenues dans le contrat d'agglomération signé le 24 janvier 1992 entre le Préfet, le Président du Conseil Régional et le Président de LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE.

La Commune Associée d'HELLEMMES a pour cela bénéficié d'une étude diagnostique de l'ARIM, actualisée par le CAL P.A.C.T de LILLE ET ENVIRONS dont les conclusions ont été validées.

Il revient à présent à la ville de LILLE, de saisir LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE des perspectives d'intervention en courées pour l'année 1999.

Les opérations susceptibles d'être retenues sont, par ordre de priorité :

Désignation -adresse	nombre de logements	estimation	
		assainissement	requalification
Cité Chanzy 136 rue Chanzy	19	250 000 F	200 000 F
Cour Jouglet 85 rue Dordin	07	100 000 F	120 000 F
Cour Pasbecq Pavé du Moulin	04	80 000 F	90 000 F
Cour Derwez 22 bis rue Pasteur	08	100 000 F	130 000 F
Impasse des Maisons Liénart 337bis rue R. Salengro	04		180 000 F

Les interventions de la collectivité comprennent des travaux d'assainissement et de requalification des espaces communs sous la responsabilité de la ville.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir donner votre accord pour la signature des conventions entre LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE et la Commune Associée d'HELLEMMES qui préciseront la hauteur des programmes retenus.

La ville de LILLE percevra de LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE par la voie de fonds de concours, la totalité des moyens nécessaires.

Sur l'ensemble des cours proposées, des subventions pourront être effectuées à la demande de la ville, s'il s'avère difficile, sur certaines cours de réaliser les travaux avant la fin de l'année qui suit leur programmation.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/729

OBJET

Commune Associée d'Hellemmes

Aménagement des Rythmes de Vie de l'Enfant
et du Jeune à l'école Herriot – Subvention et réemploiRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

La Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports a mis en place la procédure de l'A.R.V.E.J. depuis 1996 .

La Commission Enseignement, lors de sa séance du 5 juin 1996, a approuvé la signature d'une convention, afin de permettre la prise en compte des initiatives menées dans ce cadre à l'école Herriot .

Il s'agit de développer des activités diversifiées (sports, arts plastiques , culture) sur le temps scolaire comme hors temps scolaire, y compris le mercredi.

L'apport de moyens par la Commune (personnel, matériel, transport) est valorisé à hauteur de 60.000 F.

En accord avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'Hellemmes réuni le 11 décembre 1998, nous vous demandons de nous autoriser à :

- admettre en recette la subvention d'un montant total de 35 000 F versée par la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports de Lille, au chapitre 74, article 7471, fonction 11 du budget de la Ville de Lille;
- prévoir le réemploi de la somme correspondante au chapitre 74, article 74879, fonction 01;
- verser à l'association "Edouard et Célestin vont en bateau", support de l'opération, une subvention de 35 000 F à prélever sur le chapitre 65, article 65748, fonction 11 du budget de la Commune Associée d'Hellemmes.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAÎT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/730

OBJET

Commune Associée d'Hellemmes

Coopérative de l'école HerriotVersement d'une subvention exceptionnelleRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Un projet pédagogique prévoyant une correspondance avec une école de Diawar au Sénégal, sera mis en oeuvre durant l'année scolaire 1998/1999 au sein de 3 classes de CP, CE1 et CE2-CM1 de l'école Herriot.

Les objectifs de cette initiative sont :

- Permettre de nombreux échanges de cultures et de traditions
- Aider cette école sénégalaise par des envois de papier, crayons, enveloppes, etc.

En accord avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'Hellemmes réuni le 11 décembre 1998, nous vous demandons de nous autoriser à verser à la coopérative de l'école Herriot une subvention de 1000,00 F, à prélever sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 65748, fonction 11.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/731

OBJET

Commune Associée d'Hellemmes

Coopérative de l'école Jean Jaurès
Versement d'une subventionRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Afin de favoriser la continuité des actions de la coopérative jusqu'au prochain budget, il convient de lui attribuer dès maintenant une subvention.

Celle-ci contribue à l'organisation de sorties par la coopérative (visites de musées, spectacles, etc.) et permet de limiter la participation des parents.

En accord avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'Hellemmes réuni le 11 décembre 1998, nous vous demandons de nous autoriser à verser à la coopérative de l'école Jean Jaurès une subvention de 1 336 F à prélever sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 65748, fonction 189.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/732

OBJET

COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES

Rapport de Monsieur le Maire,

COMPLEXE SPORTIFARTHUR CORNETTEPROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du programme pluriannuel d'investissements, il est envisagé sur plusieurs années divers aménagements du complexe sportif, notamment la création d'une salle de sports, d'une salle de gymnastique.

Dans cette perspective des crédits seront inscrits au budget 1999.

Les travaux peuvent faire l'objet de subventions du Conseil Général.

En accord, avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'HELLEMMES, qui s'est réuni le 11 Décembre 1998, nous vous demandons de nous autoriser à :

- solliciter les subventions susceptibles d'être allouées.
- Etablir le dossier d'appel d'offres pour la désignation de l'architecte.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/733

OBJET

COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMES

AVANCES SUR SUBVENTIONS CONSENTIES ADIVERS ORGANISMES AU TITRE DE L'ANNEE 1999Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Comme chaque année et dans l'attente du prochain budget primitif, il conviendrait de prévoir le versement d'avances sur subventions à différents organismes hellemmois, afin de leur permettre de faire face à leurs dépenses de fonctionnement et d'éviter qu'elles ne connaissent des difficultés de trésorerie.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes réuni le 11 décembre 1998, nous vous proposons donc d'approuver le principe d'une avance sur subvention de fonctionnement 1999, correspondant aux 3/12^{ème} de la subvention inscrite au Budget Primitif 1998, aux organismes suivants :

Chap	Art	Fct	ORGANISMES	Subventions inscrites au B.P. 1998	Avances sur subventions 1999 proposées
65	6574	524	Association Les Jardins dans la Ville	225.000 F	56.250 F
65	6574	40	Association Sportive Hellemmoise Omnisports	141 000 F	35 250 F
65	6574	511	Association du Centre de Soins Paul Clermont	37.000 F	9.250 F
65	65736	520	Centre Communal d'Action Sociale	914 100 F	228 525 F

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/734

OBJET

COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES Rapport de Monsieur le Maire,

RUE FAIDHERBE

DEPLACEMENT ELECTRIQUE

Mesdames, Messieurs,

PRISE EN CHARGE PAR LA VILLE

LILLE METROPOLE Communauté Urbaine a procédé à des travaux d'aménagement de voirie rue Faidherbe à HELLEMMES.

Dans le cadre de notre programme d'amélioration de l'Environnement il a été décidé la mise en souterrain des réseaux.

En accord, avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'HELLEMMES qui s'est réuni le 11 Décembre 1998, suite à un rejet de la Trésorerie, nous vous demandons de bien vouloir confirmer ces travaux et la prise en charge par la Commune.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/735

OBJET**COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES** Rapport de Monsieur le Maire,**TERRAIN SIS SECTEUR****DORDIN/DENIS PAPIN****TRAVAUX D'AMENAGEMENT**

Mesdames, Messieurs,

PRISE EN CHARGE PAR LA VILLE

LILLE METROPOLE Communauté Urbaine est propriétaire d'un terrain sis secteur DORDIN/Denis PAPIN cadastré sous le numéro 1044 de la section AN.

La création d'une zone d'activités économiques est envisagée à cet emplacement, à moyen terme.

Les riverains du secteur ont émis le souhait de disposer d'une plaine de jeux.

Le coût de cette réalisation est de 54454F 22.

Dans l'attente de la réalisation du projet de LILLE METROPOLE Communauté Urbaine, il a été décidé l'aménagement de cette propriété.

En accord, avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'HELLEMMES qui s'est réuni le 11 Décembre 1998, suite à un rejet de la Trésorerie, nous vous demandons de bien vouloir confirmer cette réalisation et la prise en charge par la Commune.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/736

OBJETImmeuble sis à Hellemmes,
rue de la Ville de Naumburg
Achat par la Ville de Lille

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille a l'opportunité d'acquérir un immeuble sis à Hellemmes, rue de la Ville de Naumburg, repris au cadastre section 298 AK n° 299 pour une superficie de 248 m² et inscrit au Plan d'occupations des sols en zone Uca 0,80 (zone urbaine à densité moyenne, affectée à l'habitat, mais également aux services et aux activités sans nuisances).

Cet immeuble présente un intérêt pour la Commune d'Hellemmes, qui souhaite en faire un lieu d'animation pour le Quartier de l'Epine.

La S.A. d'HLM des Régions du Nord et de l'Est, propriétaire de ce bien, accepte de le vendre au prix de 300.000 F (trois cent mille francs).

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes qui s'est réuni le 19 juin 1998 et votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public qui s'est réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons:

1) de décider l'achat de l'immeuble désigné ci-dessus au prix de 300.000 F (trois cent mille francs) ;

2) de nous autoriser à comparaître à l'acte à intervenir ; en cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation sera assurée par Madame le Premier Adjoint ;

3) de décider l'imputation de la dépense s'élevant approximativement à 330.000 F sur les crédits ouverts au chapitre 21 article 21318 de nos documents budgétaires sous l'intitulé « Constructions - Autres Bâtiments Publics ».

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/737

OBJET

Immeuble sis à Hellemmes,
angle des rues Testelin
et Paul Lafargue
Achat par la Ville de Lille

Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille a la possibilité d'acquérir un immeuble sis à Hellemmes, 12, rue Paul Lafargue, à l'angle de la rue Testelin, repris au cadastre sous les n°s 175 - 1035 et 1092 de la section 298 AE pour une superficie totale de 332 m².

L'achat de cette propriété permettra à la Commune d'Hellemmes d'y installer une épicerie sociale.

Monsieur DOISE, propriétaire, accepte de traiter au prix de 525.000 F (cinq cent vingt cinq mille francs) en accord avec les Services Fiscaux.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public qui s'est réunie le 26 novembre 1998 et le Conseil Consultatif d'Hellemmes du 11 décembre 1998, nous vous demandons :

1) de décider l'achat de l'immeuble sus-désigné au prix de 525.000 F (cinq cent vingt cinq mille francs) ;

2) de nous autoriser à comparaître à l'acte à intervenir ; en cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation sera assurée par Madame le Premier Adjoint ;

3) de décider l'imputation de la dépense évaluée approximativement à 577.500 F (cinq cent soixante dix sept mille cinq cents francs) sur les crédits ouverts au chapitre 21 article 21318 enveloppe 1508 de nos documents budgétaires sous l'intitulé « Constructions - Autres Bâtiments Publics » Hellemmes.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N°98/738

OBJET

Programme de promotion économique de
Lille et de la Zone Franche Urbaine –
Convention de Partenariat entre la Ville de
Lille et l'Agence pour la Promotion
Internationale de la Métropole (APIM)
- Subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille a souhaité valoriser l'activité économique en Zone Franche Urbaine par le biais d'actions de prospection venant renforcer les missions traditionnelles de l'APIM, organisme chargé de promouvoir la métropole lilloise.

Une première démarche de promotion a été mise en œuvre en 1998, afin de valoriser les atouts de la zone franche de Lille auprès d'entreprises extérieures à la métropole lilloise.

Cela s'est traduit par un renforcement des actions de l'APIM grâce à la constitution d'un document de communication et grâce à la mise en œuvre d'une action de marketing direct auprès de 6000 entreprises. Il a également été procédé à une distribution de 3000 documents de communication dans le TGV Paris – Lille. Ce programme de promotion pure, visait donc à positionner Lille dans la métropole et à expliciter les atouts de la zone franche urbaine.

Bien qu'il ne s'agissait pas encore de prospection, environ 80 entreprises ont montré leur intérêt pour la zone franche urbaine et 8 projets sont en cours d'implantation.

Forte de ces premiers résultats, la ville de Lille souhaite engager une phase, non plus de promotion, mais bien de prospection.

Cela se justifie notamment par le fait que nous maîtrisons à présent de nouvelles offres foncières (Fauvet Girel par exemple).

L'objectif est d'attirer sur les terrains dont elle a à présent la maîtrise foncière, de nouvelles entreprises extérieures à la métropole.

Parallèlement, et sur l'ensemble du territoire lillois, la Ville souhaite mener des actions de prospection d'entreprises ciblées sur des secteurs d'activités à potentiel, et où Lille possède d'ores et déjà des atouts susceptibles de convaincre un certain nombre de chefs d'entreprises de s'implanter sur ce territoire.

Les cibles privilégiées seront :

- la distribution et la logistique,
- la santé,
- l'électronique et l'équipement électrique,
- le multimédia,
- l'environnement.

Dans ce cadre, et afin de poursuivre et de renforcer les démarches de prospection d'activités, il est proposé de conclure une convention de partenariat entre la Ville de Lille et l'Agence pour la Promotion Internationale de la Métropole (APIM) pour un coût évalué à 350 000 F.

L'APIM devra répondre aux objectifs de ce programme de promotion et de prospection en :

- faisant connaître le dispositif Zone Franche Urbaine,
- faisant connaître les nouvelles capacités d'accueil et d'implantation en Zone Franche (Fauvet Girel, par exemple).
- Démarchant, par le biais d'opérations de marketing direct, les responsables d'entreprises, avec pour cible privilégiée, les secteurs d'activités à fort potentiel
- Accueillant les projets détectés, convaincant les investisseurs et en les aidant dans leurs démarches d'implantation.
- Mobilisant les moyens techniques et humains permettant de réaliser le plan d'actions défini.

Pour ce faire, un Comité de Pilotage réunissant les membres de l'APIM et de la Direction du Développement Economique se réunira régulièrement afin de mener à bien ce projet et de vérifier la pertinence des cibles choisies et l'efficacité des méthodes de prospection engagées.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur l'opportunité de ce programme et autoriser :

- le versement d'une subvention de 350 000 F à l'APIM,
- le prélèvement de la dépense correspondante sur la ligne « Développement Economique - Autres prestations de Services » (Enveloppe 1132 - Chapitre 011 - Article 6288 - Fonction 90),
- la signature d'une convention de partenariat entre la Ville de Lille et l'APIM.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/739

OBJET

Aménagement d'un terrain à vocation
industrielle, angle des rues de l'Asie et
Victor Tilmant - Avenant à la Convention
d'aménagement entre la SORELI et la Ville de Lille

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de développement économique de la zone franche, la Ville de Lille a décidé lors de la séance du Conseil Municipal du 30 Juin 97, de confier à la SORELI, la concession d'aménagement d'un terrain situé à l'angle des rues de l'Asie et Victor Tilmant.

Il s'agissait par ce biais de répondre aux demandes d'implantation industrielles par la création d'un lotissement industriel et l'aménagement de celui-ci.

Cette concession d'aménagement portait sur un terrain d'une superficie totale 26.725 m² visant, essentiellement, à permettre le développement à Lille, de l'entreprise Exide-Europe.

D'autres opportunités foncières ont été repérées dans le périmètre de l'angle des rues de l'Asie et Victor Tilmant.

Il est proposé à la Commission de les intégrer dans la mission de concession de la SORELI afin de permettre leur aménagement et ainsi d'implanter de nouvelles entreprises. Pour ce faire, il est donc proposé de modifier la convention d'aménagement dudit site Exide-Europe en complétant et modifiant les dispositions de cette convention.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion :

- d'approuver le principe de cette démarche
- d'autoriser la signature de la nouvelle concession d'aménagement avec la SORELI.

Document joint en annexe.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/740

OBJET

**Convention avec la SORELI pour
la réalisation d'études préalables
pour l'aménagement du site Fauvet Girel**

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique de développement de la zone franche urbaine, la Ville de Lille souhaite valoriser les sites susceptibles d'accueillir de nouvelles entreprises.

Cela suppose, au préalable, que les zones économiques soient repérées, mais également aménagées de façon à les rendre commercialisables.

Dans ce cadre, la Ville de Lille souhaite confier à la SORELI la réalisation d'une étude préalable pour l'aménagement du site Fauvet Girel.

La mission confiée à la SORELI devra répondre aux objectifs suivants :

- Permettre à la Ville de Lille de choisir le programme et le parti d'aménagement,
- Définir les conditions d'un montage opérationnel permettant l'accueil d'entreprises.

La mission prendra la forme suivante :

- un relevé topographique conforté par une enquête de servitude, le sondage des sols et le diagnostic de pollution,
- une analyse de conditions d'aménagement,
- une valorisation du site,
- l'élaboration du bilan financier prévisionnel d'aménagement,
- la mise en place de procédures de lotissements et la constitution du dossier de demande d'autorisation de lotir.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, réunie le 21 novembre 1998, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser :

- la signature de la convention jointe en annexe qui prévoit trois possibilités, pour le paiement de l'étude :

- 1°) la SORELI est chargée de la réalisation de l'opération immobilière : dans cette hypothèse, elle intègre le coût des études y compris les frais financiers au coût de réalisation de l'opération immobilière,

DU CONSEIL MUNICIPAL

2°) il n'est pas donné suite aux études : la Ville de Lille doit régler les sommes dues à la SORELI et ses sous traitants soit 192 960 F (évaluation au mois de novembre 1998) plus le coût de la révision,

3°) l'opération immobilière est confiée à un autre promoteur que la SORELI, la Ville aura à régler les frais visés au 2^{ème} ci-dessus plus le coût du préfinancement supporté par la SORELI.

- le règlement éventuel des sommes dues par la Ville de Lille par prélèvement sur le crédit ouvert au Chapitre 011 - Article 6288 - Fonction 90 « Développement Economique - Autres prestations de service » - Enveloppe 1132 de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à la majorité

Séance du 14 décembre 1998

N°98/741

OBJET

**Convention avec la SORELI pour
la réalisation d'études préalables
pour l'aménagement du site de
l'îlot des Fleuves**

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique de développement de la zone franche urbaine, la Ville de Lille souhaite valoriser les sites susceptibles d'accueillir de nouvelles entreprises. Cela suppose, au préalable, que les zones économiques soient repérées, mais également aménagées de façon à les rendre commercialisables.

Dans ce cadre, la Ville de Lille souhaite confier à la SORELI la réalisation d'une étude préalable pour l'aménagement de l'îlot des Fleuves.

La mission confiée à la SORELI devra répondre aux objectifs suivants :

- Permettre à la Ville de Lille de choisir le programme et le parti d'aménagement de l'opération,
- Définir les conditions pour un montage opérationnel notamment d'un immobilier pour l'accueil d'entreprises en création.

La mission prendra la forme suivante :

- Un relevé topographique conforté par une enquête de servitudes techniques, un sondage des sols et un diagnostic de pollution des sols,
- Une analyse des conditions d'aménagement,
- Une valorisation du site,
- Un schéma d'aménagement complété par une étude technique des dessertes VRD et un bilan financier prévisionnel d'aménagement,
- La quantification des besoins et la définition des produits immobiliers,
- L'étude des conditions de transformation d'usage des bâtiments SLE rue de l'Oise et l'estimation des travaux de transformation,
- Le diagnostic de l'état actuel et le chiffrage de la remise à niveau du parking sous-sol,
- La préconisation sur le mode de gestion du parking,
- Une étude d'un immobilier d'entreprise à créer (définition du produit, établissement du cahier des charges de conception, relations physiques et fonctionnelles avec les bâtiments existants),
- Le montage financier et juridique de l'opération.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser :

- la signature de la convention jointe en annexe qui prévoit trois possibilités, pour le paiement de l'étude :

1°) la SORELI est chargée de la réalisation de l'opération immobilière : dans cette hypothèse, elle intègre le coût des études y compris les frais financiers au coût de réalisation de l'opération immobilière,

2°) il n'est pas donné suite aux études : la Ville de Lille doit régler les sommes dues à la SORELI et ses sous-traitants soit 290 646 F (évaluation au mois de novembre 1998) plus le coût de la révision,

3°) l'opération immobilière est confiée à un autre promoteur que la SORELI, la Ville aura à régler les frais visés au 2^{ème} ci-dessus plus le coût du préfinancement supporté par la SORELI.

- le règlement éventuel des sommes dues par la Ville de Lille par prélèvement sur le crédit ouvert au Chapitre 011 - Article 6288 - Fonction 90 - « Développement Economique - Autres prestations de service » - Enveloppe 1132 de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à la majorité

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/742

OBJET

Office de Tourisme de Lille
Aide au démarrage de l'activité du
« Club de Tourisme d'Affaires
Lille Europe » - Subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La dynamique économique régionale ainsi que le positionnement géographique de Lille ont favorisé le développement d'une activité de salons, congrès et séminaires.

Le tourisme d'affaires est un élément fort du tourisme lillois. Le nombre de manifestations organisées à Lille Grand Palais, par exemple, est passé de 174 en 1995 à 252 en 1997 soit une augmentation de 44%. Le nombre de participants est passé de 650 000 en 1995 à 850 000 en 1997, ce qui induit des retombées sur l'activité économique de la ville de Lille.

Naturellement le tourisme d'affaires s'est développé. Ses besoins dans l'accompagnement de la promotion de cette activité sont apparus, notamment dans le suivi d'actions de prospection, l'accueil à Lille des organisateurs de congrès et autres clients potentiels, présentation de la destination Lille.

Ainsi, la Ville de Lille et Lille Grand Palais ont jugé opportun de créer un club de tourisme d'affaires, le Club Lille Europe. Ce Club Lille Europe associe différents partenaires liés au tourisme d'affaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Club hôtelier, ...). Afin d'éviter la création d'une nouvelle structure juridique, il a été proposé que l'Office de Tourisme de Lille lui serve de support, dans le prolongement de la mission d'accompagnement des congrès qui est déjà la sienne.

Nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

- le versement à l'Office de Tourisme de Lille d'une subvention d'un montant de 60 000 F affectée spécifiquement à cette nouvelle activité,
- le virement de crédit du montant correspondant de l'enveloppe 4442 - Chapitre 65 - Article 6572 - Fonction 90 - (Intervention en matière économique) à l'enveloppe 13 627 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 99 - (Subvention à l'Office de Tourisme).

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/743

OBJET

Création d'une plate-forme d'initiative locale
Mission confiée au Comité de Bassin d'Emploi
de Lille et environs afin d'étudier la faisabilité
de l'extension des compétences de cette plate-
forme à l'ensemble des communes du Bassin
d'Emploi - Subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille, en lien avec ses outils de développement de l'emploi (Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes, Plan Lillois d'Insertion et Comité d'Aide aux Projets) et les partenaires du réseau de la création d'entreprise (Espace Flandre, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille Métropole, la Chambre des Métiers, la Ruche Technologique ...), souhaite impulser la création, dans le courant de l'année 1999, d'une plate-forme d'initiative locale.

Cette plate-forme consistera à offrir deux services :

- des prêts à taux zéro pour les créateurs d'entreprise,
- une aide au montage des projets de création et un accompagnement.

Elle rendra ces services à un public de demandeurs d'emplois souhaitant créer des très petites entreprises ou leur propre emploi.

La plate-forme d'initiative locale s'insère donc dans une stratégie de diversification des outils existants sur la métropole tels que Lille Métropole Initiative, le Centre de Développement de Projets et les boutiques de gestion.

Cet outil de développement est déjà présent sur le versant Nord Est de la Métropole. L'initiative lilloise de création d'une nouvelle plate-forme suppose que l'on examine la possibilité de lui donner pour champs d'action l'ensemble du territoire du Bassin d'Emploi de Lille et Environs. Cela permettra aux deux plates-formes de s'insérer dans une logique métropolitaine.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé de confier au Comité de Bassin d'Emploi de Lille et Environs une mission d'étude visant à examiner les conditions et les modalités d'organisation d'un partenariat qui permettra à cette plate-forme d'offrir ses services à l'ensemble des porteurs de projets concernés dans la zone d'emploi.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur l'opportunité de cette mission et autoriser :

- le versement d'une subvention de 50 000 F au Comité de Bassin d'Emploi de Lille et Environs,
- le prélèvement de la dépense correspondante sur la ligne budgétaire « Enveloppe 1132 - Article 6288 » intitulée « Autres Prestations de Services ».

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 99/744

OBJET

Concession de l'Ilot SOUHAM.
Implantation de l'extension de
l'Institut Fédératif de Recherches
et d'Etudes sur les Sociétés Industrielles.
(IFRESI). Participation financière de la Ville

Rapport de Monsieur le Maire,
 Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 93/492 du 11 octobre 1993, la Ville de Lille a décidé de concéder l'opération d'aménagement de l'Ilot SOUHAM à la Société d'Economie Mixte Euralille.

Dans le cadre de cette concession, il a été décidé de créer une Maison de la Recherche et de l'Accueil des Chercheurs.

Cette opération, d'un coût global d'environ 25 Millions de Francs, principalement financée par DATAR, le FEDER et la Région Nord - Pas-de-Calais sera rétrocédée en pleine propriété à la Ville de Lille à la clôture du contrat de concession.

Dans ce cadre, il a été décidé de procéder à l'extension des locaux de l'IFRESI pour laquelle une participation financière de 621.000 F. TTC est demandée à la Ville de Lille sur un coût global estimé de 5.750.000 F.

En accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, nous vous proposons d'accepter le versement de cette participation sur les crédits inscrits au Budget 1998 au chapitre 65 article 65711 Fonction 13 au bénéfice de la SAEM Euralille.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/745

OBJET

Association « Les Craignos »
- Action Recherche Multi-Services
de Proximité - Quartier de Wazemmes
- Subvention de la Ville

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis trois ans, dans le cadre d'un chantier-école, l'Association 'Les Craignos' participe à la réinsertion des sortants de prison, d'une part, à l'amélioration du cadre de vie des familles en difficultés grâce à la constitution d'une « outillothèque », d'autre part.

A la lumière de l'expérience acquise durant cette période, il apparaît judicieux de coupler les deux actions dans le développement d'un pôle multi-services de proximité (travaux d'embellissement, dépannage, petites réparations) qui proposera aux habitants des prestations assurées par un public repéré par l'Association lors de ces actions d'insertion antérieures.

Dans cette perspective une phase d'expérimentation de la nouvelle organisation doit être envisagée, avec des moyens spécifiques pour structurer préalablement le pôle multi-services avant de le développer dans un deuxième temps.

La Ville est sollicitée financièrement à hauteur de 50 % du budget de l'action conformément au budget ci-annexé.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

- le versement d'une subvention d'un montant de 75 000 F à l'Association « Les Craignos »,
- l'imputation de la somme correspondante sur le crédit ouvert au Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 66 de nos documents budgétaires intitulé : Politique de la Ville - Subventions à divers organismes.

**ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés**

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/746

OBJET**Plan Local d'Action
pour le Développement du Commerce,
de l'Artisanat et des Services**

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique de développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services, la Ville de Lille a, en Décembre 1997, confié à l'Agence de Développement et d'Urbanisme, une mission d'étude visant à faire un diagnostic exhaustif de l'état du commerce à Lille et à élaborer les préconisations d'action permettant de répondre à cet objectif de développement.

Cette mission était particulièrement stratégique dans la mesure où le commerce est : le premier secteur économique en terme d'emplois (17.600 emplois), un élément essentiel de structuration de l'animation et de préservation du lien social dans les quartiers.

Suite à cette mission, la Ville de Lille a engagé une concertation avec l'ensemble des partenaires concernés : les organisations professionnelles, le Conseil Communal de Concertation et les Conseils de Quartier.

Le fruit de ce travail a permis l'élaboration d'un Plan Local d'Action pour le Développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services répondant à deux grandes orientations :

1- Préserver et renforcer le commerce dans les quartiers afin de :

- Contribuer au développement économique par le maintien et le renforcement de l'activité commerciale.
- Contribuer au développement social en assurant des services de proximité dans tous les quartiers, pour tous les lillois.
- Contribuer à la qualité de la vie à Lille en animant la ville et en organisant des lieux et des prétextes à la rencontre des habitants d'un même quartier.
- Participer au Contrat Local de Sécurité en maintenant de l'activité et du flux de chaland dans les rues de Lille.

2- Développer le cœur de ville comme « pôle d'excellence commerce » afin de :

- Conforter Lille comme capitale eurorégionale en développant la notoriété et l'attractivité touristique, culturelle et commerciale du cœur de ville.
- Contribuer à l'amélioration de la qualité urbaine.
- Développer l'emploi dans le 1^{er} secteur d'activité privé à Lille.

Et s'appuyant sur 5 axes majeurs :

1- Organiser la conduite partenariale d'un plan stratégique de développement

Objectifs :

- Que l'ensemble des structures intéressées au développement du commerce (ville, chambre consulaire, organisations commerciales, Délégation Régionale du Commerce et de l'Artisanat, ...) travaillent de façon concertée à la réalisation d'un plan commun.
- Que l'ensemble de ces structures soient interrogées préalablement aux prises de décisions ayant des incidences sur les 5 axes majeurs (circulation, stationnement, fêtes sur la voie publique, plan lumière, contrat local de sécurité, etc ...).

2- Améliorer la qualité urbaine de la ville

Objectifs :

- Donner un confort à l'utilisateur de la ville en la rendant plus accessible, plus propre, plus lisible (signalétique) et plus sûre.
- Réconcilier la voiture et la ville : créer les conditions d'accueil en organisant une alternative à l'utilisation de la voiture en ville (développement de parcs d'échanges, de navettes régulières et peu onéreuses, de service de portage de courses...), plutôt que contraindre les flux circulatoires.
- Améliorer la qualité des espaces publics grâce à de nouveaux aménagement piétonniers compatibles avec le maintien de flux automobiles.

3- Professionnaliser la gestion des linéaires commerciaux

Objectifs :

- Permettre aux Unions Commerciales de s'appuyer sur des hommes gérant les linéaires commerciaux de façon professionnelle et, ainsi, mener des actions de promotion et d'animation efficaces et de qualité générant un effet d'entraînement redonnant confiance à l'ensemble des commerçants grâce à un accroissement de l'attractivité de la ville.
- Favoriser la concertation entre la Fédération Lilloise du Commerce, de l'Artisanat et des Services et les Unions Commerciales d'une part, et le GAEL d'autre part, en renforçant leur coordination, en valorisant leurs opérations et en élaborant des actions de communication communes.

4- Prospector de nouvelles enseignes pour renforcer l'offre commerciale à Lille.

Objectifs :

- Créer ou renforcer des lieux de centralité dans chaque quartier en y promouvant l'implantation de locomotives, souvent alimentaires, et en organisant la complémentarité entre commerce traditionnel, commerce non sédentaire (marchés) et artisanat et services.
- Renforcer la qualité de l'offre commerciale du centre ville pour accroître le potentiel d'attraction eurorégionale du cœur de ville et mieux satisfaire les attentes des visiteurs lillois et des touristes.

5- Préparer les lillois aux nouveaux emplois générés dans le commerce

Objectifs :

- Négocier avec les enseignes nouvelles et les associations de commerçants, des opérations emploi-formation permettant aux lillois d'accéder aux emplois liés directement ou indirectement au développement de la distribution.
- Créer à Lille le pôle d'excellence de la distribution qui sera le lieu de réflexion sur le commerce de demain ainsi que le lieu de formation des cadres commerciaux de haut niveau pour l'ensemble de l'Europe.

Nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, de vous prononcer sur le vote du Plan Local d'Action pour le Développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services (document en annexe).

**ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés**

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/747

OBJET

Promotion du Commerce Non Sédentaire
Subvention au Comité de Défense et
d'Entraide des Commerçants Non
Sédentaires (CDE - CNS)

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis plusieurs années, la Ville verse une subvention au Comité de Défense et d'Entraide des Commerçants non sédentaires.

Le C.D.E - C.N.S utilise ces fonds lors d'opérations de promotion sur les marchés lillois pour l'achat de lots. Il finance également sur ces fonds les manifestations liées à la fin de l'année et notamment les illuminations et décorations diverses. En liaison avec la mairie de quartier de Wazemmes, il assure la promotion de la semaine du goût (jeux, loterie, groupes folkloriques).

En accord avec la Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons d'autoriser :

- le versement d'une subvention d'un montant de 100 000 F au C.D.E - C.N.S
- l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne budgétaire « Développement et Promotion du Commerce - Subvention » - Enveloppe 4846 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 98.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N°98/748

OBJET

**« Quartiers de Noblesse » - Opération
de promotion du commerce à Fives -
Subvention à l'Union des Commerçants
et Artisans de Fives (UCAF)**

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'opération « Quartiers de Noblesse », la Ville de Lille soutient les initiatives visant à développer l'activité commerciale et artisanale des rues commerçantes.

L'Union des Commerçants et Artisans de Fives a décidé de mener deux opérations répondant à cet objectif.

La première se déroulera le 8 novembre 1998 et prendra la forme d'un festival de l'Elégance qui valorisera le potentiel commercial du quartier dans le domaine de l'équipement de la personne.

La seconde opération visera à valoriser l'ensemble des commerces du quartier lors des fêtes de fin d'année.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur :

- le versement d'une subvention de 48 000 F à l'UCAF,
- l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne « Développement, promotion et animation du commerce - Subventions » (Enveloppe 4846 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 98).

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/749

OBJET

« Quartiers de Noblesse » - Opération
de promotion du commerce à Lille Sud
- Subvention à l'Union Commerciale de
Lille Sud

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'opération « Quartiers de Noblesse », la Ville de Lille soutient les initiatives visant à développer l'activité commerciale et artisanale des rues commerçantes.

L'union commerciale de Lille Sud a décidé de mener une opération répondant à cet objectif.

En effet, lors de fêtes de fin d'année, la rue du Faubourg des Postes, cœur commercial du quartier de Lille Sud, sera décorée et les illuminations seront renforcées.

La Ville de Lille est sollicitée pour prendre en charge la décoration de la rue et les coûts de communication, soit 35 000 F (sur un coût total de 78 000 F).

Parallèlement, l'Union Commerciale de Lille prendra en charge le coût des lots qui seront offerts aux chalands à l'occasion des jeux concours.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur l'opportunité :

- de verser une subvention de 35 000 F à l'Union Commerciale de Lille Sud,
- d'imputer la dépense correspondante sur la ligne « Développement, promotion et animation du commerce - Subventions » (Enveloppe 4846 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 98).

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/750

OBJET

« Quartiers de Noblesse » - Opération
de promotion du commerce du Vieux Lille
à l'occasion de la Saint Nicolas - Subvention
à l'Association Saint Nicolas Vieux Lille

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'opération « Quartiers de Noblesse », la Ville de Lille soutient les initiatives visant à développer l'activité commerciale et artisanale des rues commerçantes.

L'association St Nicolas Vieux Lille a été créée à l'initiative des commerçants de la Rue de la Monnaie afin de mener une opération exceptionnelle dont le thème est la Saint Nicolas.

Cette opération sera menée en lien avec les autorités municipales de la Ville de BARI, là où se trouve le tombeau de Saint Nicolas.

L'opération prendra la forme suivante :

- spectacles de rues (rue de la Monnaie et place du concert),
- rencontre des enfants des deux villes concernées.

Le coût de cette opération est évalué à 50 000 F répartis de la façon suivante :

- Participation des commerçants : 20 000 F
- Participation de la Ville de Lille : 30 000 F

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur :

- le versement d'une subvention de 30 000 F à l'Association St Nicolas Vieux Lille,
- l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne « Développement, promotion et animation du commerce - Subvention » (Enveloppe 4846 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 98).

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/751

OBJET

**« Quartiers de Noblesse » - Opération de
Promotion du Commerce du Vieux Lille
à l'occasion des fêtes de fin d'année
- Subvention au Comité d'Animation
du Vieux Lille**

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille soutient les initiatives visant au développement du commerce dans l'ensemble des rues commerçantes des quartiers.

Dans ce cadre, le Comité d'Animation du Vieux Lille organisera, à l'occasion des fêtes de fin d'année, des animations culturelles et musicales sur la Place du Concert les 2 derniers dimanches de l'année (jours de marché).

La Ville de Lille est sollicitée afin de prendre en charge les coûts liés à la venue de groupes musicaux sur la Place.

Le Comité d'Animation du Vieux Lille prendra à sa charge une animation Père Noël et des cadeaux aux enfants fréquentant le marché avec leurs parents.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur :

- le versement d'une subvention de 20 000 F au Comité d'Animation du Vieux Lille.
- l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne « Développement, promotion et animation du commerce – Subventions » (enveloppe 4846 – Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 98).

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/752

OBJET

« Quartiers de Noblesse » - Création de l'Union
Commerciale de Moulins - Création du logo
- Opération de promotion et d'animation du
commerce - Subvention à l'Union Commerciale
de Moulins

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du développement du commerce à Lille, les commerçants des rues d'Arras, de Condé et de la Place Déliot ont créé une union commerciale afin de promouvoir et d'animer le commerce et l'artisanat de ce quartier. La création de cette Union Commerciale nécessite la réalisation d'un logo et d'une manifestation qui servira à le valoriser auprès de l'ensemble des adhérents ainsi qu'auprès des chalands dont le coût sera de 8 000 F.

La Ville de Lille sera sollicitée, pour prendre en charge les frais techniques de ce logo, soit 8 000 F.

D'autre part, l'Union Commerciale organise, à l'occasion des fêtes de fin d'année, une opération commerciale visant à valoriser les commerces du quartier et à fidéliser les consommateurs par le moyen d'une carte de fidélité.

La Ville de Lille est sollicitée pour cette deuxième opération à hauteur de 5 000 F.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur :

- l'opportunité du versement d'une subvention de 13 000 F à l'Union Commerciale de Moulins,
- l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne budgétaire « Développement et promotion du Commerce - Subvention » (Enveloppe 4846 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 98).

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/753

OBJET

Contribution au renforcement du rôle et
des moyens des Unions commerciales -
Convention de partenariat avec la FLCAS
et l'Association Regroupement Esquermoise
Renouveau - Subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique de développement du commerce et du renforcement du rôle et des moyens des Unions Commerciales, l'Association Regroupement Esquermoise Renouveau créera un poste d'agent de développement commercial.

Le coût de ce poste est évalué à 120 000 F dont 92 000 F sont pris directement en charge par l'Etat dans le cadre de la mesure Emplois-Jeunes.

Pour les 28 000 F restants, la Ville est sollicitée à hauteur de 20 000 F les deux premières années, 15 000 F la troisième année, et 10 000 F la quatrième année.

Nous vous prions, en conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, réunie le 21 novembre 1998, de bien vouloir vous prononcer sur l'opportunité d'autoriser :

- la participation de la Ville de Lille à cette action et, en conséquence, le versement à l'Association Regroupement Esquermoise Renouveau d'une subvention de 20 000 F en 1998 et 1999, de 15 000 F en 2000 et de 10 000 F en 2001,
- l'inscription de la dépense correspondante à nos documents budgétaires sur la ligne « Développement, Promotion et Animation du commerce - Subventions » (enveloppe 4846 - chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 98),
- la signature de la convention jointe en annexe.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/754

OBJET**Révision du Tarif des Droits de Place
des Halles et Marchés**Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Le tarif des droits de place des marchés lillois a été revalorisé pour la dernière fois au 1^{er} janvier 1997.

Le principe de la différenciation des tarifs en fonction du degré d'attrait présenté par les marchés a été reconduit après accord du Comité de Défense et d'Entraide des Commerçants non sédentaires de Lille.

Une ligne réservée aux nouveaux marchés a été reconduite. Elle s'appliquera la première année de fonctionnement qui permettra ensuite de juger de la catégorie de tarifs dans laquelle pourra être inclus le marché en question. Elle concerne cette année le marché « Vauban » de la place Catinat et, dans l'expectative de la création du marché de la rue Pierre Legrand (Fives) voire celui du Faubourg de Douai.

Les tarifs sont repris sur la grille tarifaire ci-jointe.

- **Pour les commerçants passagers** qui ne bénéficient pas d'emplacements réservés, le tarif s'entend par mètre linéaire ;
- **Pour les commerçants abonnés** qui bénéficient d'un emplacement réservé, le tarif s'entend :

- pour les marchés de plein air : par mètre linéaire pour un marché par semaine, pendant trois mois (soit 13 marchés)
- pour le marché couvert : par m2 et par mois.

En accord avec la Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons d'adopter ces tarifs qui seraient appliqués à partir du 1^{er} janvier 1999.

ADOPTÉE à l'unanimité

DROITS DE PLACES
Année 1999

HALLES ET MARCHES EN REGIE MUNICIPALE										
		COMMERCANTS PASSAGERS				COMMERCANTS ABONNES				
		TARIF 1998	TARIF 1999		augmentation	TARIF 1998	TARIF 1999		augmentation	
		Un marché par semaine pendant trois mois (1)								
ARTS	1 marché	4,50 F	5,20 F	le ml	15%		x	x	le ml	x
CONCERT	1 marché	5,00 F	6,00 F	le ml	20%	(1)	25,00 F	29,00 F	le ml	15%
CONCORDE	1 marché	4,00 F	4,40 F	le ml	10%	(1)	23,00 F	25,00 F	le ml	10%
DELIOT	1 marché	4,00 F	4,40 F	le ml	10%	(1)	23,00 F	25,00 F	le ml	10%
FG.POSTES	1 marché	4,50 F	5,20 F	le ml	15%	(1)	24,00 F	27,00 F	le ml	12,50%
FIVES	1 marché	4,00 F	4,40 F	le ml	10%	(1)	23,00 F	25,00 F	le ml	10%
HELLEMMES	1 marché	4,50 F	5,20 F	le ml	15%	(1)	24,00 F	27,00 F	le ml	12,50%
LITRE	1 marché	5,00 F	6,00 F	le ml	20%		x	x	le ml	x
PELLEVOISIN	1 marché	4,00 F	4,40 F	le ml	10%	(1)	23,00 F	25,00 F	le ml	10,00%
SAINT.SAUVEUR	1 marché	4,50 F	5,20 F	le ml	15%	(1)	24,00 F	27,00 F	le ml	12,50%
SEBASTOPOL	1 marché	4,00 F	4,40 F	le ml	10%	(1)	23,00 F	25,00 F	le ml	10,00%
VAUBAN	1 marché	x	4,00 F	le ml	x		x	x	le ml	x
VIEILLE.BOURSE	1 mois	1 500,00 F	1 650,00 F	la place	10%		x	x	x	x
WAZEMMES	1 marché	5,00 F	6,00 F	le ml	20%	(1)	25,00 F	29,00 F	le ml	15%
NOUVEAUX MARCHES	1 marché	3,50 F	4,00 F	le ml	14%		x	x	x	x
WAZEMMES(HALLE.COULVERTE)	1 mois	x	x	le m²	x		51,00 F	56,00 F	le m²	10%

Les droits de mutation, carte d'abonnement, redevance de première occupation seraient fixés à 120,00 F

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/755

OBJET

Opération NETDAYS - Subvention à
l'Association MAISON X 2 000 LILLE

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le programme européen NETDAYS a pour vocation de favoriser l'apprentissage du multimédia par les jeunes, plus particulièrement dans les établissements scolaires, avec le concours éventuel des acteurs locaux.

Les « NETDAYS 98 » ont été développés à Lille par l'Association MAISON X 2 000 LILLE, partenaire de la municipalité dans le secteur informatique.

Afin de conforter et de pérenniser cette action pédagogique à vocation européenne, il est proposé d'accepter la subvention d'un montant de 20 000,- F au titre de l'année 1998.

En conséquence, en accord avec la Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

- le paiement de la subvention d'un montant de 20 000,- F à l'Association MAISON X 2 000 LILLE, 60 rue Sainte-Catherine à Lille,

- l'imputation de la dépense correspondante à nos documents budgétaires, sur le crédit inscrit au Chapitre 65, Article 6574 (subvention action européenne), Fonction 022, Enveloppe 13660 du budget primitif 1998.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/756

OBJETLille Grand Palais. Procédure
de délégation de service public.
Décision.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 98/112 du 6 avril 1998, le Conseil Municipal de Lille a décidé de recourir à la procédure de délégation de service public pour désigner le nouveau gestionnaire de l'ensemble Lille Grand Palais.

Après publicité, la Commission de Délégation de Service Public, réunie le 9 juin 1998, a décidé de retenir 3 candidatures, à savoir celles de :

- ATRIA, 8 - 12, rue Louis Armand à Paris,
- CGIS, 6 - 10, rue du Général Fay à Paris,
- SEM Lille Grand Palais, 1, boulevard des Citées Unies à Lille.

Les plis de ces différents candidats ont été ouverts par la Commission le 29 septembre 1998, la Commission prenant acte à cette occasion du désistement de la Société ATRIA.

Après étude des dossiers présentés par CGIS et SEM Lille Grand Palais, la Commission de Délégation de Service Public, réunie le 20 octobre 1998, a décidé à l'unanimité de ses membres de proposer à Monsieur le Maire la candidature de la SAEM Lille Grand Palais.

En conséquence, nous vous proposons, en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir confirmer le choix contenu dans l'avis de la Commission de Délégation de Service Public et d'autoriser Monsieur le Maire à intervenir au contrat d'affermage à signer entre les parties.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/757

OBJET

SAEM d'exploitation de Lille Grand Palais.
Redevance d'affermage.
Intégration au capital social.

Rapport de Monsieur le Maire,
 Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 97/311 du 30 juin 1997, le Conseil Municipal avait décidé le principe d'abandonner les créances relatives à la redevance d'affermage due par la SAEM d'exploitation de Lille Grand Palais au titre des deux premiers exercices 1995-1996 et 1996-1997.

Parallèlement et par la même délibération, le Conseil Municipal décidait de relancer une consultation dont la finalité serait de désigner le futur gestionnaire de cet équipement et de fixer, notamment, une redevance d'affermage davantage en relation avec le marché.

Par délibération n° 98/112 du 6 avril 1998, le Conseil Municipal décidait le principe du recours à une nouvelle procédure de délégation de Service Public pour la gestion de l'équipement.

Cette procédure de délégation de service public doit aboutir à la signature d'un nouveau contrat d'affermage à effet du 1^{er} janvier 1999.

Pendant la période intermédiaire, la SAEM Lille Grand Palais a connu un nouvel exercice comptable complet (1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998) générant une nouvelle redevance due à la Ville de Lille de 10 Millions de Francs. Plutôt que de demander un nouvel abandon de créance qui modifierait l'essence même du montage financier initial, la SAEM Lille Grand Palais a émis le souhait que la Ville transforme cette créance en apport en capital, meilleur gage d'un retour vers la Ville lorsque la Société pourra dégager des bénéfices.

Dans ce contexte et sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale extraordinaire de la SAEM Lille Grand Palais, nous vous proposons en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998 :

- 1) d'accepter le principe d'une augmentation de capital de la SAEM Lille Grand Palais à hauteur de 10 Millions de Francs ;
- 2) de souscrire, totalement au nom de la Ville de Lille, cette augmentation de capital par intégration de la redevance due au titre du dernier exercice clos.
- 3) de prévoir l'inscription de la recette et de la dépense correspondante au titre de la dernière décision modificative de 1998 soit :

Recette :

. 10 MF à l'article 757 Fonction 20 Enveloppe 10470

Dépense :

. 10 MF à l'article 261 Fonction 01 Enveloppe 9254

- 4) de considérer, eu égard à la longueur et à la complexité de la procédure de délégation de service public, que la SAEM Lille Grand Palais a géré sur la période du 1^{er} juillet 1998 au 31 décembre 1998 l'équipement de manière à assurer la liaison entre l'ancienne gestion et la nouvelle et qu'il n'y a pas lieu en l'occurrence de lui réclamer un prorata temporis de la redevance d'affermage prévue au contrat initial.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/758

OBJETSubvention versée à l'Office
de Tourisme de Lille sur les recettes
de la taxe de séjour pour assurer
des opérations de promotion touristique.

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Lors des négociations avec les hôteliers concernant la taxe de séjour, il avait été convenu, conformément à la législation en vigueur, que cette nouvelle recette devrait financer des actions touristiques nouvelles en particulier des opérations de promotion.

En effet, l'offre touristique lilloise est aujourd'hui en pleine évolution et en développement : restauration du patrimoine, réouverture du Palais des Beaux Arts, nouveaux produits touristiques (Mini-bus touristique, taxis touristiques,...).

Si cette mise en tourisme de notre ville est en marche, il convient désormais de la conforter par des démarches qualitatives d'accueil et des actions promotionnelles.

C'est pourquoi, diverses actions sont envisageables comme :

- La participation à des salons nationaux et internationaux aux côtés de structures partenaires comme le CDT, le CRT, la CCILM,...(Short break de Londres, Mitcar, World Travel Market, Salon de Bruxelles...);
- la prise en charge de l'accueil de journalistes français et étrangers qui se rendent à Lille dans l'exercice de leurs professions ;
- la création de publications à destination de la clientèle hôtelière ;
- le financement d'insertions publicitaires dans des revues spécialisées ;
- la mise en œuvre d'actions de promotion sur divers cibles et marchés jugés prioritaires (marchés anglais, belge, ...).

Celles ci doivent naturellement être mises en œuvre par l'Office de tourisme, outil de valorisation de notre ville.

En conséquence, en accord avec votre Commission de l'Information, des Relations Publiques et de l'Animation et de la Jeunesse, réunie le 25 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

- le versement d'une subvention à l'Office de Tourisme de Lille de 200 000 F TTC,
- imputer cette dépense sur l'enveloppe 13627 - chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 99 - Subvention à l'Office de tourisme de Lille qui sera abondée par l'enveloppe 12390 - Chapitre 011 - Article 6238 - Fonction 99 - Actions touristiques diverses.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/759

OBJET

PRETS DE MATERIEL

Demande de remise gracieuse d'un titre de recette

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Pour annoncer sa Fête de Quartier qui s'est déroulée en juin 1997, le Centre Social Parc des Expositions a sollicité les services de la Ville pour la fourniture de trois calicots.

Des problèmes techniques ponctuels, liés à leur confection, n'ont pas permis leur utilisation normale.

Aussi, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse, réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser l'annulation de la créance d'un montant de 2160 F, adressée au Centre Social Parc des Expositions, titre de recette 98/6262.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/760

OBJETPRETS DE MATERIELDemande de remise gracieuse d'un titre de recetteRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

A l'occasion d'une manifestation organisée en juin 1997, la Fondation de Lille nous a sollicité pour la confection de trois banderoles.

Un partenariat avait été décidé entre la Ville et la Fondation de Lille sur cette opération, qui prévoyait la fourniture gracieuse de ces matériels.

Une facturation a été émise, par erreur, par le Service Logistique des Manifestations.

Aussi, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse, réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser l'annulation de la créance d'un montant de 1800 F, adressée à la Fondation de Lille, titre de recette 98/7785.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/761

OBJET

Terrains situés à Loos
Implantation d'un Centre
Européen d'Innovation
Thérapeutique
Bail à construction au profit
de la S.A. GENFIT

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille est propriétaire de terrains situés à Loos, cadastrés section AZ n°s 62 - 63 - 64 - 65 - 152 - 153 - 158 - 162 - 165 - 168 pour une superficie totale de 21.242 m².

Ces terrains étant situés dans le périmètre du Parc Eurasanté, « GIE EURASANTE » en sollicite la location en vue d'y implanter un Centre Européen d'Innovation Thérapeutique GENFIT, structure destinée à mener des recherches en matière de génétique.

La Ville qui souhaite conserver la propriété de ces terrains, accepte de les louer à la S.A. GENFIT qui se substitue au GIE EURASANTE, par un bail à construction d'une durée de 50 ans moyennant le paiement progressif d'une redevance à titre gratuit les trois premières années, puis de 7 F/m² de la quatrième à la sixième année et de 11 F/m² après la sixième année. Le montant de cette redevance sera ensuite indexé chaque année sur l'indice du coût de la construction.

En accord avec votre Commission de l'Information, des Relations publiques, de l'Animation et de la Jeunesse qui s'est réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de nous autoriser à signer le bail à construction au profit de la S.A. GENFIT et de décider l'admission en recette des loyers relatifs à ce bail.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/762

OBJETMise à disposition par Lille Métropole Habitat
d'un immeuble sis à Lille, rue Renoir
au profit de la Ville de Lille
Bail d'immeuble à louer libre

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Au terme d'un bail sous seing privé signé le 19/09/1986 et des avenants successifs n° 1 du 16/06/1992, n° 2 du 14/09/1995 - n° 3 du 15/09/1995 LILLE METROPOLE HABITAT OPAC DE LILLE a mis à disposition de la Ville de Lille pour les besoins de la Mairie de Quartier du Faubourg de Béthune, les locaux ci-dessous désignés :

- immeuble situé rue Renoir - Résidence Concorde - à Lille
- comportant 6 logements numérotés :
- 5/1 - 7/1 - 7/2 - 5/4 - 7/6 - 7/3.

Le bail d'occupation venant à expiration le 31/10/1998 et sachant que la VILLE DE LILLE ainsi que LILLE METROPOLE HABITAT OPAC DE LILLE souhaitent la reconduction de la location, il convient d'établir un nouveau bail.

La location serait renouvelée à compter du 1er novembre 1998 pour se poursuivre d'année en année par tacite reconduction moyennant un loyer annuel de 43.076,04 Francs calculé à la surface réelle, selon le prix de référence de la Résidence et en fonction des variations de l'indice INSEE du coût de la construction conformément au tableau prévisionnel des loyers et charges figurant au bail.

En accord avec votre Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse qui s'est réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de nous autoriser à signer le bail à intervenir.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/763

OBJETTerrain communal sis à Lille
78, rue du Faubourg des Postes
Bail emphytéotique au profit
de Lille Métropole Habitat

Rapport de Monsieur le Maire

Mes. amies, Messieurs,

La Ville est propriétaire d'un terrain situé 78, rue du Faubourg des Postes à Lille, repris au cadastre section DR n° 366, pour une superficie de 203 m2.

Ce terrain permettrait à Lille Métropole Habitat de réaliser deux logements locatifs sociaux de type PLAts, ainsi qu'une surface commerciale en rez-de-chaussée.

La Ville préfère conserver la propriété de ce terrain, mais accepte de le louer à Lille Métropole Habitat au moyen d'un bail emphytéotique d'une durée de 70 ans, compte-tenu des emprunts contractés pour cette opération.

La location prendrait effet à la date de signature du bail, et serait consentie moyennant un loyer symbolique de 30 francs par an, payable en une seule fois à la signature du bail.

En accord avec votre Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse qui s'est réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de nous autoriser à signer le bail emphytéotique à intervenir.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/764

OBJET

Immeuble communal sis à Lille,
53, Quai de l'Ouest - Bail emphytéotique
au profit de la Société Anonyme
UNION D'ECONOMIE SOCIALE HABITAT PACT

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

La Ville de Lille est propriétaire d'un immeuble sis 53, Quai de l'Ouest à Lille, repris au cadastre sous la section EN n°55 pour une superficie de 68 m2.

Cet immeuble permettrait à la SA U.E.S. HABITAT PACT de poursuivre son action de relogement des familles les plus défavorisées du Quartier Bois-Blancs.

La Ville préfère conserver la propriété de cet immeuble, mais compte tenu de la durée des emprunts contractés par la SA U.E.S. HABITAT PACT pour la réalisation de cette opération, il convient de lui accorder un bail emphytéotique d'une durée de 28 années entières et consécutives.

Ce bail serait consenti moyennant un loyer symbolique de 30 Francs par an payable en un seul versement de 840 Francs dès la signature du bail date à laquelle la Société en aura la jouissance effective et en assurera toutes les charges et conditions reprises dans le bail.

En accord avec votre Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse qui s'est réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de nous autoriser à signer le bail emphytéotique à intervenir.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/765

OBJETAnimations de Fin d'année 1998
ProgrammeRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Les fêtes de fin d'année constituent un des moments forts de l'animation de la Ville.

Le Marché de Noël se déroulera Place Rihour du 28 Novembre au 31 Décembre 1998.

De même pour répondre à l'attente de la population et afin de donner à la Place du Général de Gaulle un aspect féerique, la Grande Roue avec son cortège de lumières et son décor majestueux y sera installée et accueillera des milliers de visiteurs du 28 Novembre 1998 au 13 Janvier 1999.

Parallèlement, à la même période, des attractions foraines (manèges et fabrications) seront, en accord avec les Conseils de Quartiers concernés, installées d'une part en Centre-Ville : Place Rihour (Carrousel Vénitien et son orgue limonaire), Place de Béthune (le Carrousel des Enfants), Place Richebé (Fabrication et le Petit Train de Noël avec sa mini-roue enfantine) et Place des Buisses (Fabrication) et, d'autre part, dans les quartiers du Vieux-Lille, Place Louise de Bettignies (Fabrication) et de Lille-Sud, Rue du Faubourg des Postes (Fabrication).

Ces attractions seront soumises au paiement d'un droit de place.

Enfin, en collaboration avec la Fédération Lilloise du Commerce, les artères principales de la Ville, les Monuments publics et les commerces seront illuminés du Vendredi 27 Novembre 1998 au Dimanche 10 Janvier 1999.

Les obligations des co-contractants seront fixées dans les conventions passées avec chaque partenaire.

Aussi, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse qui s'est réunie le 25 Novembre, de bien vouloir accepter ce programme et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/766

OBJET**ASSOCIATION DE MAJORETTES DE LILLE****ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS.****Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**

Les Associations de majorettes de Lille, de par leurs activités, contribuent à l'animation des quartiers de la Ville.

Elles sont en outre devenues un outil d'insertion pour des jeunes souvent en difficulté, leur permettant une ouverture sur le monde alliant discipline et pratique artistique.

C'est ainsi que la délégation Animation a souhaité aider les associations reprises sur le tableau joint.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, d'approuver :

- le tableau récapitulatif
- la répartition des subventions proposées aux associations
- l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits ouverts au Budget Primitif 1998 Chapitre 65 article 6574 fonction 242 Enveloppe 13000 intitulé « Subventions - Animations des quartiers ».

ADOPTÉE à l'unanimité

Associations de Majorettes	Participation proposée de la Délégation Animation
Association de Majorettes de Lille-Fives	5 000 Frs
Association Lille Twirling Centre	5 000 Frs
Association les Fleurs de Lys	5 000 Frs
Association Philanthropique des Majorettes de la Ville	5 000 Frs

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/767

OBJET**SOUTIEN A LA VIE ASSOCIATIVE**
ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS**Rapport de Monsieur le Maire**
Mesdames, Messieurs,

Nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information des Relations Publiques de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, de vous prononcer sur les propositions de subventions ci-dessous aux associations suivantes :

Associations	Projets	Budget Total	Participation de la Délégation Animation
Association Inter-Lignes	Initiation aux nouvelles technologies de l'information et de la communication : Internet - pour 200 jeunes lillois des quartiers en Contrat de Ville	40.000 F	7 500 F
L'île aux Trésors	Aide au Fonctionnement		60 000 F

Les dépenses correspondantes sont à imputer sur les crédits inscrits au Budget Primitif 1998 intitulé « Subventions - Soutien à la Vie Associative » chapitre 65 Article 6574 fonction 242 Enveloppe 711.

ADOPTÉE à l'unanimité

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/768

OBJET**OPERATION « INITIATIVE VILLE » 1998****ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS**

**Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**

Pour la première année, la Ville de Lille s'est associée à une opération lancée par l'AMGVF (l'Association des Maires de Grandes Villes de France) la Caisse des Dépôts et Consignations et France 3 en direction des 16-25 ans intitulée « Initiative Ville ».

Cette manifestation, ouverte aux Lillois et Lilloises, vise à valoriser et récompenser les initiatives et actions des jeunes en faveur de leur ville.

Les quinze projets individuels et collectifs reçus et instruits par le jury lillois en septembre 1998 recouvrent les domaines tels que la culture, le social, l'économie, le sport ou l'humanitaire.

Le 15 septembre 1998, le jury local placé sous la Présidence de Madame Marie-Thérèse ROUGERIE, Conseillère Municipale, Déléguée à la Citoyenneté a décidé de primer les 4 projets suivants :

Titres des Projets	Buts	Noms des Candidats	Participation de la Délégation Animation
Création d'une verrerie artisanale	Fabrication et vente de tout objet en verre stages d'initiation aux techniques du verre	Melle Lucie LECAT 11, Rue de Bapaume Lille	5.000 F
Création d'un studio d'enregistrement sous forme associative	Aider les jeunes dépourvus de moyens de se lancer dans la musique	M. Claude BITOUMBOU 104/321, Rue de l'Arbrisseau Lille	5.000 F
Les jeunes créent leurs drapeaux	Faire connaître un patrimoine aux jeunes Solidarité avec la jeunesse européenne	Melle Isabelle SENTIS 23/9, Rue de Lens Lille	5.000 F
La Petite Promesse	Réalisation d'un film court sur le monde du travail	Mlle Marianne PISTONE 21, Rue du Plat Lille	5.000 F

Nous vous demandons, en conséquence, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, de bien vouloir autoriser l'attribution d'un prix de 5.000 F à chacun des candidats retenus.

Les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au Chapitre 67 - Article 6714 - Fonction 242 - Enveloppe 14349 de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

Titre des Projets	Buts	Noms des Candidats	Période de la Délégation Animation
Les Petits Promoteurs	Faciliter l'accès des jeunes au monde du travail	Mme MARIONNE FISTONE 24, Rue du Poir Lille	2.000 F
Les Petits Promoteurs	Faciliter l'accès des jeunes au monde du travail	Mme MARIONNE FISTONE 24, Rue du Poir Lille	2.000 F
Les Petits Promoteurs	Faciliter l'accès des jeunes au monde du travail	Mme MARIONNE FISTONE 24, Rue du Poir Lille	2.000 F
Les Petits Promoteurs	Faciliter l'accès des jeunes au monde du travail	Mme MARIONNE FISTONE 24, Rue du Poir Lille	2.000 F
Les Petits Promoteurs	Faciliter l'accès des jeunes au monde du travail	Mme MARIONNE FISTONE 24, Rue du Poir Lille	2.000 F

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/769

OBJET**AVANCES SUR SUBVENTIONS****CONSENTIES AUX ASSOCIATIONS****AU TITRE DE 1999****DELEGATION ANIMATION**

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Comme chaque année, afin de permettre aux associations gestionnaires de faire face aux dépenses de fonctionnement qui leur incombent et d'éviter des difficultés de trésorerie, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, de bien vouloir approuver le principe d'une avance sur subvention de fonctionnement 1999 correspondant aux 25% des subventions annuelles de l'exercice 1998 allouées aux associations suivantes soit :

Noms des associations	Subvention accordée en 1998	Avance 1999 proposée
La Deûle	300 000 F	75 000 F
Union Française de la Jeunesse	250 000 F	62 500 F

Les dépenses correspondantes sont à imputer sur les crédits à inscrire au Budget Primitif 1999, chapitre 65, article 6574, fonction 242, intitulés respectivement :

- « Subvention à la Deûle Base Nautique », enveloppe 715,
- « Subvention à l'Union Française de la Jeunesse », enveloppe 5969.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N°98/770

OBJET**ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS DE
QUARTIERS****ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS****Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**

La Politique à la Ville a décidé un certain nombre d'actions au titre de l'année 1998.

Les actions figurant sur le tableau joint sont retenues au titre de la Délégation Animation qui en assurera le suivi et l'évaluation.

Afin de permettre la réalisation de ces projets, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, de bien vouloir :

- confirmer l'adoption des actions détaillées sur l'état récapitulatif,
- approuver la répartition des subventions proposées aux associations ou maîtres d'ouvrage correspondants,
- imputer les dépenses correspondantes soit un total de 277.500 F sur les crédits ouverts au Budget Primitif 1998 intitulé « subventions - Accompagnement des projets de Quartiers » Chapitre 65, Article 6574, Fonction 242, Enveloppe 5442,
- prévoir le renforcement de la ligne précitée par prélèvement sur les crédits inscrits : au Chapitre 011, Article 6288, Fonction 66, Enveloppe 5959 intitulé « Dotation de Solidarité Urbaine » pour un montant de 30.500 F.

ADOPTÉE à l'unanimité

Porteurs	Projets	Montants des Subventions
Jeunesse Loisirs Famille	Fête de fin d'Année	25 000 Frs
Association Moulins Avance	Lancement de la Régie Technique de Proximité de Moulins	30 000 Frs
Association Redira	Mobilisation des habitants de Belfort par le biais de leurs enfants en école primaire de sorties et de fêtes interculturelles	15 000 Frs
Lutteur Club Lillois	Aide Financière pour l'Initiation à ce Sport des enfants de Moulins	10 000 Frs
Olympique de Lille-Sud	Transport des jeunes dans les Clubs Sportifs de Lille-Sud	35 000 Frs
Association de Gestion du Local Associatif	Un mois de festivités à Lille-Sud	60 000 Frs
- Les Chantiers du Monde	Carnaval de rue - Sénégalille	3 000 Frs
- Comité d'Animation du Quartier Faubourg de Béthune	Quartier du Faubourg de Béthune	4 500 Frs
Association pour le bien être à l'Office Public d'H.L.M.	Accueil et animation des habitants du Quartier : création d'une structure	10 000 Frs
Association Isla Lille	Pour des jeunes plus responsables, plus autonomes, plus solidaires	10 000 Frs
Service Animation Jeunesse	Raid Aventure	75 000 Frs

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/771

OBJET**PROJETS JEUNESSE ANIMATION**Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS**

La politique d'animation de la Ville est aujourd'hui appelée à fédérer davantage les énergies, au niveau de chaque quartier pour toutes les catégories de la population dans une démarche citoyenne.

Ce rôle pourra se traduire par l'amplification et le renouvellement des actions au sein des équipements et associations de proximité.

Ces actions d'animation visent prioritairement à resserrer le tissu social, développer l'accès à la culture et aux loisirs pour tous, et accroître l'animation sportive.

C'est ainsi que la délégation Jeunesse a souhaité concrétiser les projets des jeunes lillois portés par des structures ou associations lilloises.

Nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, d'approuver :

- le tableau récapitulatif
 - la répartition des subventions proposées aux associations organisatrices
 - l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits ouverts au Budget Primitif 1998 intitulé « Projets Jeunesse Animation » chapitre 65 article 6574 fonction 242, Enveloppe 10584.
- et de prévoir le renforcement de la ligne précitée :
- par un virement de crédit de l'Action Sociale d'un montant de 15.000 F
 - par un virement de crédit de la Caisse des Ecoles d'un montant de 15.000 F, pour la participation au spectacle POCAHONTAS

Organisme Maître d'Ouvrage	Intitulé du Projet	Budget Total	Participation de la Délégation Jeunesse
Raid Aventure Organisation	Inscription de l'Equipe Lilloise		18.000 F
La Deûle	Entraînement Raid Aventure		50.040 F
Association sportive du Lycée Européen Montebello	Raid Aventure regroupement National à Paris		2.276 F
Maison de Quartier du Vieux-Lille	Découverte de la pratique du foot pour un groupe de jeunes du quartier du Vieux-Lille	24.000 F	5.000 F
Association Jour de Fête	Fête de Quartier organisée à Wazemmes	254.000 F	10.000 F
Association Tintin et Miloud	Participation au financement du poste d'animateur	91.800 F	19.800 F
FSE Collège Louise Michel	Atelier photographie	62.500 F	10.000 F
l'Île aux Trésors	Accompagnement du Médiateur Local	120.000 F	30.000 F
S.A.R.L. Show Bee	Participation au spectacle de Walt Disney « POCAHONTAS » en direction des enfants des Equipements de Proximité	60.000 F	60.000 F dont 15.000 F (Action Sociale), 15.000 F (Caisse des Ecoles) 30.000 F (Délégation Jeunesse-Animation)

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/772

OBJET

ASSOCIATIONS DE JEUNESSE

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS.

**Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**

Les Associations de Jeunesse assurent annuellement des actions pour les jeunes Lilloises et Lillois. Afin de leur permettre de mener à bien des projets qu'elles souhaitent mettre en oeuvre, nous vous proposons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, d'émettre un avis favorable au versement d'une subvention au titre de 1998 aux associations de jeunesse citées ci-dessous :

Associations de Jeunesse	Participation de la Délégation Jeunesse
- Groupe Scout Isla-Lille	15.000 F
- FSE du Collège Camus	5.000 F
- FSE du Collège Matisse	4.800 F
- FSE du Collège Verlaine	6.000 F
- FSE du Collège Louise Michel	5.000 F

Les dépenses correspondantes sont à imputer sur les crédits inscrits au Budget Primitif 1998 - chapitre 65 - article 6574 - Fonction 242 - enveloppe 764 intitulé « Subventions à Diverses Associations de Jeunesse ».

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/773

OBJETAVANCES SUR SUBVENTIONSCONSENTIES AUX ASSOCIATIONSAU TITRE DE 1999DELEGATION JEUNESSERapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Comme chaque année, afin de permettre aux associations gestionnaires de faire face aux dépenses de fonctionnement qui leur incombent et d'éviter des difficultés de trésorerie, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, de bien vouloir approuver le principe d'une avance sur subvention de fonctionnement 1999 correspondant aux 25% des subventions annuelles de l'exercice 1998 allouées aux associations suivantes soit :

Noms des associations	Subvention accordée en 1998	Avance 1999 proposée
Jeunesse Loisirs Famille	90 000 F	22 500 F
Club Léo Lagrange Croisette/Arbrisseau	80 000 F	20 000 F
Fédération Régionale Léo Lagrange Mission Jeunesse de Lille-Sud	1 200 000 F	300 000 F conformément à la convention cadre

Les dépenses correspondantes sont à imputer sur les crédits à inscrire au Budget Primitif 1999, chapitre 65, article 6574, fonction 242, intitulés respectivement :

« Subventions à Diverses Associations de Jeunesse », enveloppe 764,

« Animation-Mission Animation de Lille-Sud - Subventions », enveloppe 13640.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/774

OBJET**PROGRAMMES D'ANIMATION JEUNESSE 1998****ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS.****Rapport de Monsieur le Maire**
Mesdames, Messieurs,

Depuis 1978, la Ville de Lille a souhaité la mise en oeuvre d'un programme d'activités de loisirs pour les Lillois qui restent dans la cité durant les périodes de vacances et en particulier durant l'été.

Des activités ont été mises en oeuvre dans la continuité de l'été, à l'occasion des petites vacances scolaires. Ces programmes initiés par l'Etat et le Département intitulés « Loisirs des Jeunes dans le Nord » « Ville-Vie-Vacances », organisés par les mêmes partenaires, ont consisté à proposer aux adolescents Lillois des activités à caractère exceptionnel et attractif.

Les Associations Lilloises organisatrices de ces activités ont adressé à la Ville leurs projets pour 1998, qui se déroulent durant l'année scolaire.

Il s'agit de se prononcer sur la répartition des financements Ville pour ces actions reprises sur le tableau joint, le solde de la subvention ne pouvant intervenir qu'à la réception des bilans de ces opérations.

Nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, d'approuver :

- Ce tableau récapitulatif ;
- la répartition des subventions proposées aux associations ou structures organisatrices ;

- l'imputation des dépenses correspondantes soit un total de 131.200 F
sur les crédits inscrits au Budget Primitif 1998 - chapitre 65 - article 6574 - fonction 242,
enveloppe 713 intitulé « Subvention aux programmes d'Animation Jeunesse ».

QUARTIERS	STRUCTURES OU ASSOCIATIONS	Budget Total	Subvention totale accordée par la Ville	Participation de la Délégation Jeunesse Répartition 1998
Wazemmes	- Association pour la Gestion de la Maison de Quartier de Wazemmes	365.500	18.500	7.400
	- Association Tintin et Miloud	84.750	7.800	3.120
	- Jeunesse, Loisirs, Famille	434.250	12.000	4.800
Centre	- Centre Social du Parc des Expositions	161.000	19.000	7.600
Vieux-Lille	- Maison de Quartier du Vieux-Lille - Centre Social Godeleine Petit	348.699	18.700	7.480
Fives	- Maison de Quartier de Fives	566.100	49.000	19.600
	- Centre Social Mosaïque	332.973	20.000	8.000
	- Association les Francas	176.763	11.500	4.600
Moulins	- Centre Social Marcel Bertrand	978.748	46.000	18.400
	- Association Boxing Club	107.380	12.500	5.000
Lille-Sud	- Association Gant d'Argent de Lille-Sud	498.137	15.000	6.000
	- Centre Social Arbrisseau	211.600	16.700	6.680
Bois-Blancs	- Maison de Quartier des Bois-Blancs-Centre Social Rosette de Mey	472.825	35.000	14.000
Saint-Maurice	- Maison de Quartier Saint-Maurice	179.732	10.000	4.000
Faubourg de Béthune	- Maison de Quartier Faubourg de Béthune - Centre Social Concorde	272.800	21.000	8.400
	- Association Isla Lille - Scouts	280.847	15.300	6.120

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/775

OBJET**TRIBUNES JEUNES****CONVENTION VILLE DE LILLE****LILLE OLYMPIQUE SPORTING CLUB**Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille a mis en place depuis 1997 une opération intitulée « Tribunes Jeunes ». Ce dispositif renforce les actions menées par le LOSC en particulier « Pass Foot », destiné aux jeunes des collèges.

« Tribunes Jeunes » permet ainsi à 500 jeunes encadrés par le réseau associatif Lillois d'assister, en places assises, à chaque match à domicile du LOSC.

Cette opération a remporté un vif succès ; en effet près de 5000 jeunes de la Ville ont pu bénéficier de ce dispositif ; la Ville de Lille souhaite donc reconduire cette action et la pérenniser. L'objectif est de maintenir l'accueil aux matchs à domicile de ce public jeune et de développer une démarche autonome de création de clubs de supporters dans les quartiers.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, de bien vouloir autoriser :

- la signature par Monsieur le Maire d'une convention avec le LOSC,
- l'imputation de la dépense au budget primitif 1998 sur les crédits de la délégation Jeunesse, Chapitre 011, Article 6288, Fonction 242, Enveloppe 13 692, Intitulé « Opération Tribunes Jeunes ».

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/776

OBJET

**RELATIONS CONTRACTUELLES ENTRE
LA VILLE DE LILLE ET LA FEDERATION
UNIE DES AUBERGES DE JEUNESSE****CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES
LOCAUX SIS 12, RUE MALPART A LILLE****Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**

Les orientations par la municipalité en matière d'animation « Jeunesse » prévoient à l'égard des Associations occupant des locaux municipaux la mise en oeuvre d'une politique de conventionnement qui fixe les relations contractuelles entre les Associations et la Ville de Lille.

Après destruction de l'ancienne Auberge de Jeunesse sur le site actuel de « Lille Grand Palais », il s'est vite avéré nécessaire de reloger celle-ci afin de lui permettre d'assurer l'accueil des jeunes de passage à Lille. A cet effet, la Ville de Lille autorisait en 1997 la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse à occuper les locaux de l'aile gauche de l'ancienne Maternité Henri Salengro.

Il convient aujourd'hui de préciser les relations entre la Ville de Lille et la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse mentionnées dans la convention ci-après, les responsables de la Fédération ayant donné leur accord.

Nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998 :

- d'approuver le texte de la convention à passer entre la Ville et la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse,
- de fixer la date de prise d'effet du présent contrat comme indiqué à l'Article 5 de la Convention,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la dite convention.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/777

OBJETLOCAL JEUNES BOIS-BLANCSLOT N°6 : ELECTRICITE - COURANTS FAIBLESAVENANTRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°96/164 du 29 avril 1996, vous approuviez la construction d'un local jeunes dans le quartier des Bois-Blancs et autorisiez le lancement d'un appel d'offres pour l'exécution des travaux, en cours actuellement.

La commission d'appel d'offres a désigné pour la réalisation de l'aménagement électrique l'entreprise FLANDRELEC. Dans le cadre de ces prestations et à la demande du bureau de contrôle, le type d'alarme doit être modifié en fonction du classement de l'établissement en salle de danse, conformément à l'article P22 de l'arrêté du 2 février 1993 relatif aux conditions de sécurité dans les établissements recevant du public.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la jeunesse réunie le 25 novembre 1998, et la Commission d'Appel d'Offres réunie le 1er décembre 1998 de bien vouloir autoriser la passation d'un avenant au lot N°6 pour la réalisation de ces prestations.

Lot N°6 : Electricité, courants faibles

Montant initial

87 465,51 F

Avenant

16 780, 13 F

Nouveau montant

104 245, 64 F

soit 19,1% d'augmentation

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/778

OBJET

CONTRAT DE VILLE - PROGRAMME 1998
RELOCALISATION DU CLUB LEO LAGRANGE
QUARTIER DE LILLE-SUD
MARCHE SUR APPEL D'OFFRES OUVERT

Rapport de Monsieur le Maire
 Mesdames, Messieurs,

Le Club Léo Lagrange occupe actuellement des bâtiments préfabriqués dans l'enceinte sportive du stade de l'Arbrisseau. Ces locaux ne sont plus conformes aux normes de sécurité imposées pour l'accueil des jeunes.

La relocalisation du Club Léo Lagrange est envisagée dans de nouveaux locaux sur le site Wagner. Ceci permettra :

- de satisfaire aux règles de sécurité,
- de maintenir les activités du Club axées sur le secteur de l'Arbrisseau en liaison avec la salle de sports et le terrain sportif de proximité.

Le coût d'objectif prévisible de ce programme est fixé à 2 600 000 Frs TTC (Voirie Réseaux Divers et rémunérations diverses compris) avec une participation du Fonds Européen pour le Développement Economique Régional de 1 400 000 Frs.

Le cabinet d'architectes ARCHI-MADE a été désigné comme concepteur de ce projet après appel à concurrence.

Nous vous demandons, en accord avec le Conseil de Quartier de Lille-Sud réuni le 3 novembre 1998 et avec la Commission de l'Information, des Relations Publiques, de l'Animation et de la Jeunesse réunie le 25 novembre 1998, de bien vouloir :

- approuver le lancement de ce programme,
- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert,
- autoriser Monsieur le Maire à signer le marché à passer suite à la décision de la Commission d'appel d'offres, ou en cas d'empêchement, tout Adjoint au Maire ou Conseiller Municipal Délégué,
- autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions escomptées et les admettre en recette,
- inscrire sur le budget de la Ville les crédits correspondants.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/779

OBJET

Programme « Emplois de Services »
Aides au développement de nouvelles
Activités – Tableau récapitulatif

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 97/878 du Conseil Municipal du 15 décembre 1997, la Ville de Lille s'est engagée à accompagner financièrement les associations lilloises dans le développement de nouvelles activités pour l'emploi des jeunes, dans le cadre de la loi du 16 octobre 1997, dès lors que ces activités répondent aux grands objectifs fixés dans le cadre du programme « Nouveaux Services – Nouveaux Emplois ».

Objectif 1- Améliorer la qualité de la Ville et de la vie pour contribuer à la sécurité de tous.

L'Association des Secouristes et Sauveteurs des P.T.T du Nord a pour objet social premier la formation de salariés d'établissements publics aux techniques de secourisme afin d'assurer la sécurité des employés et des clients présents dans ces établissements. Elle met en place un nouveau service « externe », à destination du grand public qui consiste en :

- la tenue des postes de secours lors de manifestations sportives et culturelles à Lille, pour assurer la sécurité du public,
- la sensibilisation des enfants de Wazemmes aux techniques de secourisme.

L'Association embauche un agent technique associatif en contrat Emploi Jeune. Son rôle sera d'organiser l'ensemble des besoins logistiques liés au développement de ces activités.

La Ville de Lille apporte à l'Association des Secouristes et Sauveteurs des P.T.T du Nord une aide au démarrage de 10 000 F, ainsi qu'une aide à l'investissement de 14 922 F, permettant l'achat d'un matériel informatique et de mobilier nécessaire au développement de la nouvelle activité.

Objectif 2- Favoriser le développement culturel et l'accès à la culture pour tous.

L'Association Dialogues Théâtre a pour objet social premier la gestion d'un centre de réflexion, de diffusion et d'édition théâtrale. Elle développe un nouveau service qui consiste à aller au devant des publics (écoles, troupes amateurs, particuliers) pour apporter des conseils à tous ceux qui souhaitent utiliser le théâtre comme moyen d'animation et d'intégration sociale.

L'Association Dialogues Théâtre crée un poste d'agent d'information culturelle en contrat Emploi Jeune afin de fournir ce service au plus grand nombre.

La Ville de Lille apporte à l'Association Dialogues Théâtre une aide à l'investissement de 13 289 F permettant l'achat de matériel informatique nécessaire au développement de l'activité.

L'Association le Huit renversé a pour objet social la promotion de la danse contemporaine au travers de la création chorégraphique, la formation et l'animation. Elle cherche à favoriser la création et la diffusion artistique de spectacles afin de sensibiliser un plus large public. Elle développe par ailleurs des ateliers de danse auprès des adhérents des Maisons de Quartier de Wazemmes et du Vieux Lille en favorisant l'accès aux demandeurs d'emploi par un tarif privilégié. Elle a notamment mis en place un atelier de danse gratuit au Centre Social Mosaïque axé sur l'insertion par la danse pour un public très défavorisé. Elle crée dans ce cadre un poste d'**agent de développement culturel** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte à *l'Association le Huit Renversé* une aide au démarrage de 10 000 F et une aide à l'investissement de 18 270 F permettant l'achat de matériels techniques nécessaires au développement de l'activité.

L'Association le Cirque du Bout du Monde a pour objet social la promotion et le développement des arts du cirque sur Lille et sa région. Il s'agit de promouvoir le cirque comme élément d'apprentissage de la solidarité et de proposer un nouveau type de loisir aussi bien aux jeunes qu'aux adultes. Les services qu'elle propose sont accessibles financièrement à tous et s'adressent plus spécifiquement aux adhérents des Maisons de Quartier et Centres Sociaux de la ville. L'Association crée deux postes d'**agents de développement et d'animation** en contrat Emploi Jeune ayant en charge de la mise en œuvre de ces activités.

La Ville de Lille apporte à *l'Association le Cirque du Bout du Monde* une aide à l'investissement de 18 241 F permettant l'achat d'un matériel pédagogique et informatique nécessaire au développement des activités.

L'Association le Théâtre de Poche des Nuits Blanches gère un petit théâtre ouvert essentiellement aux troupes amateurs et occasionnellement à de jeunes professionnels. Elle élabore un nouveau service visant à ouvrir les activités culturelles sur le quartier de Wazemmes afin d'une part, de répondre aux demandes du public d'initiation aux pratiques théâtrales, d'autre part, de développer les activités culturelles de l'Association (intervention en milieu scolaire, stages, ...). A cet effet, l'Association recrute un **agent de développement de la vie théâtrale** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte à *l'Association le Théâtre de Poche des Nuits Blanches* une aide au démarrage de 10 000 F et une aide à l'investissement de 15 910 F permettant l'achat de matériel informatique nécessaire au développement de l'activité.

Objectif 3- Prévenir l'échec scolaire.

L'Association La Clé (Lille Association Compter Lire Ecrire) aide des jeunes et adultes français et étrangers à acquérir des connaissances élémentaires et combler les lacunes scolaires. L'accroissement de la demande nécessite de consolider la structure. Par conséquent, l'Association La Clé crée deux postes de **coordinateurs formateurs d'actions d'enseignement individualisé** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte à *l'Association La Clé* une aide au démarrage de l'activité de 20 000 F et une aide à l'investissement de 32 087 F permettant l'achat de matériels techniques et pédagogiques nécessaires à l'action de formation menée par les emplois jeunes.

L'Association Jeunesse Loisirs Famille (J.L.F.) propose des activités socio-culturelles destinées aux habitants de Wazemmes dans un objectif de maintien du lien social et de lutte contre les phénomènes d'exclusion. Dans la continuité des actions engagées dans le cadre du programme « Emplois de Services en faveur de la qualité de la Ville et de la vie à Lille », ayant permis la création de quatre animateurs en contrat Emploi Ville, l'Association souhaite aujourd'hui développer des activités nouvelles axées sur la citoyenneté au sein de son centre de loisirs et lutter contre l'échec scolaire en proposant un service d'éveil culturel aux écoles maternelles et primaires des quartiers du sud de Lille. A cet effet, six postes de **médiateurs socio-culturels** en contrat Emploi Jeune sont créés permettant pour quatre d'entre eux, la poursuite des contrats engagés précédemment.

La Ville de Lille apporte à *l'Association J.L.F.* une aide à l'investissement de 33 320 F destinée à l'achat de matériel pédagogique indispensable au bon fonctionnement des services développés.

Objectif 4- Favoriser l'appropriation par les habitants de leur cadre de vie.

L'Entreprise Lilloise d'Insertion au Service de l'Environnement (E.L.I.S.E.), en lien avec les nouvelles directives européennes en la matière, a pour objet la valorisation des déchets et plus particulièrement du papier carton. Elle crée un service de sensibilisation au tri sélectif des papiers de bureau usagers en direction des administrations et entreprises lilloises et proche périphérie, pour lequel deux **agents valoristes** en Contrat Emploi Jeune sont recrutés. Ils devront inciter ces administrations et ces entreprises à la maîtrise rationnelle du coût global d'élimination des déchets.

La Ville de Lille apporte à *l'Association E.L.I.S.E* une aide au démarrage de 20 000 F et une aide à l'investissement de 11 310 F permettant l'achat de matériel informatique nécessaire au développement de l'activité.

L'Association Ecosystèmes a pour objet social la recherche, la diffusion et l'échange de l'information et des connaissances dans les domaines relevant de l'écologie. Ses nombreuses actions ont montré un réel besoin en éducation à l'environnement. L'Association crée un Institut Régional d'Economie Pédagogique pour développer des actions de sensibilisation à l'environnement. Deux **conseillers en éco-pédagogie**, sous contrat Emploi Jeune, formeront des professionnels et des bénévoles associatifs en relation avec des publics lillois, à l'éducation à l'environnement.

La Ville de Lille apporte à *l'Association Ecosystème* une aide à l'investissement de 14 348 F pour l'achat d'un matériel informatique nécessaire à la mise en place de cette nouvelle activité.

L'Atelier Populaire d'Urbanisme de Wazemmes (A.P.U. Wazemmes) a pour but de mobiliser les habitants du quartier afin de participer à l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie local. L'A.P.U. de Wazemmes crée un poste de **conseiller juridique** en contrat Emploi Jeune chargé d'assurer une information et un soutien juridique auprès des familles du quartier, sur leurs devoirs et leurs droits en matière d'habitat.

La Ville de Lille apporte *l'A.P.U. de Wazemmes* une aide au démarrage de 10 000 F, ainsi qu'une aide à l'investissement de 12 819 F permettant l'achat d'un matériel vidéo nécessaire au travail pédagogique avec les habitants.

L'Association Droit au Vélo a pour objet social le développement de l'usage du vélo. Elle met en place un service de sensibilisation aux droits et devoirs des cyclistes afin de favoriser une pratique du vélo en ville compatible avec les autres modes de transport. A cet effet, elle crée deux postes d'**animateurs vélo** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte à *L'Association Droit au Vélo* une aide au démarrage de 20 000 F, et une aide à l'investissement de 27 263 F permettant l'achat de matériels de bureautique, d'informatique et d'un matériel pédagogique lié à la pratique sportive, nécessaires au développement de l'activité.

Objectif 5- Favoriser la pratique du sport et des loisirs par tous.

L'Association ISLA Lille assure un travail d'animation, d'éducation et de prévention auprès de la jeunesse âgée de 7 à 20 ans des quartiers Sud de Lille. Elle crée en complément des activités existantes (centres de loisirs, groupe scout et camps d'été) un service d'animation de loisirs éducatifs dont l'objectif sera de rendre les parents acteurs dans la prise en charge de leurs enfants. Dans ce cadre *L'Association ISLA Lille* embauche trois **animateurs de loisirs éducatifs** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte à *L'Association ISLA Lille* une aide au démarrage de 30 000 F, ainsi qu'une aide à l'investissement de 45 000 F, sur un budget global de 108 024 F permettant l'achat d'un véhicule afin de faciliter les déplacements collectifs.

Le Club Gymnique de Lille assure des séances d'activités gymniques pour enfants et adultes dans un but de loisirs et d'entraînement. En créant un service d'animation et de coordination des activités, le Club souhaite rencontrer de nouveaux publics et en particulier les enfants et adolescents des quartiers du Centre Ville et du Vieux Lille. L'ouverture de nouveaux créneaux horaires et la diversification des pratiques apparentées à la gymnastique artistique permettent l'embauche d'un **animateur sportif** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte au *Club Gymnique de Lille* une aide à l'investissement de 18 301 F sur un budget global de 36 602 F permettant l'achat de matériels pédagogiques liés à la pratique sportive et gymnique.

Objectif 7- Lutter contre l'isolement des personnes.

L'Association Familiale de Lille a pour objet d'une part, d'informer, de défendre et de représenter les familles auprès des pouvoirs publics. D'autre part, elle développe des services d'aide aux familles des quartiers populaires de Lille. Déjà engagée dans le programme « *Emplois de Services en faveur de la qualité de la Ville et de la vie à Lille* » sur l'axe des services aux particuliers, elle crée un service de développement et de communication afin de mieux connaître les besoins des familles lilloises adhérentes et mettre en œuvre des actions en réponse. Dans ce cadre, elle embauche un **agent de développement** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte *L'Association Familiale de Lille* une aide au démarrage de 10 000 F et une aide à l'investissement de 15 832 F permettant l'achat de matériel informatique nécessaire à la mise en œuvre du service créé.

L'Association la Maison d'Accueil des Jeunes Travailleurs (M.A.J.T.) a pour vocation d'offrir le logement, la restauration ainsi qu'un accompagnement socio-éducatif à des jeunes de 18 à 30 ans déplacés de leur lieu de vie habituel pour des raisons diverses. La M.A.J.T. a fait le constat d'une faible prise en compte de la santé dans le quotidien de ses résidents. Pour y palier, elle crée un service de médiation à la santé par le sport à destination des jeunes accueillis. **L'animateur sport santé** en contrat Emploi Jeune développera les pratiques sportives et profitera de l'hygiène de vie qu'elles impliquent pour mettre en place des actions concernant la santé.

La Ville de Lille apporte à *l'Association la M.A.J.T.* une aide à l'investissement de 7 500 F sur un budget global de 15 808 F pour l'achat de matériel pédagogique relatif à la santé et l'achat de matériels sportif nécessaires au développement de l'activité.

L'Association Sourdmédia assure un accompagnement de personnes sourdes en difficultés sociales ou psychiques. L'Association met en œuvre un service de médiation permettant de faciliter la communication entre les personnes sourdes et leur environnement. Pour ce faire, trois postes d'**aide à la communication** en contrat Emploi Jeune seront créés.

La Ville de Lille apporte à *l'Association Sourdmédia* une aide au démarrage de 20 000 F ainsi qu'une aide à l'investissement de 34 712 F permettant l'achat de matériels bureautique, informatique et pédagogique nécessaires au développement de l'activité.

Objectif 8- Permettre l'accès de tous aux nouvelles technologies.

L'Association Inter-lignes a pour objet social de permettre aux habitants et aux structures socio-éducatives du quartier de Moulins et de la Ville de Lille l'accès à l'informatique et au multimédia. Elle développe beaucoup plus largement ses ateliers multimédia en direction d'un public enfant et adolescent et embauche deux **développeurs animateurs** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte à *l'Association Inter-lignes* une aide au démarrage de 20 000 F, ainsi qu'une aide à l'investissement de 12 996 F permettant l'achat de matériel informatique nécessaire au développement de l'activité.

Objectif 9- Favoriser l'émergence et la mise en oeuvre des projets associatifs visant la qualité de la Ville et de la vie à Lille

L'Association Tintin et Miloud a été créée en 1990 à l'initiative de jeunes de 17 à 20 ans. Elle assure depuis sa création des activités socio-culturelles auprès d'un public adolescent, sur le quartier de Wazemmes. Les activités reposant pour l'essentiel sur le travail de bénévoles, l'Association exprime le besoin de se structurer au moyen d'un service d'animation et de développement de projets locaux dont les objectifs seront : de rendre les jeunes acteurs de leur projet, de participer à leur autonomisation, d'organiser les échanges entre les jeunes, les institutions et le quartier. Pour ce faire, elle crée un poste d'**animateur de projets locaux** en contrat Emploi Jeune.

La Ville de Lille apporte à *l'Association Tintin et Miloud* une aide au démarrage de 10 000 F et une aide à l'investissement de 11 944 F permettant l'achat de matériels liés à l'animation nécessaires au développement de l'activité.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

- la signature avec chaque association concernée d'une convention d'objectifs et de partenariat établie suivant le modèle annexé à la délibération n°98/692 du 28/09/98 soumis au contrôle de légalité le 6/10/98,
- le versement des subventions correspondantes,
- l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne « Mesures pour l'Emploi - Subventions à diverses associations » (Enveloppes 11808 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 91) de nos documents budgétaires.

**ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés**

Intitulé de la ligne budgétaire	Unité	Montant	Montant	Montant	Montant
Subventions de fonctionnement	1	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions d'équipement	2	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions d'investissement	3	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour l'emploi	4	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour l'insertion	5	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la formation	6	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la recherche	7	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	8	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	9	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	10	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	11	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	12	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	13	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	14	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	15	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	16	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	17	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	18	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	19	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	20	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	21	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	22	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	23	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	24	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	25	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	26	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	27	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	28	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	29	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	30	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	31	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	32	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	33	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	34	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	35	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	36	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	37	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	38	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	39	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	40	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	41	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	42	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	43	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	44	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	45	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	46	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	47	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	48	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	49	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	50	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	51	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	52	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	53	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	54	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	55	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	56	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	57	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	58	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	59	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	60	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	61	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	62	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	63	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	64	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	65	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	66	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	67	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	68	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	69	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	70	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	71	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	72	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	73	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	74	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	75	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	76	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	77	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	78	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	79	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	80	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	81	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	82	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	83	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	84	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	85	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	86	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	87	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	88	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	89	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	90	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	91	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	92	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la handicap	93	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la migration	94	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la coopération	95	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la culture	96	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la jeunesse	97	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la santé	98	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la famille	99	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F
Subventions pour la vieillesse	100	20 000 F	20 000 F	20 000 F	20 000 F

Conseil Municipal du 14 décembre 1998

<i>Associations</i>	<i>Nombre Emploi Jeune</i>	<i>Aide au démarrage</i>	<i>Aide à l'investissement</i>	<i>Aide à l'encadrement</i>	<i>Mission</i>
Association des Secouristes et Sauveteurs des P.T.T. du Nord	1	10 000 F	14 922 F		
Association Dialogues Théâtre	1		13 289 F		
Association Huit Renversé	1	10 000 F	18 270 F		
Association le Cirque du Bout du Monde	2		18 241 F		
Association le Théâtre de Poche des Nuits Blanches	1	10 000 F	15 910 F		
Association J.L.F.	6		33 320 F		
Association La Clé	2	20 000 F	32 087 F		
Association E.L.I.S.E	2	20 000 F	11 310 F		
Association A.D.A.V.	2	20 000 F	27 263 F		

<i>Associations</i>	<i>Nombre Emploi Jeune</i>	<i>Aide au démarrage</i>	<i>Aide à l'investissement</i>	<i>Aide à l'encadrement</i>	<i>Mission</i>
Association Ecosystème	2		14 348 F		
A.P.U. de Wazemmes	1	10 000 F	12 819 F		
Association ISLA Lille	3	30 000 F	45 000 F		
Club Gymnique de Lille	1		18 301 F		
Association Sourdmédia	3	20 000 F	34 712F		
Association M.A.J.T.	1		7 500 F		
Association Familiale de Lille	1	10 000 F	15 832 F		
Association Inter-lignes	2	20 000 F	12 996 F		
Association Tintin et Miloud	1	10 000 F	11 944 F		

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/780

OBJET

**Programme « Nouveaux Services -
Nouveaux Emplois » - Développement
du réseau d'assistantes maternelles agréées**

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par le programme des « Emplois de Services en faveur de la qualité de la Ville et de la vie à Lille », la Ville de Lille avait souhaité créer des services d'utilité sociale répondant à des besoins non satisfaits de la population, de la collectivité, des associations et des entreprises et notamment dans le secteur des services aux particuliers. En effet, dans ce secteur, l'offre de service en matière de garde d'enfants n'est pas suffisante aujourd'hui pour répondre à l'ensemble des besoins et notamment à ceux des parents souhaitant confier leurs enfants à une assistante maternelle agréée.

Par délibération 97/519 du Conseil Municipal du 13 octobre 1997, la Ville de Lille avait accepté de soutenir 12 associations lilloises, se proposant de former des femmes adultes, demandeurs d'emploi, lilloises, au métier d'assistante maternelle.

Le support utilisé était le Contrat Emploi Solidarité d'une durée de 12 mois accompagné d'une formation de 350 heures assurée par l'organisme Créafi, leur permettant, à l'issue, de solliciter de la D.D.A.S.S., l'agrément d'assistante maternelle en accueil non permanent.

Cette première action, a permis à 6 jeunes femmes d'obtenir leur agrément d'assistante maternelle (trois pour l'accueil d'un enfant, trois pour l'accueil de deux enfants), cinq autres sont en attente de leur agrément, l'enquête sociale préalable ayant été réalisé en octobre 1998.

Au vu de ces résultats et de l'intérêt d'une telle action qui permet à la fois à des femmes demandeurs d'emploi, de créer leur propre emploi et d'élargir les réponses possibles aux besoins des parents en matière de garde des jeunes enfants, nous vous demandons l'autorisation de renouveler l'action en permettant d'apporter, aux associations lilloises, spécialisées dans la petite enfance (cf. annexe 1), le cofinancement de seize postes en Contrat Emploi Solidarité, en complément de l'aide apportée par l'Etat (selon le taux de prise en charge de celui-ci (cf. annexe 2).

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

- le cofinancement de seize postes en Contrat Emploi Solidarité à compter du
- 1^{er} janvier 1999 pour une durée de 12 mois dans ces associations,
- la signature avec chaque association concernée d'une convention d'Objectifs et de Partenariat dont le modèle a été annexé à la délibération 96/485 du 4 juillet 1996,
- le versement des subventions correspondantes,
- l'imputation des dépenses correspondantes (sur la ligne « Mesures pour l'Emploi - Subventions à diverses associations » (Enveloppe 11808 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 91) de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

LISTE DES STRUCTURES EMPLOYEUR

	NOM - ADRESSE STRUCTURE EMPLOYEUR
1	Maison de quartier Godeleine Petit Centre de la Petite Enfance de la Halle aux Sucres 24, rue des Archives 59800 LILLE Tél : 03.20.06.17.22 Mini-crèche - halte-garderie
2	Association INNOV ENFANCE La Luciole 2, rue Ducourouble 59000 LILLE Tél : 03.20.42.04.66
3	Boule de Gomme Crèche associative parentale 2, rue Jean Bart 59000 LILLE Tél : 03.20.14.34.20
4	Centre Social Parc des Expositions 5 et 7, avenue Eugène Varlin 59800 LILLE La Fabulette - Halte-garderie 7, rue Frédéric Morteaux 59000 LILLE Tél : 03.20.53.14.07
5	Association Les Babulettes Crèche parentale 48, rue de Philadelphie 59800 LILLE FIVES Tél : 03.20.56.39.38
6	Halte garderie Les Doux Calins Entrée 66, Appart n°1 Rue Léon Blum 59000 LILLE Tél : 03.20.15.24.78

LISTE DES STRUCTURES EMPLOYEUR

	NOM - ADRESSE STRUCTURE EMPLOYEUR
7	Maison de quartier de Wazemmes Crèche CARACOLE 36, rue d'Eylau 59000 LILLE Tél : 03.20.54.60.80
8	Association La Gaminerie 7/2, rue Henri Dunant 59000 LILLE Tél : 03.20.92.58.06
9	Crèche parentale Les Petites Canailles Centre de la Petite Enfance de Moulins 3 et 5, Place Jacques Febvrier 59000 LILLE Tél : 03.20.88.27.23
10	Centre Social l'Arbrisseau 13, rue Jean Baptiste Clément 59000 LILLE Tél : 03.20.97.12.36
11	Centre Social Rosette de Mey Maison de quartier Bois Blancs Les Loupiots 60, rue du Général Anne de la Bourdonnaye 59000 LILLE Tél : 03.20.93.24.48
12	Centre Social Mosaïque 95, rue du Long Pot 59000 LILLE Tél : 03.20.56.54.94

	NOM - ADRESSE STRUCTURE EMPLOYEUR
13	Association GRANDIR Halte-garderie La Ronde 2/5, rue de la Méditerranée 59000 LILLE Tél : 03.20.58.07.19
14	Halte-garderie Les Lionceaux 213bis, rue du Faubourg de Roubaix 59000 LILLE Tél : 03.20.06.49.46
15	Mini-crèche A Petits Pas 22/24, rue Hippolyte Lefebvre 59800 LILLE Tél : 03.20.13.83.63
16	Halte-garderie Les Lutins 28, Square d'Espagne 59000 LILLE Tél : 03.20.22.05.78

PRISE EN CHARGE FINANCIERE PAR LA VILLE DE LILLE
DES COUTS SALARIAUX RELATIFS AUX DIFFERENTS TYPES DE CONTRAT
DANS LE CADRE DU PROGRAMME NOUVEAUX SERVICES - NOUVEAUX EMPLOIS

TYPE DE CONTRAT	Age	Année	Durée mensuelle de travail (en heures)	Coût mensuel (*)	Coût annuel (*) (***)	Coût à charge état ou prime (***)	Coût à charge employeur (Taxe sur salaires non comprise) (***)	Taxe/ Salaires Annuelle (***)	Prise en charge financière annuelle par la Ville de LILLE y compris Taxe/Salaires (***)	Prise en charge financière mensuelle par la Ville de LILLE y compris Taxe/Salaires (***)
Contrat Emploi Solidarité		65%	87	3 638 F	43 656 F	27 096 F	16 560 F		16 560 F	1 380 F
Contrat Emploi Solidarité		95%	87	3 638 F	43 656 F	39 876 F	3 780 F		3 780 F	315 F

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/781

OBJETAssociation « AC !- Agir ensemble contre le chômage »Aide au fonctionnement - Subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'Association « AC ! - Agir ensemble contre le chômage » créée en janvier 1994, regroupe des chômeurs, des actifs et des retraités, et par diverses actions s'efforce d'aider les chômeurs et personnes en situation précaire de Lille, de lutter et mobiliser les Lillois contre le chômage et l'exclusion.

Cette Association travaille principalement à :

- rendre moins difficile la vie quotidienne de tous les exclus du travail et de la citoyenneté sociale,
- aider à fédérer les actions, les initiatives déjà existantes,
- chercher à unifier les chômeurs et les salariés, à travers des actions locales et nationales, des initiatives de solidarité, des revendications communes,
- développer une réflexion et des actions sur les différents moyens à mettre en œuvre pour tenter de vaincre ce fléau (réduction du temps de travail, création d'emplois nouveaux, ...).

Dans le cadre de ses actions, l'Association a ouvert une Maison des chômeurs et de la Solidarité dans un local situé 70, boulevard Victor Hugo.

Maison d'expression et de revendication contre le chômage, elle se veut un lieu d'accueil, d'écoute et d'entraide de toute personne en situation précaire, mais aussi un lieu de réunions, de rencontres et de débats, destinés à renforcer la solidarité entre les chômeurs et les non-chômeurs.

En 1994, le Conseil Municipal a décidé d'allouer une subvention à L'Association, notamment pour la mise en place et le fonctionnement de la Maison des chômeurs et de la Solidarité. Puis, afin d'officialiser cette aide ainsi que les objectifs auxquels s'engage l'Association, une convention de Partenariats et d'Objectifs, a été signée en août 1995, prenant fin le 31 décembre 1997.

Il est proposé de renouveler cette convention pour une durée de trois années (1998, 1999, 2000).

Conformément à cette convention, cette Association sollicite une aide au fonctionnement, au titre de l'année 1998.

En conséquence, en accord avec votre Commission du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, réunie le 21 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

- la signature de la convention,
- le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 80 000 F (60 000 F au titre de la participation au fonctionnement de la Maison des chômeurs et de la Solidarité, 20 000 F pour les frais de participation aux formations et séminaires nationaux) pour l'année 1998, à l'Association « AC! - Agir ensemble contre le chômage »,
- l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne « Mesures pour l'Emploi - subventions à diverses Associations » (Chapitre 65, Article 6574, Fonction 91, Enveloppe 11808) de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/990

OBJET

Réussir – Le Plan Lillois d'Insertion Economique
Exercice 1998
Cession de créances

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par courrier en date du 24 septembre 1998, la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Nord – Pas de Calais informait l'Association Réussir – le Plan Lillois d'Insertion Economique (P.L.I.E.) que la Trésorerie Générale souhaitait verser les financements du Fonds Social Européen (F.S.E.), mobilisés dans le cadre du P.L.I.E., à l'Association Réussir et non plus, comme c'était le cas jusqu'alors, à la Ville de Lille.

Cette décision met en cause l'architecture financière appliquée depuis 1990 entre la Ville de Lille et l'Association Réussir pour la mise en œuvre du P.L.I.E.

Suite à la séance du Conseil d'Administration de Réussir – le P.L.I.E., réuni le 28 novembre 1998, et après avoir pris en compte les observations de la Trésorerie Générale précisant que le mécanisme juridique permettant le maintien du versement des fonds F.S.E. à la Ville de Lille était la cession de créances, nous vous demandons de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à accepter par voie contractuelle une cession de créances, émanant de l'Association Réussir – le P.L.I.E., à concurrence d'un montant prévisionnel pour l'année 1998 de 15 500 000 Francs.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, MessieursSéance du 14 décembre 1998
N° 98/782OBJETDiverses Associations SportivesAttribution de subventions exceptionnelles et d'organisation

L'aide financière de la Ville de Lille a été sollicitée sous forme de subventions par diverses associations sportives lilloises à l'occasion de manifestations.

En accord avec l'Office Municipal des Sports et la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder les subventions ci-dessous qui seront prélevées sur le crédit ouvert au chapitre 65 - Article 6574 Fonction 251 - Enveloppe 13643.

Boxing Club des Flandres

Demi finale championnat des Flandres amateur 12 décembre 1998 5 000 F

Lille Hockey Club

10^{ème} Coupe d'Europe des clubs champions du 19 au 21 février 1999 130 000 F

Football Club du Vieux Lille

Subvention exceptionnelle 3 000 F

Judo Club du Faubourg de Béthune

Challenge du judo club du Faubourg de Béthune du 18 octobre 1998 1 000 F

Association Jeunesse Sportive Lille Wazemmes

Subvention exceptionnelle 10 000 F

Lille Twirling Centre

Formation de cadres 3 000 F

A.S.P.T.T. section athlétisme

14^{ème} challenge de lancers le 3 octobre 1998 15 000 F

A.P.E.S.L.

Aide à l'organisation des épreuves du semi marathon 1998 75 000 F

Billard Club Fivois

Opération « Billard au Collège Verlaine » 4 000 F

Faculté des Sciences du Sport et de l'Education Physique Lille 2

Forum des activités physiques adaptées des 4,5 et 6 novembre 1998 3 200 F

Association Sportive du Golf Lille Métropole

Aide à l'accueil de jeunes Initiation perfectionnement 50 000 F

**ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés**

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/783

OBJETRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Aide aux Clubs de Niveau National
aux clubs Conventionnés et aux autres clubs
Subventions de fonctionnement - 1^{re} avance
Année sportive 1998-1999.

La Ville de Lille alloue une aide financière, sous forme de subventions, à divers clubs de Niveau National, clubs conventionnés et autres Clubs.

En accord avec l'Office Municipal des Sports et la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder aux clubs ci-dessous les avances sur la saison 1998-1999.

Pour les Clubs de Niveau National et les clubs Conventionnés :

A.S.P.T.T. Haltérophilie	50 000 F
A.S.P.T.T. Judo	75 000 F
A.S.P.T.T. Athlétisme	175 000 F
A.S.P.T.T. Tennis de Table	110 000 F
Lille Université Club badminton	50 000 F
Lille Université Club Water-polo	150 000 F
Canoë Club Lillois	75 000 F
Omnisport Fivois section football	200 000 F
Tennis Club Lillois	100 000 F
Football Club Lille Sud	50 000 F
Racing Club des Bois-Blancs Football	100 000 F
Académie d'escrime Vauban Lille	50 000 F
Lille Hockey Club	275 000 F
Union Nautique de Lille	75 000 F
Union Sportive Lille Moulins Carrel	50 000 F

Pour les autres clubs :

En fonction de leurs résultats sportifs, les autres clubs subventionnés bénéficieront d'une avance d'un montant égal à la moitié de la subvention de l'année précédente, si toutefois le montant total de celle-ci atteignait la somme de 5.000 F au titre de la saison sportive écoulée

Les sommes correspondantes seront prélevées sur le crédit ouvert au budget primitif de l'année 1999.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/784

OBJETRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, MessieursDiverses Associations Sportives
Subventions de pratique de Haut-Niveau

Le Conseil Municipal de la Ville de Lille a émis la volonté de promouvoir son image de marque au travers d'une politique d'accompagnement du Sport Lillois de niveau national et international.

Cette nouvelle aide s'adresse aux associations sportives travaillant sur le long terme et participant au dynamisme et au rayonnement de la Ville de Lille.

Les critères de subventions font référence à la liste officielle établie annuellement par le Ministère Jeunesse et Sports en matière de pratique de Haut Niveau.

Pour mémoire, à la Ville de Lille, la pratique du Haut Niveau est représentée par un club européen, 14 clubs de niveau national 1, ainsi que 5 sélectionnés olympiques, 13 internationaux seniors, 9 internationaux jeunes et 72 espoirs.

Dans le cadre de sa politique sportive de Haut Niveau, la ville de Lille a décidé d'accorder au titre de la saison sportive 1998 / 1999 une subvention aux clubs ci-dessous :

- ASPTT	135 000 F
- Lille Hockey Club	105 000 F
- Tennis Club Lillois	85 000 F

En accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir adopter les propositions ci-dessus et décider l'imputation de la dépense correspondante sur le crédit inscrit au chapitre 65, article 6574, fonction 251, enveloppe 13711.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/785

OBJETRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, MessieursCentres Municipaux d'Initiation SportiveReconduction de la vacation versée aux animateurs.

Par délibération n° 97/151 du 24 mars 1997, vous avez décidé de porter à 3 000 F le montant de l'indemnité annuelle versée aux animateurs responsables de l'animation d'un Centre Municipal d'Initiation Sportive.

En accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir décider de reconduire le montant de cette indemnité pour la saison sportive 1998 / 1999.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 14 décembre 1998
N° 98/786
OBJETRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, MessieursPiscines Municipales -
Revalorisation des tarifs

Les tarifs en vigueur dans les piscines municipales ont été votés par le Conseil Municipal au cours de sa séance du 15 Décembre 1997 et appliqués à compter du 1^{er} janvier 1998.

Il convient aujourd'hui de les revaloriser pour qu'ils soient applicables à compter du 1^{er} janvier 1999.

En accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir adopter ces nouveaux tarifs et accepter la revalorisation.

ADOPTÉE à l'unanimité

PISCINE OLYMPIQUE MARX DORMOY

PUBLICS CONCERNES	1998	1999	Pourcentage d'augmentation
<u>Entrée individuelle</u>			
- tarif normal.....	17.00 F	17.50 F	+ 2.94 %
- tarif réduit.....	12.50 F	13.00 F	+ 4.00 %
- visiteurs.....	3.00 F	3.50 F	+ 16.66 %
<u>Cartes d'abonnement</u>			
10 entrées			
- tarif normal.....	150.00 F	150.00 F	0 %
- tarif réduit.....	100.00 F	100.00 F	0 %
20 entrées			
- non résidents / comités d'entreprise.....	280.00 F	280.00 F	0 %
<u>Tarif de groupes organisés (+ de 15 personnes)</u>			
- Ville de Lille et commune associée d'Hellemmes.....	9.00 F	9.50 F	+ 5.55 %
- Autres communes	12.50 F	13.00 F	+ 4.00 %
- Agents Municipaux Lillois	9.00 F	9.50 F	+ 5.55 %
- Enfants de 4 à 16 ans titulaires de la carte passport	9.00 F	9.50 F	+ 5.55 %
- Familles nombreuses titulaires de la carte passport	9.00 F	9.50 F	+ 5.55 %
- Clubs de retraités lillois		9.50 F	Création
<u>Gratuité</u>			
- Enfants de moins de 4 ans accompagnés d'un adulte.....	Gratuit	Gratuit	
- Ecoles primaires et maternelles publiques de Lille et de la commune associée d'Hellemmes.....	Gratuit	Gratuit	
- C.L.S.H Lillois et Hellemmois (sur réservation)	Gratuit	Gratuit	
- Actions sportives de proximité (avec animateur et sur réservation)	Gratuit	Gratuit	
<u>Cartes donnant droit aux Animations</u>			
♦ Carte de 10 leçons (entrées + ½ heure de leçons)			
- Tarif normal.....	390.00 F	400.00 F	+ 2.56 %
- Titulaires de la carte passport	290.00 F	300.00 F	+ 3.44 %
♦ Animations groupe 10 séances			
- (entrées + 1 heure d'animation) ..préparation aux épreuves de sauvetage, natation sportive, aqua gym			
- Tarif normal.....	330.00 F	340.00 F	+ 3.03 %
- Titulaires de la carte passport		300.00 F	création
<u>Location de ceintures de nage</u>	3.00 F	3.50 F	+ 16.66 %
Journée « Portes ouvertes »		9.50 F	Création
<u>Tarif préférentiel :</u>			
- à l'année : les mercredi et samedi de 14 à 16 H		9.50 F	Création
- pendant les vacances scolaires chaque jour de 14 à 16 H		9.50 F	Création
<u>Mise à disposition de la piscine</u>			
- location totale.....	3300.00 F	3400.00 F	+ 3.03 %
- location partielle.....	300.00 F	310.00 F	+ 3.33 %
<u>Puits de plongée Marx Dormoy</u>			
Location annuelle pour les clubs utilisateurs lillois.....	3800.00 F	3900.00 F	+ 2.63 %
Séance de deux heures.....	370.00 F	380.00 F	+ 2.70 %

PISCINES DE FIVES, du SUD et d'HELLEMMES

PUBLICS CONCERNES	1998	1999	pourcentage d'augmentation
<u>Entrée individuelle</u>			
- tarif normal.....	...12.50 F	...13.00 F	.....+ 4.00 %
- tarif réduit.....	...9.00 F	...9.50 F	.....+ 5.55 %
<u>Cartes d'abonnement</u>			
10 entrées			
- tarif normal.....	...110.00 F	...110.00 F	.....0 %
- tarif réduit.....	...100.00 F	...80.00 F	.....- 20 %
<u>Tarif de groupes organisés (+ de 10 personnes)</u>			
- Ville de Lille et commune associée d'Hellemmes.....	...7.50 F	...8.00 F	.....+ 6.66 %
- Autres communes .....	...9.00 F	...9.50 F	.....+ 5.55 %
- Agents Municipaux Lillois .....	...7.50 F	...8.00 F	.....+ 6.66 %
- Enfants de 4 à 16 ans titulaires de la carte passport .....	...7.50 F	...8.00 F	.....+ 6.66 %
- Familles nombreuses titulaires de la carte passport .....	...7.50 F	...8.00 F	.....+ 6.66 %
<u>Gratuité</u>			
- Enfants de moins de 4 ans accompagnés d'un adulte.....	Gratuit	Gratuit	
- Ecoles primaires et maternelles publiques de Lille et de la commune associée d'Hellemmes.....	Gratuit	Gratuit	
- C.L.S.H. Lillois et Hellemmois (sur réservation).....	Gratuit	Gratuit	
- Actions sportives de proximité (avec animateur et sur réservation)	Gratuit	Gratuit	
Journée « Portes Ouvertes »		Gratuit	.....Création
<u>Cartes donnant droit aux Animations – 5 séances</u>			
Leçons de natation ½ heure (entrées + leçons)			
Animation de groupes 20 personnes (1 heure), aqua gym, aqua fitness, aqua 3 ^{ème} âge, formation BNSSA, surveillant de baignade, natation maternité, baby club, natation dorsale, natation sportive, baby club, animation 4 à 6 ans			
- Tarif normal.....	...165.00 F	...170.00 F	.....+ 3.03 %
- Titulaires de la carte passport .....	...145.00 F	...150.00 F	.....+ 3.44 %
<u>Location de ceintures de nage</u> .....	...3.00 F	...3.50 F	.....+ 16.66 %
<u>Tarif préférentiel :</u>			
- en période scolaire le samedi de 14 à 16 H		...8.00 F	.....Création
- pendant les vacances scolaires chaque jour de 14 à 16 H		...8.00 F	.....Création
<u>Mise à disposition de la piscine</u>			
location totale.....	...875.00 F	...880.00 F	.....+ 0.56 %
location partielle.....	...160.00 F	...160.00 F	.....0 %
	de l'heure de l'heure le couloir de nage	de l'heure de l'heure le couloir de nage	

- Enfants de 4 à 16 ans
- Membres de familles nombreuses (à partir de 3 enfants)

- Militaires du contingent
- Lycéens et étudiants sur *présentation de leur carte.*
- Personnes de plus de 60 ans.
- Travailleurs privés d'emploi
- Titulaires de la carte « *Passport* » résidant à Lille et dans la commune associée d'Hellemmes.

4

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/787

OBJETRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Projet d'extension et de réalisation d'un Centre
« Pôle Espoir » de Canoë Kayak à Lille.
Admission en recettes des subventions du Conseil Régional
et du Ministère Jeunesse et Sports

Les instances fédérales et départementales de Canoë Kayak et les responsables de la Direction Régionale et Départementale Jeunesse et Sports de Lille ont examiné, de concert, la faisabilité d'un projet d'extension et de réalisation d'un Centre « Pôle Espoir » de Canoë Kayak sur le site Marx Dormoy à Lille.

Par délibération 98/233 du 6 avril 1998, vous avez émis un avis de principe favorable à la réalisation de ce projet et à l'admission en recettes de la subvention accordée par le Ministère Jeunesse et Sports.

Or, la Région serait également susceptible de participer financièrement au projet d'extension du « Pôle Espoir ».

Ce nouveau financement permettrait, pour un coût de 900.000 F, de réaliser les aménagements ci-dessous :

- vestiaires, douches et sanitaires,
- bureau,
- salle de réunion,
- salle de séchage,
- agrandissement du local à bateaux,
- accès au centre par l'avenue Butin.

En conséquence, le nouveau plan de financement s'établit comme suit :

DEPENSES		RECETTES	
Projet d'extension d'un pôle Espoir	900.000 F	Participation Région	300.000 F
		Participation Jeunesse et Sports	300.000 F
		Participation Ville de Lille	300.000 F
TOTAL H.T.	746 268,65 F		
TOTAL T.T.C.	900.000 F	TOTAL H.T.	900.000 F

En accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- annuler la délibération 98/233 du 6 avril 1998,
- adopter le nouveau projet,
- solliciter la subvention du Ministère Jeunesse et Sports à hauteur de 300.000 F,
- solliciter la subvention régionale à hauteur de 300.000 F,
- acter la participation de la Ville de Lille à hauteur de 300.000 F,
- autoriser à procéder à la réaffectation des deux subventions sur le projet.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/788

OBJETImplantation d'un complexe de loisirs et sportif - Avenue Butin
Bail Emphytéotique

Par délibération 98/16 du 16 février 1998, vous avez accepté le projet de construction d'un complexe de loisirs et sportif comprenant un restaurant, des commerces et une patinoire sur une parcelle jouxtant la piscine olympique Marx Dormoy, avenue Butin à Lille.

L'implantation de cet équipement nécessiterait une emprise de 3000 m² environ pour y installer une piste aux normes (30 m x 60 m), les vestiaires, les équipements techniques, des gradins, un restaurant et des commerces pour un coût estimé à 14 millions de Francs.

La Ville de Lille souhaite accorder à ladite Société, pour la construction, un bail emphytéotique reprenant pour l'essentiel les clauses suivantes :

- ☐ le bail est consenti pour une durée de 20 ans;
- ☐ le preneur s'engage à réaliser le programme de constructions prévues ;
- ☐ pendant toute la durée du bail, le preneur devra maintenir les constructions en bon état d'entretien et supporter toutes les réparations, charges, impôts et servitudes auxquels le propriétaire est habituellement tenu ;
- ☐ dès la première année, le preneur paiera une redevance déterminée comme suit :
 - pendant les quinze premières années du bail : 1F par m² construit.
 - pendant les cinq dernières années du bail : 15 F par m² construit.

A l'expiration du bail ou par résiliation amiable ou judiciaire, les constructions édifiées par le preneur deviendront la propriété de la Ville.

En cas de liquidation judiciaire, la Ville reprendra les constructions et équipements tels que décrits et évalués dans le bail, à leur valeur nette comptable.

En accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser à la signature du bail par Monsieur le Maire.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/789

OBJETRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, MessieursHalls B et C de NOREXPOUsage à vocation sport et expositions

Par délibération 98/118 du 6 avril 1998, vous avez décidé, au 30 avril 1998, la reprise en gestion, par la Ville de Lille, des halls B et C de NOREXPO, jusqu'alors confiés en gestion à l'association pour la promotion de Lille Grand Palais.

Or, le service des sports rencontre, depuis quelques années, des difficultés à répondre aux besoins de certains nouveaux sports qui demandent des espaces importants et des revêtements spécifiques.

Il s'agit notamment :

- du football en salle
- du roller et des disciplines liées au roller tel que le hockey sur roller
- du hockey en salle
- de la pétanque in door
- de l'entraînement athlétique in door

Les bâtiments de NOREXPO permettront d'accueillir des jeunes qui s'orientent de plus en plus vers une pratique sportive de loisirs, le soir, le mercredi, le week end et les vacances scolaires.

Cependant à titre occasionnel, ces bâtiments pourront accueillir manifestations et expositions à vocation non sportive.

C'est pourquoi, en accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir, à compter du 1^{er} janvier 1999 :

- décider de ne plus louer les Halls B et C de NOREXPO
- fixer la vocation sport et expositions de ces bâtiments.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/790

OBJET

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Contrat de Ville - Programme 1998Quartier de Fives - Pôle sportif Roquette - 3^{ème} trancheNouveau plan de financement

Par délibération 93/551 du 11 octobre 1993, le Conseil Municipal a approuvé l'aménagement d'un pôle sportif dans la friche industrielle Roquette, située rues du Long Pot et Parmentier à Fives.

Les travaux de démolition, de remise en état du clos et du couvert, et l'aménagement d'une salle de sports polyvalente avec locaux vestiaires et sanitaires sont désormais achevés.

Par délibération 98/237 du 6 avril 1998, vous avez adopté le projet de poursuite de l'opération de rénovation par la réalisation d'une troisième tranche de travaux consistant en l'aménagement d'une salle d'arts martiaux et d'une salle de gymnastique pour un coût estimé à 3 100 000 F.

Depuis, le programme de construction et le plan de financement ont été modifiés et consistent désormais à l'aménagement d'une salle permettant l'accueil de disciplines sportives spécialisées.

DEPENSES		RECETTES	
Construction d'une salle de sports spécialisée (760 m²) dotée de vestiaires, douches et locaux de rangements (200 m²)		Participation de l'Etat-Région	2 694 859 F
- suppression de poteaux, - aménagement de l'accès aux différentes salles (450 m²)		Participation Ville de Lille	3.805 141 F
TOTAL H.T.	5 389 718 F		
TOTAL T.T.C.	6 500 000 F	TOTAL T.T.C.	6.500.000 F

En accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- annuler la délibération 98/237 du 6 avril 1998,
- adopter le nouveau projet,
- solliciter l'agrément de ce dossier et la subvention de l'Etat Région à hauteur de 2 694 859 F,
- autoriser à procéder à la réaffectation de la subvention sur le projet,
- acter la participation de la ville - service des sports - à hauteur de 3.805 141 F,
- imputer la dépense correspondante à la participation de la Ville sur la ligne budgétaire intitulée « Friche Roquette » enveloppe 12143 - chapitre 23 - article 2313 - fonction 251 -

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/791

OBJETRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, MessieursContrat de Ville - Programme 1998 - Quartier de FivesPôle Sportif Anatole de la Forge -Requalification du plateau E.P.S. (1^{ère} phase)

Le plateau d'éducation physique et sportive du stade Anatole de la Forge, situé au cœur du quartier de Fives, a subi, au fil des ans, une usure naturelle de par son utilisation intensive.

D'ailleurs, depuis plusieurs années, ce plateau, pour des raisons de sécurité, est mis hors d'usage et le stade, seul, n'arrive plus à drainer et à répondre aux sollicitations des utilisateurs : écoles primaires, lycée, collège et diverses associations sportives.

Pour enrayer le taux d'usure, il convient de réaliser une opération de requalification de ce plateau en y effectuant des travaux de préparation, terrassement, aménagement et d'installer une clôture et un pare ballon qui réduiront de façon très sensible les nuisances pour les riverains.

Le coût total de l'opération est estimé à 1 400 000 F dont 819 568,82 F pourraient être pris en charge par la Ville de Lille et 580 431,18 F par l'Etat - Région.

Le plan de financement s'établit comme suit :

DEPENSES		RECETTES	
Requalification du plateau EPS	1 400.000 F	Participation de l'Etat Région	580 431,18 F
		Participation Ville de Lille	819 568,82 F
TOTAL H.T.	1 160 862,37 F		
TOTAL T.T.C.	1 400.000 F	TOTAL T.T.C.	1 400.000 F

En accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- adopter ce projet,
- solliciter l'agrément de ce dossier et la subvention de l'Etat - Région au titre du contrat de ville à hauteur de 580 431,18 F.
- acter la participation de la ville - service des sports - à hauteur de 819 568,82 F
- autoriser à procéder à la réaffectation de la subvention sur le projet

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/792

OBJET

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Contrat de Ville - Programme 1998 -
 Quartier de Moulins - Site sportif Jean Bouin
Extension du Club-House - Nouveau plan de financement.

Par délibération 98/685 du 28 septembre 1998, vous avez adopté le projet d'extension du club-house du complexe sportif Jean Bouin, par l'agrandissement de la pièce principale, la création d'un nouveau vestiaire arbitre, d'un bureau et d'une laverie.

Depuis, le coût de construction a été modifié et s'établit désormais comme suit :

DEPENSES		RECETTES	
Extension du Club House		Participation de l'Etat-Région	207 296,85 F
- agrandissement de la pièce principale			
- création d'un nouveau vestiaire arbitre, d'un bureau, d'une laverie	500.000 F	Participation Ville de Lille	292 703,15 F
TOTAL H.T.	414 593,70 F		
TOTAL T.T.C.	500.000 F	TOTAL T.T.C.	500.000 F

En accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- adopter ce nouveau projet,
- solliciter l'agrément de ce dossier et la subvention de l'Etat-Région au titre du contrat de ville à hauteur de 207 296,85 F
- autoriser à procéder à la réaffectation de la subvention sur le projet.
- acter la participation de la ville à hauteur de 292 703,15 F
- imputer la dépense correspondante à la participation de la Ville sur la ligne budgétaire intitulée "Extension du Club House", enveloppe 13857 - chapitre 23 - article 2313 - fonction 251 -

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/793

OBJETEnlèvement de véhicules automobiles
Remboursement des frais aux propriétairesRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

A la suite d'opérations d'enlèvements, plusieurs contrevenants ont présenté une requête aux fins d'obtenir le remboursement des frais de fourrière et de gardiennage en apportant des explications sur les circonstances particulières ayant conduit à l'infraction.

Eu égard à la recevabilité de ces demandes qui entrent dans les critères retenus par l'administration municipale et en accord avec la Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public, qui réunie le 26 novembre 1998, a retenu les arguments invoqués, nous vous proposons d'émettre un avis favorable aux demandes des personnes dont les noms suivent :

Madame Béatrice PETIT BRAC
13, rue de Solférino
59000 LILLE

660 francs

Madame Martine TURPIN
48/10 avenue Marc Sangnier
59370 MONS EN BAROEUL

630 francs

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Madame LAFOREST
19, résidence « Les Moulins »
59239 THUMERIES

630 francs

Madame Line BAUDIER
6, rue de la Marmora
59000 LILLE

630 francs

Madame Lucie HOUZET
73, rue Auber
59000 LILLE

630 francs

Madame Chantal DUBIN PICQUET
45, rue Jacquemars Gielée
59000 LILLE

630 francs

Madame Sabine HOUZE
22, rue de la Garenne
59134 LE MAISNIL

600 francs

Madame Noëlle VANCAMP
4/3/3 rue Molière
Résidence Georges Brassens
59130 LAMBERSART

630 francs

Monsieur Lucien TRUYEN
2, avenue de la Gare
59118 WAMBRECHIES

630 francs

Monsieur Jacques STANIEC
156, rue d'Esquermes
59000 LILLE

630 francs

Monsieur Pierre ASSELIN
127, rue Landendeau
80000 AMIENS

630 francs

Monsieur Marc VASSEUR
51, rue de Drude
62620 BARLIN

630 francs

Monsieur Mathieu LEPOUTRE
183, rue du Congo
59200 TOURCOING

630 francs

Reçu de la Mairie
N° 25/79
1911

Monsieur Jules DELANNOY
12, place des Frères Thomas
59130 LAMBERSART

630francs

Monsieur J.P. DETOUCHE
14, rue Ragonet
51110 WARMERIVILLE

630 francs

Monsieur Henri ROQUETTE
6, square Rameau
59000 LILLE

690 francs

Monsieur Marc DEKOKER
16, rue René Derville
59520 MARQUETTE

630 francs

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/794

OBJETDestruction d'un véhicule automobile
Remboursement des frais de destructionRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

A la suite d'une opération de destruction de véhicules, plusieurs contrevenants ont présenté une requête aux fins d'obtenir la remise gracieuse des frais de destruction de leur véhicule en apportant des explications sur les circonstances particulières ayant conduit à cette situation.

Eu égard à la recevabilité de ces demandes qui entrent dans les critères retenus par l'administration municipale et en accord avec la Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public, qui réunie le 26 Novembre 1998, a retenu les arguments invoqués, nous vous proposons d'émettre un avis favorable aux demandes des personnes dont les noms suivent :

Monsieur ALI OUTMANI
8/222 rue de Berreau
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

900 F

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/795

OBJETCONTRAT LOCAL DE SECURITERapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

La circulaire interministérielle du 28 octobre 1997 relative à la mise en oeuvre des contrats locaux de sécurité a déterminé les conditions d'élaboration, le contenu et les modalités de suivi des contrats locaux de sécurité.

Les contrats locaux de sécurité constituent l'outil principal d'une politique de sécurité privilégiant l'éducation à la citoyenneté comme axe de la prévention, la proximité comme objectif de redéploiement de la police et de la gendarmerie et l'efficacité par un renforcement de l'action conjointe de l'ensemble des services de l'Etat.

Ces contrats locaux de sécurité s'articuleront naturellement avec l'activité des conseils communaux de prévention de la délinquance.

Pour sa part, la Ville de Lille a développé depuis de nombreuses années avec le concours du Conseil Communal de Prévention de la Délinquance des efforts importants dans le cadre de la prévention de la délinquance et de la lutte contre la toxicomanie.

La circulaire précitée dispose que l'établissement d'un diagnostic constitue la première étape de l'élaboration du contrat, et devra tenir compte des travaux déjà existants et porter sur un constat de la situation de la délinquance, une évaluation du sentiment d'insécurité et une analyse permettant d'apprécier l'adéquation des réponses apportées.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LILLE CONTROLE DE VOTRE

En vue d'affiner la politique menée par la Ville en matière de sûreté urbaine, le Conseil Municipal a donc décidé, par délibération n° 98/94 du 16 février 1998, de procéder à un diagnostic local de sécurité sur le territoire de la Ville de Lille et de la Commune associée d'Hellemmes, dont la réalisation a été confiée à un cabinet spécialisé.

L'établissement de ce diagnostic a permis de dégager sur le territoire de la Ville quatre problématiques prioritaires qui nécessitent des actions concertées autour d'objectifs centraux visant à :

- Mieux prévenir et traiter la délinquance des mineurs.
- Mieux anticiper et gérer les violences urbaines.
- Mieux répondre et prévenir les actes et comportements d'incivilité.
- Mieux traiter les publics difficiles en particulier en termes de toxicomanie, sans domiciliation fixe, gens du voyage et prostitution.

Le Contrat Local de Sécurité s'attachera à répondre à ces problématiques au travers d'un plan d'actions prioritaires qui s'appuiera sur les orientations suivantes :

- Rassurer par la présence, la visibilité et la proximité.
- Prévenir la délinquance.
- Rechercher une réponse judiciaire efficace.
- Sécuriser l'environnement urbain.
- Agir ensemble.

Conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle précitée, les partenaires associés à la signature du Contrat Local de Sécurité sont le Préfet de la Région Nord/Pas-de-Calais, Préfet du Nord, le Procureur de la République, le Recteur de l'Académie de Lille et le Maire de la Commune associée d'Hellemmes.

Nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser au nom de la Ville de Lille à signer le Contrat Local de Sécurité.

ADOPTÉE à la majorité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/796

OBJET

RELEVEMENTS DES TARIFS DE VOIRIE 1999

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 1997, il a été décidé d'actualiser les tarifs afférents à l'occupation du Domaine Public pour 1998.

En ce qui concerne les droits de voirie pour 1999, nous vous proposons une augmentation de 1,50 %. Le montant des titres de recettes sera, néanmoins, arrondi au franc le plus proche.

Le tableau récapitulatif des taxations, qui seront appliquées à compter du 1er janvier 1999, est joint en annexe.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public, réunie le jeudi 26 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accepter cette proposition.

ADOPTÉE à l'unanimité

CONTROLE DE VOIRIE

TARIF DE VOIRIE - COMMERCE

INTITULE		PR	UN	ZONE A	ZONE B
ATTRIBUTS - ÉCUSSENS ENSEIGNES NON LUMINEUSES	Non lumineux 2 faces coefficient 2	AN	M²	85,30 F	53,31 F
LETTRES DETACHEES TEXTES INTERCHANGEABLES					
ATTRIBUTS - ÉCUSSENS ENSEIGNES LUMINEUSES	Lumineux 2 faces coefficient 2	AN	M²	117,29 F	74,74 F
LETTRES DETACHEES TEXTES INTERCHANGEABLES					
MESSAGES ÉLECTRONIQUES	1 dimension supérieure à 1,75 m ou 2 faces coefficient 2	AN	M²	159,95 F	159,95 F
CALICOTS PANNEAUX SUR FAÇADE		JR	M²	14,92 F	8,52 F
FORAINS	En installation particulière hors foires	JR	M²	1,06 F	0,74 F
VÉHICULES VENTES PUBLICITAIRES RECLAMES - EXPOSITIONS ABATTEURS POSTICHEURS DEMONSTRATEURS		JR	M²	14,92 F	8,50 F
PODIUM - CHAPITEAUX		JR	M²	5,32 F	3,72 F
PANNEAUX SUR PIED	dimensions maximum : Hauteur 1,20 m largeur 0,80 m	AN	UN	533,17 F	319,90 F
TERRASSES D'ÉTÉ du 21 Mars au 31 Octobre facturation pour 8 mois minimum de facturation 1/8	-3m² de 3m² à 12m² +12m²	Saison	M²	74,74 F 234,59 F 383,88 F	47,97 F 159,95 F 213,27 F
TERRASSES COUVERTES		AN	M²	799,76 F	426,54 F
TERRASSES D'HIVER 1er Novembre au 20 Mars facturation pour 4 mois minimum de facturation ¼	-3m² de 3m² à 12m² +12m²	Saison	M²	37,32 F 117,29 F 191,93 F	24,43 F 79,97 F 106,63 F
VITRINES SUSPENDUES	façades en saillie supérieures à 0,16 m	AN	M²	74,64 F	47,97 F
GARDE SOLEIL BANNES FIXES LAMBREQUINS - AUVENTS STORES VERTICAUX MARQUISES		AN	M²	31,98 F	21,32 F
DISTRIBUTEURS MOBILES	Boissons - confiseries - Glaces commerces - accessoires	MS	M²	73,74 F	53,18 F
MARCHANDS 4 SAISONS POMMES DE TERRE (FRITES) FLEURS - MARRONS		MS	M²	74,64 F	53,31 F
DIVERS SAISONNIERS	Chrysanthèmes	JR	M²		6,39 F
EXTENSIONS DE TERRASSE	les jours de marché	JR	M²	1,06 F	1,06 F
ECRANS PARE-VENT		AN	ML	85,30 F	53,31 F
ÉTALAGES OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC	inférieurs (res) à 0,60 m supérieurs (res) à 0,60 m	AN AN	M²	76,77 F 479,86 F	53,31 F 319,90 F

TARIF DE VOIRIE - TRAVAUX

INTITULE		PR	UN	ZONE A	ZONE B
BARAQUES DE CHANTIER BENNES AMOVIBLES CAMIONS-ATELIER, DE DEMENAGEMENTS REMORQUES, CAMIONS-NACELLE MONTE-MEUBLES, MATERIAUX MONTE-CHARGES	longueur inférieure à 4 m capacité inférieure à 6m³ tonnage inférieur à 5 tonnes	JR	UN	59,01 F	32,09 F
BARAQUES DE CHANTIER BENNES AMOVIBLES CAMIONS-ATELIER, DE DEMENAGEMENTS REMORQUES, CAMIONS-NACELLE TOUPIES A BETON - GRUES	longueur supérieure à 4 m capacité supérieure à 6m³ tonnage supérieur à 5 tonnes	JR	UN	106,70 F	64,18 F
DÉPÔTS SUR LA VOIE PUBLIQUE		JR	M²	4,24 F	2,12 F
ECHAFAUDAGES EMPRISE AU SOL	au delà d'une année, coefficient multiplicateur égal à l'année en cours	JR	M²	1,70 F	1,03 F
CLÔTURES SURFACE DÉVELOPPÉE + EMPRISE AU SOL	au delà d'une année, coefficient multiplicateur égal à l'année en cours	JR	M²	1,62 F	1,03 F
SURFACES DES PANNEAUX PUBLICITAIRES SUR CLÔTURES		JR	M²	5,32 F	5,32 F

DIVERS

INTITULE	PR	UN	ZONE A	ZONE B
CERTIFICATS DE NUMEROTAGE		UN	74,64 F	74,64 F
PLANS POUR ASSURANCES MARQUAGE AU SOL - SIGNALISATION		UN	157,59 F	157,59 F
DOSSIERS DE REGULARISATION POUR ABSENCE D'AUTORISATION PREALABLE		UN	373,22 F	373,22 F
MINIMUM DE FACTURATION			53,31 F	53,31 F

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/797

OBJETAvance sur subvention à la Caisse des EcolesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Les dispositions de l'article 33 alinéa 2 du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique prévoient que les crédits inscrits au compte 657 (subventions) ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'à raison d'une décision individuelle d'attribution.

Or, la Caisse des Ecoles est attributaire d'une subvention de la Ville de LILLE.

Il conviendrait donc de prévoir, pour 1999, le versement d'une avance sur subvention dans la limite de 1/12ème par mois de la subvention accordée en 1998 jusqu'au vote du budget 1999, soit 2 908 333,30 Francs par mois.

En accord avec votre Commission de l'Enseignement et du Sport, réunie le 19 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à effectuer ce versement.

**ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés**

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/798

OBJET

Indemnité représentative de logement
allouée aux instituteurs exerçant
dans les écoles publiques -
Complément communal égal à la
différence entre l'indemnité
due et la dotation unitaire

Rapport de Monsieur le Maire,
 Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 98/19 du 16 février 1998, le Conseil Municipal a autorisé le versement à certaines catégories d'enseignants percevant l'indemnité représentative de logement, d'un complément communal égal à la différence entre l'indemnité due et la dotation unitaire.

Pour l'année 1997, le montant de ce complément s'élevait à 2 192,96 Frs.

A ce jour, la Préfecture n'a pas fait connaître le taux de l'augmentation pour 1998.

En accord avec votre Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le mandatement de ce complément communal sur la base du taux déterminé pour 1997.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/799

OBJETEcoles publiques - Fournitures scolaires -
Scolarité 1999/2000 - Appel d'offresRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Chaque année, la Ville de LILLE organise un appel d'offres pour l'attribution de lots concernant la fourniture des livres classiques, livres de bibliothèque et de prix, de matériels didactiques, collectifs et individuels, de copies pour devoirs et cahiers d'élèves normalisés, de papier dessin, peintures, matériel de peinture, feutres, crayons, de fournitures diverses nécessaires aux élèves des écoles publiques.

En accord avec votre Commission de l'Enseignement et du Sport, réunie le 19 Novembre 1998, nous vous demandons d'autoriser :

- l'organisation de cet appel d'offres en vue des commandes pour l'année scolaire 1999/2000,

- et le Maire à signer le marché à passer suite à la décision de la Commission d'appel d'offres, ou en cas d'empêchement, tout Adjoint au Maire ou Conseiller Municipal délégué.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/800

OBJETA.R.V.E.J.(ex. Contrat d'Aménagement du Temps de l'Enfant)Subventions à différents organismes ou associationsRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

En 1985, la circulaire "CALMAT-CHEVENEMENT" a introduit la notion d'Aménagement du Temps de l'Enfant.

Depuis, cette réflexion a évolué jusqu'à l'instauration du Contrat d'Aménagement du Temps de l'Enfant (CATE) appelé aujourd'hui ARVEJ qui :

- permet une meilleure prise en compte des loisirs et des rythmes spécifiques de chaque enfant
- contribue à leur équilibre personnel, à leur épanouissement et à leur réussite, en leur proposant la pratique d'activités culturelles, sportives, artistiques, scientifiques et techniques qui ne pourraient leur être offertes autrement.

Pour l'année scolaire 1998/1999, et afin de continuer des actions précédemment entamées les années précédentes, il serait nécessaire de verser une subvention aux organismes ci-dessous qui interviennent durant le temps scolaire :

- ASPTT : 4 680 Frs pour des activités de tennis de table à l'école LAVOISIER
- Amicale Laïque de l'école RECAMIER : 20 000 Frs pour des activités de judo à l'école RECAMIER
- Maison de quartier de FIVES : 75 000 Frs pour l'activité dénommée "Quintefeuille", action qui intéresse les écoles de Fives et d'Hellemmes et qui sera étendue aux écoles de Lille-Sud
- Coopérative scolaire de l'école DIDEROT : 16 200 Frs pour des activités musicales à l'école DIDEROT.

Par ailleurs, l'ASPTT mènera une animation "tennis de table" pendant le temps périscolaire (à l'heure du midi), pour les écoles MADAME DE MAINTENON et LAVOISIER, pour un montant de 3 240 Frs en ce qui concerne la première école et de 3 645 Frs pour la seconde. Pour ce faire, une convention entre l'ASPTT et la Ville de LILLE doit être passée.

En accord avec votre Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser :

- à verser les subventions précitées
- à signer les conventions avec l'ASPTT.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/801

OBJETCentre de Formation des Musiciens
Intervenants (CFMI) - ConventionRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Depuis plusieurs années, le C.F.M.I. met à la disposition des écoles qui le souhaitent, des stagiaires en formation afin de promouvoir et développer l'éducation musicale en milieu scolaire.

Pour l'année scolaire 1998/1999, deux stagiaires ont été affectés dans les écoles suivantes :

- Fives: écoles BARA/CABANIS
- Moulins : écoles VICTOR HUGO/ARAGO.

Afin de concrétiser cette action, une convention sera passée entre la Ville de LILLE et le Centre de Formation des Musiciens Intervenants. Le coût de cette action est fixé à 8 000 Frs par stagiaire et pour l'année scolaire.

Ces prestations seront prises en charge sur deux lignes budgétaires différentes : les services Culturels et Education-Enseignement.

En accord avec votre Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à signer cette convention et à inscrire les dépenses correspondantes à nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/802

OBJETFourniture de mobilier scolaire -
Appel d'offres - Avenant n° 1Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Par délibération du 16 décembre 1996 n° 96/789, vous avez autorisé l'organisation d'un appel d'offres pour le renouvellement du mobilier scolaire des écoles lilloises.

Cet appel d'offres a été divisé en deux lots :

- lot n° 1 : mobilier pour les écoles primaires
- lot n° 2 : mobilier pour les écoles maternelles

et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) prévoit, en son article 1, "objet des marchés", que les montants estimatifs de ces deux lots sont fixés annuellement à 500 000 Frs chacun.

Cependant, en raison des ouvertures de classes plus nombreuses à la rentrée scolaire 1998/1999 que lors des précédentes années dans les écoles maternelles (Auguste Comte, Madame de Ségur, Jean Bart, Philippe de Comines, Maria Montessori), les dépenses ont dépassé le montant de 500 000 Frs.

En conséquence -le fournisseur étant le même pour les deux lots- nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 novembre 1998, de nous autoriser, par avenant, à réduire le montant du lot n° 1 à la somme de 449 678 83 Frs et d'augmenter le montant du lot n° 2 de la somme de 45 321,17 Frs, ce qui portera son montant à 545 321,17 Frs.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/803

OBJETClasses d'environnement
Convention avec le Denier des Ecoles LaïquesRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 93/397 en date du 28 juin 1993, vous avez autorisé la passation d'une convention quadripartite : Ville de Lille - Caisse des Ecoles - Denier des Ecoles Laïques - Inspection Académique, pour l'organisation de classes civiques.

Puis par délibération n° 94/618 du 19 décembre 1994 le prix de journée a été fixé à 84 F/jour/enfant. Celui-ci tenait compte du montant du prix des repas à reverser par le Denier à la Caisse des Ecoles, soit 30 F/jour/enfant.

Depuis, le tarif commensal appliqué notamment aux associations ayant diminué de 12,50F, il convient de fixer un nouveau prix de journée tenant compte de cette diminution.

Pour ce faire, en accord avec votre Commission de l'Enseignement et du Sport, réunie le 19 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer une nouvelle convention avec le Denier des Ecoles Laïques.

**ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés**

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/804

OBJETSites informatiques associatifs -Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Par délibérations des 27 Mai 1991, 16 Octobre 1992 et 20 Novembre 1995, le Conseil Municipal a décidé de mettre à disposition de différentes associations, du matériel informatique afin de développer la culture informatique et lutter contre les échecs scolaires et la sous-qualification.

Il s'agissait des associations ci-après :

- Ecole d'Educateurs Spécialisés
- Maison de Quartier des Bois-Blancs
- Maison de Quartier de Fives
- Club Léo Lagrange - Hellemmes
- Mission Locale de Lille
- Institut Lillois d'Education Permanente.

Des conventions de 3 ans ont été signées avec les différentes associations le 30 Novembre 1995.

Il y a lieu de statuer aujourd'hui sur la suite à réserver à cette mise à disposition.

Compte tenu des nouvelles stratégies et des nouvelles utilisations informatiques propres à chaque structure, de la vétusté des matériels qui les rend très difficilement réutilisables sur d'autres sites (écoles en particulier), et en accord avec votre Commission de l'Enseignement et des Sports, réunie le 19 Novembre 1998, nous vous proposons d'accorder la donation pure et simple, à titre gratuit, des matériels aux associations auxquelles ils étaient jusqu'à présent affectés.

ADOPTÉE à l'unanimité

RECAPITULATIF DES MATERIELS

Ecole d'Educateurs Spécialisés

- 6 Macintosh Classic
- 1 imprimante Image Writer II
- 1 chargeur feuille à feuille
- 1 carte Localtalk
- 7 kit de connexion Localtalk Mindin8

Maison de Quartier des Bois-Blancs

- 6 Macintosh Classic
- 1 imprimante Image Writer II
- 1 chargeur feuille à feuille
- 1 carte Localtalk
- 7 kit de connexion Localtalk Mindin8

Maison de Quartier de Fives

- 6 P.C. MIP 286/16
- 6 souris
- 2 imprimantes matricielles Citizen avec chargeur feuille à feuille
- 2 boîtiers de partage manuel de l'imprimante
- 8 câbles de liaison Centronics

Club Léo Lagrange - Hellemmes

- 6 P.C. MIP 286/16
- 6 souris
- 2 imprimantes matricielles Citizen avec chargeur feuille à feuille
- 2 boîtiers de partage manuel de l'imprimante
- 8 câbles de liaison Centronics

Mission Locale de Lille

- 6 P.C. MIP 286/16
- 6 souris
- 2 imprimantes matricielles Citizen avec chargeur feuille à feuille
- 2 boîtiers de partage manuel de l'imprimante
- 8 câbles de liaison Centronics

Institut Lillois d'Education Permanente

- 6 P.C. MIP 286/16
- 6 souris
- 2 imprimantes matricielles Citizen avec chargeur feuille à feuille
- 2 boîtiers de partage manuel de l'imprimante
- 8 câbles de liaison Centronics

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/805

OBJET**Bilan des activités des Centres de Loisirs**
Été 1998 - InformationRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Les Centres de Loisirs sans Hébergement d'été ont accueilli journalièrement 1250 enfants en moyenne, répartis sur les différents quartiers de la Ville :

- 6 centres primaires
- 6 centres maternels
- 1 centre mixte primaire et maternel

3 points de rassemblements ont été mis en place : transport en bus

. à l'école TURGOT à Lille-Sud où chaque jour, 50 enfants ont été transportés vers les centres BRIAND et NADAUD à Lille-Sud,

. à l'école BOUFFLERS à Lille-Centre où chaque jour, 40 enfants ont été transportés vers les centres BRANLY et J.J. ROUSSEAU au Vieux Lille,

- à l'école RABELAIS à Lille-Sud où chaque jour, 70 enfants ont été transportés vers les centres QUINET ROLLIN et Ovide DECROLY à Wazemmes.

A ces 13 centres, il convient d'ajouter :

- 1 centre sportif implanté sur le quartier du Faubourg de Béthune, au Complexe sportif Léo Lagrange, et rattaché au Centre primaire SAMAIN,

- la Base de Loisirs de Phalempin :

. avec hébergement en "dur" pour les enfants d'âge maternel

. avec hébergement sous toile pour les enfants d'âge primaire.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/806

OBJET

Procédure de suivi du pilotage des
Organismes partenaires ou satellites
Association Départementale du Nord pour
la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence
et des jeunes Adultes (A.D.N.S.E.A.)

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille collabore depuis de nombreuses années avec des structures très diverses, dites partenaires ou satellites.

L'évolution de la réglementation nous encourage à envisager leur suivi de manière formelle et la Ville ne peut que trouver son intérêt à disposer de manière permanente d'un observatoire de son environnement partenarial.

Il a donc été mis en œuvre, à l'instar d'autres collectivités, un suivi du pilotage de nos organismes partenaires ou satellites.

Cette procédure, matérialisée par la production d'un rapport annuel pour chacun des 59 organismes retenus à ce jour, fait l'objet de la présente délibération et concerne plus particulièrement l'organisme :

Association Départementale du Nord pour la Sauvegarde de l'Enfance, de
l'Adolescence et des jeunes Adultes (A.D.N.S.E.A.)

En accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir prendre acte de ce rapport de suivi de pilotage.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/807

OBJET

Subvention destinée
A un organisme à
caractère social-Santé

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'aide financière de la ville a été sollicité sous forme de subventions par une association à caractère social, au titre de l'année 1998.

La subvention lui sera attribuée en fonction d'un projet particulier identifié au sein des activités annuelles et contractualisé avec la Ville par un contrat d'objectifs.

En accord avec la Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le versement de la subvention suivante. Cette dépense sera imputée sur le Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 49 - Enveloppe 8292.

LES PETITS FRERES DES PAUVRES

35 433 F

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/808

OBJET

Subvention destinée à un
organisme à caractère
social-Santé-Délibération
portant modification

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération N° 98/657 du 28 septembre 1998, le Conseil Municipal a
accordé une subvention de 10 000 F à Radio France Urgence.

Cette radio étant gérée et placée sous la responsabilité de Radio France et
n'ayant pas de compte bancaire propre, il est demandé, en accord avec la Commission
de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité réunie le 24 novembre 1998, de
verser cette subvention à Radio France, à charge pour celle-ci de reverser la somme de
10 000 F à Radio France Urgence.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/809

OBJETCollecte des déchets classe 2-
Avenant au contrat

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par contrat du 7 juillet 1997, la Ville de Lille a confié à la société CODEME la collecte et l'élimination des déchets de classe 2 des trois échangeurs de seringues installés Place des Buisses, Avenue du Peuple Belge et Place Barthélemy Dorez.

L'implantation sur le quartier Faubourg de Béthune de quatre bornes qui ont la particularité de permettre la récupération de produits médicaux, et d'être à la fois des corbeilles à papier ordinaires implique une collecte spécifique de ces déchets.

Il est donc proposé un avenant au contrat du 7 juillet 1997 entre la Ville de LILLE et la Société CODEME, située 102, rue d'Armentières 59 236 FRELINGHIEN.

Cet avenant prévoit l'enlèvement et le remplacement des conditionnements des matériels implantés sur les sept sites au lieu de trois et quatre passages mensuels sur la totalité des sites au lieu de trois, soit 336 passages par an.

Son coût est de 46 080 Francs TTC.

La dépense correspondante sera imputée sur le chapitre 011, article 6288, fonction 48, enveloppe 11912.

En accord avec la Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité nous vous demandons de bien vouloir autoriser la passation de cet avenant.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/810

OBJET

Création du service
Solidarité-Santé

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

En accord avec la Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser la création du service Solidarité Santé, dont les missions : actions contre les dépendances, maladies transmissibles, Santé-Précarité, ont été définies par délibération n°98/656 du 28 septembre 1998.

Deux objectifs prioritaires ont d'ores et déjà été définies pour l'année 1999 : lutter contre l'alcoolisme et faire de la santé un droit pour tous, notamment pour la population la plus défavorisée.

La création du service Solidarité Santé, placé organiquement et fonctionnellement sous la responsabilité du Directeur général de la Solidarité et du Développement Social Local sera soumise à l'avis du Comité Technique Paritaire (CTP) du 11 décembre 1998.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/812

OBJETCONTRAT DE VILLE - XIème PLANPREVENTION DE LA DELINQUANCEACTIONS DE PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIEPROGRAMME 1998 - SUBVENTIONS DE LA VILLE - 3ème REPARTITION

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille, en collaboration avec le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance, assure chaque année la réalisation d'un programme d'actions de prévention pour la sécurité dans la ville.

Cette politique de prévention menée sans discontinuité a connu une progression constante afin de s'adapter à l'évolution des besoins sociaux et s'est développée également face au phénomène de la drogue avec notamment, depuis 1993, la mise en place d'un plan spécifique de lutte contre la toxicomanie.

Afin de poursuivre l'action engagée par la Ville de Lille, le Conseil Municipal par délibération n° 98/206 du 6 avril 1998 a décidé :

- d'adopter le Programme d'Actions de Prévention et le Plan d'Actions Lillois de Lutte contre la Toxicomanie établis pour l'année 1998 au titre du Contrat de Ville,

- et de solliciter le concours financier de l'Etat et des autres partenaires susceptibles d'apporter leur soutien.

Afin d'assurer la mise en oeuvre des opérations retenues, le Conseil Municipal, par délibérations n° 98/368 du 29 juin 1998 et n° 98/660 du 28 septembre 1998, a effectué la répartition d'une partie des subventions de la Ville.

Pour permettre la réalisation des autres actions retenues, il convient maintenant de procéder à une dernière répartition des subventions de la Ville.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir répartir les subventions de la Ville de la manière suivante entre les différents organismes supports d'opération concernés pour les actions désignées ci-après :

Programme d'actions de Prévention :

- Accès au Droit

160 000 francs

à l'Association Départementale du Nord pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ADNSEA).

- S'en sortir par l'emploi

100 000 francs

à UTILE

- Prévention et citoyenneté sur l'îlot Magenta Fombelle

37 250 francs

à la Maison de Quartier de Wazemmes

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 56, enveloppe 13622 du budget communal 1998.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/813

OBJETGROUPEMENT DE PREVENTION ET D'ACCUEIL LILLOISAVANCE SUR SUBVENTION 1999

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Le Groupement de Prévention et d'Accueil Lillois (G.P.A.L.) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui a pour objet la promotion des pratiques d'action sociale à destination de populations de jeunes marginalisés.

L'action du G.P.A.L. s'exerce en direction des marginaux, jeunes et adultes errant sur la Ville de Lille, ou se regroupant spontanément dans les stations de métro lilloises ; et s'inscrit dans le contexte des activités de prévention menées par le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance.

A ce titre, et pour lui permettre d'assurer ses activités, la Ville de Lille alloue une aide financière à cette association.

Considérant que le fonctionnement régulier de l'association précitée requiert un personnel permanent, que celle-ci doit servir une rémunération à son personnel et faire face à des charges de fonctionnement, que le montant de la subvention qui sera allouée en 1999 sera repris au budget communal. il s'avère nécessaire de prévoir le versement en début d'année prochaine d'un acompte sur subvention.

Cette mesure doit être prise en application des dispositions du Règlement Général sur la Comptabilité Publique dans l'attente du vote du budget primitif 1999 par le Conseil Municipal.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir décider l'octroi d'un acompte sur la subvention 1999, fixé dans la limite de 33 % du montant accordé en 1998, soit la somme de 56 100 francs à l'Association Groupement de Prévention et d'Accueil Lillois.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits d'avances sur subvention à inscrire au budget primitif 1999.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/814

OBJETASSOCIATION INTERCOMMUNALED'AIDE AUX VICTIMES ET DEMEDIATION DE LILLEAVANCE SUR SUBVENTION 1999

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

L'Association Intercommunale d'Aide aux Victimes et de Médiation de Lille a pour objet la mise en oeuvre de toute action visant à informer le public et à apporter une aide morale et matérielle aux victimes, et d'exercer la médiation pénale.

Les missions assumées s'inscrivent dans le cadre des activités de prévention menées par le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance, et à ce titre cette association bénéficie d'une aide financière de la Ville.

Considérant que le fonctionnement régulier de l'association précitée requiert un personnel permanent, que celle-ci doit servir une rémunération à son personnel et faire face à des charges de fonctionnement, que le montant de la subvention qui sera allouée en 1999 sera repris au budget communal ; il s'avère nécessaire de prévoir le versement en début d'année prochaine d'un acompte sur subvention.

Cette mesure doit être prise en application des dispositions du Règlement Général sur la Comptabilité Publique, dans l'attente du vote du budget primitif 1999 par le Conseil Municipal.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir décider l'octroi d'un acompte sur la subvention 1999 fixé dans la limite de 33 % du montant accordé en 1998, soit la somme de 73 590 F à l'Association Intercommunale d'Aide aux Victimes et de Médiation de Lille.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits d'avances sur subvention à inscrire au budget primitif 1999.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998
N° 98/815
OBJET

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

MARCHE D'ENTRETIEN DES AIRES & EQUIPEMENTS DE JEUX COLLECTIFS
DE PLEIN AIR

Le marché d'entretien des aires & équipements de jeux collectifs de plein air arrivant à expiration le 31 décembre 1998, il y lieu de le renouveler.

De plus, Les termes du décret n° 96-1136 du 18 décembre 1996, imposent aux maires, au titre de leur pouvoir de police, de s'assurer que toutes les aires collectives de jeux soient conçues, implantées, aménagées, équipées et entretenues de manière à ne pas présenter de risques pour la sécurité et la santé de leurs usagers, dans le cadre d'une utilisation normale ou raisonnablement prévisible. Elles doivent répondre aux exigences de sécurité légale ou réglementaire.

La sécurité des équipements de jeux est conditionnée par leur état et leur entretien. Il s'avère donc nécessaire d'effectuer une inspection régulière.

Par ailleurs, ces aires de jeux doivent faire l'objet d'une maintenance périodique, élaborée par l'exploitant et respectée par le titulaire du présent marché.

L'examen, du site et de son environnement, porte principalement sur :

- la propreté générale de l'aire et des équipements de jeux
- la présence, l'état des jeux, la fixation des différents éléments tels que poubelles, bacs, clôtures, portillons
- le respect des zones de sécurité entre les équipements, comme entre ces équipements et les obstacles proches
- remise en état des surfaces d'évolution
- sol, avec contrôle du niveau zéro
- essais de fonctionnement
- intégrité des marquages.

302 jeux sont concernés :

- ➔ Bois-Blancs (18 jeux)
- ➔ Centre (19 jeux)
- ➔ Faubourg de Béthune (22 jeux)
- ➔ Fives (50 jeux)
- ➔ Hellemmes (43 jeux)
- ➔ Moulins (35 jeux)
- ➔ Saint Maurice Pellevoisin (11 jeux)
- ➔ Vauban (16 jeux)
- ➔ Vieux Lille (29 jeux)
- ➔ Wazemmes (13 jeux)

Ceux-ci sont à entretenir de façon hebdomadaire, et journalière pour certains. Ce qui monte le marché à 1 200 000 F.

En accord avec votre Commission de l'Environnement, du Cadre et de la Qualité de Vie, réunie le jeudi 26 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer le marché à passer, suite à la décision de la Commission d'Appel d'Offres ou, en cas d'empêchement, tout Adjoint au Maire ou Conseiller Municipal délégué.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/818

OBJET

**Convention de Partenariat entre la Ville de
Lille et la Maison de la Nature et de
l'Environnement**

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

La gestion de la Maison de la Nature et de l'Environnement (MNE) est assurée depuis l'origine (1978) par l'OGLANEL, organisme regroupant des associations intervenant en matière d'environnement naturel et social.

Un bâtiment a été mis à disposition par la Ville de Lille : le 23 de la rue Gosselet.

Fin 1998, la clarification de la gestion a amené une modification de l'interlocuteur de la Ville, l'association Maison de la Nature et de l'Environnement se substituant à l'OGLANEL.

Il est donc devenu nécessaire de redéfinir les engagements réciproques entre la Ville de Lille et la Maison de la Nature et de l'Environnement par le biais de la présente convention de partenariat.

D'une durée de trois ans, cette dernière fixe le cadre général des relations Ville de Lille - Maison de la Nature et de l'Environnement et notamment les moyens mis à disposition de l'association et les modalités de suivi.

Cette convention intègre également en annexe la convention d'utilisation des locaux définissant les modalités de la mise à disposition à titre gracieux, par la Ville de Lille au profit de la Maison de la Nature et de l'Environnement, des locaux situés 23 rue Gosselet à Lille.

Un agent chargé du gardiennage de ces locaux sera également mis à disposition de l'association.

En accord avec votre Commission de l'Environnement, du Cadre et de la Qualité de Vie réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à signer la convention de partenariat entre la Ville de Lille et la Maison de la Nature et de l'Environnement, ainsi que la convention annexée d'utilisation des locaux.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/819

OBJET**NATURALILLE - Bilan de l'opération****pour l'année 1998****Demande de subvention****Rapport à Monsieur le Maire****Mesdames Messieurs**

Mise en place en Novembre 1996, l'opération Naturalille achève sa dernière année d'existence.

L'OGLANEL - MNE association porteuse du projet nous présente le deuxième bilan de cette opération pilote.

La montée en puissance de 1998 a permis de consolider la dynamique de l'opération. Actuellement 7 projets sont labellisés. Le dernier Comité de pilotage, le 28 Octobre 1998 a examiné 11 projets parrainés et 3 nouveaux projets.

Une campagne de communication par la diffusion d'une plaquette d'information sur les différents projets et la promotion de l'opération auprès d'un large réseau d'associations devraient porter ses fruits en 1999.

Afin de poursuivre de nouvelles actions de sensibilisation sur la Nature en Ville à Lille, l'association OGLANEL sollicite une subvention de 110 000 Francs auprès de la Ville de Lille, cette opération étant soutenue par le FEDER, la DIREN, la Région et le Conseil Général du Nord.

Vu le bilan présenté et l'intérêt de poursuivre cette opération innovante, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le versement à l'OGLANEL d'une subvention de 110 000 Francs.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 1999 Chapitre 65 - Nature 6574 - Fonction 652 - Enveloppe à créer.

ADOPTÉE à l'unanimité

Plan de financement
Novembre 1998- Décembre 1999
OGLANEL

DEPENSES		RECETTES	
Naturalille			
Salaire et charges	285000	Conseil Régional	50000
Chargé de mission	260000		
Directeur	25000	DIREN	50000
Frais de Déplacement	5000		
		FEDER	180000
Communication	20000	Ville de Lille	110000
Réalisation associatives	60000	Conseil Général du Nord	50000
Réalisations d'opérations	40000		
Fonctionnement	35000		
TOTAL	440000	TOTAL	440000

Bilan de l'opération Naturalille



1. Les étapes de Naturalille fin 97

- Le **17 novembre 1997**, le comité technique s'est réuni pour l'examen de 14 dossiers, le réexamen de 8 dossiers parrainés lors du premier comité de pilotage de juin 97 et de 5 nouveaux dossiers recueillis. L'étude approfondie de chaque dossier a permis de fournir des recommandations et un avis au comité de pilotage, organe décisionnel de Naturalille.
- Le **24 novembre 1997**, les membres du comité de pilotage ont validé la pochette de présentation de l'opération et analysé les 13 initiatives candidates au label et au parrainage

☛ Les initiatives soutenues par Naturalille étaient les suivantes :

Pour le label Naturalille

- La campagne Verdissons nos murs de *Chantier Nature*
- Les animations d'été de sensibilisation à l'environnement de *l'OGLANEL*, des associations du réseau et la ville de Lille
- Aventures lilloises pour bêtes et gens d'*Animavia* et la ville de Lille

Pour le parrainage Naturalille

- La sortie guidée « découvrir en observant » des *Amis de la nature*, section Lille Hellemmes
- La campagne Nos jardins naturels de *Chantier Nature*
- L'aménagement d'un espace Chico Mendès sur le site de la *Poterne de Chico Mendès*
- Le projet « HLM Nature », d'*E.D.A. (Environnement et Développement Alternatif)*
- La sortie guidée « les oiseaux dans la ville » du *G.O.N. (Groupe Ornithologique Nord)*
- Les jardins communautaires des meuniers des *Amis du jardin des Olieux*
- La biblio ludothèque « nature en ville » du *Centre d'Information et de Documentation de la Maison de la Nature et de l'Environnement de Lille*

- Le jardin écologique, deuxième génération de *P.P.J.E.G. (Promenade du Préfet, le Jardin Ecologique et les Grenouilles)*
- La sortie guidée « Parcours découverte sut l'air » par l'*APPA (Association pour la prévention de la Pollution Atmosphérique)* et la *FLRTP (Fédération lilloise des régies Techniques de proximité)*
- « Jardin Botanique et espaces verts pédagogiques actions conservatoires et pédagogiques » par l'*association du Jardin Botanique et Espaces verts*
- Les Voyageurs de l'Espace par la *FLRTP (Fédération lilloise des régies Techniques de proximité)*
- Recensement de la flore et de la faune pour la mise en oeuvre d'une signalétique par le couvent des Dominicains

2. Les étapes de Naturalille 1998

- **Janvier 1998**, réalisation et diffusion en 10 000 exemplaires d'une plaquette de présentation de l'opération et des différents projets soutenus (Label, parrainage, calendrier des sorties, descriptif des projets)
- **Le 16 mars 1998**, le comité technique s'est réuni pour l'examen de 23 dossiers, le réexamen des 3 dossiers labellisés en 97, 12 dossiers parrainés lors du précédent comité de pilotage de novembre 97 et de 8 nouveaux dossiers recueillis. L'étude approfondie de chaque dossier a permis de fournir des recommandations et un avis au comité de pilotage.
- **Le 23 avril et le 14 mai 1998** les membres du comité de pilotage ont mis en place un comité permanent d'accompagnement des projets (pour suivre les projets parrainés) et analysé les 23 initiatives candidates au label et au parrainage naturalille.

↳ Les lauréates désormais soutenues par Naturalille sont :

Pour le label Naturalille

- La campagne *Verdissons nos murs de Chantier Nature*
- Les animations d'été de sensibilisation à l'environnement de l'*OGLANEL*, des associations du réseau et la ville de Lille
- Aventures lilloises pour bêtes et gens d'*Animavia* et la ville de Lille
- La sortie guidée « découvrir en observant » des *Amis de la nature*, section Lille Hellemmes
- La sortie guidée « les oiseaux dans la ville » du *G.O.N. (Groupe Ornithologique Nord)*

- La sortie guidée « Parcours découverte sut l'air » par l'APPA (Association pour la prévention de la Pollution Atmosphérique) et la FLRTP (Fédération lilloise des régies Techniques de proximité)
- La Terrasse végétalisée par l'OGLANEL / MNE

Pour le parrainage Naturalille

- La campagne Nos jardins naturels de Chantier Nature
 - L'aménagement d'un espace Chico Mendès sur le site de la Poterne de Chico Mendès
 - Le projet « HLM Nature », d'E.D.A. (Environnement et Développement Alternatif)
 - Le jardin des (re)trouvailles des Amis des Jardins Ouverts et Néanmoins Clôturés
 - La biblio ludothèque « nature en ville » du Centre d'Information et de Documentation de la Maison de la Nature et de l'Environnement de Lille
 - Le jardin écologique, deuxième génération de P.P.J.E.G. (Promenade du Préfet, le Jardin Ecologique et les Grenouilles)
 - Recensement de la flore et de la faune pour la mise en oeuvre d'une signalétique par le couvent des Dominicains
 - Les Voyageurs de l'Espace par la FLRTP (Fédération lilloise des régies Techniques de proximité)
 - Le Jardin Enchanté par le Centre Social Fives Mosaïques
 - Lille aux oiseaux par le Groupe Ornithologique Nord
 - Balcons Sauvages par la FLRTP (Fédération lilloise des régies Techniques de proximité)
- **Le 19 juin** : Inauguration de l'Exposition « Naturenville/Naturalille » présentant la dynamique de l'opération et les 18 projets soutenus dans le cadre de Naturalille (7 labels et 11 parrainés).
 - **Juin à septembre** : Recensement des acteurs de la nature à Lille et création d'un guide des acteurs de la nature à Lille
 - **Septembre 1998** : réalisation et diffusion en 10 000 exemplaires de la seconde laquette de présentation de l'opération et des différents projets soutenus (Label, parrainage, calendrier des sorties, descriptif des projets)
 - **Le 12 octobre** : le comité technique s'est réuni pour l'examen de 14 dossiers, le réexamen des 11 dossiers parrainés lors du précédent comité de pilotage et de 3 nouveaux dossiers recueillis. L'étude approfondie de chaque dossier a permis de fournir des recommandations et un avis au comité de pilotage

3. La communication de Naturalille

A. Une plaquette d'incitation à participer aux initiatives soutenues par Naturalille

A qui s'adresse t on et pourquoi ?

- Au grand public lillois et de passage, personnes amenées à être acteurs et utilisateurs des projets labélisés et parrainés : Il s'agit de remplir l'objectif de **sensibilisation du public à la nature en ville** en leur faisant connaître les possibilités « nature » offertes sur Lille c'est à dire proche de chez eux.
- Aux **structures relais** chargées d'assurer la diffusion, communication : l'office du tourisme de Lille, mairies de quartier, centres sociaux, maisons de quartier...

Quel message global ?

- Qu'est ce que Naturalille ?
- vous pouvez fréquenter tel et tel site, vous pouvez bénéficier de telle animation...(calendrier des activités, plan de situation, contacts avec les porteurs de projets)
- vous pouvez être acteur de tel espace

L'objectif étant bien de développer la fréquentation , la participation, l'implication du public et même de le fidéliser.

Caractéristique de la plaquette

- Format :

Petit format (1/2 A4 une fois plié) avec un pliage original en forme d'accordéon. Il s'agit de présenter les initiatives parrainées et labélisées avec des éléments de contenu : les sorties, les animations, l'appel à bénévoles...

- Caractéristiques techniques :

- quadrichromie (photographies pour illustrer les projets)
- papier recyclé
- Nombre : 10000 exemplaires

- Informations incontournables :

Les logotypes des partenaires : Ville de Lille, MNE, Conseil Régional, DIREN, Europe

Le logotype Naturalille

Adresse : Naturalille-MNE 23, rue Gosselet 59000 LILLE Tel : 03 20 52 12 02 Fax : 03 20 86 15 56

Texte de la plaquette

- Slogan :

« Soyez Naturalille »

- Présentation des initiatives parrainées et labellisées, avec les aspects pratiques : comment participer. Par exemple : pour la sortie guidée « découvrir en observant » des Amis de la Nature, présentation du calendrier des sorties, des lieux et heures de rendez vous.

B. Une exposition NATURENVILLE / Naturalille

A qui s'adresse t on et comment ?

Le public ciblé est le grand public et les gens de passage, qu'ils soient adultes ou enfants.

L'exposition a une vocation à la fois informative et pédagogique. Elle est articulée en deux volets :

- un volet fixe : présentation de la nature en ville

- un volet mobile qui permettra de faire évoluer l'exposition en fonction des résultats des comité de pilotage Naturalille : présentation des initiatives labellisées ou parrainées

L'exposition fait l'objet d'une programmation pour sa diffusion :

- Dans les lieux ouverts au publics : Maison de la Nature et de l'environnement, Hôtel de ville, colloques, mairies de quartiers, maison de quartiers, centres sociaux et autres structures qui en feront la demande.

- Dans les lieux fréquentés par un jeune public : enfants, aux jeunes, que l'on peut sensibiliser à la nature sur Lille par le biais des écoles primaires, des maisons de quartier, des centres sociaux...).

Quel message global ?

- Qu'est ce que la Nature en Ville

- Qu'est ce que Naturalille

- Quelles sont les initiatives existantes dont le lecteur des panneaux peut profiter

Caractéristiques des panneaux d'exposition

- Format : environ 1.2m*65cm pour 7 panneaux présentant la « Nature en ville » et 60*40 cm pour les 19 panneaux présentant les initiatives parrainées ou labellisées
En même temps c'est un appel à initiatives et à projets qui est formulé.

- Caractéristiques techniques :

- quadrichromie

- nombre : 26 panneaux

- Informations incontournables :

Les logotypes des partenaires : Ville de Lille, MNE, Conseil Régional, DIREN, Europe

Le logotype Naturalille

Adresse : Naturalille-MNE 23, rue Gosselet 59000 LILLE Tel : 03 20 52 12 02 Fax : 03 20 86 15 56

C. Des outils de communication adaptés aux diverses initiatives (affiches, tracts...)

A qui s'adresse t on et pourquoi ?

- Au grand public lillois et de passage, personnes amenées à être acteur et utilisateur des projets labélisés et parrainés
- Aux structures relais chargées d'assurer la diffusion, communication: office du tourisme, mairies de quartier, centres sociaux, maisons de quartier...

Caractéristiques de ces outils

Rappelons que seul le comité de pilotage est en mesure de décider de la forme du soutien accordé aux initiatives Naturalille. Il répondra favorablement ou non à une en matière de communication de la structure porteuse de l'initiative.

Ces outils adaptés aux demandes des porteurs de projets permettront de valoriser les initiative dans un cadre global Naturalille

NATURALILLE

Les actions menées pour réaliser les projets

- HLM Nature, d'E.D.A. (Environnement et Développement Alternatif)	
Présentation	HLM Nature consiste en la reconquête paysagère des espaces verts situés au pied des logements collectifs du quartier de Moulins/Belfort à Lille. La réalisation des plantations et des aménagements, avec les habitants, est couplée à des préoccupations environnementales et sanitaires : lutte contre le bruit, la pollution de l'air, de l'eau et des sols (utilisation de plantes calaminaires).
<p style="text-align: center;"><u>Intervention NATURALILLE :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Implication/information des partenaires - Suivi des réunions et des activités - Réalisation d'un document de présentation du projet - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Aide financière de 7000 FF pour l'acquisition d'une biostation - Conception et réalisation de la biostation 	<p style="text-align: center;"><u>Résultats/réalisations</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Articulation de HLM Nature avec le projet de « requalification paysagère » des 18 ponts mené conjointement par l'OPAC Lille Métropole Habitat et la municipalité de Lille 2- Rencontre des partenaires (structures de quartier, associations locales et institutionnelles) dans le cadre du comité de pilotage « HLM Nature » 3 Réalisation de carottages et d'un inventaire floristique du site 4- Recherche de modes de financement de HLM Nature 5- Réalisation d'un document de présentation de l'opération 6- Présentation du projet en conseil de quartier 7- Installation d'une biostation et annonce des ateliers nature pour les enfants dans le cadre des journées de l'environnement 8- Présentation du projet « 18 ponts » par l'architecte paysagiste et début de la concertation avec les habitants
- Le Jardin des (Re) trouvailles des Amis des Jardins Ouverts et Néanmoins Clôturés	
Présentation	Dans le quartier de Moulins à Lille, un terrain vague se transformera en des jardins communautaires avec la participation des habitants (adultes, adolescents, enfants des écoles). Les activités liées à la création et à l'entretien des jardins communautaires (dont les buts sont : la production, l'amélioration du cadre de vie, et l'éducation à l'environnement etc.) participeront à la dynamisation sociale du quartier.
<p style="text-align: center;"><u>Intervention NATURALILLE :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Recherche auprès des partenaires institutionnels des sources de financement possibles pour les jardins communautaires (Fondation de France). - Réalisation d'un document de présentation du projet 	<p style="text-align: center;"><u>Résultats/réalisations</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1-Mobilisation du porteur de projet et d'un groupe d'habitants 2- Choix du terrain rue Montesquieu / conventionnement de mise à disposition par la Mairie 3- Réunion régulière pour la mise en oeuvre du projet, constitution de sous groupes thématiques 4 - Plantation avec les Anges gardiens le long des murs 5- Organisation d'une soirée « Contes et Desserts »

- La campagne Nos Jardins naturels de Chantier Nature	
Présentation	Cette campagne incite les particuliers propriétaires de jardins urbains à procéder à des aménagements et à des pratiques de gestion plus respectueuses de l'environnement afin de participer à la préservation et à l'accroissement de la biodiversité en ville.
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Recherche documentaire sur les graines sauvages	Résultats/réalisations 1- Opérationnalité du conseiller chantier nature qui a pour fonction : - de répondre à toutes demandes d'informations sur la campagne - de réaliser le plan média (supports de communication, campagne d'information et de sensibilisation dans les quartiers) - de réaliser l'animation/conseil auprès des propriétaires pour les aider à créer leur jardin naturel 2 - Visite de plus d'une trentaine de jardin particulier et réalisation de dossiers conseils
- L'aménagement d'un terrain d'aventure par Chico Mendès	
Présentation	Ce projet consiste en la réhabilitation d'un ancien terrain d'aventure dit « la poterne » à Lille, en un espace de découverte nature pour les scolaires et le grand public.
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Contact avec la mairie pour aider à la réalisation des travaux d'aménagement - Aide financière pour la réalisation d'un panneau signalétique (4000FF)	Résultats/réalisations 1- Continuation des animations « nature » avec les écoles déjà impliquées en 1997/1998 2- réalisation de plantations avec les enfants (haies, bosquets,...) 3- Implication de la population du quartier par le déroulement d'un chantier nature le week-end
- La sortie guidée les oiseaux dans la ville du G.O.N. (Groupe Ornithologique Nord)	
Présentation	Il s'agit de sorties guidées d'initiation à la découverte des oiseaux en milieu urbain sur le site du bois de Boulogne à Lille.
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale	Résultats/réalisations 1- Réalisation du calendrier des sorties pour l'année 1997/1998 2- Définition du mode d'évaluation des animations 3 Recherche de partenaires privilégiés (avec les médias, l'office du tourisme, les structures de quartiers) pour assurer une fréquentation des sorties qui sont destinées au grand public

- La biblio ludothèque « nature en ville » du Centre d'Information et de Documentation de la Maison de la Nature et de l'Environnement de Lille/OGLANEL	
Présentation	Elle est constituée d'outils éco pédagogiques visant la découverte et la sensibilisation à la nature en ville. Cet outil est destiné à des animateurs ou des enseignants encadrant des groupes d'enfants de 6 à 12 ans.
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Aide technique à la réalisation du dossier de présentation de la « biblio ludothèque » - Aide Financière pour la réalisation de la première biblio-ludothèque (4000FF* - Le jardin écologique, deuxième génération de P.P.J.E.G. (Promenade du Préfet, le Jardin Ecologique et les Grenouilles)	Résultats/réalisations 1- Sélection des ouvrages et documents pédagogiques de la biblio ludothèque 2- Test de la Biblio ludothèque avec la FLRTP
Présentation	Il s'agit d'animations à destination des scolaires et du grand public réalisées sur le site du jardin écologique de Lille.
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Mise en place de sorties régulières sur le site - La sortie guidée Parcours découverte sur l'air de l'APPA et la FLRTP	Résultats/réalisations Définition et mise en place de sorties régulières sur le site le dernier samedi de chaque mois. Début de mise en place du projet global de redéfinition du jardin écologique
Présentation	Ces animations ont pour vocation de faire découvrir l'air et ses différents composants et en particulier les diverses formes de pollution ainsi que les réseaux de mesures existants.
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Aide méthodologique dans la définition des séquences pédagogiques - Réalisation de questionnaires d'évaluation pour ces sorties - Conception et réalisation d'une biostation et de sa communication - Aide financière pour l'acquisition d'une biostation (7000FF) - Recensement de la faune et de la flore pour la mise en oeuvre d'une signalétique du Couvent des Dominicains	Résultats/réalisation 1- Réalisation du calendrier des sorties pour l'année 1997/1998 2- Définition du mode d'évaluation des animations 3- Développement de ces sorties vers d'autres centres urbains
Présentation	Ce projet vise à mettre en valeur un espace vert privé possédant des arbres remarquables et une flore diversifiée par la mise en place d'une signalétique orientant le grand public dans ce parc de 2 hectares
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Recherche d'un prestataire pour la conception de cette signalétique - Aide financière pour la réalisation du projet (10 000 FF)	Résultats/réalisation 1- Réalisation d'un premier inventaire des potentialités du site en matière de découverte 2 Définition d'un avant projet de mise en valeur du site

- La sortie guidée découvrir en observant des Amis de la nature, section Lille Hellemmes

Présentation	Ces animations associent orientation, découverte et observation en parcourant la promenade du Maire et du Préfet sur le site des fortifications de Vauban, sentier « nature » et culturel.
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Mise en place d'ateliers pour les adultes - Aide Financière pour l'acquisition de matériel pédagogique (1500FF)	Résultats/réalisation 1- Réalisation du calendrier des sorties pour l'année 1997/1998 2- Définition du mode d'évaluation des animations 3 Recherche de partenaires privilégiés (avec les médias, l'office du tourisme, les structures de quartiers) pour assurer une fréquentation des sorties qui sont destinées au grand public
- Balcons Sauvages de la Fédération Lilloise des régies Techniques de Proximité	
Présentation	Dans le cadre des balcons fleuris, cette opération vise à inciter les gens à utiliser des plantes sauvages pour composer leur jardinières et ramener ainsi plus de diversité dans la ville
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Aide technique dans la conception du projet, recherche documentaire - Mise en relation avec différents partenaires - Aide Financière pour la réalisation des documents (5700FF) - Conception et réalisation d'une plaquette et d'une affiche de communication	Résultats/réalisation 1- Création d'une plaquette et d'une affiche de présentation de l'opération 2 - Mise en place sur différents quartiers en relation avec les mairies et maisons de quartiers pour des ensembles collectifs 3 - animations auprès des habitants
- Lille aux oiseaux du Groupe Ornithologique Nord	
Présentation	Réalisation d'un poster et d'une plaquette de présentation des principaux oiseaux dans la ville et de leur mode de vie
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Aide technique dans la conception du projet - Aide Financière pour la réalisation des documents (5000FF)	Résultats/réalisation 1-Définition des messages 2- Choix des espèces et de l'illustration 3- Réalisation de la maquette
- Le Jardin Enchanté du Centre Social Mosaïque	
Présentation	Réalisation d'un potager au sein de l'établissement et animations multiples autour du thème du jardinage
Intervention NATURALILLE : - Promotion de l'initiative au travers de la plaquette grand public et de l'exposition « Natureville naturalille », presse régionale - Mise en relation avec différents partenaires pour le montage du projet - Aide financière pour la réalisation du projet (1500FF)	Résultats/réalisation 1- Préparation du terrain pour accueillir le potager, délimitation des parcelles 2- Choix des plantes par les enfants 3- Réalisation des plantations , implication des parents dans le projet

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/820

OBJET

Parcours «Découverte de la Qualité de l'Air» : subvention à l'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique (APPA) et à la Fédération Lilloise des Régies Techniques de Proximité (FLRTP)

Rapport de Monsieur le Maire**Mesdames, Messieurs**

Lors du Conseil Municipal du 15 décembre 1997, la ville de Lille a décidé de confier à deux associations (APPA et FLRTP) la mise en œuvre et l'animation de parcours «Découverte de la Qualité de l'Air», à destination du grand public et des scolaires.

Les cheminements ainsi conçus à travers la ville de Lille constituent un outil pédagogique permettant de dispenser des explications sur la problématique de l'air.

De janvier à juin 1998, ce sont ainsi 170 personnes qui ont été sensibilisées aux problématiques de la pollution atmosphérique.

Ce projet a également reçu la labellisation Naturalille, gage de qualité.

Le programme élaboré pour la période du 1^{er} octobre 1998 au 31 décembre 1999 et repris dans la convention tripartite ci-jointe, comprend la réalisation de :

- ⇒ livrets pédagogiques adaptés à chaque public
 - ⇒ 10 parcours pour les enfants des écoles primaires lilloises
 - ⇒ 10 parcours pour le grand public.
- soit la sensibilisation de 400 personnes

Le plan de financement de cette opération est le suivant :

Ville de Lille 30 000 F

DIREN 2 000 F

Une participation de la Maison de la Nature et de l'environnement est également escomptée.

En accord avec votre Commission de l'Environnement, du Cadre et de la Qualité de la Vie, réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à :

- = signer la convention tripartite à intervenir entre la ville de Lille, l'APPA et la FLRTP,
- = accorder à l'association APPA une subvention de 30 000 F.

Les crédits correspondants seront inscrits au Budget primitif 1999 sur l'Enveloppe 14049 Nature 65 748 Fonction 652.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/821

OBJET**Opération "Nature sans Frontières" par**
l'association Chico Mendès
- Demande de subvention**Rapport à Monsieur le Maire**
Mesdames Messieurs

L'association Chico Mendès depuis de nombreuses années s'est engagée dans la sensibilisation et la responsabilisation des enfants à l'environnement, notamment par la création d'espace nature à vocation pédagogique dans le Nord - Pas-de-Calais (Il en existe un sur la Ville de Lille à la Poterne).

Cette année, en hommage au 10ème anniversaire de la mort de Chico Mendès, l'association réalise une opération exceptionnelle : L'opération "Nature sans Frontière" Chico Mendès 10 ans après - du 23 au 26 Novembre 1998.

Cette opération permettra à des enfants de différents pays d'Europe de venir dans le Nord - Pas-de-Calais échanger, témoigner sur l'environnement de leur pays et de la planète. Les échanges de cette semaine sont la première étape d'un programme de coopération en matière d'éducation à l'environnement citoyenne.

Pour organiser cette manifestation, l'association a sollicité la Ville de Lille pour l'obtention d'une subvention de 30 000,00 Francs.

Vous trouverez en annexe, les objectifs de l'opération, son programme prévisionnel ainsi que son budget. Vu l'intérêt de cette opération, où la Ville est partenaire et en accord avec votre Commission de l'Environnement du Cadre et de la Qualité de la Vie qui s'est réunie le Jeudi 26 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder à l'association Chico Mendès une subvention d'un montant de 30 000,00 Francs.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 1998 - Enveloppe 14 049 - Chapitre 65 - Nature 6574 - Fonction 652

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/822

OBJET

Installation de capteurs et de
pluviographes

Rapport de Monsieur le Maire

Convention d'occupation
du domaine public

Mesdames, Messieurs,

Ville de Lille/

Communauté Urbaine de Lille

La Directive européenne du 21 mai 1991 et la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 incitent les collectivités territoriales à lutter contre la pollution.

Conformément à cette réglementation, la Communauté Urbaine de Lille a prévu l'installation de capteurs et de pluviographes sur le territoire communautaire et notamment sur le territoire de Lille.

La C.U.D.L. sollicite donc la Ville de lui permettre l'implantation de ces équipements (armoires équipées d'une centrale de mesures).

La Ville mettrait à la disposition de la C.U.D.L. une surface dont l'emprise au sol serait de 1 m² sur chacun des terrains désignés ci-dessous :

- Rond point Maracci
- Esplanade, Pont du Ramponneau
- Chemin de Bazinghien, stade

Cette autorisation d'occupation serait accordée à titre précaire, révocable et à titre gratuit.

En accord avec votre Commission de l'Environnement, du Cadre et de la Qualité de la Vie qui s'est réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser la passation d'une convention d'occupation du domaine public.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/823

OBJET**Opération "Verdissons nos Murs" -**
Subventions**Rapport à Monsieur le Maire****Mesdames Messieurs**

Par délibération en date du 18 Décembre 1995, le Conseil Municipal approuvait le lancement de la campagne "Verdissons nos murs" dans le cadre d'un vaste programme d'embellissement du cadre de vie et acceptait le principe d'une subvention accordée sur justificatifs aux particuliers, d'un montant égal à 30 % des travaux réalisés, plafonnés à 2.000 Francs toutes taxes comprises.

Cette opération a encouragé plusieurs lillois à verdir leur façade et à solliciter la participation de la Ville.

En accord avec votre Commission de l'Environnement, du Cadre et de la Qualité de la Vie qui s'est réunie le Jeudi 26 Novembre 1998, nous vous proposons de donner un avis favorable aux demandes présentées par :

Monsieur et Madame LELIEUR

Restaurant Armand

1, rue des Molfonds

59000 LILLE

Montant T.T.C. des travaux : 4 975,98 Francs

Montant de la subvention (30 %) : 1 492,79 Francs

Monsieur et Madame MOORELS

29, rue Greuze

59000 LILLE

Montant T.T.C. des travaux : 1 460,00 Francs

Montant de la subvention (30 %) : 438,00 Francs

Monsieur et Madame CAROFF - POQUET

2, rue canteleu

59000 LILLE

Montant T.T.C. des travaux : 1 244,00 Francs

Montant de la subvention (30%) : **373,20 Francs**

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits : Chapitre 65 -
Nature 65 748 - Enveloppe 11 785 - Fonction 652.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/824

OBJET

Rénovation du jardin Vauban

Rapport à Monsieur le Maire

- Présentation du programme

- Demande de subvention

Mesdames Messieurs

Sans aucun doute le plus beau jardin lillois, le Jardin Vauban créé en 1863 par Barillet Deschamps est inscrit au titre des sites depuis 1933 et classé depuis 1991.

En dehors de l'entretien courant des massifs et des allées, ce jardin doit maintenant faire l'objet d'un programme de rénovation important afin de conserver sa beauté et de préserver son patrimoine végétal.

En effet, la forte fréquentation du public, l'absence de protection du site le soir entraînent des dégradations.

L'ensemble des pièces d'eau doit être nettoyé et les berges reconstituées.

De même le vieillissement des arbres plus que centenaires pour certains, nécessite la réalisation d'un diagnostic phytosanitaire suivi d'un programme de restauration et de renouvellement des arbres, associé à une amélioration des massifs arbustifs et du fleurissement.

ADOPTÉE à l'unanimité

Le programme de rénovation du jardin comprendra les travaux suivants :

Travaux
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le curage complet des pièces d'eau du jardin (4 bassins, 1 754m³) ▪ La restauration des berges par la pose d'un soutènement en bois (505ml) ▪ La mise en sécurité de la grotte et remplacement des pompes de la cascade ▪ Le traitement des allées par stabilisation du schiste ▪ L'harmonisation des mobiliers : 57 bancs et 34 corbeilles à papiers ▪ La protection des pelouses à l'ancienne avec des bordures en fonte (6 324 éléments sur 2 108ml) ▪ La pose d'une nouvelle clôture respectueuse du style du jardin (660ml) ▪ Le diagnostic phytosanitaire suivi d'un programme de gestion des arbres ▪ L'amélioration de la végétation arbustive et du fleurissement par la recherche d'une meilleure diversité ▪ La mise en valeur du jardin par la lumière par la réalisation d'un éclairage mixte au gaz et électricité

L'estimation globale des travaux est de 5 MF.

Ce projet de rénovation global est susceptible de recevoir des aides de l'Etat, de la Région et du FEDER dans le cadre de la mise en valeur des sites protégés et de la politique touristique (subvention jusqu'à 50% du montant des travaux).

Il a reçu un avis favorable du Conseil de Quartier le 23 Juin 1998.

En accord avec votre Commission de l'Environnement du Cadre et de la Qualité de la Vie qui s'est réunie le Jeudi 26 Novembre 1998, nous vous demandons :

- de bien vouloir approuver ce programme de rénovation,
- de nous autoriser à solliciter les subventions des différents partenaires Etat, Région, DIREN et FEDER,
- de décider l'inscription en recettes des subventions sur une ligne budgétaire à créer intitulée - Rénovation du Jardin Vauban.

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/825

OBJET

Maintenance des installations d'Eclairage Public
sur la Commune de Lille et la
Commune associée d'Hellemmes-Lille
Marché de prestations de service
sur appel d'offres ouvert - Avenant n° 2.

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 94/652 du 19 Décembre 1994, la Ville de Lille a décidé de confier, par voie d'appel d'offres ouvert, la maintenance des installations d'éclairage public de la Ville de Lille et de la Commune Associée d'Hellemmes à la S.A. CITELUM dont l'agence régionale est située 2, rue Hégel à LOMME, pour une durée de 8 ans.

Ce marché de maintenance a pris effet le 1er Juin 1995.

Conformément aux clauses définies dans le C.C.T.P. et le C.C.A.P., ce marché doit être actualisé annuellement.

Un premier avenant a donc été passé par délibération n° 96/447 du 4 Juillet 1996.

Nous devons quantifier l'évolution du patrimoine à la date du 1er Janvier 1998, faisant l'objet d'un deuxième avenant. Celui ci prend en compte :

Poste Plaine, Petit Paradis, République

Les bâtiments municipaux raccordés sur le réseau Eclairage Public depuis les postes cités ci-dessus, ont fait l'objet d'une séparation de comptage.

A compter du 1er Janvier 1999, les prestations de fourniture et gestion de l'énergie des bâtiments :

- Crèche Line Dariel,
- IM PRO
- Terrain d'entraînement du LOSC
- Fontaine de la Place de la République

seront supprimés de la facturation du poste énergie (soit un montant forfaitaire de 471 610 francs T.T.C. - Valeur avenant n° 1 de Juillet 1996)

Rectification du bordereau de prix du G2

A] Rétrocession de la Moyenne Tension à E.D.F., par la Convention de Concession pour le service public de la distribution de l'énergie signée en Décembre 1995, en conséquence, les frais d'entretien [G2] des postes de transformation, des réseaux Moyenne Tension, des transformateurs d'alimentation des points de commande, ne sont plus à la charge du prestataire.

Une somme de 204 930,75 francs toutes taxes comprises [Valeur Marché] ne sera plus à régler.

B] Maintenance et entretien des illuminations extérieures du Palais des Beaux Arts.

La maintenance portera sur les visites d'entretien trimestrielles, une visite annuelle préventive, des interventions d'entretien et le remplacement systématique des lampes en fonction de leur durée de vie.

L'ensemble de ces prestations est estimé à 219 430,49 francs toutes taxes comprises par an.

Nouvel Indice du Coût de la Main d'oeuvre d'industrie Mécaniques et Electriques

Depuis le mois d'Octobre 1997, un nouvel indice du Coût de la Main d'Oeuvre d'Industrie Mécaniques et Electriques nommé ICHTTS1 remplace les indices IME.

La parution des indices IME étant assurée jusqu'à la fin de l'année 1997, le raccordement des deux indices s'effectuera sur le mois de Décembre, selon la technique dite de la double facturation, soit :

$$\frac{\text{IME Décembre 1997}}{\text{IME Origine}} \times \frac{\text{Mois M ICHTTS1}}{\text{Mois Décembre 97 ICHTTS1}}$$

Application aux formules de révision

IME Décembre 97	794,8
IMEo Décembre 94	766
ICHTTS1 Décembre 97	100
ICHTTS1 Avril 1998	101,9

Le quotient de $\frac{\text{IME Décembre 97}}{\text{IME Origine}}$ devient une constante appelée K

$$K = \frac{\text{ME Décembre 97}}{\text{IME Origine}}$$

$$K = \frac{794,8}{766}$$

$$K = 1,037$$

Variation du coût de Main d'Oeuvre

$$1,037 \times \frac{\text{ICHTTS1 Mois M}}{\text{ICHTTS1 Décembre 97}}$$

Modification de la période de contrat

En raison des règles de comptabilité publique [application de la M14], il y a lieu de modifier la date anniversaire du Contrat.

La nouvelle période du contrat correspondra à une année civile, soit du 1er Janvier au 31 Décembre en remplacement de la période actuelle du 1er Juin au 31 Mai

Les modalités d'application sont décrites en annexe 1 du présent document

Correction de l'échéancier concernant la mise en place de la télésurveillance dans les armoires de commande Eclairage Public

A ce jour et vu la modification des réseaux Basse Tension, le nombre d'armoires à équiper est de 107.

L'investissement pour effectuer la mise en place de la télésurveillance est de 2 812 KF hors taxes.

Sur 3 années, une redevance annuelle de 563 KF hors taxes a été versée.

Le remboursement des sommes dues pour l'opération se termine à la même échéance prévue au contrat soit Décembre 2002. Il restera à verser de 1999 à 2002 une somme annuelle de 589 KF hors taxes.

Un nouveau tableau d'amortissement a été réalisé et joint en annexe 2.

Le bilan global de cet avenant s'établit ainsi :

→ diminution du poste Energie [G1] de :	- 471 610,00 francs
→ diminution du poste Entretien [G2] de :	- 204 930,75 francs
→ réajustement du tableau amortissement pour la mise en place de la Télésurveillance :	+ 31 356,00 francs
→ maintenance et entretien des illuminations extérieures du Palais des Beaux Arts :	+ 219 430,49 francs

Soit un avenant en diminution de 425 754,26 francs toutes taxes comprises

En accord avec votre Commission de l'Environnement, du Cadre et de la Qualité de la Vie, réunie le 26 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser la passation de cet avenant n° 2.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/826

OBJET

**Avance sur Subvention consentie à la
Maison de la Nature et de l'Environnement
au titre de 1999**

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Comme chaque année, afin de permettre à la Maison de la Nature et de l'Environnement de faire face aux dépenses de personnel qui lui incombe et d'éviter des difficultés de trésorerie, nous vous demandons de bien vouloir approuver le principe d'une avance de subvention de fonctionnement 1999 correspondant aux 20 % de la subvention annuelle de l'exercice 1998 soit :

Subvention accordée en 1998 : 650.000 F

Avance 1999 proposée : 130.000 F

En accord avec votre Commission de l'Environnement, du Cadre et de la Qualité de Vie, réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir imputer la dépense correspondante sur les crédits à inscrire au budget primitif 1999 intitulé «Subvention de fonctionnement à la Maison de la Nature et de l'Environnement» enveloppe 708 chapitre 65 Article 657 4 Fonction 242.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/827

OBJETSubventions destinées aux organismes
A caractère social - Personnes Handicapées.Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'aide financière de la Ville a été sollicitée sous forme de subventions par diverses associations à caractère social, au titre de l'année 1998.

Ces subventions leur seront attribuées en fonction d'un projet particulier identifié au sein des activités annuelles de chaque association et contractualisé avec la Ville par un contrat d'objectifs.

En accord avec votre Commission d'Action Sociale de la santé et de la solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder les subventions suivantes :

Sur le Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 41 - Enveloppe 6544, pour :

- Aide aux Personnes A Handicap Moteur (APAHM) 25 000 F

Sur le Chapitre 65 - Article - 65748 - Fonction 41 - Enveloppe 6546, pour

- Association des Paralysés de France.
délégation du Nord 20 000 F

Sur le Chapitre 65 - Article - 65748 - Fonction 41 - Enveloppe 6548, pour

- Innov' enfance 40 000 F

- Association Familiale et Interprofessionnelle pour l'Intégration de l'Enfant Handicapé (AFIIEH) 10 000 F

- Association des Parents et amis des élèves de l'IME
La Roseaie 14 400 F

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Sur le Chapitre 65 - Article - 65748 - Fonction 41 - Enveloppe 6550, pour

- Amicale des déficients Visuels des écoles de Ronchin et de Loos (ADVERL) 2 500 F
- Association Valentin Haüy 10 000 F
- Union Nautique de Lille (UNL) 1 990 F
- Association des Parents d'Elèves de l'Institut de Jeunes Aveugles (APEIJA) 4 000 F
- Association pour le Développement des Activités Physiques Adaptées (A.D.A.P.A.) 3 200 F

Sur le Chapitre 65 - Article - 65748 - Fonction 41 - Enveloppe 6552, pour

- Association des Paralysés de France. 10 000 F
- Délégation départementale - Secteur de Lille

Sur le Chapitre 65 - Article - 65748 - Fonction 41 - Enveloppe 10466, pour

- Association des Devenus Sourds et Malentendants du Nord (ADSMN) 10 000 F
- Foyer des Œuvres des Sourds du Nord (FOSN) 5 000 F
- Association des Parents d'Enfants déficients auditifs de l'Institut de Ronchin (APEIR) 2 000 F
- Association des parents d'élèves déficients visuels de l'école régionale de Loos. 2 000 F
- « Les Papillons Blancs de Lille » - association de parents et amis de personnes handicapées mentales 7 500 F

ADOPTÉE à l'unanimité



VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/828

OBJETSubvention à un organisme
à caractère social

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'Association de Jeunesse et de Prévention Spécialisée « les CRAIGNOS » située 120 Bd Montébello à Lille a présenté une demande de subvention pour l'organisation d'un camp de vacances à Argeles sur mer du 3 au 18 juillet 1998 au bénéfice de 12 jeunes en perte de repères.

Le séjour en camping a pour objectif de responsabiliser les jeunes et de développer l'échange et le respect.

Le coût de l'opération s'élève à 40 179 F.

En accord avec la Commission de l'Action Sociale, de la santé et de la Solidarité réunie le 28 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le versement d'une subvention de 3 000 F à l'association de Jeunesse et de Prévention Spécialisée « les Craignos » pour financer l'organisation de ce camp.

La dépense correspondante sera imputée sur le chapitre 65 - article 6574 - fonction 49 - enveloppe 2558.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/829

OBJET

Subventions destinées aux organismes à
caractère familial

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Le Centre d'Information des Droits des Femmes (C.I.D.F) a sollicité l'aide financière de la Ville, sous forme de subvention, pour un montant de 55 000 francs.

Cette association centre son activité sur la mise à disposition gratuite de toute information relative aux droits des femmes dans le domaine juridique, de la formation professionnelle et de la législation sociale.

Elle s'emploie, en outre, à favoriser des initiatives visant à faire connaître et à développer le droit des femmes.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une subvention de 55 000 F au CENTRE d'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES.

Cette subvention d'un montant sera imputée au chapitre 65 - article 6574 - enveloppe budgétaire 1056 - fonction 462 - sous l'intitulé " Actions à caractère familial - Subventions".

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/830

OBJET

Aides familiales à domicile

Association Innov'Enfance

Versement d'une Subvention au service

Domicil'Enfance

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

L'association Innov'Enfance fut créée en 1988 après une réflexion d'un groupe de parents issu de crèche parentales.

Cette association est soucieuse de proposer des services de qualité dans le domaine de la Petite Enfance, adaptés aux besoins de l'enfant et de sa famille.

En 1989, un nouveau service Domicil'Enfance fut mis en place pour répondre à des besoins de garde ponctuelle (enfants malades, déficiences du mode de garde habituel, stages de formation, hospitalisation du parent ou d'un des enfants de la famille).

Actuellement, c'est le seul mode de garde qui puisse répondre à ce type de demande. C'est la raison pour laquelle l'association connaît de grandes difficultés à satisfaire les familles en fin d'année.

Aussi, l'association Innov'Enfance demande la possibilité de financer 80 heures supplémentaires.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à apporter un soutien financier supplémentaire d'un montant de 8 000 francs à cette association.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 65 - article 6574 - enveloppe budgétaire 1010 sous l'intitulé "Aides familiales à domicile".

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/831

OBJET

Adhésion au FSL local de la Société Immobilière
Nord - Artois SA d'HLM - Groupe Immobilier 3 F
Avenant - Proposition

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Société Immobilière Nord - Artois SA d'HLM - Groupe Immobilier 3 F a informé la Ville de Lille de son souhait d'adhérer au Fonds Local du FSL afin de pouvoir assurer un meilleur accompagnement social à ses locataires rencontrant des difficultés passagères.

Cette société gère sur la Ville de Lille un patrimoine de 295 logements répartis en 8 immeubles situés aux adresses suivantes :

7 - 9 rue des Jardins	30 PLA
91 - 93 rue Eugène Jacquet - 2 rue de la Cité	26 PLA
87 - 89 rue des Meuniers	24 PLA CFF + 68 PLA CDC
9 - 11 - 13 Boulevard Vauban	48 PCL
3 - 5 - 7 rue Royale	7 PLI
170 rue Nationale	5 PLI
73 rue Jules Guesde	24 PAP LOC
11 - 13 - 15 rue de l'Orphelinat	63 PLA CDC

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous proposons de bien vouloir passer l'avenant ci-joint à la convention du 23 décembre 1994.

ADOPTÉE à l'unanimité

PJ : 1

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/832

OBJET

Remise gracieuse en faveur d'une famille
lilloise en difficulté.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La famille CHANTHA DUONGTEM est redevable envers la Ville de Lille de la somme suivante :

- 29.985,45 représentant une dette de loyer pour le logement sis 90/26 Boulevard de Metz, somme qui avait été mandatée à LMH dans le cadre de la convention Garantie Ville.

- Compte – tenu de la situation financière précaire des intéressées
- Des efforts réalisés en terme de paiement de loyer
- Qu'il s'agit d'une famille sans papier pour laquelle la Ville de Lille est intervenue auprès des services préfectoraux afin de régulariser sa situation mais en vain à ce jour,

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous proposons de bien vouloir accorder la remise gracieuse de la somme restant due.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/833

OBJET

Transformation d'avances remboursables
en secours - Titres de recette 13/97 et
1268/97 en faveur de deux familles lilloises en
difficulté.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Les personnes confrontées à des difficultés particulières obtiennent auprès des services d'Action Sociale et des Mairies de quartier un soutien financier qui se traduit soit par un secours soit par une avance remboursable.

La situation matérielle de deux familles bénéficiaires d'une avance remboursable a nécessité, compte tenu de son aggravation, une nouvelle enquête sociale qui a conduit à proposer la transformation de ces avances en secours :

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder les aides suivantes :

- avance allouée par la Mairie de quartier de Fives
Titre de recette 13/97 d'un montant de 1500 F
Les intéressés ont remboursé 1200 F sur ce titre mais
la précarité de leur situation financière ne leur permet pas
de rembourser le solde.
Proposition : remise gracieuse de 300 F
- avance allouée par la Mairie de quartier des Bois-Blancs
Titre de recette 1268/97 d'un montant de 1000 F
La précarité des ressources ne leur permet pas de
rembourser cette avance.
Proposition : remise gracieuse de 300 F le solde étant à
la charge des intéressés

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/834

OBJET

Subventions municipales dans le cadre des
O.P.A.H. Moulins, Wazemmes, Lille-Sud et
Courées en complément des aides de l'A.N.A.H.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la délibération N°95/177 du Conseil Municipal du 10 avril 1995 et à la délibération N°95/359 du 29 mai 1995 qui définissent les conditions d'attribution par la ville aux bailleurs privés d'une subvention correspondant à 10% du montant des travaux retenus par l'A.N.A.H., et en accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous proposons de donner un avis favorable à la demande présentée par :

OPAH du Quartier de Wazemmes

Monsieur Christian URBAIN
5, cour Cuvelle - 261 rue des Postes
réhabilitation complète du logement

Montant TTC des travaux retenus par l'ANAH :	83 293, 00 Frs
Montant des travaux réalisés :	8 329,00 Frs
Montant de la subvention municipale (10%) :	8 110, 00 Frs

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/835

OBJET

Attribution de primes municipales à l'amélioration
de l'habitat dans le cadre des O.P.A.H. Moulins, Wazemmes
Lille-Sud et Courées en complément des aides de l'A.N.A.H.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la délibération n° 95/177 du Conseil Municipal du 10 avril 1995 qui définit les conditions d'attribution aux particuliers d'une prime municipale à l'amélioration de l'habitat de 10% du montant TTC des travaux limités à 70.000 Frs, en accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998 nous vous demandons de donner un avis favorable aux demandes présentées par :

OPAH WAZEMMES :*Monsieur BOUCHELIT Mohamed*

4 rue du Docteur Yersin

Objet des travaux : Ravalement de la façade et
pose de menuiseries extérieures

Montant TTC des travaux retenus :

36.262,32 Frs

Montant de la prime (10%) :

3.626,00 Frs**- OPAH COUREES :***Monsieur Jean LEFEBVRE*

3, Cité Dupont - 94, rue de Turgot

Objet des travaux : création de WC intérieurs, suppression
des fosses d'aisance, création d'ouvertures.

Montant TTC des travaux retenus :

5021, 10 Frs

Montant de la prime (10%) :

502, 10 Frs*Madame Marie-Jeanne LEMBREZ*

3 cour Cauche - 54 rue de Condé

Objet des travaux : Addition de construction
fin de créer un WC intérieur.

Montant TTC des travaux retenus :

44.317,49 Frs

Montant de la prime (10%) :

4.431,00 Frs*Madame DESRUMAUX et Monsieur THOME*

74 B 04 rue Vandenberghe

Objet des travaux : Toiture, WC salle de bains et
création chambre sous combles.

Montant TTC des travaux retenus :

34.491,00 Frs

Montant de la prime (10%) :

3.449, 00 Frs

OPAH MOULINS :

Monsieur Hervé BELLENGIER
 43 rue Philippe de Comines à Lille
 Objet des travaux : Ravalement de façade.
 Montant TTC des travaux retenus :
 Montant de la prime (10%) :

9.722,77 Frs
 972,00 Frs

OPAH FERRER - GARIBALDI :

Monsieur Dany BRUNEAU
 50 rue Victor Renard à Lille (dossier bis)
 Objet des travaux : ravalement de façade
 Chauffage et isolation
 Montant TTC des travaux retenus :
 Montant de la prime (10%) :
 Plafonné à

23.107,00 Frs
 2.310,00 Frs
 2.188,00 Frs

La dépense en résultant sera imputée au chapitre 67 article 6713 fonction 53 enveloppe 9225.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/836

OBJETVille de Lille – Cotisation
d'adhésion à l'OSLO – Proposition

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille est membre du collège des personnes morales du Conseil d'Administration de l'OSLO.

A ce titre, elle doit s'acquitter chaque année d'une cotisation d'un montant de 500 francs.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 Novembre 1998, nous vous proposons d'autoriser le versement de cette cotisation.

La dépense sera imputée au chapitre 65 article 65748 fonction 53 enveloppe 12375 du budget primitif de 1998.

ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/837

OBJETMaîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale
OSLO - Financement

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'objectif de ce dispositif est de répondre à une demande de logement destinée aux situations les plus dramatiques et les plus marginalisées, c'est-à-dire celles qui restaient jusque - là sans réponse.

La Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) est dans bien des cas, la condition de réussite des demandes d'insertion dans et par le logement.

La particularité de la procédure MOUS est un accompagnement social lié au logement axée sur un travail social en amont du relogement avec une implication forte des familles dans l'élaboration du projet de relogement.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1997, nous vous proposons d'affecter la somme de 100.000 francs au dispositif MOUS-OSLO.

La dépense sera imputée sur l'enveloppe à créer par les services financiers - chapitre 011 - article 6288 - fonction 53 - du budget primitif de 1998.

ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/838

OBJET

Subvention à l'Association OSLO pour la création
d'une école du locataire- Proposition.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le projet d'école du locataire élaboré par l'Association OSLO a pour but de prévenir les expulsions des locataires.

Il s'agit donc d'informer et de former le locataire en place ou le futur occupant afin d'éviter tout conflit avec le propriétaire pouvant entraîner une procédure d'expulsion.

L'on peut donc évoquer le terme de prévention primaire puisqu'il convient dès lors d'agir en amont afin d'éduquer le locataire sur les problèmes pouvant survenir dès qu'il prendra possession des lieux.

Dans ce domaine, la prévention primaire portera tout d'abord sur une action d'information individuelle ou collective sur les notions de droits et devoirs du locataire et de citoyenneté.

Une seconde action consistera à former le locataire aux techniques pour développer des savoir faire en matière de petits travaux d'entretien et d'embellissement.

Il conviendra de développer également d'autres connaissances dans les domaines liés au logement (technique de recherche de logement, statut du locataire ...).

Ces différentes actions s'adresseront :

- Aux personnes en difficulté d'accès au logement
- Aux bénéficiaires du RMI (dans le cadre du contrat d'insertion)
- Aux locataires du parc social et privé en difficulté de maintien adressés par un référent social

Le pré-projet présenté aux différents partenaires a suscité l'intérêt de la Fondation Abbé Pierre qui a accordé une subvention de 100.000 francs à l'association OSLO, ce qui permet de minorer la participation de la Ville qui ne peut être absente de ce projet, à hauteur de 100.000 francs au lieu des 200.000 francs prévus dans le cadre du Plan de Solidarité Logement.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous proposons d'accorder cette subvention destinée au financement du poste de chargé de mission ayant en charge la conception du projet.

La dépense en résultant sera imputée au chapitre 65 article 6574 fonction 48 enveloppe 14241 du budget supplémentaire de 1998.

**ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés**

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/839

OBJETSubvention au FARG - Plan Espoir NordProposition

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille est partenaire de cette association depuis sa création en 1989. Le FARG œuvre au relogement de familles en très grande difficulté dans le cadre d'une démarche intéressante puisqu'intercommunale.

Néanmoins, la Ville de Lille fait appel à plus de 50% des capacités de cette association pour le relogement de ses concitoyens.

Financé, mais de façon ponctuelle par l'ensemble des communes adhérentes, le Fonds de Solidarité Logement et la Ville de Lille, le FARG sollicite une subvention annuelle de la Ville de Lille à hauteur de 50.000 francs à l'instar des autres communes adhérentes.

Considérant ce partenaire comme absolument incontournable pour le relogement des Lillois les plus en difficulté, il est souhaitable de répondre favorablement à cette demande.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous proposons donc de procéder au mandatement de cette subvention.

La dépense en résultant sera imputée au chapitre 65 article 6574 fonction 50 enveloppe 14242 du budget supplémentaire de 1998.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/840

OBJETAPU VIEUX LILLE – Contrat d'objectifProposition

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Une subvention d'un montant de 50.000 francs sera versée prochainement à l'APU du Vieux Lille par la Ville de Lille.

Il apparaît souhaitable d'identifier clairement et de manière concertée les modalités de collaboration de l'APU Vieux Lille sous la forme d'un contrat d'objectif.

Ce contrat aura pour objet la définition des modalités de versement et d'utilisation de la participation financière que la Ville octroie à l'association en vue de concourir au succès de ses actions menées dans le cadre du maintien dans le logement.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous proposons de passer le contrat joint au présent rapport entre la Ville de Lille l'APU Vieux Lille

ADOPTÉE à l'unanimité

PJ : 1

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/841

OBJETSubvention exceptionnelle à l'AARS
Proposition

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'Association Accueil et Réinsertion Sociale exerçait une partie de ses activités – accueil d'urgence de femmes seules avec enfants – dans des locaux de la ville inadaptés et non conformes aux dispositions réglementaires en matière de sécurité dans l'immeuble sis 46, rue Paul Lafargue.

Réinstallée provisoirement à la Résidence VANHENDE, l'association a obtenu un accord de la Ville quant à la reprise en charge exceptionnelle des dépenses de chauffage et d'électricité pour un an dont le montant est évalué à 50.000 francs.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous proposons de bien vouloir procéder au mandatement de cette subvention.

La dépense en résultant sera imputée au chapitre 65 article 6574 fonction 50 enveloppe 14243 du budget supplémentaire de 1998.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/842

OBJETReconduction de l'OPAH courées
Proposition

Rapport de Monsieur le Maire.

Mesdames, Messieurs.

Par délibération du 26 juin 1998, le Conseil de Communauté Urbaine a décidé de poursuivre la démarche initiée depuis près de 6 ans dans le domaine de la réhabilitation de l'habitat ancien en courée. On compte à Lille 401 courées représentant 3344 logements.

S'agissant des parties communes, la requalification du sol de cour et les travaux d'assainissement, cette démarche s'appuie principalement sur l'opération « maintien des courées ».

120 courées sont concernées à Lille par cette opération et près de la moitié en ont déjà bénéficié à ce jour.

Pour ce faire, la Communauté Urbaine assure le financement des travaux auxquels l'Etat participe sous forme de subventions.

Ce partenariat est également assuré avec les communes qui bien souvent renforcent et complètent les aides de l'Etat et de l'ANAH pour les travaux d'amélioration du bâti, afin de mettre les logements en conformité, dans le cadre de l'OPAH engagée depuis 1994.

192 courées lilloises sont inscrites en OPAH.

Aussi, sollicitée par l'Etablissement Communautaire, la Ville a d'ores et déjà fait part de son intention d'être maintenue dans ce dispositif pour une nouvelle période de 3 ans à compter du 1er janvier 1999.

Elle s'engage ainsi à reconduire ses aides financières, auprès des propriétaires occupants aux revenus modestes ainsi qu'auprès des bailleurs s'engageant à conventionner les loyers, telles qu'elles ont été précisées dans les délibérations du Conseil Municipal du 10 avril 1995 et du 29 mai 1995, à savoir :

* 10 % du montant des travaux plafonnés à 70 000 F TTC pour les propriétaires occupants dont les revenus ne dépassent pas le barème des plafonds PAP.

* 10 % du montant des travaux retenus par l'ANAH pour les bailleurs s'engageant dans le conventionnement.

Ces aides viendront s'ajouter à la Prime à l'Amélioration de l'Habitat versée par l'Etat aux propriétaires occupants et à la subvention délivrée par l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat aux propriétaires bailleurs.

Le montant global des financements à réserver par la Ville peut être estimé à 210 000 F pour 3 ans.

Comme précédemment, la délégation de l'Urbanisme et celle de l'Action Sociale liée au logement maintiennent le dispositif de pilotage, co-présidé par Monsieur CACHEUX et Monsieur KANNER.

Les crédits sont gérés par la délégation de l'Action Sociale. Ceux de l'Urbanisme viennent abonder les précédents.

Aussi pour le budget 1999, chaque délégation réservera un montant de 35 000 F :

Enveloppe 9225 - chapitre 67 - article 6713 - fonction 53 : « Primes municipales à l'amélioration de l'Habitat » - 15 000 F.

Enveloppe 8294 - chapitre 65 - article 6574 - fonction 53 : « Réhabilitation de logements locatifs conventionnés ou intermédiaires » - 20 000 F.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous proposons bien vouloir approuver ces réservations de crédits.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/843

OBJET

Avances sur subventions destinées
aux associations à caractère social
dans le cadre de la Campagne Pauvreté-
Précarité 1999

Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs

La Ville de Lille souhaite, comme chaque année, apporter son soutien aux associations caritatives qui offrent aux plus démunis un abri, un repas, un accueil ou des soins médicaux dans le cadre de la Campagne Pauvreté-Précarité.

Cette aide financière ne peut cependant être versée dans sa globalité qu'après le vote du budget. Elle n'interviendra donc concrètement compte-tenu des délais de transmission en Préfecture et de mandatement et malgré toute la bonne volonté des services concernés quant à la rapidité de traitement que fin avril début mai.

Aussi, afin de ne pas pénaliser les partenaires associatifs qui oeuvrent dès maintenant sur le terrain et doivent procéder à de lourdes avances de trésorerie, en accord votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une avance sur la subvention de la Ville de Lille, au titre de l'exercice 1999, avance qui sera répartie de la manière suivante :

- A.R.S. (ex S.A.M.E.D.E.)	120 000 F
- A.B.E.J	75 000 F
- ARMEE DU SALUT	75 000 F
- CAPHARNAUM	40 000 F
- CROIX ROUGE	30 000 F
- SECOURS CATHOLIQUE	30 000 F
- SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	30 000 F
- RESTAURANTS DU COEUR	30 000 F
- COORDINATION MOBILE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION	30 000 F
- F.A.R.E.	27 500 F
- A.T.D. QUART MONDE	25 000 F
- S.O.S. VOYAGEURS	20 000 F
- BANQUE ALIMENTAIRE	17 500 F
- PETITS FRERES DES PAUVRES	15 000 F

TOTAL.

10 000 F
10 000 F
5 000 F
590 000 F

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/844

OBJET

Gestion par le Centre Communal d'Action
Sociale des secours d'urgence et avances
remboursables octroyés aux Lillois en
grande difficulté sociale et financière.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Depuis de nombreuses années, la Ville de Lille développe une action sociale en faveur des Lillois en difficulté sociale et financière que le Centre Communal d'Action Sociale a pour vocation de mettre en oeuvre.

Son action s'inscrit dans les dispositions législatives et réglementaires énoncées dans la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et le décret n°95-562 du 6 mai 1995 relatif aux Centres Communaux d'Action Sociale.

Son rôle et ses missions auprès des publics en difficulté sont rappelés dans la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

Il convient de poursuivre les ajustements d'ordre juridique et financier entre la Ville et le C.C.A.S. dont les premières mesures ont été adoptées par délibération du Conseil Municipal en date du 6 avril 1998.

En accord avec les Présidents de Conseil de quartier réunis le 29 mai 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- confier la gestion par le C.C.A.S. à compter du 1er janvier 1999 des secours d'urgence et avances remboursables délivrés aux Lillois en grande difficulté ;

- prévoir l'affectation sous forme de subvention complémentaire au budget général du C.C.A.S. des crédits relatifs

aux secours d'urgence et avances remboursables précédemment inscrits au chapitre 67, article 6713, fonction 40, enveloppes 986, 6748, 1001, 1002, 997, 996, 995, 999, 994, 1005, 989, 1004 ;

- et par voie de conséquence, autoriser la transformation des régies d'avances instituées au sein des mairies de quartier pour le paiement de ces aides, en accord avec M. le Trésorier Principal.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/845

OBJET

Gestion par le Centre Communal d'Action Sociale des aides au transport et aux menues dépenses urgentes des Lillois en grande difficulté sociale et financière.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Depuis de nombreuses années, la Ville de Lille développe une action sociale en faveur des Lillois en difficulté sociale et financière que le Centre Communal d'Action Sociale a pour vocation de mettre en oeuvre.

Son action s'inscrit dans les dispositions législatives et réglementaires énoncées dans la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et le décret n°95-562 du 6 mai 1995 relatif aux Centres Communaux d'Action Sociale.

Son rôle et ses missions auprès des publics en difficulté sont rappelés dans la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

Il convient de poursuivre les ajustements d'ordre juridique et financier entre la Ville et le C.C.A.S. dont les premières mesures ont été adoptées par délibération du Conseil Municipal en date du 6 avril 1998.

En application de la délibération n°75/5004 du 9 mai 1975 qui portait réforme de l'aide aux travailleurs privés d'emploi, une régie d'avance a été créée au sein du service des Interventions Sociales Individuelles pour couvrir certaines menues dépenses et notamment l'achat de tickets de transport des Lillois en grande difficulté sociale et financière.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

VILLE DE LIÈGE

Aussi, nous vous demandons de bien vouloir :

- confier la gestion par le C.C.A.S. à compter du 1er janvier 1999, de cette aide et par voie de conséquence autoriser la transformation de la régie d'avances créée à cet effet ;

- prévoir l'affectation sous forme de subvention complémentaire au budget général du C.C.A.S. des crédits relatifs à cette prestation précédemment inscrits au chapitre 67, article 6713, fonction 48, enveloppe 1020.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/846

OBJET

Gestion par le Centre Communal d'Action
Sociale des colis alimentaires octroyés
aux Lillois en grande difficulté sociale
et financière.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Depuis de nombreuses années, la Ville de Lille développe une action sociale en faveur des Lillois en difficulté sociale et financière que le Centre Communal d'Action Sociale a pour vocation de mettre en oeuvre.

Son action s'inscrit dans les dispositions législatives et réglementaires énoncées dans la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et le décret n°95-562 du 6 mai 1995 relatif aux Centres Communaux d'Action Sociale.

Son rôle et ses missions auprès des publics en difficulté sont rappelés dans la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

Il convient de poursuivre les ajustements d'ordre juridique et financier entre la Ville et le C.C.A.S. dont les premières mesures ont été adoptées par délibération du Conseil Municipal en date du 6 avril 1998.

En accord avec les Présidents de Conseil de quartier réunis le 29 mai 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- confier la gestion par le C.C.A.S. à compter du 1er janvier 1999 des colis alimentaires délivrés aux Lillois en grande difficulté ;

- prévoir l'affectation sous forme de subvention complémentaire au budget général du C.C.A.S. des crédits relatifs aux colis alimentaires précédemment inscrits au chapitre 011, article 60623, fonction 48, enveloppe 985.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/991

OBJET

Subventions aux Associations à
caractère social et humanitaire.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Devant l'urgence sociale qu'impose la situation des personnes "sans papiers" aujourd'hui hébergées au Pavillon Cordonnier dans l'enceinte du C.H.R. de Lille, la Ville de Lille souhaite apporter son soutien à deux associations dans leurs actions menées au profit de ces personnes notamment afin de les accompagner et leur apporter l'aide indispensable dont elles ont besoin.

Nous vous demandons de bien vouloir accorder les subventions aux associations suivantes :

- Ligue des droits de l'homme 22 000 F
- Mouvement contre le Racisme et l'Amitié des Peuples 22 000 F

Les dépenses correspondantes seront à imputer au chapitre 67 - article 6745 - fonction 49.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/847

OBJET**AVANCES SUR SUBVENTIONS CONSENTIES
AUX EQUIPEMENTS DE PROXIMITE SOUS
CONTRAT (MAISONS DE QUARTIERS ET
CENTRES SOCIAUX) ET A L'UNION LILLOISE
DES EQUIPEMENTS DE PROXIMITE
AU TITRE DE 1999**Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Comme chaque année, afin de permettre aux Associations gestionnaires d'équipements et à l'Union Lilloise des Equipements de Proximité de faire face aux dépenses de personnel qui leur incombent et d'éviter des difficultés de trésorerie, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité réunie le 24 novembre 1998, d'approuver le principe d'une avance sur subvention de fonctionnement 1999 correspondant aux 20% de la subvention de l'exercice 1998 soit :

Nom de l'Association	Subvention allouée en 1998	Avance 1999 Proposée
Maison de Quartier de Fives	640 000 F	128 000 F
Maison de Quartier Concorde	500 000 F	100 000 F
Association pour la Gestion de la Maison de Quartier de Wazemmes	400 000 F	80 000 F
Maison de Quartier du Vieux-Lille	350 000 F	70 000 F
Quartier de Moulins - Associations Partenaires	1 330 694 F	266 138 F
Maison de Quartier des Bois-Blancs	730 000 F	146 000 F
Maison de Quartier de St Maurice Pellevoisin	200 000 F	40 000 F
Centre Social Marcel Bertrand	200 000 F	40 000 F
Centre Social Arbrisseau	141 000 F	28 200 F
Centre Social de Fives Mosaïque	110 000 F	22 000 F
Centre Social Parc des Expositions	140 000 F	28 000 F
Union Lilloise des Equipements de Proximité	270 000 F	54 000 F

Dans le cadre du maintien de l'intervention sociale sur le quartier de Moulins, en attente de l'ouverture du Centre Social Moulins - Belfort, nous vous proposons, en accord avec la Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité réunie le 24 novembre 1998, la répartition de cette subvention aux associations partenaires du quartier, suivant détail ci dessous :

Quartiers de Moulins Association Partenaires	Budget Total	Participation Proposée
FRANCAS-Association Départementale	725 100 F	70 000 F
Association INTER-LIGNES	43 600 F	3 200 F
Association l'ATELIER DE LA FILATURE	93 520 F	9 000 F
EXISTENCE	310 000 F	8 000 F
Association pour le Soutien Scolaire Collège Verlaine (APSCO)	11 900 F	2 380 F
LUC	135 675 F	9 000 F
SAFIA	136 320 F	3 000 F
ITINERAIRES	600 000 F	100 000 F

Les dépenses correspondantes sont à imputer sur les crédits à inscrire au Budget Primitif 1999 intitulé « Animation - Subventions aux Equipements de Proximité Maisons de Quartiers et Centre Sociaux » « Animation - Subvention de Fonctionnement à l'Union Lilloise des Equipements de Proximité ». Chapitre 65 article 6574, fonction 242 enveloppes 13638, 13639 et 13641.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/848

OBJETEQUIPEMENTS DE PROXIMITEATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONSPOSTES DE DIRECTEURS - 1ERE AVANCEAU TITRE DE 1999

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

Certains équipements socio-éducatifs (Maisons de Quartier), gérés par des associations loi 1901 et implantés dans les locaux municipaux, bénéficient d'un mode de gestion contractuel engageant la municipalité sur le plan financier.

Cet engagement se traduit notamment par le versement d'une subvention de fonctionnement et la participation au coût de poste (salaires et charges) des 4 directeurs des Maisons de Quartier de Wazemmes, du Vieux-Lille, Concorde au Faubourg de Béthune, et des Bois-Blancs, alloués aux Associations gestionnaires.

Nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité réunie le 24 novembre 1998, de vous prononcer sur l'octroi d'avances sur subventions au titre de 1999 selon la répartition suivante et correspondant à 20% des dépenses engagées en 1998.

	Subvention allouée en 1998 participation au Poste de Directeur	Avance 1999 Proposée
Association pour la Gestion de la Maison de Quartier de Wazemmes	309 000	61 800
Association Centre Social Godeleine Petit - Maison de Quartier du Vieux- Lille	309 000	61 800
Association Centre Social Concorde - Maison de Quartier du Fg de Béthune	309 000	61 800
Association Maison de Quartier des Bois-Blancs	331 500	66 300

Les dépenses correspondantes sont à imputer sur les crédits à inscrire au Budget Primitif 1999 intitulé « Subventions - Directions des Equipements de Proximité ».

Chapitre 65 - Art. 6574 - Fonction 242, Enveloppe 9243.

ADOPTÉE à l'unanimité

Nom de l'association	Subvention proposée (déjà) - Avance 1999 proposée
Association Départementale des Francs et Francs Carrières	500 000 F - 125 000 F

Les dépenses correspondantes sont à imputer sur les crédits à inscrire au

« Budget Primitif 1999 intitulé « Subventions - Directions des Equipements de Proximité ».

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/849

OBJET**AVANCE SUR SUBVENTION CONSENTIE
A LA MISSION ENFANCE DE LILLE-SUD
AU TITRE DE 1999****Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**

Comme chaque année, afin de permettre aux Associations gestionnaires de faire face aux dépenses de fonctionnement qui leur incombent et d'éviter des difficultés de trésorerie, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité réunie le 24 novembre 1998, de bien vouloir approuver le principe d'une avance sur subvention de fonctionnement 1999 correspondant aux 25% de la subvention annuelle de l'exercice 1998 allouée à la Mission Enfance de Lille-Sud à l'Association suivante soit :

Nom de l'Association	Subvention accordée en 1998	Avance 1999 proposée
Association Départementale des Francs et Franches Camarades	500 000 F	125 000 F

La dépense correspondante est à imputer sur les crédits à inscrire au Budget Primitif 1999, intitulé « Animation - Mission Animation Lille-Sud - Subventions », Chapitre 65, Article 6574 Fonction 242 Enveloppe 13637.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/850

OBJETEQUIPEMENT DE PROXIMITERapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,CENTRE SOCIAL DES MARGUERITOISATTRIBUTION DE SUBVENTIONAU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALEDE FACHES THUMESNIL

L'Association de gestion du Centre Social des Margueritois à Fâches Thumesnil a été déclarée en liquidation judiciaire en octobre 1997, avant de se dissoudre.

Une nouvelle association aura donc en charge la gestion des activités du Centre Social rénové.

La particularité de cet équipement est que son territoire est intercommunal.

Construit en 1966 dans le cadre d'un programme d'habitat mixte sur les communes de Fâches Thumesnil, de Lille et de Ronchin, les familles adhérentes ont constamment été issues de ces trois communes, selon les répartitions moyennes suivantes :

55% pour Fâches Thumesnil

25% pour Lille

15% pour Ronchin

5% autres

Cette intercommunalité devrait se traduire dans le « projet Centre Social » adapté aux besoins des populations et harmonisé avec les politiques de services de proximité développés par ces communes.

L'élaboration du « projet Centre Social », son appropriation par les habitants et la structuration opérationnelle et appropriée des moyens humains, financiers et techniques du nouvel équipement est une étape essentielle pour son devenir.

C'est dans ce cadre que le recrutement d'un Chef de Projet chargé du pilotage de cette opération s'avère indispensable, avec une rémunération de 100.000 F, le Centre Communal d' Action Sociale de Fâches Thumesnil ayant été désigné comme employeur , et dont le financement pourrait se décomposer comme suit :

CAF de Lille	50.000 F
Ville de Fâches Thumesnil	37.500 F
Ville de Lille	12.500 F

Un groupe de suivi réunissant les principaux acteurs et partenaires du projet (CAF, Villes) dont la fonction sera de garantir et d'accompagner la mission du Chef de Projet sera, par ailleurs, mis en place.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Action Sociale et de la Solidarité réunie le 24 novembre 1998, de bien vouloir approuver :

- le principe de cette coopération intercommunale ;
- le versement d'une subvention de 12.500 F au Centre Communal d'Action Sociale de Fâches Thumesnil ;

Nom de l'Association	- l'imputation de la dépense correspondante sur les crédits inscrits au Budget Primitif 1998, Chapitre 65, Article 6574, Fonction 242, Enveloppe 13638 intitulé Animation - Subventions aux Equipements de Proximité - Maisons de Quartiers.
Association	
France	

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 décembre 1998

N° 98/851

OBJETSubventions destinées aux organismes
A caractère social – Personnes Agée.Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

L'aide financière de la Ville a été sollicitée sous forme de subventions par diverses associations à caractère social, au titre de l'année 1998.

Ces subventions leur seront attribuées en fonction d'un projet particulier identifié au sein des activités annuelles de chaque association et contractualisé avec la Ville par un contrat d'objectifs.

En accord avec votre Commission d'Action Sociale de la santé et de la solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder les subventions suivantes :

Sur le Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 43 – Enveloppe 1045 pour :

- CLUB EXTENSION « LUCIEN RAUWEL »	2 000 Frs
- UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE	15 000 Frs
- CARREFOUR DE L'AMITIE « CARRAMI »	5 000 Fr
- LOISIRS ET AMITIE	2 000 Frs
- DEPANN'AGE	30 000 Frs
- LES PETITS FRERES DES PAUVRES	20 500 Frs
- ARSMELI	10 000 Frs
- G 2 A	8 000 Frs

* * *

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/852

OBJET

Contrat Enfance - Subventions 1999
destinées à des structures diverses,
associatives ou publiques œuvrant en
faveur de la Petite Enfance autres que
les crèches ou pouponnières municipales.
Paielements partiels

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Les associations, gestionnaires de structures "Petite Enfance", connaissent des difficultés croissantes de trésorerie.

Pour leur permettre de mobiliser les fonds nécessaires à leur fonctionnement et notamment, de faire face à leurs dépenses de personnel sans avoir recours à la procédure de cessions de créances auprès des banques, nous vous proposons, dès maintenant, à partir du montant des subventions annuelles 1998, de nous autoriser à leur verser un acompte représentant 35 % de ce montant.

Les dépenses correspondantes seront imputées au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 9984 - fonction 463 sous l'intitulé "Contrat Enfance - Subventions de fonctionnement", sous réserve du vote du Budget Primitif.

C'est pourquoi en accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder les acomptes sur subventions comme suit :

- MAISON DE QUARTIER DES BOIS BLANCS	224 015 F
- LA GAMINERIE	113 050 F
- HALTE-GARDERIE LES DOUX CALINS	151 455 F
- ASSOCIATION SERVICE ACCUEIL	11 475 F
- MAISON DE QUARTIER CONCORDE	85 157 F
- LES BABELUTES	72 111 F
- CENTRE SOCIAL MOSAIQUE	95 205 F

- LES FRANCAS DE LILLE (Pour le quartier de Fives)	11 475 F
- LES FRANCAS DE LILLE (pour le quartier de Saint Maurice)	11 475 F
- HALTE GARDERIE DES ACACIAS (en accord avec le Conseil Communal d'Hellemmes)	87 201 F
- EDOUARD ET CELESTIN VONT EN BATEAU (en accord avec le Conseil Communal d'Hellemmes)	11 475 F
- CENTRE SOCIAL DE L'ARBRISSEAU	64 126 F
- GRANDIR	176 796 F
- CENTRE SOCIAL MARCEL BERTRAND	79 943 F
- LES PETITES CANAILLES	72 111 F
- CENTRE SOCIAL DU PARC DES EXPOSITIONS	128 507 F
- BOULES DE GOMME	112 762 F
- PERISCOPE	11 475 F
- CLUB DES MAMANS	96 109 F
- ASSOCIATION DE LA PETITE ENFANCE LES LIONCEAUX	224 981 F
- ASSOCIATION FAMILIALE DE LILLE	11 475 F
- INNNOV'ENFANCE	279 886 F
- MAISON DE QUARTIER DU VIEUX LILLE	247 372 F
- MAISON DE QUARTIER DE WAZEMMES	150 495 F
- A.D.N.S.E.A.	22 279 F

- FILOFIL

21 630 F

- A.R.P.E

25 992 F

- MAISON DE QUARTIER DE SAINT-MAURICE

11 475 F

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/853

OBJET

Association E.R.A.S

Versement d'une subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Relais essentiels et indispensables des politiques publiques auprès des habitants, les associations sont aujourd'hui les partenaires incontournables des politiques territoriales.

Ce phénomène est particulièrement sensible dans le secteur lillois de la Petite Enfance depuis la conclusion du Contrat Petite Enfance qui a induit une dynamique partenariale conséquente.

Actuellement, ce partenariat entre collectivités publiques et associations se transforme radicalement, passant d'un simple partenariat financier à une relation partenariale plus ample et plus complexe.

De plus en plus, les associations, soumises à des dispositions légales et réglementaires contraignantes, sollicitent le soutien technique de la Ville. Dans une perspective d'optimisation du partenariat, il est proposé de permettre aux associations du secteur de la Petite Enfance de bénéficier d'une formation spécifique relative au "développement de la vie associative".

Cette action de formation s'adressera tant aux salariés des associations, qu'aux bénévoles et qu'aux agents municipaux directement en relation avec les associations du secteur Petite Enfance. Elle sera assumée par l'association E.R.A.S.

Pour permettre à l'association de mettre en place et de développer cette formation, je vous propose de lui apporter une subvention de 50 000 francs correspondant à 8 journées de formation pour une trentaine de personnes.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une subvention de 50 000 F à l'association E.R.A.S.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 884 - fonction 463 sous l'intitulé "Haltes-garderies - Fonctionnement - Subventions".

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/854

OBJET

Organisme Cordée Ingénierie

Versement d'une subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Les Centres d'Animation de la Petite Enfance ont intégré le Contrat Enfance par voie d'avenant le 29 mai 1995.

Dans ce cadre, une coordination s'est établie entre le secteur associatif et municipal. Lors d'un groupe de réflexion autour des besoins en termes de formation, les responsables de C.A.P.E ont souhaité pouvoir bénéficier d'une qualification supplémentaire autour de l'accueil et de la communication.

C'est pourquoi, il est proposé de mettre en place une formation qui aurait pour objet d'améliorer les relations entre les professionnels et les parents en développant une démarche de réflexion sur l'accueil et les pratiques professionnelles.

Cette formation sera assurée par l'organisme Cordée Ingénierie qui a déjà mené de nombreuses actions dans le domaine de la Petite Enfance.

Pour permettre à cet organisme de mettre en place cette formation, je vous propose de lui attribuer une subvention de 40 000 francs correspondant à 5 journées de formation pour l'ensemble de l'équipe des C.A.P.E. et Centres de Loisirs maternels associatifs.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une subvention de 40 000 F à l'organisme CÔRDEE INGENIERIE.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 884 - fonction 463 sous l'intitulé " Haltes-garderies - Fonctionnement - Subventions".

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/855

OBJET

Fédération Lilloise des Régies
Techniques de Proximité
Versement d'une subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

L'aide financière de la Ville a été sollicitée sous forme de subvention par la Fédération Lilloise des Régies Techniques de Proximité.

Le service d'Animation pour l'Environnement urbain de la Fédération Lilloise des Régies Techniques de Proximité est constitué d'une équipe d'animateurs professionnels qui intervient auprès de l'ensemble de la population sur l'éducation à l'environnement en milieu urbain depuis le 1^{er} janvier 1998.

Dans le domaine de la Petite Enfance, ils sont confrontés à un manque d'outils pédagogiques adaptés pour les 3/6 ans relatifs à la découverte de l'environnement.

C'est pourquoi, la Fédération Lilloise des Régies Techniques de Proximité sollicite une aide financière de 50 000 francs afin de créer un outil pédagogique complet au travers de supports et d'animation spécifique à la Petite Enfance abordant tous les thèmes de l'environnement en Ville : qualité de l'air, les transports, l'eau, la nature en ville, l'énergie.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une subvention de 50 000 F à la FEDERATION LILLOISE DES REGIES TECHNIQUES DE PROXIMITE.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 884 - fonction 463 sous l'intitulé " Haltes-garderies - Fonctionnement - Subventions".

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/856

OBJET

Versement de la prestation Contrat
Enfance relative aux Centres
d'Animation Petite Enfance à la Caisse
des Ecoles

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Le fonctionnement des Centres d'Animation Petite Enfance (C.A.P.E) municipaux pour l'accueil du mercredi en période scolaire et pour les périodes des vacances de Toussaint et Noël a été intégré au Contrat Enfance dans l'avenant n°1, voté par le Conseil Municipal lors de sa séance du 29 mai 1995.

La prise en compte du fonctionnement de ces C.A.P.E a pour conséquence une augmentation sensible de la prestation Contrat Enfance à faire valoir par la Ville de Lille au titre des dépenses de l'année 1997 ; cette prestation supplémentaire s'élève à 881 032 francs.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à verser à la Caisse des Ecoles, une subvention dont le montant correspond à ce qui est versé par la Caisse d'Allocations Familiales au titre de l'activité des CAPE et qui s'élève à 881 032 Francs.

La somme correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits au chapitre 65 - fonction 183 - article 65736 - enveloppe 13181 - sous l'intitulé "Contrat Enfance Subvention de fonctionnement Caisse des Ecoles".

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/857

OBJET

Maison de quartier – Centre Social de
Wazemmes
Organisation d'une manifestation –
Versement d'une subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Dans le cadre des Journées de l'Enfance organisées les 27 et 28 novembre 1998, il est proposé de clôturer l'événement par la mise en place d'une fête riche en découvertes interculturelles (musique Raï, antillaise, percussions africaines, accordéoniste...) qui se déroulera à la Maison de Quartier - Centre Social de Wazemmes, 36 rue d'Eylau, qui sera chargé du repas et de l'organisation du spectacle.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une subvention de 30 000 F à la MAISON DE QUARTIER DE WAZEMMES.

La dépense sera imputée au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 9984 - fonction 463 sous l'intitulé " Contrat Enfance – Subventions ».

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/858

OBJET

Crèches Municipales
Accueil à temps partiel

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

L'évolution du monde du travail permet le développement du temps partiel dans tous les secteurs d'activité. Face à ce phénomène, il est indispensable d'adapter le service public offert.

A ce titre, il est décidé d'offrir aux usagers des crèches municipales la possibilité d'un accueil dans les structures à temps partiel.

A compter du 1^{er} janvier 1999, les usagers pourront inscrire leur enfant en crèche municipale soit pour un temps plein mensualisé à 20 jours, soit pour un temps partiel de 80 % mensualisé à 16 jours.

La journée de congé choisie devra rester fixe pendant une période d'au moins 6 mois.

La tarification applicable pour cet accueil sera égale à 80 % de la tarification à temps plein.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir adopter ces nouvelles dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998
N° 98/859

OBJET

Pouponnière Municipale
Organisation d'un spectacle par
l'association "Les Tréteaux Blancs"
Versement d'une subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

L'association "Les Tréteaux Blancs" forme depuis 1990 des jeunes de 11 à 16 ans à des pratiques théâtrales pour assurer des représentations en milieu hospitalier à l'attention de personnes âgées ou d'enfants malades ou handicapés.

Leur objectif est d'ouvrir l'hôpital sur l'extérieur tout en favorisant la rencontre, à travers le théâtre, entre des enfants comédiens et des enfants hospitalisés. Cette association qui exerce son activité avec succès depuis plusieurs années est animée par des bénévoles.

La pouponnière municipale intéressée par l'activité de cette association désire l'associer dans l'organisation d'un spectacle de Noël pour les enfants. La participation financière demandée par cette association pour animer ce spectacle permettra de couvrir le paiement des frais de déplacement de la troupe dans le Nord et s'élève à 4 500 frs.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir verser à l'association LES TRETEAUX BLANCS une aide financière pour un montant de 4 500 francs.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 884 - fonction 463 sous l'intitulé "Haltes-garderies - Fonctionnement - Subventions".

ADOPTÉE à l'unanimité

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/860

OBJET

Centre régional de la marionnette
Organisation d'un spectacle - Versement
d'une subvention

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

Dans le cadre de l'atelier d'éveil et de découverte mis en place le samedi 28 novembre après-midi lors des Journées de l'Enfance, il sera proposé aux parents et enfants lillois un spectacle de marionnettes à titre gratuit.

Ce spectacle inter-actif sur la base du Jeu de l'Oie présenté par le Centre Régional de la marionnette sera d'une durée de 40 minutes. L'aide financière sollicitée par le Centre Régional de la Marionnette s'élève à 3 165 francs.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une subvention de 3 165 francs au CENTRE REGIONAL DE LA MARIONNETTE.

La dépense sera imputée au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 12570 - fonction 463 sous l'intitulé " Actions de prévention de la maltraitance - subventions".

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/861

OBJET

Association sportive et culturelle du
foyer GRAFTEAU (A.S.C.F.G)
Versement d'une subvention
exceptionnelle

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

L'Association Sportive et Culturelle du Foyer GRAFTEAU a élaboré, en partenariat avec l'Association Familiale et Interprofessionnelle pour l'Intégration de l'Enfant Handicapé, un projet visant à mettre à la disposition des professionnels de la petite enfance des outils spécifiques de formation et d'information, sur l'accueil de l'enfant porteur de handicaps et sa famille dans les structures Petite Enfance.

Le film a été choisi comme support d'outil pédagogique.

L'association A.S.C.F.G envisage de réaliser sept petits films sur ce thème et sollicite une aide financière à hauteur de 7 698 francs pour concrétiser ce projet.

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une subvention de 7 698 F au FOYER GRATEAU.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 9984 - fonction 463 sous l'intitulé "Contrat Enfance - Subventions de fonctionnement.

ADOPTÉE à l'unanimité

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N°98/862

OBJET

Journées de l'Enfance
des 27 et 28 novembre 1998
Prise en charge des frais de réception

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

En vue de la célébration par la Ville de Lille de la Journée Universelle des Droits de l'Enfant, il a été proposé, par un rapport établi en février 1998, d'organiser une manifestation exceptionnelle à Lille en faveur de la promotion de l'enfance et de ses droits les 27 et 28 novembre 1998.

Dans ce cadre, un forum inter quartiers de la petite enfance sera organisé le vendredi 27 novembre. Il sera ouvert aux partenaires du Contrat Enfance et consacré à une réflexion autour de la parentalité.

Le samedi 28 novembre, outre une exposition permanente dans le grand hall de l'Hôtel de Ville, se tiendra une table ronde sur la convention internationale des droits de l'enfant qui réunira plusieurs personnalités.

Les personnes qui ont accepté de participer à ces manifestations, le feront à titre bénévole. La Ville de Lille prendra en charge les frais de réception (transport, repas, hébergement etc....).

En accord avec votre Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, réunie le 24 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le paiement des frais de réception.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 11 - article 6288 - enveloppe budgétaire 13600 - fonction 463 sous l'intitulé "Contrat Enfance - Virements de crédits à d'autres services".

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/863

OBJETPouponnière Municipale
Dotation Globale

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

La Pouponnière Municipale est actuellement financée sur la base d'un prix de journée établi par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (D.D.A.S.S.) sur proposition de la VILLE DE LILLE.

Par application de la réforme nationale initiée en 1997 portant modification des modalités de financement des établissements de santé et des maisons d'enfants, il a été décidé par la D.D.A.S.S. de financer la Pouponnière Municipale de Lille sur la base d'une dotation globale comme les établissements de même catégorie de caractère privé.

En conséquence, je vous demande d'autoriser le passage de la Pouponnière Municipale sous dotation globale.

Dès 1999, les règlements seront faits par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sous forme d'acomptes mensuels équivalents à 1/12^{ème} de l'enveloppe annuelle.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N°98/864

OBJETPrix Jean LEVY
- Attribution du prixRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 96/746 du 16 décembre 1996, le Conseil Municipal acceptait le don consenti par Feu Monsieur le Bâtonnier Jean LEVY, Adjoint Honoraire de la Ville de Lille, en faveur de la Ville de Lille.

Cette libéralité d'un montant de 300.000 Francs était spécifiquement destinée à la création d'un prix culturel portant le nom du Bâtonnier Jean LEVY.

Pour l'année 1998, en accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous proposons de bien vouloir attribuer ce prix d'un montant de 20.000 Francs à Michel QUINT, d'origine roubaisienne, auteur reconnu de romans noirs dont les intrigues ont, notamment, pour décor la métropole lilloise.

La dépense en résultant sera imputée sur les crédits inscrits au Budget Primitif de la Ville au chapitre 67 article 6714 fonction 241 enveloppe 12437.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N°98/865

OBJET

Don de Gilles GERNEZ

- Acceptation

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Gilles GERNEZ a fait part de son intention de faire don à la Ville de Lille de l'une de ses oeuvres :

- un buste représentant François MITTERRAND
hauteur : 0,37 m
largeur : 0,23 m
plâtre patiné faux bronze

Ce buste est estimé à 30.000 Francs.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accepter ce don.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/866

OBJETAttribution de subventions
à quatre associations culturellesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Il est proposé de verser une subvention de fonctionnement à quatre associations, compte tenu de l'action qu'elles ont développée en matière culturelle tout au long de l'année 1998.

Il s'agit de :

- l'association O.C.C.E. école Anatole France qui s'est donnée pour objectif l'éducation civique, morale, sociale, économique et intellectuelle des coopérateurs dans les écoles et établissements laïques d'enseignement et d'éducation et, à cette fin, a mené une action intitulée " Livres en fête" qui porte, comme son nom l'indique sur la lecture et l'écriture.

Montant de la subvention

1.000 Francs

- la Bibliothèque des Hôpitaux Région Nord qui oeuvre depuis plus de 50 ans dans les hôpitaux lillois et souhaite acquérir des livres neufs, le livre constituant en fait un vecteur essentiel pour instaurer une relation privilégiée avec les malades.

Montant de la subvention

5.000 Francs

- l'association "La Renaissance Française du Nord/Pas de Calais" qui a mis en place un concours littéraire s'adressant à un public scolaire et aux adultes.

Montant de la subvention

2.000 Francs

- l'association "Lille aux livres" qui mène depuis un certain nombre d'années des actions en direction de la lecture sur plusieurs quartiers lillois et a participé aux Journées du Patrimoine.

Montant de la subvention

6.000 Francs

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir imputer ces subventions au titre de l'exercice 1998 sur les crédits ouverts au chapitre 65 article 6574 fonction 241 enveloppe 12412.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/867

OBJET

Adhésion à l'association
pour la mise en valeur des espaces fortifiés
de la Région Nord/Pas de Calais,
au Parc de Matériel
Région Nord/Pas de Calais
et à la Fondation de Lille
- Versement des cotisations

Rapport de Monsieur le Maire
 Mesdames, Messieurs,

L'association pour la mise en valeur des espaces fortifiés de la Région Nord/Pas de Calais mène depuis 18 ans de multiples actions pour l'animation et la promotion du patrimoine fortifié régional.

Le Parc de Matériel Région Nord/Pas de Calais., quant à lui, loue - dès lors que l'on est adhérent - le matériel technique nécessaire, notamment, à l'organisation de manifestations culturelles.

Enfin, l'association des Amis de la Fondation de Lille a pour but essentiel de réaliser, d'aider ou de participer à toute action de caractère philanthropique, éducatif, médical mais aussi culturel.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, il vous est donc proposé d'adhérer à ces trois organismes et d'acquitter les cotisations d'adhésion qui s'élèvent respectivement à 5.000 Francs, 50 Francs et 200 Francs.

La dépense en résultant sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 011 article 628.1 fonction 241 enveloppe 2606.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 14 décembre 1998
N° 98/868
OBJETRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,Bibliothèque municipaleDemandes de subvention auprès de l'Etat et
du Département pour le mobilier et lematériel informatique de la Bibliothèque de Lille-Sud

Le mobilier et le matériel informatique nécessaires au fonctionnement de la Bibliothèque de quartier de Lille-Sud doivent être acquis prochainement.

Le coût de l'ensemble s'établit comme suit :

- | | |
|-------------------------|----------------|
| - mobilier | 385 364 F H.T. |
| - matériel informatique | 207 953 F H.T. |

Ces acquisitions sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat et le Département.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à solliciter auprès de l'Etat et du Département une subvention au plus haut taux, de prévoir en temps opportun l'admission en recettes de celles-ci.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/869

OBJETBibliothèque Municipale –
Abonnement – Création de tarifs

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous proposons d'accepter la création d'un tarif pour les personnes titulaires du RMI résidant à Lille ou Hellemmes. Les tarifs appliqués dans les différents services de la Bibliothèque qui ont été fixés par le Conseil Municipal du 12 mai 1997 doivent être modifiés en conséquence. Les tarifs seront applicables à compter du 01/01/99.

Abonnement annuel au service prêt de livres « Bibliothèque »

100 F

Tarif préférentiel pour :

- Lillois et Hellemmois

Gratuit

- Non Lillois jusque 13 ans

Gratuit

- Jeune non Lillois de 13 à 17 ans et de plus de 17 ans fréquentant un établissement scolaire Lillois ou Hellemmois

Gratuit

Abonnement annuel aux services de prêt de disques et de livres« Discothèque » « Bibliothèque »

150 F

Tarif préférentiel pour :

- Lillois et Hellemmois à partir de 13 ans

100 F

- Jeunes non Lillois de 13 à 17 ans et de plus de 17 ans

fréquentant un établissement d'enseignement secondaire Lillois ou Hellemmois

100 F

- Jeunes mariés Lillois ou Hellemmois, Travailleurs privés d'emploi

résidant à Lille ou Hellemmes, Rmistes résidant à Lille ou Hellemmes

50 F

Abonnement annuel aux services de prêt de cassettes-vidéo et de livres « Vidéotheque » « Bibliothèque »

150 F

Tarif préférentiel pour :

- Lillois et Hellemmois à partir de 13 ans

100 F

- Jeunes non Lillois de 13 à 17 ans et de plus de 17 ans fréquentant un établissement d'enseignement scolaire Lillois ou Hellemmois

100 F

- Jeunes mariés Lillois ou Hellemmois, Travailleurs privés d'emploi résidant à Lille ou Hellemmes, Rmistes résidant à Lille ou Hellemmes

50 F

Abonnement annuel aux services de prêt de cassettes-vidéo, de disques et de livres « Médiathèque » :

250 F

- Tarif préférentiel pour :

- Lillois et Hellemmois à partir de 13 ans

150 F

- Jeunes non Lillois de 13 à 17 ans et de plus de 17 ans fréquentant un établissement secondaire Lillois ou Hellemmois

150 F

- Jeunes mariés Lillois ou Hellemmois, Travailleurs privés d'emploi résidant à Lille ou Hellemmes, Rmistes résidant à Lille ou Hellemmes

75 F

- Employés municipaux de la Ville de Lille ne résidant pas à Lille ou Hellemmes

150 F

- Employés municipaux de la Ville de Lille résidant à Lille ou Hellemmes

75 F

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N°98/870

OBJETThéâtre Sébastopol - Mise en conformité -
Avenant aux lots n°1 - 3 - 4 - 6 - 8 - 10

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°97/245 du 12 mai 1997, vous avez autorisé les travaux de mise en sécurité du Théâtre Sébastopol.

Au cours de la réalisation de ces travaux, la présence d'amiante a été découverte dans certaines cloisons des loges. Conformément aux dispositions du décret n°96/98 sur l'amiante, nous avons donc dû déposer celles-ci et en recréer d'autres.

D'autre part, suite au rapport de la commission départementale de sécurité, il a été demandé d'ajouter quatre robinets d'incendie armés et de diffuser un message sonore en complément de l'alarme incendie dans le bloc salle. De plus, dans le cadre de la dépose des plafonds existants, des vides de construction supérieurs à 0,80 mètre ont été découverts, nécessitant l'installation d'une détection incendie supplémentaire.

Par ailleurs, l'Association des Paralysés de France a sollicité dans le cadre de son rapport remis suite à la déclaration de travaux, la pose de nez-de-marches contrastés.

La réalisation de l'ensemble de ces modifications représente une plus-value pour les lots :

Lot n°1 : Gros-Oeuvre - Société S.N.E.P.

Montant initial :
895.081,14 F.

Avenant :
49.319,13 F.

Nouveau montant :
944.400,27 F.

Lot n°4 : Cloisons doublage - Société KARPINSKI

Montant initial :
595.238,10 F.

Avenant :
80.639,19 F.

Nouveau montant :
675.877,29 F.

Lot n°6 : Revêtements de sols faïences - Société ARDECO

Montant initial :
505.175,96 F.

Avenant :
10.976,66 F.

Nouveau montant :
516.152,62 F.

Lot n°8 : Plomberie - Sanitaire - Société SANTERNE

Montant initial :
900.500,90 F.

Avenant :
19.709,65 F.

Nouveau montant :
920.210,55 F.

Lot n°10 - Electricité - Société SPIE TRINDEL

<u>Montant initial :</u>	<u>Avenant :</u>	<u>Nouveau montant :</u>
2.510.296,23 F.	70.731,90 F.	2.581.028,13 F.

Dans le cadre du lot menuiseries, certaines modifications des prestations et notamment le remplacement des vitreries extérieures et la préparation des supports, prévues également au lot : réfection des façades, ont été supprimées. Ce qui représente une moins-value au :

Lot n°3 : Menuiseries bois - Société ROOS

<u>Montant initial :</u>	<u>Avenant :</u>	<u>Nouveau montant :</u>
1.583.119,76 F.	- 83.509,47 F.	1.499.610,29 F.

Afin de permettre la réalisation de l'ensemble de ces modifications, nous vous demandons, en accord avec vos commissions de la Culture et d'appel d'offres qui se sont réunies respectivement les 25 novembre et 1er décembre 1998, de bien vouloir autoriser la passation des avenants aux lots cités ci-dessus.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/871

OBJET

Palais des Beaux Arts - Exposition Goya
« un regard libre » (11 décembre 1998
au 14 mars 1999) - Autorisation
d'encaissement des subventions -
Ouverture des crédits d'emploi
correspondants.

Rapport de Monsieur le Maire
 Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 98/414 du 29 juin 1998, la Ville de Lille a autorisé la présentation de l'exposition en avalisant les conventions la liant à la Réunion des Musées Nationaux mandatée par la Ville dans l'organisation de l'exposition et le Philadelphia Museum of Art, co-organisateur.

Il convient à ce jour d'acter les demandes de subvention sollicitées dans ce cadre auprès des institutions suivantes :

DRAC

CONSEIL REGIONAL

1998 : 500 000 F

1998 : 1 500 000 F

1999 : 500 000 F

CUDL/A.F.A.A.

CONSEIL GENERAL

1998 : 300 000 F

1998 : 500 000 F

1999 : 500 000 F

1999 : 500 000 F

Le FEDER a été sollicité à hauteur de 1 200 000 F par délibération n°98/602 du 28 septembre 1998.

En accord avec la commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser l'encaissement des subventions et de prévoir l'ouverture des crédits d'emploi correspondants.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/872

OBJET

Palais des Beaux Arts - exposition Goya
« un regard libre » - déplacements de
journalistes - prise en charge des frais de
transports, hébergement et repas.

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Dans le cadre de l'exposition Goya, « un regard libre » qui se tiendra du 11 décembre 1998 au 14 mars 1999, il a été envisagé, compte tenu de l'importance de cette manifestation, de faire venir à Lille des journalistes nationaux et internationaux.

Il est d'usage dans ces circonstances de prendre en charge les frais afférents aux déplacements des journalistes (transports en train et repas) ainsi que les frais liés à leur hébergement, pour les journalistes étrangers.

En accord avec la commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons l'autorisation de prendre en charge ces frais divers, considérant que l'hébergement concernera une dizaine de personnes environ, et les déplacements et repas, 50 personnes.

Les frais d'hébergement et de transport seront imputés sur l'article 625.1, enveloppe 12618 ; les frais de repas seront imputés sur l'article 623.2, enveloppe 12561.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/873

OBJETPalais des Beaux Arts - Rétrocession de
catalogues sur la régie de recettesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Par délibération, la Ville de Lille a décidé de mettre en vente des catalogues et affiches reflétant la richesse des collections du Musée des Beaux Arts et traduisant le travail scientifique des conservateurs;

Un certain nombre de ces catalogues n'étaient pas mis en vente afin de servir d'outils de communication plus précisément en faveur d'autres musées nationaux ou internationaux.

Afin de prolonger cette communication, il serait opportun de retirer de la vente, les exemplaires des catalogues suivants :

titre	nombre d'exemplaires
Croisement des Savoirs	1 505
Belleze	7
Faïence	19
affiches (25 F)	247
Renaissance baroque	292
affiches (25 F)	124
affiches (60 F)	128
Plans en reliefs	326
affiches (25 F)	324
affiches (80 F)	90
Boilly	93
affiches (25 F)	1 311
affiches (60 F)	63
Dodeigne (10 F)	22

et de les destiner aux activités de communication et d'échanges scientifiques du musée.

En accord avec la commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accepter cette proposition.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/874

OBJETPalais des Beaux Arts - Projet de prêt de
tableaux à Monsieur Nonaka.Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

La Société White Public Relation, installée au Japon, dont le Président Directeur Général est Monsieur Nonaka, remplit un rôle d'intermédiaire entre des musées français et des musées japonais.

Cette société qui est notamment intervenue dans le déplacement des collections du Palais des Beaux Arts à l'occasion de sa fermeture, nous demande à nouveau de lui prêter en 1999, un certain nombre de tableaux dont la liste est jointe. Il s'agit essentiellement de tableaux du 19ème siècle autour du paysage. Dix-sept des cinquante-six tableaux sollicités sont installés dans les collections permanentes.

En accord avec la commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accepter ce prêt, sous réserve que les musées japonais susceptibles d'accueillir cette exposition, disposent d'une notoriété suffisante pour organiser une communication et mettre en valeur la Ville de Lille de façon significative. Par ailleurs, attendu que le musée de Lille se dépare de collections et d'oeuvres très appréciées du public nordiste, il conviendrait que la convention fasse apparaître une contrepartie financière intéressante approchant le million de francs. Enfin, le principe d'accorder un prêt dans ces conditions ne pourra être reconduit, maintenant que le musée est réouvert. Les négociations permettant d'aboutir à une convention avec la White Public Relation devront impérativement tenir compte de l'ensemble de ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

**PALAIS
DES
BEAUX-ARTS
LILLE**

Exposition : « Paysages Français du XIXe siècle »

Tableaux du Musée de Lille :

Lepic	Berck	P. 729
Boudin :	Camaret	P. 1737
Courbet	Meuse	P. 528
Sisley	Après la débâcle	P. 1894
Monet	Débâcle	P. 1891
Renoir	Route de Louveciennes	P. 1735
Michel	Paysage	P. 1732
P. Huet	Effet du soir	P. 484
Corot	Le Pâtre	P. 541
Troyon	Forêt de Fontainebleau	P. 469
Millet	Becquée	P. 543
Daubigny	Soleil levant	P. 496
Roelofs	Paysage	P. 674
Chassériau	Marchand Arabe	P. 1710
Courbet	Abbaye de Loos	P. 538
Jongking	Les patineurs	P. 1888
Boudin	Deauville	P. 1887

attr. à Courbet	Paysage	P. 539
Courbet	Marine	P. 545
Ziem	Le Palais des doges	P. 1472
Ziem	Grand canal à Venise	P. 1473
Chintreuil	Etude de roches	P. 519
Washington	Nomades	P. 648
Monticelli	Scène de Decameron	P. 516
Monticelli	paysage à la palissade	P. 512
Rosa Bonheur	Pâturage	P. 602
Anastasi	Saison des foins	P. 425
Harpignies	Un sous-bois	P. 612
Harpignies	Grand paysage à la mare	P. 552
Rousseau	La Seine à Villeneuve Saint Georges	P. 546
Cabat	Paysage	P. 449
Dutilleux	Port de Dunkerque	P. 1886
Dutilleux	Pré Larcher	P. 1885
Dutilleux	Habitation rustique	P. 476
Brascassat	Taureau	P. 493
Decamps	La chasse	P. 520
Colin	Le castillo	P. 1867
Lebourg	Vue de Rouen	P. 1738
Lebourg	Vallée de la Seine	P. 1889
Lebourg	La Seine et l'île Lacroix	P. 1740
Lebourg	Notre Dame de Paris	P. 1739
Lebourg	L'île Lacroix	P. 1706
Guillaumin	Paysage de la Creuse	P. 1744
Lépine	Quai de la Seine	P. 1890

Marquet	Mer calme	P. 1975
Luce	Paysage	P. 605
Luce	La Seine	P. 1973
Breton	Paysage à Cernay	P. 705
Breton	Paysage à Cernay	P. 498

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/875

OBJET

Musée d'Histoire Naturelle/
Université des Sciences et
Technologies de Lille -
Convention de mise à disposition
Gratuite des collections appartenant
à l'Université.

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

L'Université des Sciences et Technologies de Lille met gratuitement à la disposition du Musée d'Histoire Naturelle, les collections de paléfaunes fixées sur les plaquettes stockées dans les salles 13 et 14 du sous-sol du bâtiment SN5 de l'UFR des Sciences de la Terre.

Ces collections seront intégrées dans leur totalité à celles du Musée d'Histoire Naturelle ; elles seront également inventoriées et mises à disposition de tout chercheur qui en ferait la demande.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 Novembre 1998, nous vous proposons de bien vouloir autoriser la signature de la convention annexée.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/876

OBJETMusée d'Histoire Naturelle
et d'Ethnographie.
Enrichissement des Collections.Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Suite au vote du budget supplémentaire, nous vous informons que 3 actions viennent d'être menées, grâce à l'attribution d'une subvention du Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie et de la réaffectation des droits d'entrée perçus au musée.

- Acquisitions de 13 superbes pièces de Nouvelle Guinée, destinées à enrichir les collections ethnographiques extra européennes.
- Acquisition de 19 photographies d'art (film infra rouge, tirage sur papier baryté), réalisées en Nouvelle Guinée.

De tels documents ne se trouveront plus dans les années à venir, en raison de la pénétration du monde moderne en Nouvelle Guinée et de la destructuration culturelle qui l'accompagne ; il s'intégreront d'autant mieux aux collections ethnographiques conservées au musée que les objets provenant de Mélanésie y sont sous représentés

- Acquisition de 150 insectes, papillons et coléoptères d'Amérique centrale, directement auprès d'un chasseur professionnel ; ceci permet d'enrichir les collections d'histoire naturelle d'échantillons peu courants sur le marché et à un prix très compétitif

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 Novembre 1998, nous vous informons de cet enrichissement des collections.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/877

OBJETMusée d'Histoire Naturelle.
Don de Monsieur Pierre LOOS
de BruxellesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Monsieur Pierre Loos a fait don au Musée de d'une spatule à chaux en os et coquillages provenant du Sépic (Nouvelle Guinée). Cette pièce ancienne avait été acquise lors d'une vente en Ecosse.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accepter ce don.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/878

OBJETMusée d'Histoire Naturelle.
Don de Madame DEFRETIN
de NomainRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Madame Defretin a fait don au Musée de 100 oiseaux régionaux, collection provenant de son père, membre du Groupe Ornithologique du Nord. Ces oiseaux sont extrêmement intéressants en raison de la qualité de leur naturalisation.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accepter ce don.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/879

OBJETMusée d'Histoire Naturelle
Don de Monsieur Pierre PAILLARD
de ParisRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Monsieur Pierre Paillard de Paris a fait don au Musée de 40 agrandissements photographiques réalisés en Nouvelle Guinée ; il est le premier français à avoir remonté le fleuve Sépéc dans les années 1956.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accepter ce don.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N°98/880

OBJET

Musée d'Histoire
Naturelle - Opération -
d'acquisition de la collection de Rosny.
Sollicitation de subventions.
Admission en recettes.
Ouverture du crédit d'emploi.

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Monsieur de Rosny, de Nielles les Ardres, nous propose l'acquisition, pour un million de francs, d'une collection de 2024 oiseaux et de 200 mammifères régionaux constituée au milieu du XIXème siècle dans la baie de Somme. Cette collection a été expertisée par M.Radigois, Conservateur en chef du Museum de Lille, et contre expertisée par M. le professeur Tranier, Directeur du Laboratoire de Zoologie du Museum National d'Histoire Naturelle de Paris. Leurs conclusions sont identiques : le prix est justifié et la collection est d'un intérêt historique, scientifique et patrimonial exceptionnel pour notre région.

En accord avec la Commission de la Culture et celle des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunies respectivement les 25 et 30 novembre 1998, nous vous demandons :

- l'autorisation d'organiser son montage (acquisition et conservation préventive), en sollicitant des subventions au taux maximum auprès :
 - du Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie,
 - du Conseil Général du Nord,
 - du Conseil Régional Nord Pas de Calais.
- L'admissions en recettes des subventions qui seront attribuées.
- L'ouverture du crédit d'emploi chap 21 art.2168 code service 06010506, enveloppe à créer.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N°98/881

OBJETMusée Industriel et
Commercial -Demande de subvention auprès du FRAM.Admission en recettes.Ouverture du crédit d'emploi.Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Le Musée Industriel et Commercial a eu l'opportunité d'acquérir 5 lots de photographies anciennes lors d'une vente à l'Hôtel Drouot le 5 juin 1998*. Cette opération a été réalisée par préemption, avec le soutien et l'autorisation de la Direction des Musées de France ; à ce titre, elle peut bénéficier d'une subvention du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées.

En accord avec la Commission de la Culture et celle des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunies respectivement les 25 et 30 Novembre 1998, nous vous demandons :

- l'autorisation de solliciter cette subvention à un taux maximum,
- de prévoir l'encaissement en temps opportun,
- l'ouverture du crédit d'emploi au chap.21, article 2162 enveloppe 14123.

* 5 lots de photographies réalisées à Lille par LE BLONDEL dans les années 1855.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/882

OBJET

Musée d'Histoire Naturelle...
Exposition "Déchets corrects exigés".
Horaires tarifs et ventes.

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Conformément à la délibération n° 98/46 du Conseil Municipal (séance du 16/2/98) établissant la programmation culturelle du Musée d'Histoire Naturelle, l'exposition "Déchets corrects exigés", acte 1 de la trilogie environnementale, sera présentée au public du Musée d'Histoire Naturelle du 7 Février au 6 Juin inclus.

L'exposition circulera ensuite en France, pendant 2 à 4 ans.

Durant la période de présentation de l'exposition à Lille, nous envisageons les modalités suivantes :

- horaires :

les jours et heures d'ouverture restent les mêmes sauf pour les dimanches et les jours fériés :

- . fermeture mardi et samedi,
- . ouverture de 9h à 12h et de 14h à 17h en semaine,
- . ouverture de 10h à 13h et de 14h à 18h le dimanche et les jours fériés suivants :
 Dimanche et Lundi de Pâques (4 et 5 Avril 1999)
 Jeudi de l'Ascension (13 Mai 1999)
 Dimanche et Lundi de Pentecôte (23 et 24 Mai 1999)

- tarifs d'entrée :

il est proposé de pratiquer tous les jours, y compris le dimanche, les tarifs suivants :

- . enfants : 10F. adultes : 20F. aucun tarif de groupe ne sera pratiqué

- ventes :

il est proposé de mettre en vente divers articles selon les modalités suivantes :

- . 1000 feuilles de papier recyclé avec incrustations, à 5F pièce
- . 500 enveloppes en papier recyclé, à 3F pièce
- . 100 ramettes de 250 feuilles de papier recyclé, à 30F la ramette
- . 200 coffrets de 10 cartes postales humoristiques sur les déchets, à 30F le coffret
- . des livres : 100 à 49F pièce et 40 à 62F
- . divers objets conçus par Ambroise MONOD : cartes postales à 3F pièce ou à 5F les deux, des plaquettes à 50F pièce, des broches à 50F pièce, des colliers à 100 et 150F pièce, le tout en dépôt vente;
- . des cassettes vidéo pour enfants (2 titres, 153 F pièce) "ma petite planète chérie" tome 1 et tome 2, éditées par la SARL Folimage-Valence Production, en dépôt-vente,

Pour l'ensemble des objets vendus en dépôt-vente, des conventions avec les créateurs et éditeurs précités seront établies, précisant les bénéfices (10 à 50% en moyenne) pour la Ville de Lille.

En accord avec la Commission de la Culture et celle des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunies respectivement les 25 et 30 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- 1°) accepter ces différentes dispositions
- 2°) de prévoir l'admission en recettes des ventes (enveloppe à créer - chapitre 011 - article 7088 fonction 234 et leur réaffectation au chapitre 011 - article 6068 - enveloppe 4753)
- 3°) d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de dépôt-vente.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/883

OBJET

Musée d'Histoire Naturelle...Achat d'une collection géologique privée**Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**

Nous vous informons qu'une collection d'environ 1000 échantillons géologiques a été acquise par le Musée de Géologie et Houiller pour la somme de 20 000 F, auprès d'un amateur de la région, Ami du Musée : Monsieur Bruno Vallois.

Cette collection complète parfaitement le fonds houiller du Musée : plus de 700 échantillons sont des fossiles du bassin houiller du Nord-Pas de Calais. Ces pièces sont à la fois de qualité muséographique et de qualité scientifique, contribuant à la renommée européenne de la collection du fonds houiller lillois.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser : Le prix d'achat de cette collection correspond au dédommagement du temps et des moyens consacrés par Monsieur Bruno Vallois à la constitution et à l'entretien de cette collection.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/884

OBJET

Musée d'Histoire Naturelle... -
Projet d'exposition sur l'eau (février 2000) -
 Budget prévisionnel - Sollicitation de
 subventions et conventions liées -
 Admission en recettes des subventions -
 Ouverture du crédit d'emploi.

Rapport de Monsieur le Maire
 Mesdames, Messieurs,

Conformément à la délibération n° 98/46 du Conseil Municipal (séance du 16 Février 1998) ayant établi la programmation culturelle du Musée d'Histoire Naturelle sur 3 ans (trilogie d'expositions sur l'environnement) une exposition sur l'eau, acte 2 de la trilogie, va être conçue par le Musée et présentée au public à partir de février 2000.

Le coût de ce projet de Culture Scientifique et Technique est estimé à 1 300 000 F (budget prévisionnel de fonctionnement).

En accord avec la Commission de la Culture et celle des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunies respectivement les 25 et 30 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

- à solliciter des subventions dans le cadre du Fonds Européen pour le Développement Economique Régional (FEDER, au titre de l'objectif II, axe II, mesure 1, sous-mesure 1.1. - développement de la recherche et renforcement de l'offre technologique et stratégique : pôles de compétences et réseaux), et auprès d'autres partenaires selon le plan de financement ci-dessous :

FEDER	455 000 F
Ministère de l'Education Nationale, Recherche et Technologie	150 000 F
Agence de l'Eau Artois-Picardie	300 000 F
Conseil Régional du Nord-Pas de Calais	150 000 F
Communauté urbaine de Lille	100 000 F
Syndicat mixte de la Côte d'Opale	45 000 F
Financements privés	100 000 F

- Monsieur le Maire à signer les conventions définissant les termes des partenariats financiers obtenus,

- de prévoir en temps opportun l'admission en recettes de ces subventions et l'ouverture du crédit d'emploi au chapitre 11 article 6068 enveloppe à créer fonction 234 service 6155.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/885

OBJET

Musée de l'Hospice Comtesse -
Nouveaux produits destinés au public -
Vente à la caisse - Tarifs

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

De nouveaux produits élaborés au musée Comtesse sont proposés aux visiteurs lors de leur passage à la billetterie.

Il s'agit de :

• reproductions encadrées de dessins au fusain, collection du musée

format (21 x 29,7)

prix de revient 18 francs

prix de vente proposé. 25 Francs

• carreaux de céramique avec représentation des sujets de la cuisine du musée - Colorisés -

format (10,8 x 10,8)

prix de revient 5 Francs/pièce

prix de vente proposé 8 Francs

• tableaux de carreaux sur fond bois avec représentation d'oeuvres du musée - Colorisés -

petit format (228 x 304)

prix de revient 75 Francs

prix de vente proposé 120 Francs

moyen format (383 x 306)

prix de revient 90 Francs

prix de vente proposé 150 Francs

grand format (434 x 326)

prix de revient 140 Francs

prix de vente proposé 200 Francs

• cartes postales couleur

format 10 x 15 cm

prix de vente proposé 5 Francs

De nouvelles reproductions de cartes postales en noir et blanc, et des cartes de vœux représentant des tableaux du musée sont également prévues, renouvelant ainsi l'éventail proposé aux visiteurs. Le prix de vente de ce type de produit est déjà fixé par délibérations antérieures (95/648 du 20 novembre 1995 et 97/231 du 12 mai 1997). Il est également précisé que la vente des nouveaux produits ici proposés, n'impose pas une modification de l'arrêté autorisant déjà l'encaissement des recettes provenant de ce type de ventes (arrêté 3724 du 4 avril 1996).

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- approuver les tarifs de vente des nouveaux produits comme suit :

- reproductions noir et blanc encadrées (21 x 29,7) 25 Francs
- carreaux de céramique avec impression 8 Francs
blanc/bleu (10,8 x 10,8)
- tableaux de carreaux de céramique avec impression
 - petit format 120 Francs
 - moyen format 150 Francs
 - grand format 200 Francs
- cartes postales couleur 10 x 15 cm 5 Francs

- autoriser l'encaissement sur le chapitre 70 - nature 7088 - fonction 234 - enveloppe 9991 pour les carreaux et reproductions encadrées et sur l'enveloppe 9973 pour les cartes postales, ainsi que l'ouverture du crédit d'emploi correspondant en dépenses sur le chapitre O11 - nature 606.8 - fonction 234 - enveloppe 117 du Budget en cours.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/886

OBJET

Musée de l'Hospice Comtesse -
Plaquettes - Retrait de la vente -

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Tout document, qu'il qu'il soit, avant d'être mis en vente à la Caisse du musée, est comptabilisé et enregistré en Trésorerie.

C'est le cas, par exemple :

- du guide des Musées du Nord-Pas-de-Calais, mis en dépôt-vente à Comtesse par l'Association des Conservateurs depuis 1997 ;
- de la plaquette réalisée par l'Equipe d'Animation du musée à l'occasion des Journées du Patrimoine 98 et qui a été vendue 10 Francs.

La vente de ces 2 plaquettes n'apparaissant plus opportune (le Guide de l'Association des Conservateurs n'est plus commercialisé), le musée Comtesse souhaiterait pouvoir disposer librement du stock invendu dont la Trésorerie a établi un état officiel : il reste 12 guides que l'Association accepte de nous céder à titre gratuit, et 436 brochures sur l'histoire de Comtesse.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, et l'Association des Conservateurs des Musées du Nord-Pas-de-Calais consultée, nous vous demandons de bien vouloir,

- approuver ces dispositions particulières,
- prévoir que, pour chaque nouvelle mise en vente ou pour chaque cessation de vente au public, la Conservation du musée puisse disposer librement des stocks invendus après aval de Monsieur le Trésorier Principal.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/887

OBJET

Musée de l'Hospice Comtesse
Opération An 2000 -
Partenariat avec La Voix du Nord
Convention

Rapport de Monsieur le Maire**Mesdames, Messieurs,**

La Voix du Nord réalise actuellement cinq albums hors série de 100 pages vendus 25 Francs. Ces suppléments retracent l'histoire de la Région de 1900 à nos jours.

Pour cela, le quotidien sollicite les établissements qui possèdent des fonds photos ainsi que les particuliers (cf publicité pour mémoire).

Deux types d'associations sont possibles :

- soit la structure donne accès au photographe aux collections photos et le partenariat s'arrête là ;
- soit la structure accepte en plus d'un accès aux collections de mettre en place un point accueil pour recevoir les clichés des particuliers. C'est le cas du Musée de l'Hospice Comtesse. Les particuliers qui déposent leurs clichés en cèdent les droits d'exploitation et de reproduction à La Voix du Nord.

Le musée a reçu une convention de partenariat par laquelle il s'engage également à ne réclamer aucun droit sur les photos de son fonds utilisées par La Voix du Nord pendant la durée de l'opération, jusque décembre 1999. L'établissement pourra, s'il le désire, obtenir des retirages des photos déposées par les particuliers.

Intérêt de ce partenariat :

Pour le musée, c'est l'occasion de valoriser l'importante collection de photos qu'il possède, collection qui s'étend du début du siècle à nos jours. Ce fonds est actuellement en cours d'inventaire.

Ce partenariat doit permettre de mieux diffuser l'ensemble des actions menées autour de la photographie à l'Hospice Comtesse - comme c'est le cas actuellement dans le cadre de l'opération « Invitation au Musée » -

La convention de partenariat, établie par La Voix du Nord, est jointe, ainsi que le contrat de cession mentionné en son article 2.

En accord avec la Commission de la Culture, nous vous demandons de bien autoriser la signature de ces documents par M. le Maire ou son représentant.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/888

OBJETMusée de l'Hospice Comtesse
Adhésion à la C.E.P.E.R.

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Le C.E.P.E.R. Culture et Education Permanente en Région, Association de loi 1901, rassemble les acteurs de la Culture, de l'Education Permanente et du Sport, et a pour objet de créer un lieu d'échange, de concertation et de réflexion qui soit force de proposition pour un meilleur développement de ces différents domaines dans la Région Nord-Pas-de-Calais (statuts et règlements joints).

Il est apparu intéressant pour le musée Comtesse, de faire partie des membres de cette Association, pour différentes raisons :

- cette adhésion s'inscrit dans l'ensemble des activités menées par le musée dans le secteur social notamment. En effet, par l'intermédiaire de cette Association, le musée peut entrer en contact avec différents partenaires, membres du C.E.P.E.R. (organismes de formation, Associations, Maisons de Quartier) qui oeuvrent dans le secteur social et culturel et avec qui des projets peuvent être menés en commun.

- c'est aussi l'occasion d'échanger des expériences professionnelles. Ainsi par exemple, lors de la journée « cousinages » qui s'est déroulée à SOMAIN, le musée de La Chartreuse a présenté aux participants son action auprès d'un public de Rmistes ainsi que le partenariat que cet établissement a engagé avec le Théâtre de l'Hippodrome.

En conséquence, et en accord avec la commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le Musée de l'Hospice Comtesse, en sa qualité de structure municipale, à adhérer à la C.E.P.E.R. Le montant de la cotisation annuelle, 350 Francs en 1998, sera prélevé sur les crédits disponibles au chapitre 011 - article 6281 - enveloppe 14210 du budget de la Ville.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/889

OBJET

Musée de l'Hospice Comtesse
Don manuel,
par Monsieur J.P. PARMENTIER,
d'un jeu traditionnel de beigneau
Acceptation

Rapport de M. le Maire

Mesdames, Messieurs,

Monsieur Jean-Pierre PARMENTIER, Adjoint Administratif à la Police Municipale, propose, suivant le vœu de son défunt père, Monsieur Edmond PARMENTIER, ancien Conseiller de Quartier de Wazemmes, à la Ville de LILLE et plus particulièrement au Musée de l'Hospice Comtesse, le don manuel d'un jeu traditionnel ancien dit « du beigneau ». Celui-ci est en dépôt au C.T.M.

Il s'agit d'un des tout derniers jeux originaux qui existent. Il est complet, les fers exceptés. Sa valeur a été estimée à environ 2.000 Francs. Une photo a été prise sur place. La règle du jeu succincte est jointe.

Considérant l'intérêt que présente, pour la Ville et le Musée de l'Hospice Comtesse, un meuble-jeu de ce type, nous vous demandons, en accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 Novembre 1998, de bien vouloir accepter ce don en faveur du musée de l'Hospice Comtesse.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/890

OBJET

Musée de l'Hospice Comtesse
Restauration d'un tableau de
Henri Aimé de Mailly
Subvention de l'Etat -
Encaissement -
Ouverture du crédit d'emploi

Rapport de Monsieur le Maire**Mesdames, Messieurs**

Dans le cadre de la préparation de l'exposition « Louis et François WATTEAU » qui vient de s'achever au Palais des Beaux-Arts de LILLE, le Musée de l'Hospice Comtesse a soumis au Service de Restauration des Musées de France un portrait de Louis WATTEAU, oeuvre de Henri Aimé de Mailly, acheté en 1985.

Ce tableau a été remis en état de présentation pour une somme totale de 95.274 Francs acquittée en trois factures distinctes par le musée Comtesse.

Une demande de subvention avait été faite, en novembre 1997, à laquelle la Direction des Musées de France a répondu favorablement.

C'est ainsi qu'en août dernier, une participation financière de 20.620 Francs a été encaissée par la Ville de LILLE.

Considérant les sommes avancées par le Musée de l'Hospice Comtesse, nous vous demandons, en accord avec la commission de la culture et celle des Finances, du Personnel, des Affaires générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunies respectivement les 25 et 30 novembre 1998, de bien vouloir autoriser l'ouverture du crédit d'emploi correspondant à la subvention accordée sur le budget d'investissement du musée, article 2316, fonction 234, enveloppe 7986, intitulée « Restauration d'oeuvres d'Art ».

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/891

OBJETMusée de l'Hospice Comtesse -
Ouvrages, affiches -
Modification des prix de vente

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Trois ouvrages actuellement proposés à la caisse du musée de l'Hospice Comtesse sont très peu vendus aux visiteurs, du fait de leur prix élevé.

- le catalogue «La collection HEL» vendu 120 frs ;
(mis en dépôt-vente par la société des amis des musées, par délibération 97/230 du 12 mai 1997) ;
- le livret «Regard sur la Procession de LILLE et l'Ommegang d'ANVERS» format 16 x 16, de 36 pages vendu 50 francs par délibération 95/517 du 25 septembre 1995 ;
- le livre «Musée de l'Hospice Comtesse, Miroir de LILLE et les Pays-Bas» vendu 186 francs par délibération 94/628 du 19 décembre 1994.

Même constatation pour les affichettes représentant, l'une la Salle à Manger, l'autre des Bois Sculptés actuellement vendues 20 Frs/pièce

En accord avec la commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, et la Société des Amis des Musées préalablement consultée, nous vous demandons de bien vouloir accepter de baisser les tarifs pratiqués en direction du grand public (la législation en vigueur nous y autorise après un an de mise en vente), en les faisant passer à respectivement :

- 80 francs, pour le catalogue Hel dont il reste 81 à vendre sur les 100 en vente depuis 1997,
 - 20 francs, pour le livret « Regard sur ... » dont il reste 656 à vendre sur les 800 en vente depuis 1995,
 - 120 francs, pour « Miroir de Lille et des Pays-Bas » dont il reste 1617 à vendre sur les 3200 en vente depuis 1994.
- Et 10 francs pour les affichettes dont il reste 903 en stock global à ce jour

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/892

OBJET

Attribution d'une subvention
de 35.000 Francs
à la Maison de Quartier de Fives

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

La Maison de Quartier de Fives a pour objectif de mettre à disposition de tous, enfants, adolescents et familles, des activités culturelles, éducatives et de loisirs.

Cet équipement de proximité assure, avec le concours d'animateurs permanents et bénévoles un travail socio-culturel et socio-éducatif à caractère familial en direction de la population du quartier et de ses habitants.

Il a notamment pour objectif de redynamiser le secteur danse de la Maison de Quartier et d'accueillir dans des conditions optimales des troupes professionnelles. A cette fin, une salle de danse a été créée au sein même des locaux de la Maison de Quartier. Elle est actuellement utilisée par l'association Danse à Lille.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, il vous est donc demandé de bien vouloir accorder une subvention de 35.000 Francs à la Maison de Quartier de Fives qui est un partenaire essentiel de la Ville.

La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits ouverts au chapitre 65 article 6574 fonction 241 enveloppe 843 de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/893

OBJET

Attribution d'une subvention
de 70.000 Francs
au Théâtre de la Découverte

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

La Verrière est un espace de création et d'accueil de compagnies théâtrales, proche du public, un outil de diffusion et de travail pour les comédiens, auteurs, artisans de cette région et d'ailleurs. Ce lieu combat pour un répertoire contemporain, à partir de préoccupations contemporaines, il défend les paroles différentes et s'ouvre à la formation et à la pratique amateur de qualité.

Il est géré par une compagnie théâtrale, le Théâtre de la Découverte.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, il vous est proposé, comme chaque année, de conforter l'action du Théâtre de la Découverte en lui octroyant une subvention supplémentaire de 70.000 Francs.

La dépense en résultant sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 article 6574 fonction 241 enveloppe 843.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/894

OBJETAttribution d'une subvention
aux Ateliers du 49 Ter,
sis au 49 ter rue du Docteur
Yersin.Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Suite au passage de la Commission Communale de Sécurité dans le bâtiment qui accueille les Ateliers du 49 Ter, au 49 ter rue du Docteur Yersin, une mise en conformité des lieux s'avère indispensable pour autoriser les associations utilisatrices à poursuivre leurs activités.

Une étude préalable est nécessaire afin d'estimer les travaux à effectuer, les dépenses financières en découlant, et l'opportunité de leur réalisation.

Dans le cadre de sa politique d'aide aux associations culturelles, la Ville de Lille propose de soutenir l'Association "les Ateliers du 49 Ter" pour qu'elle puisse commander cette étude .

Il convient donc de lui attribuer une subvention d'un montant de 78 148F .

En conséquence, et en accord avec la Commission Culture, réunie le 25 Novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir imputer cette subvention au titre de l'exercice 98 sur les crédits ouverts au chapitre 65, article 6574, fonction 241, enveloppe 843.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 14 décembre 1998
N° 98/895OBJETAttribution de subventions
à deux associations culturellesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, il est proposé de verser une subvention à deux associations au titre des projets culturels qu'elles ont menés courant 1998.

il s'agit de :

- l'association Perspectives créée à l'initiative de jeunes issus de la seconde, voire de la troisième génération de l'immigration et qui a pour objectif de développer une action d'intégration à travers, notamment, l'accompagnement scolaire de collégiens et lycéens. Dans ce cadre, cette association a souhaité réaliser, en 1998, un CD qui mélange les genres musicaux, les origines culturelles, les savoir-faire professionnels et amateurs. Elle a obtenu le concours à titre gracieux d'artistes et de techniciens professionnels mais non pas la gratuité des prestations techniques telles que l'enregistrement ou l'impression des disques.

Montant de la subvention

30.000 Francs

- l'association Rock in Fâches qui a pour but de faire connaître et diffuser les musiques et cultures venant de toutes les régions du monde et a, en 1998, monté le projet "Japan Vibes" lequel a pour thème le Japon et prévoit la mise en place et l'animation d'ateliers vidéo, décoration, DJ et décoration végétale. L'objectif commun à tous ces ateliers est de réaliser une création qui sera présentée lors de la manifestation de clôture de l'opération "Japan Vibes" ouverte au public sous un chapiteau installé au Jardin des Plantes.

Montant de la subvention

52.000 Francs

La dépense en résultant sera imputée sur les crédits ouverts au chapitre 65 article 6574 fonction 241 enveloppe 4326 de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL.

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/896

OBJET

Subvention compensatrice de 38.320 Francs
à l'association Danse à Lille
suite à la fermeture temporaire
de l'Opéra

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Les bureaux de l'association Danse à Lille étaient accueillis par l'Opéra de Lille. Compte tenu de la fermeture temporaire de cet équipement pour travaux de sécurité, cet organisme a dû se reloger dans des locaux situés 16 rue Jean Roisin à Lille.

En accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998, nous vous proposons donc de bien vouloir allouer une subvention compensatrice supplémentaire de 38.320 Francs - correspondant au montant des frais d'agence et loyers pour la période du 15 octobre au 31 décembre 1998 - à l'association Danse à Lille.

La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits disponibles au budget en cours, chapitre 65 article 6574 fonction 241 enveloppe 14088.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/897

OBJETAssociations et organismes culturels lillois
- Attribution d'avances sur subventions
pour l'exercice 1999Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Depuis plusieurs années consécutives, l'attribution de subventions de fonctionnement en faveur d'associations ou organismes culturels lillois, fait l'objet d'une inscription affectée au budget primitif de la Ville.

Considérant que le budget primitif 1998 sera voté dans le courant du 1^{er} trimestre de cet exercice, et afin d'éviter aux structures bénéficiaires de se trouver dans des difficultés graves de trésorerie en l'absence de tout versement de participation municipale avant le vote du B.P., nous vous demandons de bien vouloir autoriser les versements d'acomptes sur subventions énumérés ci-dessous, en accord avec la Commission de la Culture réunie le 25 novembre 1998 :

<u>BENEFICIAIRE</u>	<u>SUBV 1998</u>	<u>ACOMPTES 1999</u>
Ass pour la prom. et l'animation du Jardin Vauban	80.000	26.600
Théâtre de la Découverte	290.000	96.600
Théâtre du Prato	500.000	166.600
Orchestre National de Lille	3.565.000	1.188.300
Le Théâtre du Nord (anciennement La Métaphore)	1.400.000	466.600
Danse à Lille	400.000	133.300
C.N.E.D.J. Le Grand Bleu	850.000	283.300
Les Spectacles Sans Gravité (fonctionnement + charges)	3.600.000	866.600

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/898

OBJET

Contrat de Ville 1998 -
Opération "Pas d'Quartiers" -
Admission en recette d'une
subvention .

Rapport de Monsieur le Maire
 Mesdames, Messieurs

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 1998 figure le projet "Pas d'Quartier" organisé en intercommunalité avec les villes de Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières, par l'association "Pas d'Quartier" à l'Aéronef.

La Ville de Lille ayant été destinataire de la subvention de l'État pour un montant de 300 000 Francs, nous vous demandons, en accord avec la Commission Culture réunie le 25 Novembre 1998, et la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 Novembre 1998 :

- d'admettre en recette la participation de l'État de 300 000 Francs
- d'approuver le réemploi de cette recette de la participation de l'État sur la ligne budgétaire intitulée "Pas d'Quartier" ; chap. 65, article 65748, fonction 241, enveloppe 12393
- d'autoriser le reversement de cette subvention à la structure bénéficiaire.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/899

OBJET

RAVALEMENT DE FACADES

Rapport de Monsieur le Maire,

SUBVENTIONS

Mesdames, Messieurs

Par arrêtés n°s 30.983 du 17 juin 1988, 5105 du 7 février 1990, 13680 du 19 juillet 1991, et n°25.056 du 9 juillet 1993, et n° 31.152 du 11 août 1994, pris en application de la délibération n° 88/103 du 11 mars 1988, il a été prescrit des secteurs de ravalement obligatoire des façades d'immeubles et défini notamment les conditions d'attribution aux particuliers d'une subvention de 30F/m² de surface traitée limitée à 10% du montant H.T. des travaux avec exonération des droits de voirie.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du domaine public qui s'est réunie le 26 novembre 1998 ; nous vous demandons de donner un avis favorable aux demandes présentées par :

Monsieur DEDRYVER 35, rue Alfred de Musset 59800 LILLE	35, rue Alfred de Musset	
Montant hors-taxa des travaux		78.772 F
Montant de la subvention (30F/m ²)		6.730 F
Syndicat des Copropriétaires 23 Bd d'Alsace 59000 LILLE	23 Bd d'Alsace	
Montant hors-taxa des travaux		72.500 F
Montant de la subvention (10 %)		7.250 F
Monsieur MARCHIO 46 rue Aristote 59800 LILLE	46 rue Aristote	
Montant hors-taxa des travaux		9.950 F
Montant de la subvention (10%)		1.000 F
Monsieur DEPREZ 19 rue du Rd Père Aubry 94120 FONTENAY SOUS BOIS	63 rue de la Barre	
Montant hors-taxa des travaux		139.008 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		2.550 F

Monsieur MAES Syndic 7 rue de Coutrai 59000 LILLE	21 rue Barthélémy Delespaul	
Montant hors-taxe des travaux		48.975 F
Montant de la subvention (10%)		4.900 F
Monsieur DELCAMBRE 86 rue Barthélmy Delespaul 59000 LILLE	86 rue Barthélmy Delespaul	
Montant hors-taxe des travaux		16.150 F
Montant de la subvention (10%)		1.620 F
Monsieur CHABANAUD 13 rue Bernos 59800 LILLE	13 rue Bernos	
Montant hors-taxe des travaux		4.520 F
Montant de la subvention (10%)		460 F
Monsieur de TARDY de MONTRAVEL 18 rue Brûle Maison 59000 LILLE	18 rue Brûle Maison	
Montant hors-taxe des travaux		9.963 F
Montant de la subvention (10%)		1.000 F
Monsieur MASSE 3 rue de Bruxelles 59000 LILLE	3 rue de Bruxelles	
Montant hors-taxe des travaux		11.557 F
Montant de la subvention (10%)		1.160 F
Monsieur GOUVART 6 résidence Ampère rue Carnot 59136 WAVRIN	12 rue de Buffon	
Montant hors-taxe des travaux		35.331 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		1.140 F
Madame VANHEUVEGHE 5 rue de Célestines 59800 LILLE	7 rue des Célestines	
Montant hors-taxe des travaux		14.733 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		1.050 F
Madame PAGHENT 51 rue Clovis Hugues 59800 LILLE	51 rue Clovis Hugues	
Montant hors-taxe des travaux		20.050 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		1.320 F
Centre Amélioration du Logement PACT 201 rue des Postes 59000 LILLE	8 rue Degland 1 et 2, cour Malakoff	
Montant hors-taxe des travaux		60.481 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		2.640 F
Monsieur BOUCHELIT 4 rue du Docteur Yersin 59000 LILLE	4 rue du Docteur Yersin	
Montant hors-taxe des travaux		29.970 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		2.000 F
Madame DECOCK 30/40 rue Dubuisson 59800 LILLE	6 rue Duguesclin	
Montant hors-taxe des travaux		18.275 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		1.350 F
Monsieur LEPELLETIER 8 rue Edouard Vaillant 59800 LILLE	8 rue Edouard Vaillant	
Montant hors-taxe des travaux		15.794 F
Montant de la subvention (10%)		1.580 F

Monsieur PAPIN 10 rue Edouard Vaillant 59800 LILLE	10 rue Edouard Vaillant
Montant hors-taxa des travaux	14.861 F
Montant de la subvention (30F/m ²)	1.390 F
Monsieur KOJFER 183 rue Berlioz 62110 HENIN BEAUMONT	22 rue d'Esquermes
Montant hors-taxa des travaux	50.000 F
Montant de la subvention (10%)	5.000 F
Monsieur STANIEC 156 rue d'Esquermes 59000 LILLE	156 rue d'Esquermes
Montant hors-taxa des travaux	56.962 F
Montant de la subvention (30F/m ²)	1.790 F
SALON MARIE FRANCE 114, rue du Fg de Roubaix 59800 LILLE	114, rue du Fg de Roubaix
Montant hors-taxa des travaux	10.042 F
Montant de la subvention (10 %)	1.010 F
Monsieur UFFI syndic 6/8 rue Léon Trulin 59800 LILLE	11-15 square Foch
Montant hors-taxa des travaux	244.587 F
Montant de la subvention (10%)	24.460 F
Monsieur BRISSAT 8 rue Gustave Testelin 59800 LILLE	8 rue Gustave Testelin
Montant hors-taxa des travaux	7.000 F
Montant de la subvention (30F/m ²)	700F
Monsieur De La FOUCHARDIERE 30 rue Henri Kolb 59000 LILLE	30 rue Henri Kolb
Montant hors-taxa des travaux	32.871 F
Montant de la subvention (10%)	3.290 F
Monsieur MAZINGUE 30bis rue Henri Kolb 59000 LILLE	30 bis rue Henri Kolb
Montant hors-taxa des travaux	106.148 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)	4.720 F
Monsieur PRINET 10 rue Henri Loyer 59800 LILLE	8-10 rue Henri Loyer
Montant hors-taxa des travaux	56.283 F
Montant de la subvention (30F/m ²)	4.720 F
CAB DESCAMPIAUX 58 rue de Turenne 59000 LILLE	63 rue d'Isly
Montant hors-taxa des travaux	143.160 F
Montant de la subvention (10%)	14.320 F
Madame LELIEUR 80 rue du Gal Leclerc 59130 LAMBERSART	41 rue Jacquemars Gielée
Montant hors-taxa des travaux	36.480 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)	2.250 F

Monsieur COUSIN 78 rue Jacquemars Giélée 59800 LILLE	78 rue Jacquemars Giélée	
Montant hors-taxa des travaux		31.756 F
Montant de la subvention (30F/m²)		1.800 F
Monsieur VANDENDOOREN 136 rue de Lannoy 59800 LILLE	136 rue de Lannoy	
Montant hors-taxa des travaux		17.000 F
Montant de la subvention (30 F/m²)		1.320 F
S.N.F.I copropriétés 7 rue Gustave Delory 59800 LILLE	27 rue de La Bassée	
Montant hors-taxa des travaux		88.529 F
Montant de la subvention (30F/m²)		8.860 F
Monsieur DUQUESNOY 55 rue du Sabot 59000 LILLE	15 rue de Lens	
Montant hors-taxa des travaux		14.531 F
Montant de la subvention (10%)		1.460 F
Monsieur LUYCKX 13 rue de Lyon 59000 LILLE	13 rue de Lyon	
Montant hors-taxa des travaux		16.575 F
Montant de la subvention (30 F/m²)		960 F
Madame LAURE 4-6-6bis place Madeleine Caulier 59800 LILLE	4-6-6bis place Madeleine Caulier	
Montant hors-taxa des travaux		35.100 F
Montant de la subvention (10%)		3.510 F
Madame CALLENS 47 rue Marengo 59000 LILLE	47 rue Marengo	
Montant hors-taxa des travaux		19.030 F
Montant de la subvention (10%)		1.910 F
Monsieur DUHAMEL 43bis av. De la Marne 59200 TOURCOING	35 rue du Metz	
Montant hors-taxa des travaux		56.665 F
Montant de la subvention (10%)		5.670 F
Monsieur DRUELLE 71 rue Mexico 59000 LILLE	71 rue Mexico	
Montant hors-taxa des travaux		13.267 F
Montant de la subvention (10%)		1.330 F
Monsieur DEWAILLY 12 rue Jules Guesde 59700 MARCQ EN BAROEUL	10 rue Molière	
Montant hors-taxa des travaux		23.570 F
Montant de la subvention (30 F/m²)		2.250 F
SARL espace Juridique 99 rue Nationale 59000 LILLE	99 rue Nationale	
Montant hors-taxa des travaux		121.410 F
Montant de la subvention (30F/m²)		12.000 F
Synd du 184 rue Nationale 2 rue du Mal de Lattre de Tassigny 59800 LILLE	186 rue Nationale	
Montant hors-taxa des travaux		233.997 F
Montant de la subvention (30 F/m²)		18.000 F

Monsieur ABDELLAOUI 23 rue Newton 59000 LILLE	23 rue Newton	
Montant hors-taxe des travaux		16.583 F
Montant de la subvention (10%)		1.660 F
Monsieur BOUDJEMA 25 rue Newton 59000 LILLE	25 rue Newton	
Montant hors-taxe des travaux		16.583 F
Montant de la subvention (30F/m ²)		1.500 F
Monsieur FAUCHILLE 18 Av. Guynemer 59700 MARCQ EN BAROEUL	1 rue d'Ostende	
Montant hors-taxe des travaux		26.995 F
Montant de la subvention (10%)		2.700 F
Monsieur MALEON 24 rue Philippe de Comines 59000 LILLE	24 rue Philippe de Comines	
Montant hors-taxe des travaux		19.042 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		960 F
Monsieur BELLENGIER 43 rue Philippe de Comines 59000 LILLE	43 rue Philippe de Comines	
Montant hors-taxe des travaux		8.062 F
Montant de la subvention (10 %)		810 F
Monsieur BELKESSAM 3 rue du Pont Neuf 59800 LILLE	3 rue du Pont Neuf	
Montant hors-taxe des travaux		37.099 F
Montant de la subvention (30F/m ²)		2.880 F
Monsieur COOL 13 rue Charlemagne Broutin 59350 SAINT ANDRE	27 rue des Postes	
Montant hors-taxe des travaux		32.450 F
Montant de la subvention (30 F/m ²)		2.340 F
Madame GAEREMYNCK 616 route de Bailleul 59270 ST JEAN CAPPEL	238 rue des Postes 4 cour Gaudin	
Montant hors-taxe des travaux		12.450 F
Montant de la subvention (30F/m ²)		1.160 F
Monsieur THOMAS 20 rue Raspail 59800 LILLE	20 rue Raspail	
Montant hors-taxe des travaux		5.907 F
Montant de la subvention (10%)		590 F
Madame DEPERNE 107 rue Ratisbonne 59800 LILLE	107 rue Ratisbonne	
Montant hors-taxe des travaux		11.430 F
Montant de la subvention (10%)		1.150 F
SCI F.I.B. 53 rue de Saint André 59800 LILLE	53 rue de Saint André	
Montant hors-taxe des travaux		112.147 F
Montant de la subvention (30F/m ²)		5.850 F
LA DUCASSE 95 rue Solférino 59800 LILLE	95 rue Solférino	
Montant hors-taxe des travaux		182.500 F
Montant de la subvention (30F/m ²)		12.360 F

Monsieur LAUDICINA 103 Bd de Strasbourg 59000 LILLE	103 Bd de Strasbourg	
Montant hors-taxa des travaux		16.500 F
Montant de la subvention (10 %)		1.650 F
Monsieur DELECROIX 41 rue de Turenne 59000 LILLE	41 rue de Turenne	
Montant hors-taxa des travaux		16.000 F
Montant de la subvention (10%)		1.600 F
SCI CHRISMARC 9 rue des Tours 59000 LILLE	9 rue des Tours	
Montant hors-taxa des travaux		52.794 F
Montant de la subvention (30F/m²)		3.900 F
Madame REGNIEZ 3 rue de Petillon 62840 FLEURBAIX	33 rue de Valenciennes	
Montant hors-taxa des travaux		58.872 F
Montant de la subvention (10%)		5.890 F
Madame ERNST 106, Bd Vauban 59800 LILLE	106 Bd Vauban	
Montant hors-taxa des travaux		11.572 F
Montant de la subvention (10%)		1.160 F
Monsieur FOURNIER 17, rue Vergniaud 59000 LILLE	17 rue Vergniaud	
Montant hors-taxa des travaux		122.844 F
Montant de la subvention (30F/m²)		1.980 F
Monsieur CHAGNON 23 rue Voltaire 59800 LILLE	23 rue Voltaire	
Montant hors-taxa des travaux		34.089 F
Montant de la subvention (30F/m²)		1.200 F
Monsieur HERNOUX 14 rue de Wattignies 59000 LILLE	14 rue de Wattignies	
Montant hors-taxa des travaux		29.592 F
Montant de la subvention (30 F/m²)		1.800 F

la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget primitif 1998. Chapitre 65 article 65 - 728 « subventions d'équipement aux personnes de droit privé et autres organismes ». Fonction 653 « aménagement du tissu urbain ».

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/900

OBJET

- Opération DORDIN PAPIN-SEMO
- Traité de concession à la SORELI
- Participation d'équilibre

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 90/210 du 18 juin 1990, la Ville a concédé à la SORELI 7, Bd Louis XIV à Lille, l'aménagement d'un terrain d'environ 36 000 m², ancienne propriété de la Société FIVES-CAIL-BABCOK, situé entre les rues Dordin, Papin et Chanzy à Hellemmes ; dans le cadre de cette opération un avenant est intervenu le 15 octobre 1990 portant sur la construction et la gestion d'une usine destinée à la S.A SEMO permettant ainsi à cette entreprise spécialisée dans le modelage et l'outillage de précision de se développer. Cette opération est réalisée aux risques financiers et sous le contrôle de la Ville selon la procédure de lotissement ; sa durée est de vingt ans.

Malgré les négociations pour la vente du bâtiment, qui se sont poursuivies durant toute l'année 1997 avec les repreneurs de la SEMO, la vente du bâtiment n'a pas pu se concrétiser en 1998.

La SORELI ne pouvait garder comptablement ce bâtiment en stock, c'est pourquoi il a été procédé à son immobilisation en janvier 1998, les relations avec les repreneurs ne laissant pas augurer d'un accord en 1998. C'est notamment à cette date qu'il leur a été adressé un commandement de payer par exploit d'huissier.

En conséquence la concession est devenue locative au 1er janvier 1998 avec détermination annuelle de résultat. Il est nécessaire que la Ville décide avant la fin de l'année d'une participation d'équilibre d'un montant de 955 000 F. TTC (791 873,96 F. HT) qui sera appelée par SORELI mais ne devra pas nécessairement être versée en 1998.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public qui s'est réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir approuver le compte de résultat pour l'année 1998 et de décider de la participation d'équilibre.

ADOPTÉE à l'unanimité

Compte de résultat Opération SEMO
Année 1998

Libellé	Montant
Loyer SEMO janvier à décembre 98	1 209 960,00
Remboursement Foncier	81 840,00
Total Produits	1 291 800,00
Assurances	25 646,00
Frais divers	1 600,00
Impôt foncier	31 840,00
Rémunération Société	34 395,65
Frais Financiers	
Emprunt	687 284,27
Retard	79 134,01
CDC	38 000,00
Avance	33 435,60
Provision pour créance douteuses	483 984,00
Dotation Aux amortissements	617 759,50
Total des dépenses	2 083 079,03
Résultat 1998	-791 279,03
Soit en TTC	-954 282,52
Arrondi à TTC	-955 000,00

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/901

OBJET« Cunette » de la CitadelleEchange de terrainsETAT-Défense/VILLE DE LILLE

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 96/384 du 24 juin 1996, vous avez décidé l'achat d'une parcelle de terrain appartenant à l'ETAT (Ministère de la Défense) cadastrée section EW n° 23 partie d'une longueur de 1.750 m sur 1,50 m de large dénommée « Cunette » de la Citadelle, afin de permettre la réalisation des travaux de rénovation et d'assainissement dans le fossé de la Citadelle.

Or, il est apparu ensuite que la « Cunette » considérée initialement propriété de l'Etat - Défense sur la parcelle EW n° 23, se situait également sur la propriété de la Ville section EW n° 24.

La procédure d'aliénation ne pouvant plus être poursuivie, il a été convenu entre les parties de procéder à l'échange de terrains avec soulte.

L'échange de surfaces a donné lieu à un document d'arpentage.

La rectification des limites cadastrales nécessaire à cette opération d'intérêt général bénéficiant tant à l'Armée qu'à la Ville, celle-ci accepte les conditions particulières ainsi que le paiement de la somme forfaitaire de 2.500 F prévus initialement.

L'échange se réalisera comme suit, aux conditions suivantes :

- l'ETAT (Ministère de la Défense) cède à la Ville de Lille les parcelles cadastrées section EW n°s 31 (306 m2) - 32 (173 m2) - 33 (165 m2) et 34 (114 m2),

- la Ville cède à l'ETAT les parcelles section EW n°s 36 (875 m2) et 37 (109 m2),

- la Ville accorde au profit du Ministère de la Défense, trois servitudes de passage et d'accès libre à la Citadelle (Porte Royale : entrée principale, Porte Dauphine et au niveau du stand de tir balplast),

- l'autorité militaire devra être consultée préalablement à tous travaux ou toute construction d'ouvrages susceptibles de modifier le tracé, le niveau et le débit de l'eau de la Cunette.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public qui s'est réunie le 26 novembre 1998 et le Conseil de Quartier de Vauban-Esquermes, nous vous demandons :

1) d'annuler la délibération du Conseil Municipal n° 96/384 du 24 juin 1996,

2) de décider l'échange des terrains de la Citadelle susvisés, moyennant le paiement par la Ville d'une soulte de 2.500 F (deux mille cinq cents francs) au profit de l'ETAT - DEFENSE,

3) de nous autoriser à comparaître à l'acte à intervenir ; en cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation sera assurée par Madame le Premier Adjoint ;

4) de décider l'imputation de la dépense évaluée approximativement à 3.500 F (trois mille cinq cents francs) sur les crédits ouverts au chapitre 21 article 2118 de nos documents budgétaires sous l'intitulé « Autres terrains ».

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/902

OBJET

Propriétés communales sises
à Lille, rues Armand Carrel
et Guy de Maupassant
Cession gratuite au profit de
Lille Métropole Habitat - OPAC
de Lille d'un volume et d'une
emprise foncière

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville est propriétaire de deux parcelles sises à Lille, l'une rue Armand Carrel sur laquelle est érigée la Maison de Quartier de Moulins, la seconde rue Guy de Maupassant où est implanté le Groupe scolaire « Armand Carrel ».

Dans le cadre du projet de construction d'un immeuble-pont, Lille Métropole Habitat - OPAC de Lille a sollicité de la Ville l'achat gratuit :

- du volume n° 2 d'une contenance de 54 m2 provenant de la parcelle rue Armand Carrel cadastrée section IK n°s 306 et 307 pour 481 m2 suivant état descriptif de division en volume, la Ville restant propriétaire du volume n° 1,

- d'une emprise extraite du Groupe scolaire rue Guy de Maupassant nécessaire à la création de places de stationnement et cadastrée, après document d'arpentage, section IK n° 309 pour 384 m2.

Préalablement à la vente de la parcelle 309, il convenait de procéder à son déclassement, s'agissant d'une emprise à usage public et conformément aux stipulations du Code de la Voirie Routière et à l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux biens communaux.

L'enquête publique prescrite en la matière s'est déroulée en Mairie de Lille du 2 au 17 novembre 1998 et n'a fait l'objet d'aucune observation de la part des habitants.

Le Commissaire - enquêteur désigné à cet effet a émis un avis favorable au projet de déclassement et la vente peut donc se réaliser.

En accord avec le conseil de Quartier de Moulins et votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public qui s'est réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons de décider :

- 1) la désaffectation et le déclassement de la parcelle rue Guy de Maupassant cadastrée section IK n° 309,

2) la cession gratuite au profit de Lille Métropole Habitat - OPAC de Lille du volume n° 2 rue Armand Carrel et de la parcelle 309 de la rue Guy de Maupassant,

3) de nous autoriser à comparaître à l'acte à intervenir ; en cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation sera assurée par Madame le Premier Adjoint.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N98/903

OBJET

Vente par la Ville de Lille
à LOGIS METROPOLE de l'immeuble
sis à Lille, 46, rue Paul
Lafargue

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville est propriétaire d'un immeuble sis à Lille, 46, rue Paul Lafargue, cadastré section MV n° 13 pour 1.130 m2.

Cet immeuble est vacant et voué à la démolition.

La S.A. LOGIS METROPOLE en a proposé l'achat à la Ville au prix de 480.000 F (quatre cent quatre vingt mille francs) qui a reçu l'aval du Service des Domaines. Cette acquisition lui permettrait d'étendre la réalisation de l'opération de logements sociaux prévue sur la propriété voisine. Les frais de démolition de l'immeuble seront supportés par LOGIS METROPOLE.

En accord avec le Conseil de Quartier de Wazemmes et votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public qui s'est réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons :

- 1) de décider la vente de l'immeuble sis à Lille, 46, rue Paul Lafargue au profit de la S.A. LOGIS METROPOLE au prix de 480.000 F (quatre cent quatre vingt mille francs) ;
- 2) de nous autoriser à comparaître à l'acte à intervenir ; en cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation sera assurée par Madame le Premier Adjoint ;
- 3) de décider le recouvrement du prix et son imputation au chapitre 77 article 775 de la section de fonctionnement de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/904

OBJET

- Vente par la Ville de Lille de la partie arrière
de l'ensemble immobilier sis à Lille 11 bis - 13
et 15 rue Voltaire

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

La Ville de Lille est propriétaire d'un ensemble immobilier sis à Lille, 11 bis - 13 et 15, rue Voltaire repris au cadastre section KX n°10 et 11 pour une superficie totale de 568 m².

La partie arrière de cette propriété cadastrée section KX n°10 pour 508 m² a été démolie en raison de son mauvais état.

La Ville n'ayant plus vocation à conserver ce terrain dans son patrimoine a décidé sa mise en vente.

La parcelle fera l'objet d'une division donnant lieu à un document d'arpentage, la Ville conservant une servitude de passage pour les piétons et les deux roues permettant d'accéder au local de la police Municipale.

Il sera également procédé à une division en volume avec un surplomb sur porche de 27m² au profit de la Ville.

Madame Sophie MONTELS, Architecte, demeurant 7 bis, rue Voltaire est intéressée par cette acquisition en vue de la construction de son habitation principale et d'un petit local professionnel.

Elle a proposé l'achat au prix de 350.000F (trois cent cinquante mille francs) qui a reçu l'aval du Service des Domaines.

En accord avec le Conseil de Quartier du Vieux-Lille et votre Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public qui s'est réunie le 26 novembre 1998, nous vous demandons :

1) de décider la vente à Mme Sophie MONTELS de la partie arrière de la propriété sise à Lille 11 bis - 13 et 15, rue Voltaire au prix de 350 000 F. (trois cent cinquante mille francs) ;

2) de nous autoriser à comparaître à l'acte à intervenir ; en cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation sera assurée par Madame le Premier Adjoint ;

3) de décider le recouvrement du prix et son imputation au chapitre 77 article 775 de la section de fonctionnement de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/992

OBJET

Immeuble sis à Lille,
97, boulevard Carnot
Modification des conditions
de vente par la Ville à
l'Institut National de la
Propriété Industrielle
compte-tenu de la présence
d'amiante

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 96/692 du 16 décembre 1996 modifiant celle du 21 octobre 1996 n° 96/676, qui elle-même modifiait celle du 24 juin 1996 n° 96/338, le Conseil Municipal avait décidé que, dans le cadre de la cession de l'immeuble sis à Lille, 97, boulevard Carnot, l'Institut National de la Propriété Industrielle s'acquitte en 3ème paiement prévu au 1er janvier 1999 d'un montant de huit millions de francs (8 MF).

Or, conformément au décret n° 96-97 du 7 février 1996, l'I.N.P.I. a fait diagnostiquer la présence d'amiante dans cet immeuble. Celle-ci génère un surcoût d'environ 1.305.000 F (un million trois cent cinq mille francs).

Cette responsabilité incombant au vendeur, nous vous demandons de bien vouloir prendre en charge ces travaux de dépollution, en réduisant la dernière échéance du montant lié à ce surcoût, la ramenant à 6.695.000 F (six millions six cent quatre vingt quinze mille francs), de modifier en conséquence les précédentes délibérations et de nous autoriser à signer l'acte rectificatif à intervenir.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/905

OBJET-Reconduction de l'OPAH courées

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

Par délibération du 26 juin 1998, le Conseil de Communauté Urbaine a décidé de poursuivre la démarche initiée depuis près de 6 ans dans le domaine de la réhabilitation de l'habitat ancien en courée. On compte à Lille 401 courées représentant 3344 logements.

S'agissant des parties communes, la requalification du sol de cour et les travaux d'assainissement, cette démarche s'appuie principalement sur l'opération « maintien des courées ».

120 courées sont concernées à Lille par cette opération et près de la moitié en ont déjà bénéficié à ce jour.

Pour ce faire, la Communauté Urbaine assure le financement des travaux auxquels l'Etat participe sous forme de subventions.

Ce partenariat est également assuré avec les communes qui bien souvent renforcent et complètent les aides de l'Etat et de l'ANAH pour les travaux d'amélioration du bâti, afin de mettre les logements en conformité, dans le cadre de l'OPAH engagée depuis 1994.

192 courées lilloises sont inscrites en OPAH.

Aussi, sollicitée par l'Etablissement Communautaire, la Ville a d'ores et déjà fait part de son intention d'être maintenue dans ce dispositif pour une nouvelle période de 3 ans à compter du 1er janvier 1999.

Elle s'engage ainsi à reconduire ses aides financières, auprès des propriétaires occupants aux revenus modestes ainsi qu'auprès des bailleurs s'engageant à conventionner les loyers, telles qu'elles ont été précisées dans les délibérations du Conseil Municipal du 10 avril 1995 et du 29 mai 1995, à savoir :

* 10 % du montant des travaux plafonnés à 70 000 F TTC pour les propriétaires occupants dont les revenus ne dépassent pas le barème des plafonds PAP.

* 10 % du montant des travaux retenus par l'ANAH pour les bailleurs s'engageant dans le conventionnement.

Ces aides viendront s'ajouter à la Prime à l'Amélioration de l'Habitat versée par l'Etat aux propriétaires occupants et à la subvention délivrée par l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat aux propriétaires bailleurs.

Le montant global des financements à réserver par la Ville peut être estimé à 210 000 F pour 3 ans.

Comme précédemment, la délégation de l'Urbanisme et celle de l'Action Sociale liée au logement maintiennent le dispositif de pilotage, co-présidé par Monsieur CACHEUX et Monsieur KANNER.

Les crédits sont gérés par la délégation de l'Action Sociale. Ceux de l'Urbanisme viennent abonder les précédents.

Aussi pour le budget 1999, chaque délégation réservera un montant de 35 000 F :

Enveloppe 9225 - chapitre 67 - article 6713 - fonction 53 : « Primes municipales à l'amélioration de l'Habitat » - 15 000 F.

Enveloppe 8294 - chapitre 65 - article 6574 - fonction 53 : « Réhabilitation de logements locatifs conventionnés ou intermédiaires » - 20 000 F.

En accord avec les Conseils de Quartier concernés, la Commission de l'Urbanisme, de la Sécurité et du Domaine Public qui s'est réunie le 26 novembre 1998, et la Commission de l'Action Sociale, de la Santé et de la Solidarité, nous vous demandons de bien vouloir approuver ces réservations de crédits.

ADOPTÉE à l'unanimité

Monsieur Jean Raymond DEGRIVE, Maire, Président du Conseil de Quartier du Centre
Monsieur Christian BURE, Président du Conseil de Quartier du Centre
Monsieur Christian BURE, Président du Conseil de Quartier du Centre
Monsieur Jean DEMAILLE, Agent de Maintenance et de la Santé Publique, C.C.P.D.
Monsieur Thomas DANUREUX, Conseiller Municipal

Ensemble avec :

Monsieur le Maire Municipal
Monsieur le Représentant de la D.D.C.F.P.
Monsieur le Président de la S.O.A.L.I.
Monsieur le Directeur de C.C.P.D.
Monsieur le Directeur de l'U.S.P.A.
Monsieur le Représentant de la Région Nord Pas de Calais

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/906

OBJETASSOCIATIONS D'ETUDIANTS

Rapport de Monsieur le Maire

ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique de soutien à la vie estudiantine, nous vous proposons de participer financièrement à la manifestation suivante :

- exposition « l'Art aux Arts » qui s'est tenue à Lille les 7 et 8 Novembre 1998 et organisée par l'Association « Arts et Métiers Initiatives » - ENSAM.

Nous vous demandons, en accord avec la Commission de l'Enseignement et du Sport réunie le 19 novembre 1998, de bien vouloir soutenir cette Association à hauteur de 14000,00 francs.

La dépense correspondante est à imputer sur les crédits ouverts au Budget Primitif 1998 intitulé « Subventions-Aide à la Vie Estudiantine », chapitre 65, Article 6574, Fonction 242, Enveloppe 12224.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/994

OBJETRéhabilitation du Grand MagasinModification de la composition du jury de
choix du concepteur.Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

Pour mettre la composition du jury de choix du concepteur, proposée dans la délibération n° 98/451 du 29 juin 1998, en conformité avec le Code des Marchés Publics, il convient de rédéfinir la liste des personnalités concernées.

Ce jury se composerait donc :

- des membres de la commission d'appel d'offres :

- . Monsieur Raymond VAILLANT, Président de la Commission
- . Monsieur Jean-Raymond DEGREVE, élus en charge de l'Enseignement du 2ème degré supérieur
- . Monsieur Christian BURIE, Président du Conseil de Quartier du Vieux-Lille
- . Monsieur Frédéric MARCHAND, Conseiller Municipal Délégué aux Fêtes Publique
- . Monsieur Alain DEMAILLE, Adjoint au Maire Délégué à la Santé Publique - C.C.P.D.
- . Madame Thérèse DANGREAU, Conseiller Municipal.

à laquelle seront associés :

- . Monsieur le Receveur Municipal
- . Monsieur le Représentant de la D.D.C.C.R.F.
- . Monsieur le Président de la SORELI
- . Monsieur le Directeur du C.R.D.P.
- . Monsieur le Directeur de l'I.U.F.M.
- . Monsieur le Recteur ou son Représentant
- . un représentant de la Région Nord Pas-de-Calais

- . un représentant de Lille Métropole-Communauté Urbaine
- . 2 représentants de l'Ordre des Architectes de la Région Nord Pas-de-Calais
- . le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine du Nord
- . Monsieur le Conservateur Régional des Monuments Historiques
- . Monsieur DEYRIEUX, Architecte de la Ville de Lille
- . Monsieur CIRCO, Architecte de la Ville de Lille.

Nous vous demandons de bien vouloir valider cette composition.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/907

OBJET**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS****AIDES AUX PROJETS ASSOCIATIFS****Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,**

Plusieurs associations lilloises ont déposé un projet d'actions en direction des habitants des quartiers de la Cité en souhaitant une aide de la Ville.

Dans le cadre de la Délégation « Aide aux Projets Associatifs » nous vous proposons, en accord avec la Commission de la Démocratie Participative et de la Citoyenneté réunie le 2 décembre 1998, de participer au fonctionnement et à la mise en oeuvre des projets ci-dessous détaillés et d'approuver :

- ce tableau récapitulatif
- la répartition des subventions proposées aux associations organisatrices.
- l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au Budget Primitif 1998 intitulé « Subvention pour projets divers » chapitre 65, Article 6574, Fonction 242, Enveloppe 12400.

ADOPTÉE à l'unanimité

Associations	Projets	Participation de la Délégation
Conseil Représentatif des Africains Français de France (CRAFF)	Sensibiliser l'opinion publique sur l'égalité citoyenne comme valeur fondamentale et constitutionnelle de la République.	10 000 F
Bonidé	Promouvoir la création, la pratique et le développement de tous types de jeux de société.	5 000 F
Resto-Rock	Organisation d'un Festival en faveur des Restos du Coeur en raison de leur action sociale.	3 000 F
AD LIB	<u>Opération</u> « Le Père Noël est-il un Rocker ? »	
	Organisation de concerts et promotion de groupes amateurs et professionnels.	10 000 F
Vive les Vacances EDHEC	Suivi et animation des enfants des Equipements de Proximité	5 000 F
Le Fil du Rasoir	Promouvoir toutes les formes d'expressions artistiques	5 000 F
Centre d'Accueil de la Petite Enfance « Gnioulesse DIATTA »	Promouvoir l'aide au développement et à la Solidarité internationale dans les quartiers de Wazemmes et de Moulins. Mobiliser les habitants des quartiers autour d'un projet humanitaire.	5 000 F
Tous en scène	Présentation d'un Spectacle de théâtre Enfants dans les différents quartiers de la Ville.	7 000 F
Les Chantiers du Monde	Projet « Sénégalille » Organisation de l'exposition - développement des actions humanitaires dans le Monde	7 000 F
Promotion des Initiatives Locales d'Economie Solidaire (PILES)	Démarrage de l'action Réseau d'Echanges Réciproques de Savoirs.	10 000 F

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/908

OBJETSubventions de la Villeà diverses Associations

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

L'aide financière de la Ville a été sollicitée sous forme de subvention par diverses associations ou structures, en fonction d'un projet particulier identifié au sein de leurs activités propres dans le domaine des Droits de l'Homme, Relations Interculturelles, Intégration.

En accord avec votre Commission de la Démocratie Participative et de la Citoyenneté, réunie le 2 décembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir décider d'allouer les subventions suivantes :

Ligue des Droits de l'Homme	25 000 F
Université des Sciences et Technologies de Lille	20 000 F
Fondation de Lille	3 000 F
Ligue des Droits de l'Homme	7 600 F
Mouvement contre le Racisme et l'Amitié entre les Peuples	7 600 F

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits sur la ligne intitulée « Subventions Droits de l'Homme - Relations Interculturelles - Intégration » chapitre 65, article 65748, fonction 49, enveloppe 6568 du Budget Communal de 1998.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/909

OBJETSchéma Local d'IntégrationProgrammation 1998Subventions de la VilleTroisième répartitionRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal, lors de sa séance du 15 décembre 1997 a autorisé, par délibération n° 97/744, la signature d'une convention entre la Ville, le Préfet de la Région Nord-Pas de Calais et le FAS, qui a pour objet la mise en place du Schéma Local d'Intégration relatif à l'intégration des personnes issues de l'immigration.

Cette convention permet au FAS de cofinancer avec la Ville des actions d'intégration mises en place par celle-ci et soutenues par l'Etat, dans la cadre de la géographie prioritaire d'intégration.

Le Schéma Local d'Intégration (S.L.I.) est le fruit d'une volonté commune d'harmonisation et d'amélioration des politiques publiques sur le territoire de la Ville en matière d'intégration des personnes issues de l'immigration.

Afin de favoriser cette dynamique et de mettre en place, dès 1998, des actions, un appel à projet a donc été lancé auprès des associations et organismes locaux oeuvrant dans le domaine de l'intégration.

La recevabilité des actions a été déterminée après instruction et concertation avec le FAS au sein du Comité de Pilotage du SLI de Lille, présidé par Monsieur le Sous-Préfet à la Politique de la Ville.

Les orientations du SLI retenues pour 1998 s'inscrivent dans une démarche induisant plusieurs types d'actions :

A) Des actions généralistes en direction de tous les lillois quelles que soient leurs origines et en direction des personnes d'origine étrangère,

B) Des actions spécifiques concernant les personnes en contact avec des populations d'origine étrangère,

C) Des actions généralistes ou spécifiques visant à une meilleure connaissance réciproque et à un mieux vivre ensemble.

Lors de sa séance du 29 juin 1998, le Conseil Municipal, par délibération n° 98/458, a décidé :

- d'adopter le programme d'actions du Schéma Local d'Intégration établi au titre de l'année 1998,
- de solliciter le concours financier de l'Etat, de la Région, du FAS, ou de tout autre partenaire susceptible d'apporter son soutien.

- et a effectué une première répartition des subventions de la Ville afin d'assurer la mise en oeuvre d'une partie des opérations retenues.

Le Conseil Municipal, par délibération n°98/575 du 28 septembre 1998, a effectué une seconde répartition des subventions de la Ville.

Afin de permettre la réalisation des autres actions retenues, il convient maintenant de procéder à une dernière répartition des subventions de la Ville.

En accord avec votre Commission de la Démocratie participative et de la Citoyenneté réunie le 2 décembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir décider d'allouer à chaque association ou structure maître d'ouvrage support de l'action concernée la subvention correspondant à la participation de la Ville conformément au tableau récapitulatif joint en annexe.

La dépense correspondante sera imputée au budget communal de 1998 sur le crédit inscrit au chapitre 65 article 6574 fonction 49 enveloppe 12405.

ADOPTÉE à l'unanimité

Schéma Local d'Intégration de Lille
Programmation 1998 - Troisième répartition

Titre de l'action	Maître d'ouvrage	Budget prévisionnel	Part Ville	Thématique	Zone géographique
Colloque intitulé « Les femmes dans l'Islam »	Association Solidarité Aux Femmes d'Ici et d'Ailleurs	215 000 F	8 000 F	Colloque	Transversal
Dispositif primo arrivants	Université des Sciences et Technologies de Lille CUEEP	192 000 F	17 000 F	Formation de base pour primo arrivants à visée d'insertion sociale	Transversal
Festival l'Asie à Lille	Amitiés Franco Chinoises Nord Pas de Calais	135 000 F	25 000 F	Festival	Transversal

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/910

OBJETSchéma Local d'IntégrationConventions avec le Fonds d'Action SocialeAvenant

Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal, lors de sa séance du 15 décembre 1997 a autorisé, par délibération n° 97/744, la signature d'une convention entre la Ville, le Préfet de la Région Nord-Pas de Calais et le FAS, qui a pour objet la mise en place du Schéma Local d'Intégration relatif à l'intégration des personnes issues de l'immigration.

Cette convention permet au FAS de cofinancer avec la Ville des actions d'intégration mises en place par celle-ci et soutenues par l'Etat, dans le cadre de la géographie prioritaire d'intégration.

Le Conseil Municipal, par délibération n°98/73 du 16 février 1998, a ensuite décidé de conclure une seconde convention avec les partenaires précités afin de définir les modalités de mise en oeuvre et de fonctionnement du Schéma Local d'Intégration au moyen d'une lettre de mission.

Dans l'attente de la mise en oeuvre du prochain Contrat de Plan, le Comité Interministériel des Villes du 30 juin 1998 a décidé que les Contrats de Ville et les autres conventions de développement social urbain sont prorogés d'un an jusqu'au 31 décembre 1999.

Afin de permettre la mobilisation des crédits du FAS dans les mêmes conditions que précédemment, soit un million de francs, la conclusion d'un avenant aux conventions précitées s'avère donc nécessaire.

En accord avec votre Commission de la Démocratie Participative et de la Citoyenneté du 2 décembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant ci-joint entre la Ville, l'Etat et le FAS
- solliciter le concours financier de l'Etat, de la Région, du FAS, ou de tout autre partenaire susceptible d'apporter son soutien dans le cadre du Contrat de Ville
- prévoir l'admission en recettes des subventions escomptées et leur emploi à la ligne du budget communal correspondante.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/911

OBJETCinquantième anniversaire
de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
Engagement des Villes pour les Droits de l'HommeRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du cinquantième anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme, s'est tenue à Barcelone le 17 octobre 1998 une journée internationale qui a regroupé de nombreuses villes européennes sur le thème des Droits de l'Homme.

A cette occasion, un texte a été signé portant « Engagement des Villes pour les Droits de l'Homme » ; joint en annexe.

Ce texte atteste du rôle que les villes peuvent jouer comme espace de développement des Droits de l'Homme autour des valeurs d'égalité et de solidarité, de justice, de démocratie dans la proximité, de participation et de transparence ; et s'inscrit pleinement dans le contexte de nos préoccupations.

En accord avec votre Commission de la Démocratie Participative et de la Citoyenneté réunie le 2 décembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- approuver la démarche entreprise par les villes qui ont souscrit à cet engagement pour les Droits de l'Homme lors de la première Conférence Européenne de Barcelone.

- participer à la coordination en vue de la deuxième Conférence Européenne des Villes pour les Droits de l'Homme.

ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés

Conférence européenne "Villes pour les droits de l'homme"
ENGAGEMENT DE BARCELONE

**ENGAGEMENT DES VILLES POUR LES DROITS DE L'HOMME
 À L'OCCASION DU 50ÈME ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES
 DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES**

Aucune ville n'est une île. Le réseau des villes parcourt le monde actuel en en faisant un organisme vivant, souple, connecté sans cesse. Cependant, nous savons que des humeurs différentes peuvent couler dans ses veines. La ville a été et est souvent un instrument de libération, une vraie machine de réduction de la pauvreté et l'espace où sont nés les droits de la personne. Mais nous savons aussi que l'espace urbain peut jouer le rôle d'une puissante machine d'exclusion sociale et que, au cours de ce XXe siècle qui s'achève, la barbarie s'est acharnée contre les villes et a laissé dans nos mémoires un chapelet de noms qui vont de Verdun, Guernica, Berlin et Hiroshima à Vukovar, Sarajevo et Srebrenica.

C'est pour cette raison que, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, nous tenons à affirmer notre volonté que ces droits nourrissent la vie de nos villes. Leur caractère universel possède une valeur extraordinaire lorsqu'il s'agit d'unir les villes du monde entier en une alliance pour créer une nouvelle culture des droits de l'homme. Les valeurs d'égalité et de solidarité, de justice, de démocratie dans la proximité, de participation, de transparence et de bon gouvernement inspirent la mise en place des droits de l'homme dans le domaine des villes. Et ces valeurs font en sorte que, partout, les villes puissent s'unir pour défendre un même concept de la dignité humaine et que la citoyenneté puisse s'approprier l'ancienne devise : l'air de la ville nous rend libres.

Le regard posé sur l'horizon du siècle qui vient, dans un contexte de globalisation, d'urbanisation croissante et de fractures sociales, nous nous rendons compte que l'interrelation est un trait fondamental de notre monde qui rend indissociables la satisfaction des besoins minimaux de l'ensemble de la population mondiale, la protection de l'environnement et le respect des droits des futures générations. Dans ce

monde futur, la ville est appelée à devenir l'un des principaux acteurs pour la promotion du développement durable et pour la défense des droits de l'homme interdépendants et indivisibles. Dans un monde globalisé, la ville est plus proche des citoyennes et citoyens, ce qui lui confère la capacité d'assurer la visibilité des situations de vulnérabilité des droits et la légitimité face aux citoyens pour agir en conséquence.

La culture de la communication, qui donne lieu au transfert du savoir entre différents domaines et à la capillarité des actions et des idées, fait émerger progressivement les villes comme une nouvelle voix dans la vie internationale. À travers les nombreuses initiatives de la société civile et des politiques municipales, la ville joue à l'heure actuelle un rôle dans les politiques actives de défense des droits de l'homme, dans la coopération internationale, elle est un bastion pour les victimes des violations des droits, elle peut se montrer généreuse dans l'accueil des réfugiés... Dans un contexte d'échanges dans tous les sens, il devient impératif d'encourager de toutes nos forces l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté, pour souligner les droits économiques, sociaux et culturels, qui sont une partie intrinsèque des droits de l'homme.

Pour une culture des droits de l'homme dans la ville

Nous, maires de villes et de capitales européennes et représentants des pouvoirs locaux, nous assumons l'héritage de cinquante ans de développement de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et le défi des nouveaux contextes dans lesquels vivent les hommes et femmes d'aujourd'hui. En vertu du principe de subsidiarité et de la proximité de l'administration municipale des citoyens et citoyennes, nous affirmons notre volonté de promouvoir la culture des droits de l'homme et de la responsabilité humaine dans la ville et, au regard des nouvelles réalités, nous assumons les engagements suivants :

1. Nous voulons l'extension du droit de participation politique, le droit de suffrage et la liberté d'association dans le domaine municipal à tous les citoyens et citoyennes, incluant tous ceux qui, résidant en ville depuis un certain temps, n'ont pas la nationalité de l'État. Dans ce sens, il faudra décidément travailler avec les organismes ou instances qui ont les compétences pour changer, de façon appropriée, les lois électorales. Il faudra entre-temps créer, dans nos villes, des mécanismes qui faciliteront la participation réelle et effective de tous les citoyennes, et surtout des membres des groupes politiquement plus exclus.

2. Les droits de l'homme sont indivisibles, et les droits sociaux, économiques et culturels en sont une partie inaliénable. Le principe de proximité fait que l'administration municipale soit plus sensible aux réalités où ces droits sont particulièrement vulnérables. Ainsi, nous défendons que les politiques urbaines contre l'exclusion sociale, les politiques pour l'emploi, la promotion du droit à un logement adéquat, et les actions citoyennes visant à protéger les collectifs vulnérables (enfants, femmes, homosexuels, personnes âgées, personnes avec différents handicaps...), ainsi que les politiques visant à reconnaître aux immigrés en situation irrégulière leur droit à l'accès aux services sociaux, à l'éducation et à la santé publique, font de la ville un bastion des droits de l'homme.

3. La promotion des droits sociaux et le développement économique sont de nos jours indissociables de la protection de l'environnement. Nous devons mener des actions de prévention de l'atteinte à l'environnement mais également sanctionner les responsables des dégradations écologiques et environnementales et coopérer avec les autorités locales des pays de l'est et du sud dans une alliance pour protéger le climat, l'eau, la terre et la biodiversité. Dans ce but, nous voulons engager les villes à réaliser et à appliquer les programmes locaux 21 en tenant compte de l'article 28 du Programme Général 21 et de la Charte Européenne d'Aalborg.

4. Enracinées dans la culture de leur pays, les villes sont aussi un pôle d'attraction des personnes et des communautés d'autres cultures. La ville doit protéger le pluralisme et la convivialité. Elle doit respecter la culture de chacun par le biais d'une action politique diversifiée comprenant : la défense des droits des communautés linguistiques qui habitent le pays, et des droits linguistiques de chacun, l'adoption de politiques multiculturelles, la promotion du dialogue entre les religions, le suivi et l'action permanente contre la discrimination ethnique et la création de centres d'assistance communautaire aux réfugiés.

5. Nous envisageons le besoin de mettre en place des mécanismes de protection et surveillance des droits de l'homme dans toutes les villes européennes – grandes, moyennes et petites – par le biais d'institutions objectives et indépendantes du pouvoir local, chargées de défendre les citoyens et de les soutenir en ce qui concerne leurs droits en matière de compétence municipale.

6. Nous constatons le rôle actuel des villes dans la promotion de la culture des droits de l'homme à l'échelle internationale. Nous lançons donc un appel aux institutions internationales pour qu'elles ouvrent des espaces qui permettraient d'entendre notre voix. Dans ce nouveau contexte, nous désirons favoriser la coopération

entre les villes des différentes cultures, aux situations économiques différentes et, surtout, avec des villes des régions en conflit. Chaque ville doit assumer sa responsabilité dans la coopération internationale et dans la participation aux réseaux des villes pour la défense des droits de l'homme.

Le droit à la ville

Les politiques municipales en ce domaine exigent un dialogue permanent avec la société civile et une étroite collaboration avec les associations et les ONG. Il faut que les conseils municipaux maintiennent de façon permanente le contact avec les différents agents sociaux impliqués dans la défense des droits de l'homme et que les politiques municipales puissent être mises en place en partenariat ou à travers l'action des organisations.

La culture des droits de l'homme dans la ville se développera vraiment à partir de la plus vaste participation de tous les citoyens. La démocratie de proximité doit faire en sorte que, dans l'image de l'administration locale, tous les habitants puissent se reconnaître : citoyennes et citoyens, population autochtone et groupes d'immigration, membres des minorités religieuses et culturelles.

Nous voulons humaniser l'espace urbain, lui donner corps par le biais de la protection et de la promotion des droits de l'homme. Le droit à la ville que nous affirmons est le suivant: le droit de chacun à la participation active dans la vie de la ville. Le droit à être le protagoniste de sa citoyenneté.

Objectifs

À Barcelone, le 17 octobre 1998, journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, nous signons cet engagement et nous convenons d'en diffuser le contenu et l'esprit partout et, pour le faire, nous assumons les objectifs suivants:

1. Maintenir un rapport permanent entre nos villes afin de partager les actions, les pratiques et les politiques qui font avancer les droits de l'homme dans les villes et dans les multiples domaines de celles-ci.
2. Continuer à aller de l'avant dans la réflexion sur le rôle présent et futur des villes



comme bastion des droits de l'homme, en partenariat avec les associations spécialisées en leur défense et promotion, comme nous l'avons fait jusqu'à présent. À partir de la synthèse des travaux des séminaires préparatoires et des résultats de la Conférence de Barcelone, et à partir de la collaboration avec les Nations Unies et le Conseil de l'Europe et d'une collaboration souhaitée avec la Commission Européenne, nous voulons continuer à coopérer en vue de la rédaction d'une future Charte des Droits de l'Homme dans la Ville, et parvenir ainsi à avoir, par la voix des villes, une répercussion réelle sur les délibérations de ces organismes internationaux.

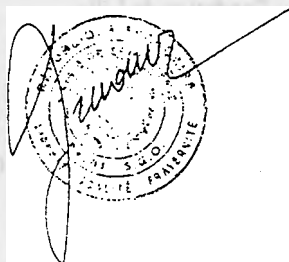
3. Faciliter les mécanismes pertinents pour promouvoir les contenus de cet Engagement dans nos villes avec la participation municipale et le rattachement des personnes appartenant à la société civile qui puissent être des points de référence indiscutables de l'engagement dans la défense et la promotion des droits de l'homme, et qui puissent assurer la présence permanente du souci pour les droits de l'homme dans les structures de gouvernement des villes.

4. Mettre en place des mécanismes d'évaluation du respect de cet Engagement dans chaque ville et proposer, dans ce sens, la création d'un groupe de travail dans un des organismes européens ayant des pouvoirs locaux déjà existants.

5. Inviter les villes signataires à étudier ce document et à l'approuver dans une séance plénière municipale.

6. Faire connaître les contenus et les valeurs de ce document à nos concitoyens et concitoyennes et travailler pour les étendre à d'autres villes.

Nous chargeons les villes de Saint-Denis, Gérone et Barcelone de la diffusion internationale de cet engagement, de la coordination de la poursuite des travaux et d'encourager la création d'un groupe de travail au sein organisme européen de coordination municipale déjà existant, afin qu'ait lieu en l'an 2000 la deuxième Conférence Européenne des Villes pour les Droits de l'homme.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/912

OBJETSubventions destinées aux organismes
à vocation humanitaire

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'aide financière de la Ville a été sollicité sous forme de subventions par diverses associations à caractère social, au titre de l'année 1998.

Ces subventions leur seront attribuées en fonction d'un projet particulier identifié au sein des activités annuelles de chaque association et contractualisé avec la Ville par un contrat d'objectifs.

En accord avec la Commission de la Démocratie Participative et de la Citoyenneté, réunie le 2 décembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder les subventions suivantes :

Sur le chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 49 – Enveloppe 12395 pour :

- | | |
|---|-------------|
| - Les enfants de SAMISSI | 5 000 F |
| - Ubumwe | 30 000 F |
| - OCCE coopérative scolaire école
Montessori | 10 000 F |
| - Association AS Cameroun | 20 033,49 F |

Sur le Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 49 – Enveloppe 8922 pour :

- | | |
|----------------------|----------|
| - Fondation de Lille | 75 500 F |
|----------------------|----------|

Sur le Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 49 – Enveloppe 9915 pour :

- | | |
|----------------------|----------|
| - Fondation de Lille | 50 000 F |
|----------------------|----------|

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/913

OBJET

Subventions destinées aux organismes
à vocation humanitaire-
Délibération portant modification.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération N°98 / 461 du 29 juin 1998, le Conseil Municipal a octroyé 5000 F de subvention à l'association au FRAP DEHIOR, alors qu'il convenait d'attribuer 5 000 F à l'association A.D.R.I.E.M.

En accord avec la Commission de la Démocratie Participative et de la Citoyenneté réunie le 2 décembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder 5000 F à l'association A.D.R.I.E.M., l'action demeurant inchangée.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le chapitre 65, article 6574, fonction 252, enveloppe 14028.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998
N° 98/914

OBJET Subvention d'aide au
démarrage de l'association
Cap Humanitaire

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs

L'association Cap Humanitaire, association Loi 1901, est une association constituée par des associations reconnues pour leur action dans le domaine humanitaire (telles l'Institut Catholique des Arts et Métiers, Service civil international...)

Cap humanitaire a pour vocation d'être un lieu de ressources à la disposition des associations et collectivités territoriales de la région, porteuses de projets humanitaires locaux et internationaux et a notamment pour objet :

- d'apporter un soutien à la fois méthodologique et technique aux porteurs de projets pour rendre leurs actions plus efficaces

- de créer une équipe capable d'offrir une série de compétences allant du montage de projet jusqu'à la logistique (collecte stockage et expédition de matériels).

Ces actions conduiront à la création "d'emplois jeunes" en application de la loi du 16 octobre 1997 relative au développement de nouvelles activités.

Pour permettre à l'association d'engager ces actions (une aide au démarrage et à l'encadrement), la Ville souhaite apporter son concours financier.

Cette aide s'intègre dans les actions de soutien apporté par la Ville aux promoteurs de service dans le cadre du Programme "Nouveaux Services - Nouveaux emplois" approuvé par le Conseil Municipal par délibération 97/542 du 13 octobre 1997 et 97/878 du 15 décembre 1997.

L'aide apportée par la Ville sera donc la suivante :

- une aide au démarrage de l'activité d'un montant de 50 000 F
- une aide à l'encadrement d'un montant de 200 000 F
- une aide à l'investissement de 200 000 F permettant l'acquisition de :

- matériel informatique et mobilier de bureau
- l'équipement de l'atelier de remise en état des dons en matériels
- l'équipement de l'entrepôt logistique.

Il est donc demandé au Conseil d'approuver

- le versement des subventions prévues
- l'imputation des dépenses qui en résulteront sur la ligne " Mesures pour l'emploi - subventions à diverses associations " (enveloppe 11808 - chapitre 65 - article 6574 - fonction 91) de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/915

OBJET

Fédération des Centres d'Insertion-
Plate forme humanitaire-
Financement complémentaire.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 98/335 du 29 juin 1998 la Ville de LILLE a confié à la Fédération des Centres d'Insertion, la mise en œuvre d'une plate forme d'aide aux activités humanitaires.

Cette action, a permis en lien avec la Délégation à l'Action Humanitaire d'animer le réseau associatif, pour définir les objectifs de la plate forme, décrire les services offerts et les emplois créés, construire son plan de développement, constituer le dossier emploi jeune, négocier les financements, assurer la structuration juridique.

Afin de permettre l'achèvement de cette mission nous vous demandons d'autoriser un versement de 25 000 F à la Fédération des Centres d'Insertion.

La dépense sera imputée sur le chapitre 65 - article 6574 - fonction 49 - enveloppe 8922.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/916

OBJET

Subventions destinées aux organismes en faveur
des droits des Femmes

Association France - Espagne

Versement d'une subvention

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'association France - Espagne a sollicitée l'aide financière de la Ville, sous forme de subvention, pour un montant de 5 000 frs.

Cette association a, parmi ses principaux objectifs, celui de valoriser le rôle de la femme dans la société. Elle souhaite organiser une exposition intitulée "Le long Chemin vers l'égalité" dans la salle d'exposition de l'Hospice Comtesse du 2 au 12 janvier 1999.

En accord avec votre commission de la Démocratie Participative et de la Citoyenneté réunie le 2 décembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir accorder une subvention de 5 000 frs pour la tenue de cette exposition.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 65 - article 65748 - enveloppe budgétaire 10 464 - fonction 49 sous l'intitulé "Associations à vocation féminine".

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 14 décembre 1998
N° 98/917

OBJET

Dotations complémentaires et nouvelles. Exercice 1998.
Décision Modificative N° 4.Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Les décisions modificatives ont pour vocation d'adapter le document budgétaire initial à la vie collective.

En accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir décider les inscriptions reprises dans le document ci-joint.

ADOPTÉE à l'unanimité

DECISION MODIFICATIVE

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	AP votées en 1998	CP Déjà inscrits	AP nouvelles	AP disponibles	CP nouveaux
21	2182	022	1191	Parc automobile - Acquisition de véhicules - Réemploi de recettes	1.611.390,00	1.611.390,00	168.840,00	168.840,00	168.840,00
23	2313	235	8382	Monuments historiques - Travaux d'entretien - Réemploi subvention DRAC - Délib. 98/402 du 29/06/98	400.000,00	400.000,00	61.740,00	61.740,00	61.740,00
23	2313	241	12285	Centre de Création de Moulins - M.A.J.T.	0,00	0,00	-75.000,00	-75.000,00	-75.000,00
26	261	01	9254	SAEM Lille Grand Palais - Augmentation du Capital social - Participation	0,00	0,00	10.000.000,00	10.000.000,00	10.000.000,00
27	272	01	14394	Acquisition d'obligations assimilables du Trésor	0,00	0,00	139.000,00	139.000,00	139.000,00
TOTAL					2.011.390,00	2.011.390,00	10.294.580,00	10.294.580,00	10.294.580,00

RECETTES

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Montant
13	1321	22	14319	Construction de l'orgue du Conservatoire National - Subvention de l'Etat - Délibération 88/481	14.560,00
13	1325	66	14385	Observatoire de la Réalité Locale - Participation de Lille Métropole Communauté Urbaine.	327.969,31
TOTAL					342.529,31

OPERATIONS EQUILIBREES

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Dépenses	Recettes
13	1322	652	14290	Réaménagement des espaces publics Fontenoy/Filature - Subvention du Conseil Régional		
23	2312	652	13026	Réemploi - Délibération 98/370 du 29/06/98		150.000,00
13	1321	234	14306	Musée d'histoire naturelle - Collections ethnographiques - Participation du Ministère de l'Education Nationale	150.000,00	
21	2161	234	7261	Réemploi - Délibération 98/615 du 28/09/98		70.500,00
13	1325	61	12005	Courées - Travaux d'assainissement 96 - Participation de Lille Métropole Communauté Urbaine	70.500,00	
13	1325	61	12576	Réemploi		736.000,00
13	1321	61	11803	Courées - Participation de l'Etat	736.000,00	
13	1321	61	12559	Réemploi		23.461,00
13	1321	234	14320	Musée d'histoire naturelle - Aménagement des locaux de la rue Malus - Subvention du Rectorat	23.461,00	
23	2313	234	1374	Réemploi - Délibération 98/614 du 28/09/98		200.000,00
					200.000,00	
				TOTAUX	1.179.961,00	1.179.961,00

OPERATIONS D'ORDRE

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Dépenses	Recettes
021	021	01	12500	Virement de la section de fonctionnement		
10	1025	01	14398	Palais des Beaux Arts - Don de Mr Prouté - Dessin - Délib. 98/41 du 16/02/98		10.515.792,89
10	1025	01	14399	Don de plusieurs oeuvres d'art de Ladislav Kijno - Délib. 98/168 du 06/04/98		50.000,00
10	1025	01	14400	Don d'une huile sur toile de Cécylia Olzewska - Délib. 98/426 du 29/06/98		5.000.000,00
10	1025	01	14401	Palais des Beaux arts - Don de Mr Bruno Hochart - Cadre en noyer - Délib. 98/609 du 28/09/98		15.000,00
10	1025	01	14402	Musée d'histoire naturelle - Don d'un Tapa de Mr Meyer - Délib. 98/616 du 28/09/98		6.000,00
16	16882	01	13306	Intérêts courus non échus		50.000,00
19	192	01	14397	Différences sur réalisations d'immobilisations (legs)		1.959,94
19	192	01	12998	Différences sur réalisations d'immobilisations		2.628,90
19	192	01	12992	Différences sur réalisations d'immobilisations		1.995.735,69
21	2161	01	divers	Intégration des dons - Env. 14404, 14405, 14406, 14407, 14408	3.334.881,89	
21	2182	01	12996	Matériel de transport - Cessions	5.121.000,00	
23	2313	022	14362	Travaux en régie - Hôtel de ville - Aménagement - Exercice 1997		479.161,20
					362.026,97	

OPERATIONS D'ORDRE (suite)

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Dépenses	Recettes
23	2313	233	14363	Travaux en régie - Bibliothèque municipale - Exercice 1997		
23	2313	234	14364	Travaux en régie - Musée Comtesse - Exercice 1997	10.139,52	
23	2313	251	14365	Travaux en régie - Crypte Saint Pierre Saint Paul - Exercice 1997	17.231,44	
23	2313	251	14366	Travaux en régie - Piscine Marx Dormoy - Exercice 1997	10.540,68	
23	2313	252	14367	Travaux en régie - Centre de loisirs de Phalempin - Exercice 1997	20.282,85	
23	2313	26	14368	Travaux en régie - Bourse du travail - Exercice 1997	66.678,88	
23	2313	48	14369	Travaux en régie - Centre d'hébergement rue Paul Lafargue - Exercice 1997	10.378,54	
26	266	01	14396	Participations et créances - Cessions de valeurs (legs)	17.610,35	
28	28183	01	12481	Amortissement matériel de bureau et matériel informatique		135.371,10
48	4815	01	12474	Subventions pour équipement de tiers - Charges à répartir		-108.824,02
48	4815	01	12476	Subventions pour équipement de tiers - Charges à répartir	-974.995,14	
						-194.999,03
				TOTAUX	7.995.775,98	17.947.826,67

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Montant
011	6068	022	4778	Logistique des manifestations - Autres fournitures - Réemploi de recettes	2.000,00
011	6132	022	14409	Action sociale - Location de locaux	292.432,00
011	6132	022	11423	Urbanisme et foncier - Locations immobilières - Crédit complémentaire	66.000,00
011	614	022	11247	Urbanisme et foncier - Charges locatives - Crédit complémentaire	50.000,00
011	61522	463	14410	Maison de Quartier des Bois Blancs - Halte garderie - Travaux de réfection suite à un dégât des eaux	7.000,00
011	61558	234	76	Musée des Beaux arts - Entretien de matériel, outillage et mobilier - Réemploi de recettes	34.913,70
011	6226	43	14076	Instance de gérontologie - Honoraires	26.832,00
011	6231	022	9211	Centrale d'achats - Marchés publics - Frais d'insertion	200.000,00
011	6233	21	14034	Service des fêtes. Exposition	100.000,00
011	6236	022	9212	Impression des registres du Conseil Municipal	102.240,00
014	7393	01	5689	Reversement à Lille Métropole Communauté Urbaine de la Taxe professionnelle liée au métro - Complément	1.278.000,00
014	74879	01	12201	Commune associée d'Hellemmes - Dotation complémentaire	844.500,00
65	6552	40	991	Contingent d'aide sociale - Crédit complémentaire	1.649.098,00
65	6572	22	14237	Théâtre du Nord - Subvention d'équipement	200.000,00
65	6572	234	14411	Palais des Beaux Arts - Boutique - Aménagements - Participation	200.000,00
65	6572	653	13668	Aide au ravalement	264.000,00
65	65736	183	1137	Caisse des écoles - Transport d'élèves - Subvention complémentaire	12.000,00
65	6574	241	14088	Danse à Lille - Subvention compensatrice pour location de salles suite à fermeture du théâtre Sébastopol - Complément	38.320,00
65	6574	242	13638	Subventions aux équipements de proximité - Maisons de quartiers	218.000,00
65	6574	242	10528	Auberge de la Jeunesse - Subvention complémentaire	90.000,00
65	6574	242	1412	Comité d'animation du Faubourg de Béthune - Fêtes de fin d'année - Subvention exceptionnelle	15.000,00
65	6574	251	14412	L.U.C. - Water Polo - Subvention exceptionnelle	8.000,00
65	6574	251	13642	LOSC - Remboursement de charges (500 KF) - Subvention (500 KF)	1.000.000,00
65	6574	49	9915	Fondation de Lille - Subvention complémentaire	50.000,00
65	6574	53	8294	Réhabilitation de logements locatifs - bonifications	25.000,00
65	658	64	6012	Stationnement - Parc du Nouveau Siècle - Reversement à Lille Métropole Communauté Urbaine	1.755.284,82
66	6611	01	27	Intérêts des emprunts	-2.200.000,00
67	6713	53	9225	Primes à l'amélioration de l'habitat	25.000,00
67	6745	22	13902	Centre de création Moulins - Subvention à la M.A.J.T.	75.000,00
TOTAL					6.428.620,52

322

RECETTES

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Montant
70	706311	251	14280	Equipements sportifs - Recettes d'occupation	1.200,00
70	70632	652	14316	Ferme pédagogique Marcel Dhénin - Participation des Instituts spécialisés - Délibération 97/826 du 15/12/97	11.677,50
70	7071	22	14370	Théâtres - Vente aux enchères publiques	297.578,91
70	70841	628	14285	Service extérieur des pompes funèbres - mise à disposition de personnel - Facturation	493.272,00
73	7311	01	1894	Fiscalité - Rôles supplémentaires	7.040.454,24
73	7337	64	8324	Produit de stationnement	-1.600.000,00
74	74718	235	14325	Eglise Sainte Catherine - Travaux d'entretien - Subvention de la DRAC - Délibération 98/402 du 29/06/98	61.740,00
74	7482	01	14413	Barèmes des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement - Compensation de l'Etat	98.543,00
75	757	20	10470	SAEM Lille Grand Palais - Redevance	10.000.000,00
75	757	234	14259	Musée des Beaux Arts - Redevance d'exploitation de la librairie et de la boutique	49.590,56
75	7581	234	14305	Musée d'Histoire Naturelle - Vente de moulages - Délibération 98/617 du 28/9/98	5.000,00
77	775	01	12148	Produit des cessions d'immobilisations (immeubles et terrains)	-1.000.000,00
77	775	022	12807	Produit des cessions d'immobilisations (autres)	271.615,00
79	7911	022	13074	Dégâts des eaux et catastrophe naturelle du 01/08/98 - Indemnité d'assurance	650.000,00
TOTAL					16.380.671,21

324

OPERATIONS EQUILIBREES

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Dépenses	Recettes
75	757	43	12729	Quartier Centre - Voyage des personnes âgées - Recettes		4.880,00
65	6574	242	4347	Réemploi - Délibération 98/124 du 06/04/98	4.880,00	
74	74718	11	13839	Aménagement des rythmes scolaires - Subvention du Ministère de la Jeunesse et des sports		15.000,00
014	74879	01	12201	Réemploi - Dotation commune associée d'Hellemmes - Délibération déc. 98	15.000,00	
74	7473	022	14260	Emploi des Français musulmans rapatriés - Subvention du Conseil Général		25.000,00
012	64131	022	11055	Réemploi - Rémunération du personnel non titulaire	25.000,00	
74	7478	241	14301	Exposition d'artistes lillois et belges - Remboursement des honoraires		30.782,74
011	6236	241	13105	Réemploi - Délibération 98/627 du 28/09/98	30.782,74	

OPERATIONS EQUILIBREES (suite)

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Dépenses	Recettes
74	7478	233	14272	Dépôt légal entre la Bibliothèque nationale de Paris et la Ville - Recettes		175.000,00
012	64111	233	10997	Réemploi - Délibération 97/760 du 15/12/97	155.000,00	
011	6261	233	6221	Réemploi - Délibération 97/760 du 15/12/97	10.000,00	
011	6068	233	57	Réemploi - Délibération 97/760 du 15/12/97	10.000,00	
74	74718	234	14321	Musée d'histoire naturelle - Exposition "Déchets" - Participation du Rectorat		150.000,00
011	6288	234	14234	Réemploi	150.000,00	
74	74718	241	14326	Opération "Pas d'Quartier" - Contrat de Ville - Participation		300.000,00
65	6574	241	12393	Réemploi - Aéronef - Délibération déc. 98	300.000,00	
74	7471	06	14414	Boulangerie créée par la Fondation d'aide aux victimes de Tchernobyl - Subv. du Minist. des aff. étrangères		143.750,00
65	6574	06	14415	Réemploi - Délibération 98/572 du 28/09/1998	143.750,00	
TOTAUX					844.412,74	844.412,74

OPERATIONS D'ORDRE

Chap	Art	Fonc	Env	Libellés	Dépenses	Recettes
023	023	01	12501	Virement à la section d'investissement	10.515.792,89	
66	6611	01	13307	Intérêts courus non échus	1.959,94	
67	675	01	12980	Valeurs comptables des immobilisations cédées	479.161,20	
67	675	01	14416	Valeurs comptables des immobilisations cédées (legs)	135.371,10	
67	676	01	14417	Différences sur réalisations transférées en investissement (legs)	2.628,90	
67	676	01	12981	Différences sur réalisations transférées en investissement	1.995.735,69	
68	6811	01	12457	Dotation aux amortissements des immobilisations	-108.824,02	
68	6812	01	12475	Dotations aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir	-194.999,03	
72	722	01	14361	Travaux en régie - Immobilisations corporelles - Exercice 1997		514.889,23
77	776	01	12983	Différences sur réalisations reprises au compte de résultat		3.334.881,89
79	7918	01	12472	Autres transferts de charges de fonctionnement		-974.995,14
TOTAUX					12.826.826,67	2.874.775,98

- 7 -

RECAPITULATIF

						Dépenses	Recettes
					Investissement	19.470.316,98	19.470.316,98
					Fonctionnement	20.099.859,93	20.099.859,93
					TOTAUX	39.570.176,91	39.570.176,91

Enfin s'il y a lieu de passer les opérations comptables d'ordre consécutives à la prise en compte des virements de crédits de la section de fonctionnement vers la section d'investissement repris dans la délibération n° 98/ 918 de la présente séance soit :

Virement de la section d'investissement - Chapitre 023 - article 023 - Fonction 01 - Enveloppe 12501 : 3.267.933,26

Virement de la section de fonctionnement - Chapitre 021 - article 021 - Fonction 01 - Enveloppe 12500 : 3.267.933,26

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/918

OBJET

Budgets primitif et supplémentaire. Transferts de crédits.
Exercice 1998.Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

En raison de la diversité de leur nature et de leur caractère prévisionnel, les dépenses des sections d'investissement et de fonctionnement de nos documents budgétaires ne peuvent, lors de leur élaboration, faire l'objet d'une répartition précise dans le cadre de la nomenclature du plan comptable.

En vue de permettre l'imputation de ces opérations selon leur destination, il est nécessaire de procéder, en cours d'année, à certains transferts ou ventilations des crédits mis à la disposition des services gestionnaires.

En accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir ratifier les propositions soumises en vue d'assurer le règlement de dépenses de travaux ou fournitures relatif à l'aménagement de divers équipements ou au fonctionnement des services communaux.

Le détail des opérations est donné dans le document ci-inclus.

**ADOPTÉE à l'unanimité
des Suffrages Exprimés**

**ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES
VILLE DE LILLE**

Exercice 1998

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

IMPUTATION BENEFICIAIRE			IMPUTATION BENEFICIAIRE			IMPUTATION BENEFICIAIRE		
CHAP.	ART.	FONCT.	LIBELLE	CHAP.	ART.	FONCT.	LIBELLE	MONTANT
011	60632	022	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS	25 000,00
011	60632	241	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	21	2162	233	FONDS ANCIENS BIBLIO & MUSEES	50 000,00
011	60632	251	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	012	64111	242	REMUN PPAL PERS TITULAIRE	248 880,37
011	60632	251	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	012	64131	20	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE	176 037,49
011	60632	77	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	50 000,00
011	6067	11	FOURNITURES SCOLAIRES	65	6558	122	CONTINGT PARTIC AUTRES DEPENSE	557,90
011	6067	11	FOURNITURES SCOLAIRES	21	2183	11	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	8 500,00
011	6067	11	FOURNITURES SCOLAIRES	21	2188	11	AUTRES IMMOBILISATIONS	13 500,00
011	6068	022	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	20	205	022	CONCESSIONS, DROITS SIMILAIRES	49 000,00
011	6068	022	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	13 500,00
011	6068	022	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS	4 000,00
011	6068	22	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	012	64131	22	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE	5 951,99
011	6068	234	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	21	2161	234	OEUVRES ET OBJETS D'ART	151 000,00
011	6068	234	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	21	2188	234	AUTRES IMMOBILISATIONS	30 800,00
011	6068	241	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	1 441,10
011	6068	242	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	11 866,00

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

IMPUTATION			EMETTEUR	IMPUTATION			BENEFICIAIRE	MONTANT
CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	
011	6068	242	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	26	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	300,00
011	6068	242	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	67	6714	242	BOURSES ET PRIX	5 000,00
011	6068	251	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	251	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	75 000,00
011	6068	43	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	1 000,00
011	6068	652	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	3 000,00
011	6068	652	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS	14 390,00
011	6068	66	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	60 944,00
011	6068	66	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	21	2183	66	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	9 443,58
011	6068	66	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	23	2313	242	CONSTRUCTIONS	37 000,00
011	611	241	CONTRATS PREST SERV ENTREPRISE	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	600 000,00
011	611	64	CONTRATS PREST SERV ENTREPRISE	012	64111	022	REMUN PPAL PERS TITULAIRE	700 000,00
011	6122	022	CREDIT BAIL MOBILIER	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	130 000,00
011	6135	022	LOCATIONS MOBILIERES	21	2135	21	INST, AGENCT, AMENAGT CONST	100 000,00
011	6135	022	LOCATIONS MOBILIERES	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	40 000,00
011	6135	251	LOCATIONS MOBILIERES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	10 863,23
011	61521	64	ENTRETIEN REPARATIONS TERRAINS	23	2313	11	CONSTRUCTIONS	12 000,00
011	61521	652	ENTRETIEN REPARATIONS TERRAINS	23	2313	11	CONSTRUCTIONS	12 000,00
011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	50 000,00

329

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

REMETTEUR				BENEFICIAIRE				MONTANT
CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	
011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	23	2313	242	CONSTRUCTIONS	4 500,00
011	61522	11	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	10 000,00
011	61522	11	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	20	205	022	CONCESSIONS, DROITS SIMILAIRES	13 000,00
011	61522	242	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	23	2313	242	CONSTRUCTIONS	124 000,00
011	61558	022	ENTRETIEN BIENS MOBILIERS	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	600 000,00
011	61558	022	ENTRETIEN BIENS MOBILIERS	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS	1 921,74
011	61558	22	ENTRETIEN BIENS MOBILIERS	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS	22 659,00
011	6156	022	MAINTENANCE	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	180 000,00
011	616	022	PRIMES D ASSURANCES	65	6532	022	FRAIS MISSIONS ELUS	15 000,00
011	616	022	PRIMES D ASSURANCES	656	656	022	FRAIS DE FONCT. GROUPES ELUS	400,00
011	616	022	PRIMES D ASSURANCES	67	6745	251	SUBV. AUX PERS. DE DROIT PRIV	5 000,00
011	617	49	ETUDES ET RECHERCHES	65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	7 915,50
011	6182	022	DOC GENERALE ET TECHNIQUE	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	5 000,00
011	6188	22	AUTRES FRAIS DIVERS	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS	26 384,48
011	6226	22	HONORAIRES	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS	10 375,85
011	6228	241	DIVERS	012	64131	241	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE	22 000,00
011	6228	43	DIVERS	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	3 000,00
011	6228	43	DIVERS	65	6574	43	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	7 000,00

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

EMETTEUR				BENEFICIAIRE			
CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	CHAP	ART	FONCT	LIBELLE
011	6288	21	AUTRES	65	6574	26	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							1 000,00
011	6288	22	AUTRES	012	64131	22	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE
							4 379,27
011	6288	234	AUTRES	012	64131	234	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE
							39 267,50
011	6288	241	AUTRES	012	64111	234	REMUN PPAL PERS TITULAIRE
							70 000,00
011	6288	241	AUTRES	012	64131	241	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE
							25 200,00
011	6288	241	AUTRES	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							13 200,00
011	6288	241	AUTRES	67	6711	241	INTERETS MORATOIRES MARCHES
							3 121,56
011	6288	241	AUTRES	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE
							45 000,00
011	6288	251	AUTRES	012	64131	251	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE
							13 539,59
011	6288	43	AUTRES	65	6574	26	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							300,00
011	6288	463	AUTRES	012	64111	463	REMUN PPAL PERS TITULAIRE
							5 542 172,00
011	6288	48	AUTRES	65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							13 928,00
011	6288	48	AUTRES	67	6713	53	SECOURS ET DOTS
							7 636,00
011	6288	66	AUTRES	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							145 500,00
011	6288	66	AUTRES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							30 500,00
011	6288	66	AUTRES	65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							30 000,00
011	6288	66	AUTRES	65	6574	66	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							1 323 549,00
011	6288	66	AUTRES	21	2188	233	AUTRES IMMOBILISATIONS
							269 500,00

331

EMETTEUR				BENEFICIAIRE				
IMPUTATION			LIBELLE	IMPUTATION			LIBELLE	MONTANT
CHAP	ART	FONCT		CHAP	ART	FONCT		
011	6288	90	AUTRES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	1 652,00
011	6288	90	AUTRES	65	6574	90	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	50 000,00
011	6288	90	AUTRES	65	6574	99	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	350 000,00
012	64111	022	REMUN PPAL PERS TITULAIRE	656	656	022	FRAIS DE FONCT. GROUPES ELUS	96 000,00
012	64111	022	REMUN PPAL PERS TITULAIRE	67	678	022	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	152 201,25
012	64131	11	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE	65	6574	11	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	40 000,00
012	64131	22	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS	6 000,00
012	64135	20	SUPPL FAMILIAL PERS N TITUL	011	61522	11	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	4 733,00
012	6451	21	COTISATIONS A L'URSSAF	011	6232	21	FETES ET CEREMONIES	804,00
012	6451	22	COTISATIONS A L'URSSAF	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS	1 800,00
012	6454	22	COTISATIONS AUX ASSEDIC	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS	1 000,00
012	6458	22	COTIS AUTRES ORG SOCIAUX	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS	1 200,00
014	74879	01	DOTATION VERSEE	011	6068	022	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	14 440,00
014	74879	01	DOTATION VERSEE	011	6156	022	MAINTENANCE	1 810,10
014	74879	01	DOTATION VERSEE	21	2184	022	MOBILIER	1 800,00
014	74879	01	DOTATION VERSEE	21	2188	251	AUTRES IMMOBILISATIONS	10 749,15
05	6531	022	INDEMNITES MAIRE, ADJOINTS	656	656	022	FRAIS DE FONCT. GROUPES ELUS	122 000,00
05	6572	90	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	65	6574	99	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	60 000,00

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

BENEFICIAIRE				BENEFICIAIRE			
IMPUTATION		LIBELLE		IMPUTATION		LIBELLE	
CHAP	ART	FONCT		CHAP	ART	FONCT	MONTANT
65	6572	90	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	20	2031	90	FRAIS D'ETUDES
							98 500,00
	6572	90	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE
							30 000,00
65	6572	90	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	21	2184	022	MOBILIER
							90 000,00
65	6572	90	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	21	2188	90	AUTRES IMMOBILISATIONS
							7 990,00
65	65736	183	SUBV FONCTIONNEMENT CCAS, CDE	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE
							19 580,00
65	65736	183	SUBV FONCTIONNEMENT CCAS, CDE	21	2184	022	MOBILIER
							97 281,39
65	65736	40	SUBV FONCTIONNEMENT CCAS, CDE	65	6572	11	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT
							238,36
65	65736	40	SUBV FONCTIONNEMENT CCAS, CDE	65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							15 200,00
65	6574	022	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	022	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							1 500,00
65	6574	056	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6288	48	AUTRES
							31 435,00
65	6574	06	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	616	06	PRIMES D ASSURANCES
							4 900,00
65	6574	06	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	67	673	01	TITRES ANNULES EXERC ANTERIEUR
							50 707,00
65	6574	11	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	11	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							127 650,00
65	6574	189	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							7 600,00
65	6574	21	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6232	21	FETES ET CEREMONIES
							2 000,00
65	6574	21	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							10 500,00
65	6574	21	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES
							5 000,00
65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6288	241	AUTRES
							25 000,00

333

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

IMPUTATION			EMETTEUR	IMPUTATION			BENEFICIAIRE	MONTANT
CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	
65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	82 000,00
65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	8 770,00
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	61522	242	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	3 080,35
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6156	022	MAINTENANCE	1 830,00
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6236	21	CATALOGUES ET IMPRIMES	100 000,00
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6236	242	CATALOGUES ET IMPRIMES	231,55
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6288	242	AUTRES	60 000,00
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	9 490,00
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	151 055,00
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	2 010,00
65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	67	6714	242	BOURSES ET PRIX	20 000,00
65	6574	251	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	60632	251	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	25 000,00
65	6574	251	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	189	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	3 600,00
65	6574	251	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	241	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	3 400,00
65	6574	251	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	242	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	3 725,00
65	6574	251	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	1 100,00
65	6574	252	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	60623	251	ALIMENTATION	1 500,00
65	6574	252	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	5 000,00

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

IMPUTATION				IMPUTATION				MONTANT	
CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	CHAP	ART	FONCT	LIBELLE		
65	6574	43	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	189	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	3 300,00	
65	6574	43	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	251	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	3 000,00	
65	6574	43	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	26	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	1 200,00	
65	6574	463	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	54 030,00	
65	6574	463	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	21	2188	463	AUTRES IMMOBILISATIONS	118 521,00	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	60623	022	ALIMENTATION	9 960,00	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6068	022	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	1 400,00	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6156	022	MAINTENANCE	1 645,00	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6231	21	ANNONCES ET INSERTIONS	14 061,96	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6232	21	FETES ET CEREMONIES	10 000,00	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6236	21	CATALOGUES ET IMPRIMES	6 512,40	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6288	49	AUTRES	60 000,00	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	012	64131	022	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE	6 750,49	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	26	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	1 000,00	
65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	49	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	33 500,00	
65	6574	50	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6288	53	AUTRES	20 000,00	
65	6574	53	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6288	53	AUTRES	30 000,00	
65	6574	53	SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	67	6713	53	SECOURS ET DOTS	29 446,00	

335

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

IMPUTATION			EMETTEUR	LIBELLE	IMPUTATION			BENEFICIAIRE	LIBELLE	MONTANT
CHAP	ART	FONCT			CHAP	ART	FONCT			
65	6574	652		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	652		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	5 000,00
65	6574	91		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	241		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	78 148,80
65	6574	91		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	26		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	8 000,00
65	6574	91		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	65	6574	49		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	25 000,00
65	6574	98		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	60623	022		ALIMENTATION	150,00
65	6574	98		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	60632	022		FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	20 000,00
65	6574	98		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6068	022		AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	50 000,00
65	6574	98		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6232	21		FETES ET CEREMONIES	10 000,00
65	6574	98		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	011	6288	234		AUTRES	45 000,00
656	656	022		FRAIS DE FONCT. GROUPES ELUS	011	60623	022		ALIMENTATION	1 080,00
66	6611	01		INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTE	011	60631	022		FOURNITURES D ENTRETIEN	100 000,00
66	6611	01		INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTE	011	60636	022		VETEMENTS DE TRAVAIL	100 000,00
66	6611	01		INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTE	011	6156	022		MAINTENANCE	200 000,00
66	6611	01		INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTE	011	6231	022		ANNONCES ET INSERTIONS	50 000,00
66	6611	01		INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTE	011	6236	022		CATALOGUES ET IMPRIMES	50 000,00
67	6713	43		SECOURS ET DOTS	65	6574	242		SUBV. FONCT. ASSOC. ET AUTRES	5 823,00
67	678	64		AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	011	60632	022		FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	14 114,12
67	678	64		AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	011	61522	056		ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	15 000,00

336

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

IMPUTATION			EMETTEUR	LIBELLE	IMPUTATION			BENEFICIAIRE	LIBELLE	MONTANT
CHAP	ART	FONCT			CHAP	ART	FONCT			
67	678	64		AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	011	6182	056		DOC GENERALE ET TECHNIQUE	2 000,00
67	678	64		AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	011	6354	056		DROITS D'ENREGISTREMENT TIMBRE	2 000,00
67	678	64		AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	21	2183	022		MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	16 000,00

337

FONCTIONNEMENT - RECETTES

IMPUTATION		BENEFICIAIRE		IMPUTATION		BENEFICIAIRE	
CHAP.	ART.	CHAP.	ART.	CHAP.	ART.	CHAP.	ART.
70	704	234	TRAVAUX	75	7581	234	PRODUITS DIV. GESTION COURANTE
70	70878	40	REBOURSEMENT DE FRAIS	75	758	40	PRODUITS DIV. GESTION COURANTE
							5 000,00
							400 000,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES

IMPUTATION			EMETTEUR	LIBELLE	IMPUTATION	BENEFICIAIRE	LIBELLE	MONTANT
CHAP	ART	FONCT			CHAP	ART	FONCT	
20	2031	15		FRAIS D'ETUDES	23	2313	15	CONSTRUCTIONS
								6 000,00
20	2031	251		FRAIS D'ETUDES	23	2313	251	CONSTRUCTIONS
								88 000,00
20	2031	652		FRAIS D'ETUDES	23	2313	251	CONSTRUCTIONS
								12 978,90
20	2031	652		FRAIS D'ETUDES	23	2318	64	AUTRES IMMOBIL. CORPORELLES
								3 121,10
20	2031	653		FRAIS D'ETUDES	23	2313	11	CONSTRUCTIONS
								1 056,00
20	205	22		CONCESSIONS, DROITS SIMILAIRES	21	2188	22	AUTRES IMMOBILISATIONS
								2 419,30
21	2128	653		AUTRES AGENCTS ET AMENAGTS	23	2313	11	CONSTRUCTIONS
								518,20
21	2138	50		AUTRES CONSTRUCTIONS	23	2313	251	CONSTRUCTIONS
								100 000,00
21	2158	21		AUTRES INTALLATIONS, MATERIEL	20	205	21	CONCESSIONS, DROITS SIMILAIRES
								5 430,00
21	2183	022		MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	20	205	022	CONCESSIONS, DROITS SIMILAIRES
								1 777 799,69
21	2184	022		MOBILIER	23	2313	11	CONSTRUCTIONS
								1 709,86
21	2188	234		AUTRES IMMOBILISATIONS	23	2316	234	REST COLLECT ET OEUVRES D ART
								125 907,91
21	2188	251		AUTRES IMMOBILISATIONS	23	2313	251	CONSTRUCTIONS
								6 180,00
23	2312	251		TERRRAINS	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS
								3 335,48
23	2312	252		TERRRAINS	21	2185	252	CHEPTEL
								27 000,00
23	2312	652		TERRRAINS	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS
								8 200,00
23	2313	022		CONSTRUCTIONS	20	2031	70	FRAIS D'ETUDES
								70 000,00
23	2313	022		CONSTRUCTIONS	21	2135	022	INST, AGENCT, AMENAGT CONST
								23 858,77

359

INVESTISSEMENT - DEPENSES

EMETTEUR				BENEFICIAIRE			
IMPUTATION			LIBELLE	IMPUTATION			MONTANT
CHAP	ART	FONCT		CHAP	ART	FONCT	
23	2313	022	CONSTRUCTIONS	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS 2 499,96
23	2313	11	CONSTRUCTIONS	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS 4 000,00
23	2313	21	CONSTRUCTIONS	21	21533	21	RESEAUX CABLES 36 824,00
23	2313	22	CONSTRUCTIONS	20	2031	22	FRAIS D'ETUDES 50 000,00
23	2313	234	CONSTRUCTIONS	21	2188	234	AUTRES IMMOBILISATIONS 32 441,40
23	2313	242	CONSTRUCTIONS	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS 389,81
23	2313	251	CONSTRUCTIONS	21	2184	251	MOBILIER 11 000,00
23	2313	251	CONSTRUCTIONS	21	2188	251	AUTRES IMMOBILISATIONS 217 805,87
23	2313	41	CONSTRUCTIONS	21	2188	251	AUTRES IMMOBILISATIONS 30 000,00
23	2313	463	CONSTRUCTIONS	21	2188	463	AUTRES IMMOBILISATIONS 39 000,00
23	2313	628	CONSTRUCTIONS	21	2182	022	MATERIEL DE TRANSPORT 113 000,00
23	2313	91	CONSTRUCTIONS	21	2188	91	AUTRES IMMOBILISATIONS 6 000,00
23	2313	93	CONSTRUCTIONS	21	2188	022	AUTRES IMMOBILISATIONS 974,13
23	2315	251	INSTAL. MATERIEL ET OUTILLAGE	21	2188	251	AUTRES IMMOBILISATIONS 24 000,00
23	2315	463	INSTAL. MATERIEL ET OUTILLAGE	21	2188	463	AUTRES IMMOBILISATIONS 52 292,00
23	2316	234	REST COLLECT ET OEUVRES D'ART	21	2161	234	OEUVRES ET OBJETS D'ART 180 000,00

INVESTISSEMENT - RECETTES

EMETTEUR				BENEFICIAIRE				MONTANT
IMPUTATION			LIBELLE	IMPUTATION			LIBELLE	
CHAP	ART	FONCT		CHAP	ART	FONCT		
21	2118	01	AUTRES TERRAINS	19	192	01	REALISATIONS POST. AU 01/01/97	420 145,20
21	21318	01	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	19	192	01	REALISATIONS POST. AU 01/01/97	69 083,83

341

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES

VILLE DE LILLE

XERCICE 1998

ONCTIONNEMENT - DEPENSES

EMETTEUR				BENEFICIAIRE				MONTANT
IMPUTATION			LIBELLE	IMPUTATION			LIBELLE	
CHAP	ART	FONCT		CHAP	ART	FONCT		
11	611	64	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES	21	2183	022	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	78.300,00
11	616	241	PRIMES D'ASSURANCES	67	6745	251	ASSISES NATIONALES DU SPORT. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU L.U.C (GENERAL)	30.000,00
11	6288	66	AUTRES	23	2313	242	CONSTRUCTIONS	45.000,00
15	6574	241	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.600,00
15	6574	251	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.000,00
16	6611	01	INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES.	011	627	01	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	100.000,00

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES
VILLE DE LILLE
Annexe : Détail du compte 657

Exercice 1998

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

EMETTEUR			BENEFICIAIRE					
LIBELLE			LIBELLE					
CHAP	ART	FONCT	CHAP	ART	FONCT			
011	6068	241	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.441,10
011	6068	242	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	11.866,00
011	6068	242	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	26	VIE ASSOCIATIVE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	300,00
011	6068	251	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	251	SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS SPORTIVES ET D'EDUCATION PHYSIQUE	75.000,00
011	6068	43	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.000,00
011	6068	652	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	3.00000
011	611	241	CONTRATS PREST SERV ENTREPRISE	65	6574	241	SUBVENTION A LES SPECTACLES SANS GRAVITE.	600.000,00
011	6135	251	LOCATIONS MOBILIERES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	10.863,23
011	61522	11	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	65	6574	241	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	10.000,00
011	616	022	PRIMES D'ASSURANCES	67	6745	242	SUBVENTION A L'OLYMPIQUE LILLE SUD	5.000,00
011	617	49	ETUDES ET RECHERCHES	65	6574	49	ACTION HUMANITAIRE. SUBVENTIONS	7.915,50
011	6228	43	DIVERS	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	3.000,00
011	6228	43	DIVERS	65	6574	43	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES	7.000,00

343

011	6232	21	FETES ET CEREMONIES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	2.908,00
011	6232	43	FETES ET CEREMONIES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.140,00
011	6236	241	CATALOGUES ET IMPRIMES	65	6574	241	ACTIVITES CULTURELLES. SUBVENTIONS	20.800,00
011	6238	022	DIVERS	65	6574	26	VIE ASSOCIATIVE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.000,00
011	6238	99	DIVERS	65	6574	98	DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DU COMMERCE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	7.500,00
011	638	99	DIVERS	65	6574	99	SUBVENTION A L'OFFICE DU TOURISME	200.000,00
011	6238	99	DIVERS	65	6574	99	TOURISME. SUBVENTIONS	14.472,00
011	6247	43	TRANSPORTS COLLECTIFS	65	6574	26	VIE ASSOCIATIVE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.200,00
011	6283	11	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	65	65736	183	SUBVENTION A LA CAISSE DES ECOLES	250.000,00
011	62878	66	REMBOURSEMENTS DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES	65	6574	66	FONDS D'INITIATIVE HABITANTS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	152.000,00
011	6288	21	AUTRES	65	6574	26	VIE ASSOCIATIVE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.000,00
011	6288	241	AUTRES	65	6574	241	ACTIVITES CULTURELLES. SUBVENTIONS	7.200,00
011	6288	241	AUTRES	65	6574	241	SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS PATRIMONIALES	6.000,00
011	6288	43	AUTRES	65	6574	26	VIE ASSOCIATIVE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	300,00
011	6288	48	AUTRES	65	6574	49	ACTIONS LIEES A LA SANTE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	13.928,00
011	6288	66	AUTRES	65	6574	241	ACTIVITES CULTURELLES. SUBVENTIONS	63.500,00
011	6288	66	AUTRES	65	6574	241	PROJETS CULTURELS DECENTRALISES. SUBVENTIONS	82.000,00
011	6288	66	AUTRES	65	6574	242	ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE QUARTIERS. SUBVENTION	30.500,00

011	6288	66	AUTRES	65	6574	49	ACTION HUMANITAIRE. SUBVENTIONS	30.000,00
011	6288	66	AUTRES	65	6574	66	POLITIQUE DE LA VILLE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.323.549,00
011	6288	90	AUTRES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.652,00
011	6288	90	AUTRES	65	6574	90	SUBVENTION AU COMITE DE BASSIN D'EMPLOI	50.000,00
011	6288	90	AUTRES	65	6574	99	SUBVENTION A L'AGENCE POUR LA PROMOTION INTERNATIONALE DE LA METROPOLE - A.P.I.M.	350.000,00
012	64131	11	REMUN PPAL PERS NON TITULAIRE	65	6574	11	C.A.T.E. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES OU ASSOCIATIONS	40.000,00
65	6572	90	INTERVENTIONS EN MATIERE ECONOMIQUE. SUBVENTIONS	65	6574	99	SUBVENTION A L'OFFICE DU TOURISME	60.000,00
65	6572	90	INTERVENTIONS EN MATIERE ECONOMIQUE. SUBVENTIONS	20	2031	90	FRAIS D'ETUDES	98.500,00
65	6572	90	INTERVENTIONS EN MATIERE ECONOMIQUE. SUBVENTIONS	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	30.000,00
65	6572	90	INTERVENTIONS EN MATIERE ECONOMIQUE. SUBVENTIONS	21	2184	022	MOBILIER	90.000,00
65	6572	90	INTERVENTIONS EN MATIERE ECONOMIQUE. SUBVENTIONS	21	2188	90	AUTRES IMMOBILISATIONS	7.990,00
65	65736	183	CAISSE DES ECOLES. CONTRAT ENFANCE. SUBVENTIONS	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	19.580,00
65	65736	183	CAISSE DES ECOLES. CONTRAT ENFANCE. SUBVENTIONS	21	2184	022	MOBILIER	97.281,39
65	65733	40	SUBVENTION AU C.C.A.S.	65	6572	11	EURALILE. PARTICIPATION A LA CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE. SUBVENTION A LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE	238,36
65	65736	40	SUBVENTION AU C.C.A.S.	65	6574	49	SUBVENTION AU MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES - M.R.A.P.	7.600,00
65	65736	40	SUBVENTION AU C.C.A.S.	65	6574	49	SUBVENTION A LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME	7.600,00
65	6574	022	ACTION EUROPEENNE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	022	SUBVENTION A LA MAISON DEPARTEMENTALE DE L'EUROPE	1.500,00

65	6574	056	PROGRAMME DE PREVENTION DE LA TOXICOMANIE. SUBVENTIONS	011	6288	48	AUTRES	29.435,00
65	6574	056	SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS	011	6288	48	AUTRES	2.000,00
65	6574	06	SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS REALISANT DES ECHANGES	011	616	06	PRIMES D ASSURANCES	4.900,00
65	6574	06	SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS REALISANT DES ECHANGES	67	673	01	TITRES ANNULES EXERC ANTERIEUR	50.707,00
65	6574	11	C.A.T.E. SUBVENTIONS	65	6574	11	C.A.T.E. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES OU ASSOCIATIONS	127.650,00
65	6574	189	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	241	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	7.600,00
65	6574	21	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6232	21	FETES ET CEREMONIES	2.000,00
65	6574	21	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	241	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	10.500,00
65	6574	21	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	5.000,00
65	6574	241	CONTRAT DE VILLE. SUBVENTIONS	011	6288	241	AUTRES	25.000,00
65	6574	241	OPERATION PAS DE D'QUARTIERS. SUBVENTIONS	65	6574	241	ACTIVITES CULTURELLES. SUBVENTIONS	50.000,00
65	6574	241	SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES POUR ORGANISATION D'EXPOSITIONS	65	6574	241	ACTIVITES CULTURELLES. SUBVENTIONS	32.000,00
65	6574	241	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	8.770,00
65	6574	242	ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE QUARTIERS. SUBVENTION	011	61522	242	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT	3.080,35
65	6574	242	PROJETS JEUNESSE ANIMATION. SUBVENTIONS	011	6156	022	MAINTENANCE	1.830,00
65	6574	242	SUBVENTION AU COMITE LILLOIS D'AIDE AUX PROJETS - C.L.A.P.	011	6236	21	CATALOGUES ET IMPRIMES	100.000,00
65	6574	242	ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE QUARTIERS. SUBVENTIONS	011	6236	242	CATALOGUES ET IMPRIMES	231,55
65	6574	242	PROJETS JEUNESSE ANIMATION. SUBVENTIONS	011	6288	242	AUTRES	60.000,00
65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	241	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	5.000,00

65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	241	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	4.490,00
65	6574	242	ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE QUARTIERS. SUBVENTIONS	65	6574	242	PROJETS JEUNESSE ANIMATION. SUBVENTIONS	70.316,00
65	6574	242	SUBVENTION A LA FEDERATION REGIONALE LEO LAGRANGE	65	6574	242	SUBVENTION A LA FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE	76.739,00
65	6574	242	MISSION ANIMATION LILLE SUD. SUBVENTION	65	6574	242	ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE QUARTIERS. SUBVENTIONS	4.000,00
65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	49	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS	2.010,00
65	6574	242	INITIATIVE LILLE. SUBVENTION A L'A.M.G.V.F.	67	6714	242	BOURSES ET PRIX	5.000,00
65	6574	242	PROJETS JEUNESSE ANIMATION. SUBVENTIONS	67	6714	242	INITIATIVE VILLE. PRIX LAUREATS.	15.000,00
65	6574	251	SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS. AGENTS SPORTIFS	011	60632	251	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	25.000,00
65	6574	251	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	189	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	3.600,00
65	6574	251	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	241	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	3.400,00
65	6574	251	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	3.725,00
65	6574	251	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	49	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS	1.100,00
65	6574	252	OPERATION MONDIAL POUR TOUS. SUBVENTIONS	011	60623	251	ALIMENTATION	1.500,00
65	6574	252	OPERATION MONDIAL POUR TOUS. SUBVENTIONS	65	6574	49	OPERATION UN PAYS, UN QUARTIER, LILLE SOLIDAIRE. SUBVENTIONS	5.000,00
65	6574	43	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES	65	6574	189	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	3.300,00
65	6574	43	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES	65	6574	251	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	3.000,00
65	6574	43	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES	65	6574	26	VIE ASSOCIATIVE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.200,00

65	6574	463	HALTES-GARDERIES. SUBVENTIONS	21	2183	022	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	54.030,00
65	6574	463	CONTRAT DE VILLE. SUBVENTIONS	21	2188	463	AUTRES IMMOBILISATIONS	118.521,00
65	6574	49	ACTIONS CONTRE LE RACISME. SUBVENTIONS	011	60623	022	ALIMENTATION	9.960,00
65	6574	49	DROITS DE L'HOMME. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6068	022	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	1.400,00
65	6574	49	DROITS DE L'HOMME. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6156	022	MAINTENANCE	1.645,00
65	6574	49	ACTIONS CONTRE LE RACISME. SUBVENTIONS	011	6231	21	ANNONCES ET INSERTIONS	14.061,96
65	6574	49	ACTIONS CONTRE LE RACISME. SUBVENTIONS	011	6232	21	FETES ET CEREMONIES	10.000,00
65	6574	49	DROITS DE L'HOMME. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6236	21	CATALOGUES ET IMPRIMES	5.487,30
65	6574	49	DROITS DE L'HOMME. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6236	21	CATALOGUES ET IMPRIMES	1.025,10
65	6574	49	ACTIONS CONTRE LE RACISME. SUBVENTIONS	011	6288	49	AUTRES	60.000,00
65	6574	49	ACTIONS CONTRE LE RACISME. SUBVENTIONS	012	64131	022	REMUN PPAL PERS N TITULAIRE	6.750,49
65	6574	49	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS	65	6574	26	VIE ASSOCIATIVE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	1.000,00
65	6574	49	ACTION HUMANITAIRE. SUBVENTIONS	65	6574	49	OPERATION UN PAYS, UN QUARTIER, LILLE SOLIDAIRE. SUBVENTIONS	30.500,00
65	6574	49	ACTION HUMANITAIRE. SUBVENTIONS	65	6574	49	ACTIONS DE LIEN SOCIAL ADULTE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	3.000,00
65	6574	50	ATELIER POPULAIRE D'URBANISME - A.P.U. SUBVENTION	011	6288	53	AUTRES	20.000,00
65	6574	53	SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6288	53	AUTRES	30.000,00
65	6574	53	SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	67	6713	53	SECOURS ET DOTS	29.446,00
65	6574	652	OPERATION VERDISSONS NOS MURS. SUBVENTIONS	65	6574	652	SUBVENTION A L'ASSOCIATION CHICO MENDES	5.000,00
65	6574	91	SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	241	ACTIVITES CULTURELLES. SUBVENTIONS	78.148,80

65	6574	91	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	26	VIE ASSOCIATIVE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	8.000,00
65	6574	91	SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	65	6574	49	ACTION HUMANITAIRE. SUBVENTIONS	25.000,00
65	6574	98	DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DU COMMERCE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	60623	022	ALIMENTATION	150,00
65	6574	98	DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DU COMMERCE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	60632	022	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	20.000,00
65	6574	98	DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DU COMMERCE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6068	022	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	50.000,00
65	6574	98	DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DU COMMERCE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6232	21	FETES ET CEREMONIES	10.000,00
65	6574	98	DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DU COMMERCE. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	011	6288	234	AUTRES	45.000,00
67	6713	43	SECOURS ET DOTS	65	6574	242	MAIRIES DE QUARTIERS. SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES	5.823,00

349

**ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES
COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES**

Exercice 1998

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

BENEFICIAIRE				BENEFICIAIRE			
CHAP	ART	FONCT	LIBELLE	CHAP	ART	FONCT	LIBELLE
011	6135	11	LOCATIONS MOBILIERES	67	6714	92	BOURSES ET PRIX
65	6554	30	CONTING PARTIC OBLI CONTRIB OR	011	637	022	AUTRES IMP & TAXES (AUTR ORG)
65	6574	30	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
65	6574	41	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
65	6574	43	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
65	6574	49	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
67	6713	53	CHAR EXCEP SECOURS ET DOTS	011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
							38.104,14

350

**ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES
COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMES
Annexe : Détail du compte 657**

Exercice 1998

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

ORDRE	AN	CHAP	ART	PRONCT	LIBELLE	Montant
65	6574	30			SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	
65	6574	41			SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	
65	6574	43			SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	
65	6574	49			SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	
			011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
			011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
			011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
			011	61522	022	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENT
						1.100,00
						500,00
						2.833,35
						3.800,00

MODIFICATIONS APPORTEES AU BUDGET D'HELLEMMES

IMPUTATION			LIBELLE	MONTANT	
CHAP	ART	FONCT		REDUCTION	RENFORCEMENT
011	60623	022	Alimentation	1.800,00	
011	60632	251	Fournitures petit équipement	10.000,00	
011	6068	022	Autres matières et fournitures	630,00	
011	6068	11	Autres matières et fournitures	5.270,00	
011	6068	21	Autres matières et fournitures	1.410,10	
011	6068	22	Autres matières et fournitures	400,00	
011	611	022	Travaux d'exploitation à l'entreprise		511.000,00
011	611	11	Travaux d'exploitation à l'entreprise		313.500,00
011	6232	21	Fêtes et cérémonies	8.690,00	
011	6236	21	Catalogues et imprimés	325,00	
011	6236	251	Catalogues et imprimés	749,15	
011	6288	241	Divers. Autres	20.000,00	
65	6574	189	Subvention à l'Association Edouard et Célestin vont en bateau		15.000,00
65	6574	251	Subvention au Club Léo Lagrange		20.000,00

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES

POUPONNIERE

EMETTEUR		BENEFICIAIRE		MONTANT
COMPTE	LIBELLE	COMPTE	LIBELLE	
611	SOUS-TRAITANCE GENERALE	6068	AUTRES ACHATS NON STOCKES DE MATIERES OU FOURNITURES	5.000,00
615	ENTRETIEN ET REPARATIONS	628	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	8.000,00
615	ENTRETIEN ET REPARATIONS	654	PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES	6.000,00
616	PRIMES D'ASSURANCES	654	PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES	4.972,00
624	TRANSPORTS DE BIENS, D'USAGERS ET TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	6415	PERSONNEL NON MEDICAL DE REMPLACEMENT	18.000,00
628	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	6415	PERSONNEL NON MEDICAL DE REMPLACEMENT	4.000,00
635	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES (ADMINISTRATION DES IMPOTS)	6411	PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE	1.256,00
6413	PERSONNEL NON TITULAIRE SUR EMPLOIS PERMANENTS	6411	PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE	2.000,00
642	REMUNERATIONS DU PERSONNEL MEDICAL	6411	PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE	21.000,00
6451	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE; PERSONNEL NON MEDICAL	6415	PERSONNEL NON MEDICAL DE REMPLACEMENT	30.000,00
6451	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE; PERSONNEL NON MEDICAL	6411	PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE	4.000,00
6452	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE; PERSONNEL MEDICAL	6411	PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE	1.000,00

253

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES

SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES - CIMETIERES DE LILLE

EMETTEUR		BENEFICIAIRE		MONTANT
ARTICLE	LIBELLE	ARTICLE	LIBELLE	
6135	DEPENSES	618	DIVERS	35.000,00
	LOCATION MOBILIERE			
704	RECETTES	706	PRESTATIONS DE SERVICES	946.000,00
	PRESTATIONS DE SERVICES			

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES

SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES - CIMETIERE D'HELLEMES

EMETTEUR		BENEFICIAIRE		MONTANT
ARTICLE	LIBELLE	ARTICLE	LIBELLE	
	<u>DEPENSES</u>			
6135	LOCATIONS MOBILIERES	618	DIVERS	900,00
6161	ASSURANCE MULTIRISQUE	6168	AUTRES PRIMES D'ASSURANCES	300,00
6411	SALAIRES, APPOINTEMENTS	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR AU SERVICE	51.516,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR AU SERVICE	43.884,00
	<u>RECETTES</u>			
704	PRESTATIONS DE SERVICES	706	PRESTATIONS DE SERVICES	105.400,00

042 3557

LISTE DE LITE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/919

OBJETDivers produits communaux.
Admissions en non valeurRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Trésorier Principal nous a adressé deux états relatifs aux sommes proposées comme irrécouvrables après enquêtes et procédures éventuelles.

Ces opérations concernent des produits budgétaires des exercices 1995 et 1996 pour un montant total de 4.510,80 F, correspondant à des mandats d'annulation.

- Etat n° 20

* Exercice 1995	4,00 F
-----------------------	--------

- Etat n° 21

* Exercice 1996	4.506,80 F
-----------------------	------------

<u>Total</u>	<u>4.510,80 F</u>
--------------------	-------------------

L'irrécouvrabilité de ces ressources ayant été constatée par le Comptable Communal, nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, d'admettre en non valeur la somme de 4.510,80 F.

La dépense correspondante sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 65 - article 654 - fonction 01 de la section de fonctionnement de nos documents budgétaires, sous l'intitulé : "Pertes sur créances irrécouvrables".

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/920

OBJET

Gestion de la dette. Opérations de mobilisation relative au
financement des investissements et à la renégociation de dette.
Contrat de «Crédit Long Terme Renouvelable» avec le
Crédit Local de France Dexia.
Réalisation d'un emprunt de 30 millions de Francs. 1ère tranche.

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 97/726 du 15 décembre 1997, le Conseil Municipal a conclu une convention de partenariat bancaire avec le Crédit Local de France - Groupe Dexia qui portait notamment sur le financement du programme d'emprunts nouveaux de la période 1997 à 1999 et la gestion active de notre dette.

Dans ce cadre, le Crédit Local de France Dexia nous propose aujourd'hui un contrat de Crédit Long Terme Renouvelable (CLTR) n° 16 LTR 385.

Le CLTR est un crédit à long terme qui permet d'effectuer, pendant toute la durée du concours, au gré de nos besoins, tirages, remboursements, retirages et arbitrages entre les index qui seront prévus au contrat.

Le prêt Long Terme Renouvelable se présente comme un plafond d'engagement qui décroît chaque année selon un rythme à définir et chaque remboursement donne droit à une capacité de retirages.

Ce produit peut être utilisé en partie pour renégocier le portefeuille de dette actuel et en partie pour mobiliser les fonds nécessaires au financement des investissements 1998 ou 1999.

La Ville de Lille peut ainsi :

- s'assurer d'un volume de financement à des conditions financières garanties,
- définir le plan d'amortissement conformément aux objectifs qu'elle s'est fixés,
- optimiser en continu la charge de ses frais financiers, par une gestion active de son solde de dette et une maîtrise accrue du risque de taux.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, de prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Après en avoir délibéré, décide :

Article 1er - La Ville de Lille contracte, auprès du Crédit Local de France, un emprunt long terme renouvelable d'un montant de 200.000.000 de F, dont une tranche ferme de 100.000.000 de F destinée au financement des investissements 1998 et 1999, et une tranche conditionnelle de 100.000.000 de F destinée à des opérations de gestion active de la dette (avec une autorisation de recourir à cette tranche conditionnelle limitée au 31 décembre 1999), dont les caractéristiques sont les suivantes :

- La durée totale du CLTR est de 16 ans. Elle est égale à la durée d'amortissement du plafond annuel de tirages, soit 15 ans, majorée d'un an.
- Le remboursement du CLTR s'effectuera dans la limite des plafonds annuels d'encours, calculé par amortissement progressif au taux de progression de 6 % l'an et arrondi au million de franc supérieur.

L'Emprunteur a la faculté d'effectuer à son gré, au cours des exercices budgétaires et dans la limite des plafonds annuels de tirages, des remboursements, des tirages et des arbitrages,

L'emprunt est inscrit lors de son encaissement en recette au compte 16 du budget, et ensuite en dépenses et en recettes du compte 16, pour le montant total des remboursements anticipés et des remboursements des droits de tirage.

Après remboursement préalable imputé en dépense au compte 16, les mouvements internes à l'exercice pourront être inscrits au compte de la classe 5.

A la clôture de l'exercice, les tirages infra-annuels sont apurés soit par remboursement des tirages utilisés en tant que lignes de trésorerie, soit par leur consolidation en emprunt (virement du compte de classe 5 sur le compte 16).

Compte tenu de l'inscription initiale des fonds en recettes au compte 16, la consolidation éventuelle des tirages effectués ne nécessite pas de délibération spécifique.

- Taux d'intérêt applicables aux tirages :

TMP + marge de 0,25 %

TIOP ou PIBOR 1, 3, 6 ou 12 mois + marge de 0,12 %

Taux fixe (à périodicité mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle)
ou autres produits CLF Finance.

Les indices de référence sont constatés selon les modalités prévues dans le contrat.

Les frais financiers pourront être réduits selon les modalités décrites dans le projet de contrat ci-joint.

- Commissions :

Commission d'engagement de 100.000 F.

Commission de non utilisation de 0,20 % calculée sur 80 % du plafond de tirages annuels à compter du 1er janvier 2000.

- Amortissement progressif, constant ou personnalisé dans les limites des plafonds annuels de tirages.

Le Conseil Municipal sera tenu informé des opérations conduites au cours de chaque exercice budgétaire, notamment des tirages, options de taux, arbitrages et remboursements effectués.

Article 2 - Monsieur le Maire est autorisé à signer le contrat de prêt dont le projet est annexé à la présente délibération et est habilité à procéder ultérieurement sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Article 3 - Afin de financer le programme d'investissement 1998, la Ville de Lille envisage de contracter une première tranche de 30.000.000 de F sous la forme d'un produit de marché CLF Finance REVOLYS dont les caractéristiques sont les suivantes :

- durée : 15 ans,

- index : Obligation Assimilable du Trésor (OAT) telle que définie dans le projet de contrat ci-annexé n° 16.385.001.01,

- marge : - 0,22 %.

DU CONSEIL MUNICIPAL

- amortissement calculé en fonction de la durée résiduelle d'amortissement, de la périodicité annuelle et d'un taux de progression de l'amortissement de 5 % l'an.

Le versement des fonds interviendra le 31 décembre 1998.

Article 4 - Monsieur le Marie est autorisé à signer le contrat de prêt susvisé, dont le projet est annexé à la présente délibération.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/921

OBJET

Centre Communal d'Action Sociale.
Equipement de la Petite Structure d'accueil
pour Personnes Agées de Wazemmes.
Emprunt de 164.000 F. Garantie financière de la Ville

Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Le Centre Communal d'Action Sociale envisage d'installer un système de chauffage thermodynamique dans la Petite Structure d'Accueil pour personnes âgées de Wazemmes.

Compte tenu d'un protocole d'accord signé entre Electricité de France et le Crédit Local de France, ce dernier consentirait au C.C.A.S. un prêt de 164.000 F, sans intérêt, pour une durée de 9 années, à remboursements mensuels.

Toutefois, la réalisation de ce prêt est conditionnée à l'octroi de la garantie financière de la Ville de Lille.

Eu égard à ce qui précède et en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, nous vous prions de faire droit à la demande qui vous est présentée et de bien vouloir prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu la demande formée par le Centre Communal d'Action Sociale tendant à obtenir la garantie financière de la Ville pour la réalisation d'un emprunt de 164.000 F,

Vu les dispositions de la Loi d'Amélioration de la Décentralisation du 5 janvier 1998,

Après en avoir délibéré, décide :

Article 1er - La Ville de Lille accorde sa garantie financière au Centre Communal d'Action Sociale pour le remboursement d'un emprunt de 164.000 F que cet Etablissement se propose de contracter auprès du Crédit Local de France pour une période de 9 ans, sans intérêt et destiné à financer l'installation d'un système de chauffage thermodynamique dans la Petite Structure d'Accueil pour Personnes Agées de Wazemmes.

Au cas où ledit Etablissement, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Lille s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur les bases ci-avant définies et sur simple demande du Crédit Local de France, adressée par lettre-missive, sans pouvoir lui opposer l'absence des ressources prévues, ni exiger que l'organisme prêteur discute au préalable l'emprunteur défaillant.

Article 2 - Le Conseil Municipal s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement à créer, en cas de besoin, les ressources suffisantes pour couvrir le montant de l'annuité.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article 48 de la loi n° 84/148 du 1er mars 1984, le Crédit Local de France est tenu, au plus tard avant le 31 mars de chaque année, de faire connaître à la Ville de Lille le montant du principal et des intérêts restant à courir au 31 décembre de l'année précédente.

Article 4 - Monsieur le Maire est autorisé à intervenir, au nom de la Ville de Lille à la convention de garantie ci-annexée et au contrat d'emprunt à souscrire par le Centre Communal d'Action Sociale et à poursuivre, s'il y a lieu, l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/922

OBJET

Remboursement d'obligations assimilables du Trésor.
Acquisition de nouveaux titres.Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 90/335 du 9 juillet 1990, le Conseil Municipal a autorisé l'achat de 69 obligations assimilables du Trésor d'une valeur nominale de 2.000,00 F. L'origine de ces titres est consécutive à divers legs et aux dispositions testamentaires.

La durée d'amortissement de ces OAT étant arrivée à expiration, les obligations ont été cédées le 25 juin 1998, pour un montant total de 138.000,00 F.

Il convient donc de procéder à l'achat de nouvelles valeurs mobilières.

Monsieur le Trésorier Principal propose d'acquérir des OAT, d'une valeur nominale de 2.000,00 F, amortissables en 10 ans, au taux de 4 % environ.

En accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, nous vous proposons d'inscrire au chapitre 27 - article 272 - fonction 01 les crédits nécessaires à cette acquisition y compris les frais y afférents, soit 139.000,00 F.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/923

OBJETRégies de recettes et d'avances.Passage à la monnaie unique.DécisionRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Conformément à la réglementation générale relative aux régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales, les modes de perception et de règlement des différentes opérations comptables doivent être précisés dans les actes constitutifs des régies.

Aux termes des instructions comptables concernant le passage à l'euro, il appartient aux collectivités locales d'autoriser les régisseurs à utiliser ce nouveau mode de paiement après avis conforme du comptable public assignataire.

Le document joint au présent rapport dresse la liste des régies de recettes et d'avances susceptibles de réaliser, dès janvier 1999, des opérations en euros.

Ne figurent pas dans cet inventaire les régies d'avances n'effectuant que des opérations en numéraire.

Dans ces conditions et après avis de Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale, nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir autoriser l'emploi de l'euro sous sa forme scripturale, dès le 1er janvier 1999, dans les régies mentionnées en annexe.

ADOPTÉE à l'unanimité

N° SERVICES

- 1 Police Municipale
- 2 Police Municipale
- 3 Police Municipale
- 4 Police Municipale
- 5 Documentation Administrative
- 6 Administration et logistique
- 7 Gestion administrative du personnel
- 8 Restaurant municipal
- 9 Bains Douches rue Paul Lafargue
- 10 Bains Douches rue Dupuytren
- 11 Police Municipale (5 régies)
- 12 Développement Culturel
- 13 Ateliers d'Images et d'Arts Plastiques
- 14 Bibliothèque Municipale
- 15 Bibliothèque Municipale
- 16 Bibliothèque Municipale
- 17 Bibliothèque Municipale
- 18 Bibliothèque annexe du Vieux-Lille
- 19 Bibliothèque annexe de Fives
- 20 Bibliothèque annexe de Moulins
- 21 Bibliothèque annexe de Wazemmes

REGIES DE RECETTES

- Produits de la fourrière
Produits du stationnement payant & des sanisettes
- Stationnement de surface ventes de cartes
Point de vente temporaire Les Tanneurs
Stationnement de surface ventes de cartes
Copies d'actes administratifs et autres pièces communicables
- Ascension du Beffroi
Copies de dossiers du personnel
Vente de cartes
Droits d'entrée
Droits d'entrée
4 régies + 5 ème régie en création courant décembre
Droits de place & d'abonnement des halles & marchés
Droits de stationnement des véhicules, lors de fêtes foraines
1 régie
Droits de mutation de marchés
Produits des diverses activités liées aux spectacles, expositions, Fête Nationale, Journées du Patrimoine
Droits d'Inscription
Bibliobus
Régie A : abonnements et amendes
Régie B : droits de reproduction et frais d'envoi
Abonnements, amendes et frais de remplacement des disques, cassettes vidéo détériorés ou perdus
Abonnements, pénalités et frais de remplacement
Abonnements, pénalités et frais de remplacement
Abonnements, pénalités et frais de remplacement
Abonnements, pénalités et frais de remplacement

DECISION DE CREATION OU RECONDUCTION

- arrêté n° P 1956 du 28 mars 1984
arrêtés n° 23462 et 6910
des 28 août 1970 et 31 mai 1990
arrêté n° 30151 du 2 juin 1994 modifié
arrêté n° 14112 du 18 juin 1998
- arrêté n° 30115 du 31 mai 1994
- arrêté n° 7317 du 14 décembre 1966
arrêté n° 2141 du 28 juillet 1983 modifié
arrêté n° 2946 du 23 septembre 1983
arrêté n° 23761 du 19 avril 1993
arrêté n° 23762 du 19 avril 1993
arrêté n° 13551 du 5 mai 1998
- arrêté n° 13551 du 5 mai 1998
- arrêté n° 15068 du 3 septembre 1998
- arrêté n° 20464 du 2 octobre 1992
arrêté n° 7197 du 24 décembre 1996
arrêté n° 11019 du 1er février 1985
arrêté n° 9187 du 30 mai 1997
arrêté n° 3275 du 1er mars 1996
- arrêté n° 2/23060 du 26 juin 1981
arrêté n° 8942 du 10 octobre 1990
arrêté n° 5132 du 9 février 1990 modifié
arrêté n° 28160 du 21 décembre 1987 modifié

VILLE DE LILLE

Direction Finances-Achats

Comptabilité

- 22 Bibliothèque annexe de Marx Dormoy
- 23 Bibliothèque de Lille-Sud
- 24 Bibliothèque Populaire Ecole Littré
- 25 Bibliothèque Populaire Ecole Rabelais
- 26 Bibliothèque Populaire Ecole A. France

27 Conservatoire National de Région

28 Conservatoire National de Région

29 Musée des Beaux-Arts

30 Musée des Beaux-Arts

31 Musée des Beaux-Arts

32 Musée de l'Hospice Comtesse

33 Musée d'Histoire Naturelle

34 Service des Sports

35 Piscine Marx Dormoy

36 Piscine Lille-Sud

37 Piscine de Fives

38 Service des Fêtes

Passage à la monnaie unique européenne

Liste des régies concernées

Abonnements, pénalités et frais de remplacement
Abonnements, pénalités et frais de remplacement
Abonnements, amendes et frais de remplacement
Abonnements, amendes et frais de remplacement
Abonnements, amendes et frais de remplacement

arrêté n° 826 du 16 mai 1989

création programmée en 1999

arrêté n°16000 du 23 décembre 1991

arrêté n°16000 du 23 décembre 1991

arrêté n°16000 du 23 décembre 1991

arrêté n° 10663 du 25 septembre 1997

1) Droits d'inscription et de scolarité

2) Droits d'entrée aux concerts

3) Droits d'inscription aux stages, master-classes, et
cours d'interprétation

1) Droits liés aux prêts d'instruments à certains élèves

2) Droits liés aux prêts d'instruments aux personnes

morales

arrêté n° 10674 du 26 septembre 1997

arrêté n° 9256 du 3 juin 1997 modifié

Droits d'entrée des 4 Régies A,B,C et D

1) Droits d'entrée

2) Produits des ventes de plaquettes, brochures
et ouvrages sur le Musée

arrêté n° 9191 du 18 octobre 1984

arrêté n° 11556 du 4 décembre 1997

Droits liés aux visites guidées, aux animations des
ateliers, les visites privées et la mise à disposition
d'espaces

Droits d'entrée, de visite et d'animation et recettes
provenant de la vente d'ouvrages et produits divers

arrêté n° 3724 du 4 avril 1996

Droits d'entrée et produits de la vente de l'ouvrage
sur Musée des Beaux-Arts

arrêté n° 8250 du 16 août 1994

Cotisations Centres Municipaux d'Initiation Sportive

Régies : A, B et C, droits d'entrée, leçons, location de
matériels, et autres prestations

arrêté n° 18786 du 11 mars 1975

arrêté n° 7167 du 29 septembre 1972

Droits d'entrée, leçons, locations de matériels et autres
prestations

arrêté n° 2/22267 du 14 mai 1981

Droits d'entrée, leçons, locations de matériels et autres
prestations

arrêté n° 2/2665 du 5 novembre 1977

Droits de place, frais de consommation d'eau et de
stationnement inhérents aux foires aux manèges de
printemps et d'été

arrêté n° 33207 du 12 janvier 1995

VILLE DE LILLE	
Direction Finances-Achats	
Comptabilité	
39	Mairies de Quartier
40	Mairies de Quartier
41	Mairies de Quartier
42	Mairie de Quartier des Bois Blancs
43	Mairie de Quartier de Wazemmes
44	Mairie de Quartier de Lille-Sud
45	Mairie de Quartier de Lille-Centre
46	Mairie de Quartier de Saint Maurice
47	Crèche familiale
48	Crèche Saint Sauveur
49	Crèche de Fives
50	Crèche Concorde
51	Crèche Croisette
52	Crèche Line Dariel
53	Crèche Crépin Roland
54	Crèche Moulins "La Poussinière"
55	Halte-garderie Moulins
56	Crèche Kennedy
57	Halte-garderie rue de la Loire

**Passage à la monnaie
unique européenne**

Liste des régies concernées

Participations des familles aux classes de découvertes	arrêté n° 5006 du 1er février 1990
1) Participations des habitants aux voyages, spectacles ou manifestations organisées par le quartier	arrêté n° 30632 du 4 juillet 1994
2) Récupération, à titre exceptionnel, des avances de frais médicaux ou paramédicaux faites au titre de la régie d'avances	
3) Vente aux habitants des quartiers de places de spectacles à prix réduit dans le cadre de manifestations organisées par la Ville	
4) Perception de la participation des habitants liées à l'obtention des cartes ou autres documents mis en œuvre par la Ville	
Produits liés à la vente d'horodateurs et des cartes de stationnement	arrêté n° 5890 du 16-septembre 1996
Droits d'inscription à l'école de Musique	arrêté n° 14949 du 26 août 1998
Droits d'inscription à l'école de Musique et de location de matériel	arrêté n° 14950 du 26 août 1998
Droits d'inscription à l'école de Musique	arrêté n° 14946 du 26 août 1998
Droits d'inscription à l'école de Musique et de location de matériel musical	arrêté n° 14947 du 26 août 1998
Droits d'inscription à l'école de Musique et de location de matériel musical	arrêté n° 14948 du 26 août 1998
Participations des familles	arrêté n° 11186 du 11 février 1985
Droits acquittés par les familles	arrêté n° 255 du 15 avril 1977
Rétributions journalières	arrêté n° 5418 du 7 juillet 1966
Rétributions journalières	arrêté n° 16213 du 30 décembre 1968
Droits acquittés par les familles	arrêté n° 2/8861 du 30 décembre 1978
Droits acquittés par les familles	arrêté n° 254 du 15 avril 1977
Rétributions journalières	arrêté n° 13093 du 1er décembre 1973
Rétributions journalières	arrêté n° 5419 du 7 juillet 1966 modifié
Participations des familles	arrêté n° 11712 du 16 décembre 1997
Participations des familles	arrêté n° 4209 du 7 mai 1996
Participations des familles	arrêté n° 19527 du 10 juin 1986

DESIGNATION DES REGIES D'AVANCES

58 Patrimoine Culturel et Spectacle Vivant

Cachets d'artistes, honoraires, parts des recettes revenant aux co-organisateurs, sommes dues aux vendeurs de spectacles, droits d'auteurs, droits de privilèges d'éditeurs, droits et prestations payés au moment des spectacles, fournitures spécifiques nécessaires aux spectacles et aux diverses manifestations, frais de recherche de spectacles et de sponsor, accueil d'artistes ou d'invités, et de menues dépenses

délibération n° 98/400 du 29 juin 1998
et arrêté n° 15068 du 3 septembre 1998

59 Conservatoire National de Région

Dépenses liées au déroulement de jurys d'examens ou l'organisation de spectacles, concerts, stages, master-classes et animations

arrêté n°27852 du 30 novembre 1987 modifié

60 Relations extérieures & Protocole (1)

Diverses dépenses du service

arrêté n° P 6381 du 6 janvier 1993

61 Finances- Achats (1)

Menues dépenses de L'Hôtel de Ville
Avances et frais de mission et de stage

arrêté n° 9339 du 11 juin 1997

(1) Ces deux dernières régions sont susceptibles d'ouvrir prochainement un compte de dépôt de fonds au Trésor eu égard à la nature des dépenses

A LILLE, LE

27 JUIN 1998

AVIS DU COMPTABLE PUBLIC

Le Trésorier Principal
de Lille-Municipale
Par Procuration,

L'inspecteur du Trésor
M. J. B. B. B.

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/924

OBJET

Débat d'orientation budgétaire 1999.Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

La loi ATR du 6 février 1992 a rendu obligatoire la tenue d'un débat d'orientation budgétaire précédant le débat et le vote du Budget Primitif

Ce débat permet de définir les principales orientations budgétaires en tenant compte à la fois :

- de l'environnement général de la vie des collectivités locales;
- et des données internes à la gestion de la Ville.

Il est un point essentiel de la définition de la politique générale de la collectivité.

L'environnement externe, notamment constitué par la Loi de Finances pour 1999.

Le projet de loi de Finances pour 1999 a été construit sur une prévision de croissance de 2,7% en 1999.

Au total, l'enveloppe accordée aux collectivités locales évolue de 1,66% pour atteindre, selon le nouveau « pacte de croissance et de stabilité », près de 159 milliards de francs. Par ce nouveau contrat, le Gouvernement propose d'intégrer progressivement les effets de la croissance dans l'évolution de ses concours. Il prévoit, sur les 3 prochaines années, une évolution de l'enveloppe « normée » de ses concours aux collectivités locales, sur l'indice des prix (hors tabac) auquel s'ajoute une fraction du PIB. Pour intégrer les effets de la croissance, l'Etat a défini un indice de 15% (du PIB) en 1999, de 25% en 2000 et de 33% en 2001.

Le taux de progression de la **Dotation Globale de Fonctionnement** serait ainsi de +2,75% sur une estimation d'inflation de 1,2% en 1999 et de progression du PIB de l'ordre de 3,1% en 1998. Pour l'enveloppe de la Ville, le montant de cette dotation devrait progresser à hauteur de 50 % du taux d'augmentation soit 1,37%.

De son côté, la **Dotation de Solidarité Urbaine**, destinée aux Communes à caractéristique sociale prononcée, fera l'objet d'un abondement budgétaire supplémentaire de 500 millions de francs de l'Etat. Cet effort financier s'ajoutera à la croissance naturelle de la dotation et portera le montant à 3,3 milliards de francs en 1999, contre 2,2 milliards en 1998. Cet abondement devrait être reconduit en 2000 et 2001.

Le projet de Budget 1999 engage, par ailleurs, les premières mesures d'une réforme profonde de la **fiscalité locale**. Elles concernent principalement la suppression sur 5 ans de la part salariale dans l'assiette de la Taxe Professionnelle, compensée par l'Etat aux collectivités locales, selon un système progressif :

⇨ En 1999 : Première année d'application de la réforme, la compensation sera calculée à partir des bases imposables de 1999 au taux de 1998 ;

⇨ A partir de 2000 et jusqu'en 2004, elle augmentera comme la dotation globale de fonctionnement (Inflation + moitié du PIB). Elle sera intégrée à partir de 2004 dans l'enveloppe de la DGF.

Le niveau et les mécanismes de calcul des compensations fiscales de Taxe Professionnelle sont au cœur du débat engagé sur le projet de loi de finances.

Pour atteindre les objectifs de croissance des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales, la **Dotation de compensation de la Taxe Professionnelle servira de variable d'ajustement du nouveau « pacte de croissance et de stabilité**. Elle devrait, compte tenu des progressions des autres dotations, enregistrer un nouveau recul. Toutefois, un amendement au projet de loi de finances, actuellement en discussion, prévoit que les communes éligibles à la DSU pourraient être exonérées à 100% de la baisse prévue de la DCTP.

Par ailleurs, les nouvelles mesures d'allègement de la **taxe d'habitation** prises dans le cadre de la Loi de Finances 1998 ont permis sur un plan individuel, de modérer les cotisations en fonction des ressources des contribuables. Dans ce sens, près de 8.691 foyers lillois, soit 8 % du nombre total de foyers, ont pu bénéficier du plafonnement de leur taxe à 1.500 Francs. Au total, le montant des dégrèvements accordés par l'Etat aux contribuables lillois a augmenté de 18,9% entre 1997 et 1998.

Globalement, l'environnement externe se présente favorablement pour la Ville de Lille.

Pour la première fois depuis plusieurs années et sous réserve de l'amendement relatif à la DSU, les dotations de l'Etat évolueront au-delà du rythme de l'inflation.

L'environnement interne.

Depuis 1997, la politique budgétaire de la majorité municipale vise des objectifs de maîtrise des charges de gestion et de maîtrise de l'endettement, tout en maintenant un affichage politique prioritaire.

Ces objectifs ont pu être tenus.

En 1998, la dette non récupérable a vu diminuer son annuité de l'ordre de 14,6 % portant son montant à 259 MF contre 297 MF en 1997.

En 1999, nous connaissons un nouvel infléchissement de l'annuité de dette.

Le désendettement progressif de la Ville, certes inégal d'année en année, dégagera à moyen terme, de nouvelles marges d'action pour la Municipalité et/ou permettra de baisser la pression fiscale de la Ville. En effet, l'encours de la dette non récupérable d'un montant de 1.517 MF en 1998 tombera, hors emprunts nouveaux, à 506 MF en 2004.

En termes de trésorerie, les efforts consacrés en matière de gestion ont permis de limiter cette année encore, les mobilisations de notre ligne de trésorerie et ainsi modérer le montant des frais d'intérêts (estimés à 900 KF pour l'année). Il est important de préciser également qu'aucun emprunt n'a encore été mobilisé à ce jour, au titre de l'année 1998.

Un tirage d'environ 80 MF est prévu fin décembre.

En 1999, le volume d'emprunt serait situé entre 100 et 150 MF. Par ailleurs, un contrat de « crédit long terme renouvelable » qui devrait être signé prochainement, permettrait à la Ville d'assurer un volume de financement à des conditions financières garanties et d'optimiser en continu la charge de ses frais financiers, par une gestion active de son solde de dette et une maîtrise accrue du risque de taux.

Un environnement externe plus favorable et une gestion interne bien maîtrisée permettent à la Municipalité de définir des orientations budgétaires dans le cadre d'une deuxième année de pause fiscale.

En 1998, l'évolution des taux fiscaux était de 0,4 %. Elle sera inférieure ou égale à 0,4 % en 1999 soit un niveau très sensiblement inférieur à l'inflation.

Les perspectives pour l'année 1999

En matière d'investissement, la volonté affichée depuis 1997 de réaliser des équipements de proximité, qui permettent de répondre aux besoins spécifiques des quartiers, et celle de maintenir et de faire évoluer le patrimoine existant afin de permettre un accueil plus efficace des usagers, reste la priorité pour 1999.

L'axe « Développement des équipements de proximité » concernera notamment les Maisons de Quartier du Faubourg de Béthune, des Bois-Blancs, de Moulins et de Fives, le Centre Social Godeleine Petit, la friche Roquette, le Palais des sports Saint-Sauveur, la piscine Marx Dormoy, la réalisation d'un nouveau terrain synthétique, la salle des Fêtes de Fives, la Maison des Associations, le complexe Lazarre Garreau et le pôle Lestiboudois.

L'axe « Mise en valeur du Patrimoine communal » touchera principalement l'Hospice Comtesse, l'Opéra, le Théâtre Sébastopol, les Remparts de la porte de Gand et le Conservatoire National de Région.

Par ailleurs, l'effort pour la rénovation du patrimoine scolaire sera maintenu notamment pour l'Ecole Berthelot-Jules Verne, l'Ecole Fulton, le Centre Médico Scolaire, l'Ecole Rabelais-Curie et par la construction d'un restaurant scolaire Jeanne Godard.

En matière de Fonctionnement, les priorités demeurent :

- l'emploi et l'insertion, avec les programmes mesures pour l'emploi » et l'Insertion professionnelle en direction des chômeurs de longue durée et des jeunes sans emploi.

- la sécurité, avec la poursuite des actions nouvelles lancées en 1998.

Le développement de la politique de décentralisation se poursuivra cette année encore par l'effort soutenu en matière de volume de crédits décentralisés tant en investissement qu'en fonctionnement.

La Commune Associée d'Hellemmes

Pour la Commune associée d'Hellemmes, l'année 1999 sera marquée en investissement par quatre opérations :

- l'achèvement du transfert de l'Ecole de Musique
- la poursuite de la rénovation du Parc Bocquet
- le lancement des acquisitions foncières et des études préalables à la réalisation d'une salle des sports préfigurant un espace sportif polyvalent

En fonctionnement, les axes majeurs seront la poursuite du soutien des associations locales, le renforcement de la qualité des espaces publics, la lutte contre l'exclusion et les actions menées en direction de la jeunesse notamment au niveau du Point Information Jeunesse.

Le Conseil Municipal prend acte

Montant	Libellé	Chap. (fonctionnement)	Chap. (investissement)	Chap. (transfert)	Chap. (autres)
	COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES				
17.000,00	Bâtiments scolaires : construction de travaux	1130	512	218	11
10.000,00	Espaces verts (travaux d'aménagement)	1211	812	212	812
10.000,00	Hotel du Vieux (travaux d'aménagement)	8415	020	021	022
25.000,00	Ateliers d'animation, Travaux d'aménagement	12140	020	021	022
100.000,00	Bâtiments scolaires Travaux	1220	212	212	11
100.000,00	Salle de sports (travaux d'aménagement)	12024	212	212	212
	VILLE DE LILLE				
20.000.000,00	Emprunt autorisé pour l'achat de terrains pour la construction d'un stade (opération CLTE) (à financer par la commune)			1044	81
1.500.000,00	Paid de l'Etat de la commune : aménagement	1288	414	212	212
2.000.000,00	Hotel du Vieux Travaux de rénovation	8415	020	021	022
2.000.000,00	Hotel du Vieux Travaux de rénovation	8415	020	021	022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/925

OBJETBudget Primitif 1999.Programmes d'équipementLoi du 5 janvier 1988 - Article 15 -Autorisation d'ouverture de créditsRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Dans l'attente du vote du Budget Primitif, il s'avère nécessaire de prévoir quelques autorisations de crédits de manière à permettre la continuité des travaux en cours d'exécution.

Dans ce domaine, l'article 15 de la Loi du 5 janvier 1988 prévoit que le Maire peut (sans attendre le vote du Budget Primitif) engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite du quart des crédits inscrits à la section d'investissement (déduction faite des dépenses relatives à la dette en capital), sous réserve d'y avoir été préalablement autorisé par le Conseil Municipal qui devra également préciser le montant et l'affectation des crédits ainsi utilisés.

En accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, nous vous proposons de soumettre au vote du Conseil Municipal l'ouverture des crédits suivants :

Chap.	Art.	Fonc. 98	Fonc. 99	Env	Libellés	Montant
<u>COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES</u>						
21	2188	11	212	11304	Bâtiments scolaires. Acquisition de matériel	27.000,00
23	2312	652	823	1273	Espaces verts. Travaux d'aménagement	70.000,00
23	2313	022	020	5473	Hôtel de Ville. Travaux d'aménagement	100.000,00
23	2313	022	020	12140	Ateliers communaux. Travaux d'aménagement	95.000,00
23	2313	11	212	1326	Bâtiments scolaires. Travaux	100.000,00
23	2313	251	411	12021	Salle de sports Duquesnoy. Travaux d'aménagement	100.000,00
<u>VILLE DE LILLE</u>						
16	1644	01	01		Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie. Remboursement (Opération CLTR liée à une recette correspondante)	50.000.000,00
23	2312	252	414	1388	Parc de loisirs de la Citadelle. Aménagement	1.500.000,00
23	2313	022	020	11755	Hôtel de Ville. Travaux de ravalement	3.000.000,00
23	2313	11	212	12178	Ecole Bracke Desrousseaux-Rabelais-Curie. Travaux	2.000.000,00

Chap.	Art.	Fonc. 98	Fonc. 99	Env	Libellés	Montant
23	2313	11	251		Nouveau restaurant J. Godart. Construction	1.000.000,00
23	2313	15	24	13572	Maison de l'Education Permanente. Restauration	1.000.000,00
23	2313	17	254	12290	Centre Médico-Scolaire. Travaux	2.000.000,00
23	2313	20	314		Mairie de Quartier de Moulins. Salle de l'Univers. Travaux	250.000,00
23	2313	22	311	13575	Conservatoire National de Région. Travaux	1.000.000,00
23	2313	22	313	13806	Théâtre Sébastopol. Travaux	2.400.000,00
23	2313	251	412	12179	Grimonprez Jorris. Vestiaires. Travaux	250.000,00
23	2313	342	511	12318	Pouponnière. Travaux de modernisation	100.000,00
23	2313	43	61	12287	Aménagement des clubs du 3ème âge	100.000,00

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/926

OBJET

Associations. Avances sur subventions 1999Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Dans l'attente du vote du budget primitif, il est nécessaire d'octroyer des avances sur subventions pour l'année 1999 aux associations suivantes :

- Maison de l'Habitat 65.000,00 F

- Office du Tourisme 175.000,00 F

- Centre Communal d'Action Sociale 3.500.000,00 F

- Association Lilloise d'Education Populaire 4.000.000,00 F

- Organisations syndicales :

* Force Ouvrière 135.000,00 F

* C.G.T. 135.000,00 F

* C.F.D.T. 135.000,00 F

* C.F.T.C. 25.000,00 F

* C.G.C. 12.000,00 F

* Union Régionale C.F.D.T. 60.000,00 F

Nous vous prions, en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, de ratifier ces propositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/927

OBJETGestion de la dette.Recours aux instruments de couverture du risque
de taux en 1999.Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

La circulaire du 15 septembre 1992 autorise le recours aux contrats de couverture du risque de taux d'intérêt pour les Collectivités Locales et leurs établissements publics.

Tout choix financier dépend des anticipations sur l'évolution future des taux d'intérêt et induit donc un risque :

- l'endettement à taux fixe vise à se garantir contre une hausse future des taux mais exclut le bénéfice d'une baisse éventuelle.

- l'endettement à taux flottant vise à bénéficier d'une baisse des taux d'intérêt, mais expose la collectivité à une hausse éventuelle.

Il est donc légitime pour la Ville de Lille de développer une politique de gestion de la dette visant, d'une part, à profiter des évolutions qui lui sont favorables et, d'autre part, à prévenir les évolutions de taux qui lui seraient défavorables.

Il s'agit donc avant tout d'une volonté de protection contre le risque lié aux taux d'intérêt. Le recours aux instruments de couverture constitue un complément indispensable aux arbitrages opérés lors de la contractualisation des emprunts ainsi qu'aux opérations de réaménagement visant à optimiser la gestion financière.

La stratégie financière de la Ville de Lille s'inscrit dans une logique d'équilibre de la structure de la dette.

La répartition des taux est la suivante :

1998	Taux fixe :	57,34 % sur une durée résiduelle moyenne de 7 ans 2 mois,
	Taux indexé :	42,66 % sur une durée résiduelle moyenne de 15 ans 9 mois,
1999	Taux fixe :	56,17 % sur une durée résiduelle moyenne de 6 ans 4 mois,
	Taux indexé :	43,83 % sur une durée résiduelle moyenne de 15 ans.

Ces contrats de couverture donnent lieu à des produits ou à des charges financières. Néanmoins, cet aspect est secondaire dans la mesure où le risque de taux a été couvert sur une durée pour laquelle le taux de synthèse obtenu a été faible et inférieur à ce qu'aurait proposé un prêteur sur la même période. D'autre part, ce sont les premières années d'amortissement d'un prêt qui sont en général couvertes ainsi, période où la charge en intérêts est la plus conséquente.

Les contrats de couverture permettent pour l'essentiel :

1) - de modifier un taux :

Le contrat d'échange de taux d'intérêt (CETI OU SWAP) est un échange notionnel de deux dettes de différentes natures. L'échange peut porter sur le type de taux ou d'indice : échange entre taux fixes et taux flottants ou entre taux flottants tels que le TIOP ou PIBOR, le LIBOR, le TAM ou le TEC 10.

Le CETI peut permettre d'échanger des indices de différentes devises (exemple : LIBOR, FLORIN, DEUTSCHMARK ou ECU). Est également autorisé le recours aux CETI à maturité constante (CMS). Le CMS consiste à échanger un taux fixe ou flottant contre le taux de CETI (ou swap) publié quotidiennement. Le CETI à maturité constante permet de bénéficier sur une période donnée de taux plus avantageux car liés à des maturités plus courtes. Les opérations de CETI ne donnent lieu à aucun mouvement de capital ; seule la différence entre les taux fait l'objet d'un flux financier à chaque période d'intérêt.

2) - de figer un taux :

- Le contrat d'accord de taux futur est un instrument qui permet de se protéger contre une hausse de taux d'emprunt pour un montant déterminé pendant une période donnée future.

- Le contrat de terme à terme reprend les caractéristiques du contrat précédemment cité pour un prêt futur.

3) de garantir un taux :

- Le contrat de garantie de taux plafond (CAP) fixe un taux d'intérêt maximal moyennant le paiement d'une prime.

- Le contrat de garantie de taux plancher (FLOOR) fixe un taux d'intérêt minimal en contrepartie du paiement d'une prime.

- Le tunnel (ou COLLAR) associe les deux contrats de garantie de taux cités ci-dessus, avec ou sans prime.

Conformément à la circulaire du 15 septembre 1992 et à l'instruction du 27 octobre 1992, il est nécessaire de prendre une délibération autorisant les opérations de couverture à intervenir éventuellement en 1999.

En conséquence, nous vous proposons, en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998 :

1 - d'autoriser pour l'exercice 1999, le recours aux instruments de couverture de taux agréés par le Ministère du Budget pour un montant maximal égal à l'encours total de dette existante au 1^{er} janvier 1999, majoré des emprunts qui seront inscrits aux documents budgétaires de l'exercice 1999 et effectivement réalisés.

Cette autorisation peut également concerner des prêts pour lesquels des instruments de couverture de risque de taux sont déjà intervenus depuis 1992.

2 - d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à la passation d'opérations aux conditions applicables selon le marché à l'heure de la conclusion des contrats après avoir préalablement mis en concurrence aux moins deux établissements bancaires. Ces contrats pourront être conclus pour une durée au plus égale à la durée d'amortissement restante de chaque prêt concerné auprès d'un établissement financier de bonne notoriété et présentant toutes les garanties en matière de solvabilité.

3 - d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/928

OBJET

Catastrophe Naturelle et Dégât des eaux du
1er août 1998 - Divers immeubles de la Ville de
Lille et d'Hellemmes - Indemnités d'assurance

Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Le 1er août 1998, plusieurs bâtiments de la Ville de Lille et de la commune associée d'Hellemmes ont été endommagés suite à un violent orage.

Un arrêté interministériel en date du 18 septembre 1998 a constaté l'état de catastrophe naturelle pour les dommages causés par les inondations et coulées de boue du 1er août 1998 pour plusieurs communes dont celles de Lille et d'Hellemmes. Cet arrêté permet aux sinistrés de bénéficier du régime d'indemnisation prévu par la loi n° 82.600 du 13 juillet 1982.

Des déclarations de sinistres ont été effectuées auprès de notre assureur et des experts ont été missionnés pour évaluer les dommages en collaboration avec nos services techniques.

Il nous est proposé une indemnité provisionnelle de 958.190 F T.T.C. en réparation du préjudice subi : 840.396 F au titre de la garantie "catastrophe naturelle" et 117.794 F au titre de la garantie "dégât des eaux". La liste des bâtiments concernés avec le détail des indemnités est jointe en annexe.

En accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998,

Nous vous demandons de bien vouloir :

- accepter le montant de cette indemnité provisionnelle.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/929

OBJET

Contrat d'assurance de la responsabilité civile
générale de la Ville de Lille et d'Hellemmes, de la
Caisse des Ecoles et du Centre Communal d'Action
Sociale de Lille - Avenant n° 1

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs,

En vue de la souscription d'un nouveau contrat d'assurance de la responsabilité civile de la Ville de Lille et de la commune associée d'Hellemmes, de la Caisse des Ecoles et du Centre Communal d'Action Sociale de Lille, une consultation a été lancée en décembre 1997 sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

A l'issue de la consultation, les Assurances DESCAMPS D'HAUSSY représentant la compagnie GENERALI FRANCE ont été retenues. L'acte d'engagement signé par les assureurs et le règlement de consultation prévoyaient que le marché conclu était un marché de services reconductible annuellement selon la réglementation applicable à cette époque.

Or, le décret n° 98.111 du 27 février 1998 qui transpose la directive communautaire n° 92.50 relative aux marchés publics de services fait entrer les contrats d'assurance dans le champ d'application du code des marchés publics. Selon la réglementation, les marchés relatifs à l'exécution des services d'assurance doivent donc comporter un terme.

Ce terme n'a pas été prévu dans le nouveau contrat.

Eu égard à ce qui précède et au fait que la consultation bien qu'antérieure au décret n° 98.111 ait été lancée dans les formes prévues par cette réglementation,

En accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, nous vous proposons :

- de fixer, par avenant et en accord avec le cocontractant, la durée du contrat ainsi passé à trois ans maximum à compter du 1er avril 1998.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

ADOPTÉE à l'unanimité

Séance du 14 décembre 1998

N°98/930

OBJETAssurance "Dommages aux biens"Lancement d'une procédure de marché négocié pour
le choix d'un courtier ou groupement de courtiers
Lancement d'une procédure de marché négocié pour
l'assurance des dommages aux biensRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs

En juin 1997, vous aviez accepté le principe d'une révision générale des principaux contrats d'assurance de la Ville.

Le contrat d'assurance "multirisque" qui garantit les dommages aux biens communaux immobiliers et mobiliers de la Ville de Lille et de la commune associée d'Hellemmes (incendie, dégât des eaux, vol, vandalisme, tempête, etc.) faisait partie des contrats à revoir.

Par délibération n° 98/479 du 29 juin 1998, il avait été décidé de lancer un appel d'offres restreint auprès d'intermédiaires d'assurance sur la base d'un cahier des charges. L'interprétation du décret n° 98.111 du 27 février 1998 qui transpose la directive communautaire n° 92.50 relative aux marchés publics de services, dont font désormais partie les marchés de services d'assurance, a donné lieu à de multiples réunions et discussions.

Une circulaire préfectorale en date du 20 octobre 1998 apporte des éclaircissements sur la nouvelle réglementation et expose les procédures applicables aux services d'assurances.

Conformément aux directives de cette circulaire et compte tenu de la spécificité des marchés de services d'assurance, il semble que la procédure la plus adaptée soit celle du marché négocié avec mise en concurrence et non celle de l'appel d'offres restreint comme envisagé.

Aussi, et en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, nous vous proposons :

- de lancer un avis d'appel public à la concurrence pour le choix d'un courtier ou d'un groupement de courtiers qui sera rémunéré par la Collectivité dans le cadre d'un marché négocié ;
- de lancer ensuite un avis d'appel public à la concurrence avec publicité européenne pour le choix des compagnies avec lesquelles sera passé un marché négocié (contrat d'assurance) pour une durée de trois ans maximum.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/931

OBJET

N° 98/

LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRE OUVERT
POUR LA MAINTENANCE DES AUTOCOMMUTATEURS
DES SERVICES MUNICIPAUX

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de LILLE dispose de plusieurs autocommutateurs pour les besoins téléphoniques des Services Municipaux.

Certains matériels sont arrivés à expiration de garantie.

Afin d'optimiser les coûts annuels de Maintenance et suite à l'avis favorable de la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 Novembre 1998, nous vous proposons de lancer un Appel d'Offre Ouvert conformément au Cahier des Charges ci-joint et d'autoriser Mr le Maire à signer le Marché à passer suite à la décision de la Commission d'Appel d'Offres, ou en cas d'empêchement, tout Adjoint au Maire ou Conseiller Municipal délégué.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/932

OBJET**Crédits décentralisés - aides financières
en faveur d'actions dans les quartiers.**

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

Les Présidents de Quartier, après délibération des Conseils de Quartier, disposent de crédits leur permettant notamment de favoriser la vie associative de leur quartier.

Certains de ces Conseils de Quartier se sont réunis récemment et ont adopté les rapports dont vous trouverez le récapitulatif joint en annexe.

En accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir statuer.

ADOPTÉE à l'unanimité

AIDES FINANCIERES

Quartier	Objet	Bénéficiaire	Aide Accordée	Imputation
Sud	- sortie Cinéma pour tous les élèves de l'école Jean Moulin le 18 décembre 1998	- Coopérative de l'école Jean Moulin	3 300 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189
	- achat de petit équipement pour l'équipe des "Poussins"	- Association sportive "Etoiles de Lille-Sud"	2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 251
	- sortie à Avignon pour les 8ème UFOLEP	- "l'Olympique de Lille-Sud"	2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 251
	- achat de maillots pour les enfants	- "l'Olympique de Lille-Sud"	2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 251
	- achat de "Pères Noël" à l'occasion des fêtes de fin d'année	- Union Commerciale du Faubourg des Postes	3 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
	- aide au fonctionnement de la Régie Technique de Proximité	- Régie Technique de proximité	14 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 26
St-Maurice-Pellevoisin	- exposition sur la mémoire du quartier	- Comité d'Animation de St-Maurice-Pellevoisin	2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241
Bois-Blancs	- Fête de Noël dans les écoles du quartier	- Comité d'Animation des Bois-Blancs	5 500 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
Vauban-Esquermes	- spectacles "Jongleurs de Son" à l'occasion de la Fête de fin d'année des écoles maternelles et primaires	- Coopérative scolaire de l'école Madame de Maintenon	13 800 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
	- séjour au Sénégal pour 11 jeunes des quartiers Bois-Blancs et Vauban-Esquermes, du 10 au 29 juillet 1998	- Foyer de Culture Populaire	2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
	- aide au fonctionnement de la garderie	- Association "Garderie-Animation Litttré"	3 000 F	Chap. 65 - Art. 657.8 - Fonct. 189
	- acquisition d'équipements informatiques	- Coopérative scolaire de l'école Litttré	2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189
	- Carnaval 1999	- Fédération des Etudiants de l'Université Catholique de Lille	5 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
			2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241
Vieux-Lille	- projet d'animation sur le quartier pendant les fêtes de fin d'année	- Groupement des Acteurs Economiques du Centre-Ville	2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241
	- aide au fonctionnement de la R.T.P.	- Régie Technique de Proximité	24 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
	- fabrication d'un instrumentarium	- Centre d'Education Sensorielle pour Déficients Visuels - I.J.A.	2 700 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
	- reconduction de l'activité" d'éveil musical pour 1999	- Association des parents d'élèves de l'école Gutenberg	5 500 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
	- finition de la Bibliothèque Centre de Documentation	- Coopérative de l'école Jenner	2 862 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
	- Rénovation de la Bibliothèque de l'école Gutenberg	- Coopérative de l'école Gutenberg	4 800 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242

Vieux-Lille (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - inauguration du Festival "Pluriel" 1998 - réalisation d'un court métrage sur J. Smilowski - organisation de diverses animations et festivités à l'occasion des fêtes de fin d'année 	<ul style="list-style-type: none"> - Association ATTACAFA - Association "du Film à retordre" - Comité d'Animation du Vieux-Lille 	2 500 F 8 000 F 29 800 F - 15 600 F - 14 200 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 <i>Accord de principe, mais différé en 99</i> Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
Wazemmes	<ul style="list-style-type: none"> - animation du 18 octobre 1998 sur le marché : Semaine du Goût - animation du 18 octobre 1998 sur le marché : Semaine du Goût - achat de livres - achat de matériel pour les activités périscolaires - achat de matériel pour les activités périscolaires - achat de livres pour la bibliothèque scolaire - achat de livres pour la bibliothèque scolaire - achat de livres pour la bibliothèque scolaire - achat de livres pour la bibliothèque scolaire - achat de livres pour la bibliothèque scolaire - achat de livres pour la bibliothèque scolaire - achat de livres pour la bibliothèque scolaire - achat de livres pour la bibliothèque scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Compagnie du Tire Laine - Maison de l'Afrique et des Antilles - Association "Lille aux Livres" - Coopérative scolaire de l'école primaire Ampère - O.C.C.E. coopérative scolaire Boucher de Perthes - Ecole Publique Lavoisier - Coopérative scolaire de l'école primaire Ampère - O.C.C.E. coopérative scolaire Boucher de Perthes - Coopérative scolaire de l'école primaire Viala - Coopérative scolaire de l'école maternelle Gounod - Association coopérative scolaire Rollin Quinet - O.C.C.E. coopérative scolaire de l'école maternelle Camille Desmoulins - O.C.C.E. de l'école André - Coopérative scolaire de l'école maternelle Decroly 	10 550 F 2 500 F 2 390 F 500 F 500 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F 1 900 F	chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 189
Fives	<ul style="list-style-type: none"> - voyage pour les élèves des écoles Descartes Montesquieu et Louis Blanc, à Nausicâa - voyage de classe des élèves de terminal du lycée professionnel Francisco Ferrer à Eurodisney - remplacement du petit orgue - achat de tenues et matériel de sports pour les jeunes - achat de matériel péri-scolaire - action d'aide aux devoirs - 	<ul style="list-style-type: none"> - Association des Parents d'Elèves du groupe scolaire Descartes Montesquieu - Lycée Professionnel Francisco Ferrer - Club Orphéonique Fivois - O.S. Fives - section Lutte/Volley/Badminton - Association d'Animation du Petit Maroc 	5 000 F 2 500 F 2 500 F 5 000 F 2 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242
Moulins	<ul style="list-style-type: none"> - projet de valorisation du préau - fresques décoratives de l'école Thierry-Launay - campagne de sensibilisation des enfants des écoles du quartier : mise en place d'un "jardin communautaire" - Ecrivain Public de Lille-Moulins - projet de présentation d'un spectacle par une troupe d'enfants du quartier. - goûter de Noël organisé le 23 janvier 1999 	<ul style="list-style-type: none"> - Coopérative de l'école Thierry-Launay - Association "les Amis des Jardins Ouverts et Néanmoins Clôturés" - Association des Jeunes Retraités - Association "Tous en scène" - U.S. Lille-Moulins Carrel 	1 040 F 2 000 F 1 610 F 2 000 F 1 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 49 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242

Moulins (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - spectacle organisé dans le cadre du Festival du Prato - sortie à Nausicaa pour les élèves de l'école "les Moulins" - achat d'équipement pour le groupe de majorettes - Fête de Noël de l'école St-Exupéry - projet de "stage Théâtre" 	<ul style="list-style-type: none"> - Cirque "Convoi Exceptionnel" - Coopérative de l'école "Les Moulins" - Association "les Dauphines de Lille-Moulins" - Coopérative de l'école Saint-Exupéry - Association des parents d'élèves F.C.P.E. du Collège Jean Macé 	2 500 F 2 000 F 1 500 F 1 200 F 1 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 49 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 241
Lille- Centre	<ul style="list-style-type: none"> - échange d'une classe de CM1 avec un établissement de Nouhant (Creuse) - projet inter génération entre 2 classes de CE2 et la PSAPA - projet science et technologie - animations dans le quartier pendant les fêtes de fin d'année - aide à la création de nouvelles sections de gymnastique - aide au renouvellement de l'équipement (tenues) - animations du Marché de Noël 	<ul style="list-style-type: none"> - Coopérative scolaire Lalo Clément - Coopérative scolaire Lajo Clément - Coopérative scolaire Les P'tits Pouchins - Groupement des Acteurs Ecomiques du Centre-Ville - Association Club gymnique de Lille - Lille Twirling Centre ASS - Lille-Centre Animations 	2 340 F 1 450 F 1 250 F 2 000 F 2 500 F 2 000 F 32 000 F	Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 667.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242 Chap. 65 - Art. 657.4 - Fonct. 242

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/933

OBJETContrat de Ville - Programme 1998
Fonds de Participation des Habitants
Subventions

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal, par délibération n°98/7 du 16 février 1998 a adopté les projets de programmes d'actions 1998 en faveur de la Politique de la Ville proposés dans le cadre du Contrat de Ville pour les quartiers des Bois-Blancs, Faubourg de Béthune, Fives, Lille-Sud, Moulins et Wazemmes.

Parmi ces opérations figure notamment dans chacun des sites prioritaires précités, un Fonds de Participation des Habitants, également dénommé Fonds d'Initiatives Habitants, doté d'une enveloppe budgétaire spécifique d'un montant maximum de 150.000 F, financé à 70% par l'Etat et la Région, destiné à permettre la mise en oeuvre rapide des initiatives des habitants ou des associations de quartier.

Les objectifs du Fonds sont de :

- favoriser les prises d'initiatives de groupes d'habitants par une aide financière souple et rapide,
- promouvoir les capacités individuelles et collectives à s'organiser, monter des projets, argumenter,
- renforcer les échanges entre associations et habitants,

Afin de permettre la mise en oeuvre rapide des opérations retenues au titre du Fonds de Participation des Habitants, et en accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation, et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir allouer de la manière suivante les subventions de la Ville aux organismes supports d'opérations concernés pour les actions désignées ci-après.

Intitulé de l'action	Maître d'Oeuvre	Quartier	Subvention proposée
Ouverture culturelle pour des projets personnels	F.S.E. Boris Vian	Fives	5 000 frs
Des Fivois au Burkina	Ass. Bigtogo	Fives	5 000 frs

Intitulé de l'action	Maître d'Oeuvre	Quartier	Subvention proposée
Atelier de pratique musicale	O.C.C.E. école Sévigné	Fives	3 200 frs
Repas-accueil des mariniers hollandais	Maison de Quartier	Bois Blancs	5 000 frs
B.A.F.A. Amokrane	Maison de Quartier	Bois Blancs	1 200 frs
Création d'un guide de vie pratique sur le Faubourg de Béthune	A.R.P.E.J.	Faubourg de Béthune	5 000 frs
Formation au secourisme	Mutualité du Nord	Faubourg de Béthune	5 000 frs
Formation Hygiène bucco-dentaire chez les enfants du Quartier du Faubourg de Béthune	Mutualité du Nord	Faubourg de Béthune	5 000 frs
Traitement et prévention de la pédiculose	Mutualité du Nord	Faubourg de Béthune	5 000 frs
Approche et utilisation de l'outil informatique	Isla Lille	Faubourg de Béthune	5 000 frs
J'aime lire	Isla Lille	Faubourg de Béthune	5 000 frs
une journée à Eurodisney	Equilibre	Faubourg de Béthune	5 000 frs
Venue d'un cirque sur le quartier	Comité d'Animation	Faubourg de Béthune	5 000 frs
Améliorer la convivialité	Filberjoie	Lille Sud	2 500 frs
Fêter l'an neuf	Filberjoie	Lille Sud	4 800 frs
Bien démarrer	Avenir Enfance	Lille Sud	5 000 frs
Fermer et verdir Croisette	Régie Technique de Proximité Lille-Sud	Lille Sud	5 000 frs
Fêter les Droits de l'Enfant	les Francas du Nord	Lille Sud	3 500 frs
Remise prix nobel OSLO	F.S.E. Collège Louise Michel	Lille Sud	2 000 frs
Favoriser les départs	Panoramic	Lille Sud	5 000 frs
Pour accompagner les Restos du Coeur	Grandir	Lille Sud	4 800 frs
Banque Alimentaire et Transport	Réaction Sud	Lille Sud	3 000 frs
Stage interculturel	Ass. Jeunesse Loisirs Famille	Wazemmes	5 000 frs
Stage Tadelakt	Ass. Itinéraires	Wazemmes	5 000 frs
Conte dans les courées	Ass. Rock en Nord	Wazemmes	5 000 frs

Intitulé de l'action	Maître d'Oeuvre	Quartier	Subvention proposée
Camp autonome « les évadés au Pôle Nord »	Ass. Tintin et Miloud	Wazemmes	1 500 frs
Animer des « jeux traditionnels » au collège Jean Mace	Ass. WELLOUEJ	Wazemmes	2 500 frs
Proposer une soirée spectacle et un arbre de Noël au public	Ass. Noël en Choeur	Wazemmes	3 600 frs
Séjour à Bray Dune	Club de Prévention Itinéraires	Moulins	1 000 frs
le club des 6 en Grèce	Club de Prévention Itinéraires	Moulins	4 000 frs
les BB en vacances	Club de Prévention Itinéraires	Moulins	4 000 frs
Récompense à Malo	Lutteur Club Lillois	Moulins	960 frs
journée au parc Paradisio	Centre Social Marcel Bertrand	Moulins	2 500 frs
Vacances Familiales à Sangatte	Centre Social Marcel Bertrand	Moulins	4 000 frs
Entre Ciel et Mer	Fédération Lilloise des Régies Techniques de Proximité	Moulins	4 680 frs
Découverte de modèles de jardins exceptionnels et réinvestissement sur le quartier	AJONC	Moulins	2 400 frs
Camp autonome à Cagnes sur Mer	Club de Prévention Itinéraires	Moulins	3 500 frs
Arbre de Noël 1998	U.S. Lille Moulins Carrel	Moulins	5 000 frs
la Colombe a l'aile cassée - pièce de théâtre avec des enfants	Ass. Tous en scène	Moulins	5 000 frs
Sorties familiales d'automne 1998	Centre Social Marcel Bertrand	Moulins	3 000 frs
Au fil de la Mémoire	Ass. Lille aux livres	Moulins	5 000 frs
Formation sur le Livre et le Tout Petit	A.D.N.S.E.A.	Moulins	5 000 frs
Repas familial de fin d'année	Centre Social Marcel Bertrand	Moulins	5 000 frs
l'APU mène la danse	Atelier Populaire d'Urbanisme	Moulins	5 000 frs
Sortie familiale au Centre National de la Mer - Nausicaa	Maison de Quartier de Fives	Fives	2 915 frs
Sorties Culturelles	OCCE Cabanis	Fives	5 000 frs
Séjours Vacances	Capharnaüm	Fives	5 000 frs
Initiation aux nouvelles technologies pour Georges Sand	Les Francas	Fives	5 000 frs

Intitulé de l'action	Maître d'Oeuvre	Quartier	Subvention proposée
Développer différents modes d'expression (Lutte contre la violence)	OCCE Descartes	Fives	5 000 frs
Journée à Ostendé	Bien être en HLM	Bois Blancs	3 000 frs
Participation au Jeudi de la Ville	CRESGE	Bois Blancs	560 frs
Stage Théâtre Forum	SCOP CTO Augusto Boal	Moulins	5 000 frs
Sortie Culturelle à Nausicaa	Ecole maternelle les Moulins	Moulins	5 000 frs

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 - article 6574 - fonction 66 - enveloppe 12723 sur la ligne intitulée « Fonds D'Initiatives Habitants - subventions » du budget Communal.

ADOPTÉE à l'unanimité

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/993

OBJET

Contrat de Ville - Programme 1998
Fonds de Participation des Habitants
Subventions à une Association de Majorettes
Modification de l'appellation

Rapport de Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 98/553 du 28 septembre 1998, le Conseil Municipal a décidé d'accorder une subvention de 5 000 F à l'Association Philantropique des Majorettes de Wazemmes pour l'organisation de leur 30^{ème} Anniversaire, cette opération ayant été retenue au titre du fonds de participation des habitants.

Une erreur s'est glissée dans l'appellation de cette Association.

Aussi, afin de permettre le versement de la subvention, nous vous demandons de bien vouloir substituer à la dénomination précédente celle de: « Association Philantropique des Majorettes de la Ville de Lille ».

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/934

OBJETRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, MessieursRelations entre la Ville de Lille et le L.O.S.C.
Lille Métropole S.A.E.M.S. - Convention

Le 28 mai 1979 la Ville de Lille acceptait les statuts de la Société Anonyme d'Economie Mixte Sportive du Lille Olympique Sporting Club pour le développement de la pratique du football professionnel.

La convention datant de 1991 qui annulait toutes les conventions précédentes entre la Ville et la Société Anonyme d'Economie Mixte Sportive du Lille Olympique Sporting Club a été établie pour une durée de 6 saisons.

Il convient donc aujourd'hui, de fixer, dans le cadre d'une nouvelle convention, les relations entre la Ville de Lille et le L.O.S.C. Lille Métropole S.A.E.M.S. tant en ce qui concerne la définition des conditions d'utilisation des équipements que les modalités financières ou le fonctionnement du L.O.S.C. Lille Métropole S.A.E.M.S.

Le L.O.S.C. Lille Métropole S.A.E.M.S. pour la saison 1998/ 1999 évolue en seconde division et exprime le souhait de retrouver rapidement l'élite nationale.

C'est pourquoi, la Ville de Lille, au titre de la saison 1998 / 1999 souhaite maintenir globalement son aide financière au même niveau que la saison précédente.

En accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales, réunie le 30 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention,
- prévoir le versement de la subvention 1999, dès le début de l'exercice sur les crédits ouverts au Chapitre 65 article 6574 fonction 251.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 14 décembre 1998
N° 98/935OBJET Indemnité des Elus
MunicipauxRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Lors des séances des 3 juillet et 18 décembre 1995, le Conseil Municipal a fixé le montant des indemnités de fonction allouées aux Elus Municipaux en application de la loi n°92-108 du 3 février 1992.

Compte tenu de certaines décisions prises en Conseil Municipal du 28 septembre 1998, il y a lieu d'apporter certaines modifications.

Ainsi, dans le cadre de l'enveloppe, Monsieur THIOT Henri, élu Conseiller Municipal Délégué en remplacement de Monsieur REUX, démissionnaire, percevra une indemnité égale à 17,395% du traitement indiciaire afférent à l'indice terminal de la Fonction Publique Territoriale pour sa délégation, à laquelle s'ajoutera une indemnité de 7,5% pour ses fonctions de Conseiller Municipal.

Les dispositions antérieures restent en vigueur.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du **14 décembre 1998**

N° **98/936**

OBJET Assistant Territorial de
Conservation du Patrimoine –
Taxidermiste - Modalités de
recrutement

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

La délibération 95/748 du 18 décembre 1995 a autorisé la création d'un emploi de taxidermiste, référencé sur le grade d'Assistant Territorial de Conservation du Patrimoine, auprès du Musée d'Histoire Naturelle.

Eu égard à la spécialité de cet emploi et compte tenu de l'impossibilité de recruter un fonctionnaire en raison d'un appel à candidature resté infructueux pendant une certaine période dans le cadre statutaire, il a été fait appel aux services d'un agent non titulaire spécialisé en taxidermie référencé sur le grade d'Assistant Territorial de Conservation du Patrimoine conformément à l'alinéa 1 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984.

Pour répondre au besoin de continuité des missions dévolues au taxidermiste en poste et au regard de ce qui précède, il conviendrait de reconsidérer les modalités de recrutement selon les dispositions de l'alinéa 3 article 3 de la loi du 26 janvier 1984.

Les missions restent les suivantes :

- Naturalisation de petits animaux, mammifères et oiseaux
- Naturalisation entière de grands mammifères (la taille pouvant atteindre celle d'un éléphant adulte ou d'une girafe) absolument indispensable
- la qualité de réalisation devra être d'un très haut niveau, exigé dans les plus grands muséums européens
- Modelages, moulages
- Réalisation de dioramas

- Connaissances techniques des nouveaux produits (silicones, résines, polymères...) apparaissant sur le marché et utilisables en taxidermie
- Notions de systématique
- Notions relatives à la conservation, l'entretien et la protection des collections d'histoire naturelle
- Notions relatives au tannage des peaux, à leur mise en réserve durable dans le temps, à leurs bonnes conditions de stockage
- Connaissances du dessin et de la morphologie des animaux.

En conséquence, nous vous demandons d'autoriser, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, le recrutement d'un taxidermiste selon les dispositions de l'article 3 alinéa 3 de la loi du 26 janvier 1984 et de fixer la rémunération à l'indice brut maximum 298 référencé au 1^{er} échelon du grade d'Assistant de Conservation du Patrimoine de 2^{ème} classe avec maintien du régime indemnitaire. La dépense correspondante est à imputer sur les crédits ouverts de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/938

OBJET

Rétribution des agents
participant aux jurys d'examen
ou de concours ou assurant
une tâche d'enseignement

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Les fonctionnaires ou agents de l'Etat et des collectivités locales ainsi que des personnes extérieures, qui assurent soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement des jurys d'examen ou de concours, ne peuvent recevoir d'indemnités spéciales que dans les conditions et taux prévus par les décrets.

Afin d'harmoniser les différents taux pratiqués pour l'ensemble des intervenants de la Ville de Lille et de la Commune Associée d'Hellemmes.

Nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998,

- d'adopter les taux fixés par le décret n° 93-171 du 2 février 1993 pour les vacations à allouer aux membres des jurys d'examen ou de concours conformément au principe édicté par le décret n° 56-585 du 12 juin 1956 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre les arrêtés qui fixeront les groupes de rémunération à attribuer à chaque personne suivant sa qualification.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/939

OBJET Recrutement d'agents non titulaires
pour faire face à un besoin occasionnel

Rapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

L'article 3 alinéa 2 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 autorise les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements publics à recruter des agents non titulaires pour répondre aux nécessités de service, à titre occasionnel.

Considérant que les nécessités de service peuvent exiger l'emploi de ce type de personnel, nous vous demandons de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- à engager par recrutement direct en tant que de besoin des agents non titulaires à titre occasionnel dans les conditions énoncées par l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984,
- à déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature de leurs fonctions et leur profil
- à signer les contrats.

En conséquence, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998., nous vous demandons de bien vouloir adopter ces dispositions et d'inscrire les crédits correspondants au budget 1999.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/940

OBJET Recrutement d'agents non titulaires
pour faire face à un besoin saisonnierRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

L'article 3 alinéa 2 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 autorise les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements publics à recruter des agents non titulaires pour faire face à une surcharge de travail variable au cours de l'année et qui rend nécessaire le recours à du personnel saisonnier.

C'est pourquoi, nous vous demandons de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à recruter directement des agents non titulaires à titre saisonnier.

Ces agents seront rémunérés par référence au 1er échelon du grade correspondant à l'emploi occupé et à leur qualification.

En conséquence, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir adopter ces dispositions et d'inscrire les crédits correspondants au budget 1999.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/942

OBJET Création de postes au
Service Emploi-InsertionRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

La loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion impose, pour sa mise en œuvre, des actions d'accompagnement personnalisé et renforcé, menées contre l'illettrisme, l'acquisition d'expérience professionnelle, l'orientation et la requalification.

Les personnes concernées sont :

- les chômeurs de 16 à 25 ans ou de longue durée rencontrant des difficultés d'insertion ou d'accès à l'emploi,
- Les demandeurs d'emploi de longue durée ou âgés de 50 ans,
- Les bénéficiaires du R.M.I.,
- Les handicapés,

et devront faire l'objet d'un suivi personnalisé.

A ce dispositif, s'ajoutent ceux déjà mis en place, notamment les mesures pour l'emploi, les contrats d'apprentissage, les emplois jeunes, ce qui rend obligatoire un certain nombre d'activités entraînant de ce fait de nouvelles missions dévolues à la Direction des Ressources Humaines, auxquelles s'ajoute le dispositif très particulier des Travaux d'Intérêt Général.

Il s'agit donc de renforcer l'équipe du Service Emploi-Insertion par la création d'emplois de techniciens spécialisés maîtrisant les techniques d'entretien et d'évaluation pour l'accueil et le suivi très ponctuel des personnes en difficulté.

- bilan de compétences,
- parcours d'insertion professionnelle individualisée,
- évaluation en milieu du travail
- appui social individualisé

C'est pourquoi, nous vous demandons l'autorisation de recruter dans ce cadre :

- trois agents de catégorie A dont deux à temps complet et un à temps non complet (50%) rémunérés par référence au grade de psychologue sur le 1^{er} échelon
- et un cadre A chargé de suivre l'ensemble des missions de ce service et plus particulièrement :
 - La gestion et le suivi des différents dispositifs d'insertion,
 - La mise en œuvre des projets,
 - Le pilotage des opérations de diagnostic et d'accompagnement,
 - L'appui social,
 - Les actions d'accompagnement professionnel individualisé,
 - L'animation et la préparation des groupes de travail,
 - La gestion du dispositif TIG,
 - La mise en place de différents dispositifs d'évaluation y compris les T.I.G.

Cet agent sera rémunéré par référence au grade d'attaché sur le 2^{ème} échelon.

Compte tenu de la spécificité des missions et de l'expérience professionnelle qui sera demandée, il pourra être fait appel à des agents contractuels dans le respect de la réglementation, c'est à dire après déclaration de vacance de poste et appel à candidature sur ces différents postes.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, autoriser la création de ces postes sur les crédits inscrits au budget 1999.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/943

OBJETConcession de logement -
Responsable de la Sûreté du bâtiment
et des personnes de l'Hôtel de VilleRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 96-665 du 21 octobre 1996 complétée, le Conseil Municipal a fixé la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué pour nécessité absolue de service ou pour utilité de service moyennant une redevance.

L'emploi de Responsable de la Sûreté du bâtiment et des personnes de l'Hôtel de Ville ayant été créé par délibération n° 98/568 en date du 28 septembre 1998 et compte tenu des contraintes horaires liées à cet emploi, il convient d'ajouter à la liste des fonctions susceptibles de bénéficier d'un logement pour utilité de service, l'emploi de Responsable de la Sûreté du bâtiment et des personnes de l'Hôtel de Ville.

Le calcul de la redevance s'effectuera conformément aux règles écrites dans la délibération n° 96/665.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998 de bien vouloir adopter ces nouvelles dispositions et autoriser Monsieur le Maire à prendre par arrêté la décision d'attribution.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/944

OBJET

Création d'emplois -
Actualisation

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

La réglementation nous impose que tout emploi soit créé par l'autorité délibérante, les délibérations servant ensuite de base au recrutement des agents affectés sur ces emplois. Certaines créations ayant été autorisées par des délibérations très anciennes, il nous semble nécessaire de revoir l'ensemble des postes statutaires tels que repris dans l'Etat du Personnel, document annexé chaque année au B.P qui n'a toutefois aucune valeur réglementaire en matière de création de poste, de les actualiser et de faire une nouvelle proposition en fonction des besoins des services.

Cette délibération annule et remplace toutes celles prises précédemment dans ce cadre :

GRADE OU EMPLOI	Cat.	Situation actuelle		Nouvelle proposition	
			dont Temps non complet		dont Temps non complet
Emplois fonctionnels					
Secrétaire général ou directeur général	A	1		1	
Secrétaire général adjoint ou directeur général adjoint	A	6		6	
Commune Associée d'Hellemmes :					
Secrétaire Général commune de 10 à 20 000 hab.	A	1		1	
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Administrateur Hors classe	A	4		6	
Administrateur 1ère classe et 2ème classe	A				
Directeur territorial	A	17	80	17	80
Attaché principal 1ère et 2ème classe (30%)	A	19		19	
Attaché	A	44		44	
Rédacteur chef (15%)	B	23	150	23	150
Rédacteur principal (25%)	B	32		32	
Rédacteur	B	95		95	

Adjoint administratif principal 1ère classe (10%)	C	35	350		35	350					
Adjoint administratif principal 2ème classe (25%)	C	79									
Adjoint administratif	C	236									
Chef de standard téléphonique (25%)	C	1	342	1(27 h) 2(17h30)	1	342		1(27 h) 2(17h30)			
Receveur droit de place	C	1									
Agent administratif qualifié (25%)	C	85									
Agent administratif	C	255									
FILIERE TECHNIQUE											
Emploi fonctionnel											
Directeur général des services techniques	A		1			1					
Ingénieur en Chef de 1ère catégorie :	A		35			35					
- Ingénieur en Chef Hors classe	A										
- Ingénieur en Chef de 1ère classe	A										
- Ingénieur en Chef de 2ème classe	A										
Ingénieur en Chef	A										
Ingénieur subdivisionnaire	A										
Technicien Chef	B	32	60		32	60					
Technicien principal (25%)	B	7									
Technicien	B	21									
Contrôleur principal de travaux (25%)	B	5	18		5	18					
Contrôleur de travaux	B	13									
Agent de maîtrise principal	C	5	95		5	95					
Agent de maîtrise qualifié (20%)	C	18									
Agent de maîtrise	C	72									
Agent technique en Chef (10%)	C	38	380		38	380					
Agent technique principal	C	252									
Agent technique qualifié	C	58									
Agent technique	C	32									
Chef de garage principal (10%)	C	1	10		1	10					
Chef de garage	C	-									
Conducteur spécialisé de 2ème niveau	C	5									
Conducteur spécialisé de 1er niveau	C	3									
Conducteur	C	1									
Agent de salubrité en chef (10%)	C	2	15		2	15					
Agent de salubrité principal	C	7									
Agent de salubrité qualifié	C	3									
Agent de salubrité	C	3									
Agent d'entretien qualifié	C		650	9 (17h30) 4 (20h) 2 (22h) 14 (27h)		650	9 (17h30) 4 (20h) 2 (22h) 14 (27h)				
Agent d'entretien	C										

FILIERE MEDICO- SOCIALE						
Secteur Social						
Conseiller socio-éducatif	A		2		2	
Assistant socio-éducatif principal	B	]	8	1	]	1
Assistant socio-éducatif	B					
Educateur-chef de jeunes enfants (15%)	B	]	30	3(17h30)	]	3(17h30) 2(26h)
Educateur principal de jeunes enfants (25%)	B					
Educateur de jeunes enfants	B					
Agent spécialisé de 1ère classe des écoles maternelles (15%)	C	]	210		]	210
Agent spécialisé de 2ème classe des écoles maternelles	C					
autres :						
Laborantin	B		1		1	
Secteur Médico-Social						
Médecin hors classe (10%)	A	]	3	3	]	3
Médecin de 1ere classe	A					
Médecin de 2ème classe	A					
Psychologue hors classe (15%)	A	]	4	2(17h30) 1(7h)	]	2(17h30) 1(7h)
Psychologue de classe normale	A					
Puéricultrice hors classe	B	]	14		]	14
Puéricultrice de classe supérieure (10%)	B					
Puéricultrice de classe normale	B					
Infirmière hors classe	B	]	10		]	10
Infirmière de classe supérieure (10%)	B					
Infirmière de classe normale	B					
Rééducateur hors classe	B	]	1	1	]	1
Rééducateur classe supérieure (10%)	B					
Rééducateur classe normale	B					
Auxiliaire de puériculture principal (15%)	C	]	161	2(17h30) 1(26h)	]	2(17h30) 1(26h)
Auxiliaire de puériculture	C					
FILIERE SPORTIVE						
Conseiller des activités physiques et sportives principal 1re et 2ème cl. (30%)	A	]	3		]	3
Conseiller des activités physiques et sportives	A					
Educateur des activités physiques et sportives hors classe (15%)	B	]	60		]	60
Educateur des activités physiques et sportives de 1re classe (25%)	B					
Educateur des activités physiques et sportives de 2ème classe	B					

Opérateur des activités physiques et sportives principal (10%)	C	1	8		1	8	
Opérateur des activités physiques et sportives qualifié (25%)	C	1			1		
Opérateur des activités physiques et sportives	C	3			3		
Aide opérateur des activités physiques et sportives	C	3			3		
FILIERE CULTURELLE							
Conservateur en chef du patrimoine	A		6			6	
Conservateur du patrimoine de 1ère classe	A						
Conservateur du patrimoine de 2ème classe	A						
Conservateur en chef des bibliothèques	A		2			2	
Conservateur des bibliothèques de 1ère classe	A						
Conservateur des bibliothèques de 2ème classe	A						
Attaché de conservation du patrimoine	A		3			4	
Bibliothécaire	A		4			4	
Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique 1ère cat.	A		2			2	
Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique 2ème cat	A						
Professeur d'enseignement artistique hors classe	A		74	24		74	24
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A						
Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques hcl. (15%)	B	3	15		3	15	
Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques 1cl (25%)	B	3			3		
Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques 2cl.	B	9			9		
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques hors cl. (15%)	B	5	30	3 (26h30) 2 (17h30)	5	30	3 (26h30) 2 (17h30)
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 1ère cl. (25%)	B	7			7		
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2ème cl.	B	18			18		
Assistant spécialisé d'enseignement artistique	B		37	16		37	16
Assistant d'enseignement artistique	B		48	41		48	41
Agent qualifié du patrimoine hors classe (10%)	C	4	40		4	40	
Agent qualifié du patrimoine 1 ^{re} et 2 ^{ème} classe	C	36			36		
Agent du patrimoine de 1re cl (25%)	C		85	10(17h30)		95	10(17h30)
Agent du patrimoine de 2ème cl	C	22 63			22 73		
Autres							
Employé de bibliothèque	C		2	2(17h30)		2	2(17h30)
FILIERE ANIMATION							
Animateur Chef (15%)	B	1	5		1	5	
Animateur Principal (25%)	B	1			1		
Animateur	B	3			3		

Adjoint d'Animation Principal (10%)	C	2	16	5(17h30)	2	16	5(17h30)
Adjoint d'Animation Qualifié (25%)	C	4			4		
Adjoint d'Animation	C	10			10		
Agent d'Animation Qualifié (25%)	C	9	35	5(17h30)	9	35	5(17h30)
Agent d'Animation	C	26			26		
POLICE MUNICIPALE							
Chef de police (5%)	C	7	116	5(17h30)	7	116	5(17h30)
Brigadier chef principal	C	5			5		
Brigadier et Brigadier chef	C	14			14		
Gardien principal	C	60			60		
Gardien	C	30			30		

En conséquence, nous vous demandons d'autoriser, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, la création et l'actualisation de ces emplois. La dépense correspondante est à imputer sur les crédits ouverts de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/945

OBJET Sportif de haut niveau
Autorisation d'absence
Emploi Jeune

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Les agents de l'Etat ou d'une collectivité territoriale peuvent au regard de la loi obtenir des aménagements d'horaires et des autorisations d'absences par leur administration pour participer aux compétitions sportives. Il en est de même dans le cadre du code de travail, pour les agents de droit privé.

Compte tenu du recrutement d'un emploi jeune appartenant à la liste nationale des sportifs de haut niveau par la pratique de l'haltérophilie qui se prépare aux jeux olympiques de Sydney, il nous apparaît nécessaire :

1. d'autoriser ce sportif de haut niveau à se libérer de son temps de travail pour participer aux stages et compétitions organisés par la Commission d'Haltérophilie à partir d'un échéancier qui sera authentifié par le Directeur Technique National,
2. de lui permettre de bénéficier de conditions de travail lui permettant, hors programme national, de pratiquer sa discipline sportive.

En contrepartie, la Commission Nationale de l'Haltérophilie s'engage à prendre en charge les frais de formation prévus dans le projet professionnel de ce sportif conformément à la politique menée en faveur du sport de haut niveau et qui garantit ainsi une insertion professionnelle.

Dans le respect réciproque des intérêts de chacun et de la réglementation nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer la convention qui aura pour but de définir les engagements réciproques de la Ville de Lille et de la Commission Nationale de l'Haltérophilie.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/946

OBJET Sportif de haut niveau -
Autorisation d'absence
Ville de Lille

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 31 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives prévoit de faire bénéficier le sportif de haut niveau, dès lors qu'il est agent de l'Etat ou d'une Collectivité Territoriale, de conditions particulières d'emploi, sans préjudice de carrière, pour poursuivre son entraînement et participer à des compétitions sportives.

La qualité de sportif de haut niveau est définie par le décret n°93-1034 du 31 août 1993 relatif au sport de haut niveau et aux normes des équipements sportifs

Des aménagements des conditions d'emplois sont prévus en faveur des sportifs de haut niveau par des organismes publics dans le cadre de conventions nationales d'insertion professionnelle conclues entre le Ministère de la Jeunesse et des Sports et les organismes publics concernés.

En l'absence de conventions, les agents, sportifs, se voient accorder par leur administration au cas par cas, des autorisations d'absence nécessaires à leur pratique sportive.

En outre ils peuvent solliciter en fonction de besoins liés à leur activité une autorisation de travail à temps partiel qui ne peut être inférieure au mi-temps celle-ci est accordée sous réserve de nécessités de la continuation et du fonctionnement du service.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir autoriser l'administration à prendre toute les dispositions nécessaires pour permettre aux sportifs de haut niveau de la Ville de Lille de se libérer de leur temps de travail pour participer aux stages et compétitions et de permettre de bénéficier des conditions de travail afin qu'ils puissent pratiquer leur discipline sportive.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/947

OBJET Emploi d'Archéologue -
Redéfinition des missions et
revalorisation de la rémunération

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

La délibération 94/586 du 19.12.1994 a précisé les conditions de recrutement d'agents contractuels de catégorie A et arrêté les indices de rémunération s'y rapportant.

Ainsi l'emploi de Conservateur du Patrimoine spécialité Archéologue a été défini et l'indice brut de rémunération fixé à 527.

Depuis, les missions originales n'ont cessé d'évoluer, ainsi :

- la surveillance du territoire s'étend désormais à l'ensemble des communes de Lille et d'Hellemmes et non plus seulement aux quartiers du Centre et Vieux-Lille,
- le nombre de demandes de permis de construire à instruire ne cesse d'augmenter,
- de même que le nombre d'opérations archéologiques à mener.

De plus, les festivités du Millénaire et Lille capitale européenne de la Culture en 2004 nécessitent de mettre en place, de coordonner et diriger de multiples études, publications, mises en valeur et diffusions comme par exemple :

- la contribution à plusieurs ouvrages à caractère historique commandés par la Ville de Lille
- l'étude et la mise en valeur du plan-relief de Lille
- le récolement et l'inventaire des différentes collections archéologiques des musées lillois
- la préparation de plusieurs expositions à caractère géologique et historique
- l'étude historique et architecturale des monuments médiévaux et renaissance de Lille
- la collaboration aux expositions du musée d'Histoire Naturelle
- les travaux d'étude sur la géologie du quaternaire lillois
- la mise en place d'animations dans le cadre de Sciences en Fêtes.

C'est pourquoi, au regard de ces évolutions, il convient de proposer une revalorisation de la rémunération y afférent.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, d'autoriser la revalorisation de l'emploi d'Archéologue (Catégorie A) et de fixer la rémunération mensuelle brute maximum à l'indice 616. La dépense correspondante est à imputer sur les crédits ouverts au BP 98 de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998
N° 98/948

OBJET

Emploi de Chargé de Mission
auprès du Conseil Communal de
Prévention de la Délinquance –
Redéfinition des missions et revalorisation
de la rémunération

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

La délibération 97/54 du 10.02.1997 a défini les missions et les conditions de recrutement d'un emploi de Chargé de Mission auprès du Conseil Communal de Prévention de la Délinquance et fixé la rémunération à l'indice brut maximal 527.

Depuis, les missions originelles n'ont cessé d'évoluer, c'est ainsi que pour renforcer et accompagner le dispositif local de prévention de la délinquance et de lutte contre la toxicomanie, la mise en place d'un contrat local de sécurité est amorcée.

Considérant que les actions attachées à l'emploi de chargé de mission auprès du Conseil Communal de Prévention de la Délinquance sont modifiées, il convient de redéfinir les missions liées à cet emploi et de reconsidérer la rémunération y afférent.

OBJECTIFS DE LA MISSION

- Développement d'un dispositif local de prévention de la délinquance et de lutte contre la toxicomanie et du contrat local de sécurité
- Gestion d'un dispositif de concertation et d'action constituée en réseau
- Suivi opérationnel de la mise en oeuvre des projets
- Expertise technique auprès de la Municipalité

MISSIONS DU POSTE**1) Rôle de développement d'un dispositif local de prévention de la délinquance et de lutte contre la toxicomanie****Aide au projet**

- Procédure d'appel à projet et d'appui technique
- Démarche de mise en réseau des acteurs et de co-production de projets

Préparation et secrétariat des assemblées plénières du C.C.P.D

- Elaboration d'outil d'aide à la décision
- Pilotage des opérations de diagnostics et d'accompagnements

Evaluation du dispositif

- Préparation des bilans techniques et financiers des programmes annuels
- Mise en place des dispositifs d'évaluation

2) Gestion d'un dispositif de concertation et d'action constitué en réseau

Animation des groupes de travail permanents :

- OLS et connaissance des problèmes
- Délinquants et victimes
- Lutte contre la toxicomanie
- Jeunesse et structure de proximité
- L'école et ses partenaires face aux violences

Organisation de la réflexion des sous groupes sur les dispositifs

- Groupe technique «Toxicomanie»
- Groupe technique "Prévention de la toxicomanie en milieu culturel"
- Observatoire «Mineurs et Justice»
- Observatoire local de sécurité d'EURALILLE
- Groupe technique «Communication/Prévention»

3) Création et animation du Contrat Lillois de Sécurité

Mission de diagnostic et d'étude

- Diagnostics permanents des dispositifs de réduction de l'insécurité
- Etude monographique territoriale et fonctionnelle

Expertise et audit conseil

- Elaboration d'outil d'aide à la décision
- Conception de dispositifs inter secteur et inter institution

Animation du dispositif C.L.S.

- Animation et préparation de groupe de travail et des réunions de quartiers
- Préparation des bilans techniques et financiers des programmes annuels
- Mise en place des dispositifs d'évaluation

4) Suivi opérationnel de la mise en oeuvre des projets

- Rôle d'initiation, d'appui, d'information et de négociation auprès des projets locaux de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité
- Suivi des commissions relatives aux thématiques de la délinquance, de la sécurité, de la citoyenneté et de la Santé dans les quartiers du Faubourg de Béthune, de Fives, de Lille Sud et de Wazemmes
- Participation aux travaux du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine : travail de contacts et de liaisons avec plusieurs grandes capitales européennes : Réseau Sécu-Cités sur les drogues.

En conséquence, nous vous demandons d'autoriser, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, la revalorisation de l'emploi de Chargé de Mission auprès du Conseil Communal de Prévention de la Délinquance (Catégorie A) et de fixer la rémunération mensuelle brute maximum à l'indice 600. La dépense correspondante est à imputer sur les crédits ouverts au BP 98 de nos documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/949

OBJET

Révision des indemnités de
vacations allouées aux médecins chargés
d'assurer, à temps partiel, le fonctionnement
des services médico-sociaux.

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 82/2013 du 10 juillet 1982, le Conseil Municipal a adopté le mode de calcul de la rémunération des personnels chargés d'assurer, à temps partiel, le fonctionnement des services médico-sociaux dépendant des collectivités locales et placés sous le contrôle du Ministre chargé de la santé.

Cette mesure a été prise en application de l'arrêté ministériel du 29 mai 1979.

La rémunération de ces personnels est fixée en fonction de la qualification professionnelle et du temps consacré aux prestations fournies.

Compte tenu de la revalorisation des vacations fixée par arrêté du Conseil Général, il conviendrait de fixer à compter du 1^{er} janvier 1999 la vacation selon le barème ci-dessous :

Catégorie de personnel	Taux horaire au 1 ^{er} janvier 1999
Médecins spécialistes exerçant exclusivement dans leur spécialité pour le compte de l'Administration	120,00 F

Nous vous demandons de bien vouloir, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, fixer le taux des indemnités de vacations allouées aux médecins chargés d'assurer, à temps partiel, le fonctionnement des services médico-sociaux selon le barème proposé.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/950

OBJET Mise en place des
chèques vacances

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Afin de faire bénéficier l'ensemble du personnel municipal des avantages offerts par les chèques vacances, la Ville de Lille peut adhérer à l'Association Nationale des Chèques Vacances. Toutefois, la mise en œuvre ne pourra être effective qu'après concertation avec les partenaires sociaux.

Etablissement public à caractère industriel et commercial, créé par l'ordonnance du 26 mars 1982, l'A.N.C.V. est chargée de gérer le dispositif des « chèques vacances ».

Les chèques vacances reposent sur le principe d'une épargne, capitalisée pendant au moins quatre mois par le salarié, et bonifiée par une contribution de l'employeur.

Les chèques vacances sont des titres de paiement garantis. Ils sont émis par l'A.N.C.V. et utilisés par le porteur en paiement de prestations de loisirs auprès des points d'accueil agréés par l'A.N.C.V.. Ils sont valables deux ans après l'année d'émission.

Le chèque vacances permet l'accès à des services touristiques et de loisirs très diversifiés : villages de vacances, hôtels, gîtes ruraux, campings, locations, colonies de vacances, restaurants, tables d'hôtes, agences de voyages, chemin de fer, autocaristes, compagnies aériennes ou maritimes, péages d'autoroute, ainsi que des loisirs sportifs, culturels et scientifiques.

La convention peut être signée avec un employeur public ou avec un Comité d'Entreprise

S'agissant de la mise en place du système, il paraît utile de réserver un budget de 300 000 francs pour 1999, sous réserve d'un complément éventuel au Budget Supplémentaire, en cas d'une participation plus forte, non prévisible actuellement.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir autoriser la signature de la convention avec l'Association Nationale des Chèques Vacances, après concertation avec les partenaires sociaux.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/952

OBJETOpération « Faubourg des
Musiques » - Rémunération des
intervenantsRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 96/284 et 96/416 des 29 avril et 24 juin 1996, le Conseil Municipal acceptait le principe d'une action concertée et finalisée visant le développement de l'écoute et des pratiques musicales dans le quartier du Faubourg de Béthune au cours des deux années scolaires 1997-1998.

Par ailleurs, la délibération n° 97/396 du 30 juin 1997 a autorisé la Ville de Lille à signer une convention avec la Maison de Quartier (Centre Social Concorde), désignée comme partenaire direct et se voyant confié ainsi le dispositif « Faubourg des Musiques ».

Ce dispositif concerne :

- d'une part, les ateliers périscolaires axés sur l'éveil musical et instrumental des enfants de 3 à 12 ans du Faubourg de Béthune y compris ceux qui ne sont pas scolarisés dans les écoles du quartier. Ces ateliers ont lieu le mercredi et le samedi.
- d'autre part, les ateliers de musique s'adressant aux adultes et adolescents et offrant des cours de guitare, batterie, percussions africaines, chant, clavier, basse, derbouka.

Pour accomplir cette mission, le centre social dispose d'une équipe de vacataires et d'intermittents du spectacle.

La convention ci-dessus visée devant être dénoncée dans le courant du premier trimestre 1999, il conviendrait à ce moment de prendre en charge cette équipe opérationnelle.

Nous vous proposons de prendre en charge les activités suivantes :

- **ATELIERS PERISCOLAIRES**

⇒ 5 intervenants à temps non complet

Atelier Chant	5 heures hebdomadaires
Atelier Synthétiseur	2 heures hebdomadaires
Atelier Vents – Construction d'instrument	2 heures hebdomadaires
Atelier Cordes Frottées	2 heures hebdomadaires
Atelier Vent	2 heures hebdomadaires

Rémunération fixée au taux horaire de 172,00 F bruts

- **ATELIERS DE MUSIQUE**

- **POUR ADULTES ET ADOLESCENTS**

⇒ 1 coordinateur pédagogique

du secteur musiques actuelles à temps complet

- Rémunération fixée au taux horaire de 64,83 F bruts

⇒ 7 intervenants encadrant le secteur musiques actuelles

Atelier Guitare Electrique, Acoustique	4 heures hebdomadaires
Atelier Ensemble	1 heure 30 hebdomadaires
Atelier Batterie	5 heures hebdomadaires
Atelier Percussions Africaines	3 heures 45 hebdomadaires
Atelier Chant Harmonisé	3 heures hebdomadaires
Atelier Clavier- Synthétiseur	5 heures 45 hebdomadaires
Atelier Basse	2 heures hebdomadaires
Atelier Derbouka	3 heures hebdomadaires

Rémunération fixée au taux horaire de 172,00 francs bruts.

Une partie de la dépense sera couverte par une subvention de l'Etat qui sera versée à hauteur de 500 000 F pour les dépenses de personnel et les frais de fonctionnement et d'équipement.

Par conséquent, nous vous demandons de bien vouloir, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, autoriser ces recrutements et d'inscrire la dépense correspondante sur les crédits ouverts dans les documents budgétaires.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/953

OBJET Indemnité accordée à

Madame Lydie HUREZ

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Lydie HUREZ, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/954

OBJET Indemnité accordée à
Madame Marie-Claude LEBON
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Marie-Claude LEBON, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/955

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Serge MACHURON
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Serge MACHURON, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/956

OBJETIndemnité accordée à
Monsieur Pierre TOMASZEK
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Pierre TOMASZEK, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/957

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Patrick ROBITAILLE
Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Patrick ROBITAILLE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 14 décembre 1998
N° 98/958OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Franck DECAUDAIN
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Franck DECAUDAIN, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/959

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur René DASSONNEVILLE
Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur René DASSONNEVILLE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/960

OBJET Indemnité accordée à
Madame Isabelle FLIP
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Isabelle FLIP, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/961

OBJET indemnité accordée à

Madame Renée ESTRADE

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Renée ESTRADE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/962

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Jean-Claude DUQUESNOY
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Jean-Claude DUQUESNOY, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/963

OBJET Indemnité accordée à

Monsieur Patrick CAUCHE

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Patrick CAUCHE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/964

OBJET Indemnité accordée à
Madame Nunzia BEURRIER
Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Nunzia BEURRIER, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 14 décembre 1998
N° 98/965OBJET Indemnité accordée à
Madame Christelle CAYET
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Christelle CAYET, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 14 décembre 1998
N° 98/966OBJET Indemnité accordée à
Madame Claudine BRANSWYCK
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Claudine BRANSWYCK, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/967

OBJET Indemnité accordée à

Madame Annie BASSET

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Annie BASSET, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/968

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Bernard DUPONT
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Bernard DUPONT, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/969

OBJET Indemnité accordée à

Madame Béatrice DUBOIS

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Béatrice DUBOIS, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/970

OBJET Indemnité accordée à

Madame Monique DAUTRICHE

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Monique DAUTRICHE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/971

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Pascal MAGINOT

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Pascal MAGINOT, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/972

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Gérard MALSAGNE
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Gérard MALSAGNE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N°98/973

OBJET Indemnité accordée à

Madame Georgette MASURELLE

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Georgette MASURELLE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/974

OBJET Indemnité accordée à
Madame Magalie MARCILLY
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Magalie MARCILLY, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/975

OBJET Indemnité accordée à

Madame Patricia MENAGE

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Patricia MENAGE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/976

OBJET Indemnité accordée à
Madame Danièle COSQUIER
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Danièle COSQUIER, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/977

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Didier PAGE

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Didier PAGE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/978

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Denis PUTKOWNIK
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Denis PUTKOWNIK, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/979

OBJET Indemnité accordée à

Monsieur Christophe WARET

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Christophe WARET, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/980

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Jean-Pierre THERY
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Jean-Pierre THERY, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/981

OBJET Indemnité accordée à

Madame Christine WIART

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Christine WIART, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/982

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Alain MONCHECOURT
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Alain MONCHECOURT, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/983

OBJET Indemnité accordée à

Madame Ginette CHEVALIER

Contrôleur des Contributions Directes

Rapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Ginette CHEVALIER, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/984

OBJET Indemnité accordée à
Madame Chantal COLEIN
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Madame Chantal COLEIN, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/985

OBJET Indemnité accordée à
Monsieur Jacques COQUERELLE
Contrôleur des Contributions DirectesRapport de Monsieur le Maire
Mesdames, Messieurs

L'article 97, alinéa 2 de la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 modifié, ont précisé les conditions d'indemnités pour les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics des services déconcentrés de l'Etat.

Au termes de ces dispositions, ces indemnités doivent faire l'objet de délibération et être entérinées par arrêté préfectoral.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- autoriser l'attribution à Monsieur Jacques COQUERELLE, Contrôleur des Contributions Directes, d'une indemnité maximum de 3 000 F au titre des permanences effectuées en Mairie pour l'année 1998.
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, l'arrêté portant autorisation de versement de cette indemnité.

Le crédit est prévu au budget primitif de l'année 1998, imputation paiement 012 022 6525 sous compte 244.

C'est pourquoi, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, de bien vouloir adopter ces dispositions.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/986

OBJET

Palais des Beaux-Arts
Maintenance et exploitation
des installations
Transfert d'activités
Avenant n° 1

Rapport de Monsieur le Maire

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 94/366 du 27 juin 1994, vous avez autorisé le lancement d'un appel d'offres restreint en vue d'assurer la maintenance et l'exploitation des installations techniques du Musée des Beaux-Arts.

Dans sa séance du 14 janvier 1997, la Commission d'Appels d'Offres a désigné la Compagnie Générale de Chauffage.

Celle-ci a souhaité récemment rassembler, au sein d'une structure unique, ses activités multitechniques et multiservices.

Ainsi depuis le 1er juillet dernier, la S.F.M. Nord, Société de Facilities Management du Nord, regroupe les activités précitées de la C.G.C. et celles de ses filiales C.G.M.E. et SARI Maintenance.

Aussi, compte tenu de ces éléments, il apparaît nécessaire de passer un avenant afin que la société S.F.M. Nord puisse bénéficier, à son profit, du transfert du marché dont la Compagnie Générale de Chauffage était titulaire.

En accord avec la Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales qui s'est réunie le 30 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir autoriser la passation d'un avenant au marché.

ADOPTÉE à l'unanimité

VILLE DE LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N°98/987

OBJETRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,Concessions et droits divers
dans les cimetières
Tarification au 1er janvier 1999

Par délibération du 24 mars 1997, le Conseil Municipal a décidé de revaloriser l'ensemble des tarifs des concessions, travaux de sépulture et droits divers dans les cimetières de la Ville de Lille à compter du 1er avril 1997.

Par note du 10 juin 1997, Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais a formulé une observation en demandant que lors de la prochaine réactualisation des tarifs dans les cimetières communaux, les prix des concessions soient fixés en fonction de la surface concédée et de la durée.

Cette remarque concerne le prix du renouvellement de concession de terrain ou de case de columbarium qui était fixé en tenant compte non seulement de la superficie mais également du nombre de corps ou d'urne qu'elle contient.

En vue de remédier à une importante diminution de recettes, nous vous proposons de réajuster les tarifs des concessions en tenant compte, d'une part, de la très importante disparité en défaveur de la Ville de Lille par rapport aux autres villes de la Communauté Urbaine de Lille et d'autre part des écarts importants actuellement en vigueur entre les tarifs de concession de terrain et ceux appliqués aux concessions de case de columbarium.

En conséquence, nous vous proposons le réajustement suivant dont le détail par m2 et durée est annexé au présent rapport :

ADOPTÉE à l'unanimité

A) pour les concessions de terrain:

Durée	Montant de la revalorisation au m2	moyenne des Villes les plus importantes	
		ancien prix	nouveau prix
10 ans	24 F au m2 (base 2 m2)	102 F	150 F
15 ans	45 F au m2 (renouvellements uniquement (base 2 m2)	156 F	246 F
30 ans	90 F au m2 (base 2 m2)	666 F	846 F
50 ans	150 F au m2 (base 2,50 m2)	2 070 F	2 445 F
	120 F superpositions centenaires (base 2,50 m2)	1 908 F	2 208 F
	300 F m2 perpétuelles (base 2,50 m2)	9 750 F	10 500 F
			3 960 F (sur 12 villes)
			néant
			10 926 F (sur 9 villes)

B) pour les concessions de cases de columbarium

10 ans	8 F	400 F	408 F	472 F (sur 6 villes - conc 15 ans)
30 ans	20 F	1 320 F	1 340 F	1 014 F (sur 6 villes)

C) droits divers

	ancien prix	nouveau prix
- Taxe forfaitaire d'occupation du dépositaire (durée maximale de 6 jours)	—	72 F
- Taxe forfaitaire d'occupation du caveau d'attente jusqu'au 30 ^{ème} jour.....	70F	73 F
- Taxe forfaitaire d'occupation du caveau d'attente au delà du 30 ^{ème} jour par jour supplémentaire	3F	3,10 F
- Fourniture de plaque de fermeture de case de columbarium	700F	300F
- croix provisoire	50F	52F

Ce réajustement sur la base des attributions de nouvelles concessions, renouvellements de concessions et droits de superpositions enregistrées durant l'année 1997, devrait permettre une augmentation globale du produit des concessions de l'ordre de 7 % et de 3% pour ce qui concerne les droits divers

Par ailleurs, par délibération du Conseil Municipal 78/5019 du 17 novembre 1978, pour répondre aux difficultés financières de certaines familles, le Conseil Municipal a décidé d'autoriser le renouvellement de concession trentenaire et cinquantenaire, pour une période décennale ; Cependant, les familles concernées acquittent une redevance actuellement au tiers ou au cinquième, selon le cas, de la concession trentenaire ou cinquantenaire.

Concrètement, la concession de 10 ans est actuellement à 102 F, le renouvellement d'une concession trentenaire pour une période de 10 ans est fixé à 222 F.

Le Préfet consulté vient de nous faire savoir que rien ne s'oppose à ce que le renouvellement de concession ait lieu pour une durée inférieure soit 10 ans pour une trentenaire ou cinquantenaire échue.

Cette possibilité a pour avantage de simplifier pour l'usager la tarification pour le renouvellement des concessions.

En outre, un décret du 20 juillet 1998 a modifié l'article R361 14 du Code des Communes en ce sens que, à la demande de toute personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles et après autorisation délivrée par le Maire du lieu du dépôt, après la crémation d'un corps, l'urne peut être déposée sur une sépulture ou scellée sur un monument funéraire.

Il convient donc de statuer sur l'application d'un droit de superposition lors du dépôt d'une urne sur une sépulture ou un monument funéraire, identique à celui appliqué lors d'une inhumation ultérieure dans une concession de terrain.

Accord avec votre Commission des Finances, du Personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réuni le 30 novembre 1998, et avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'Hellemmes réunie le 11 décembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir, à compter du 1^{er} janvier 1999 :

- a) décider d'appliquer un droit de superposition lors du dépôt d'une urne sur une sépulture ou un monument funéraire, identique à celui appliqué lors d'une inhumation ultérieure dans une concession de terrain
- b) adopter la nouvelle tarification des concessions de terrain, des cases de columbarium et des droits divers
- c) supprimer le renouvellement des concessions trentenaires et cinquantenaires par période décennale
- d) autoriser le renouvellement des trentenaires et cinquantenaires pour une durée plus courte que la concession initiale.
- e) Décider le renouvellement des concessions de terrain en fonction de la durée et de la superficie, des cases de columbarium en fonction de la durée quelque soit le nombre de personnes inhumées.

TARIFICATION DES CONCESSIONS 1999

CONCESSION SUPERPOSITION

I - CONCESSIONS DE TERRAINS ET RENOUVELLEMENT

- 10 ans	1 m2 (pour urne cinéraire exclusivement).....	75,00F	37,50F
- 10 ans	1 m2 20 (enfants)	90,00F	45,00F
- 10 ans	2 m2 (adulte)	150,00F	75,00F
- 10 ans	3 m2 (renouvellement exclusivement)	225,00F	112,50F
- 30 ans	1 m2 (pour urne cinéraire).....	423,00F	211,50F
- 30 ans	1m2 20 (enfants)	507,60F	253,80F
- 30 ans	2 m2 (adulte)	846,00F	423,00F
- 30 ans	3 m2 (renouvellement exclusivement).....	1 269,00F	634,50F
- 50 ans	1 m2 (pour urne)	975,00F	487,50F
- 50 ans	1 m2 20 (enfants)	1 170,00F	585,00F
- 50 ans	2 m2 50 (adulte)	2 437,50F	1 218,75F
- 50 ans	3 m2 (renouvellement exclusivement)	2 925,00F	1 462,50F
Perpétuelles	1 m2 (urne).....	4 200,00F	2 100,00F
Perpétuelles	1 m2 20 (enfants)	5 040,00F	2 520,00F
Perpétuelles	2 m2 50 (adulte)	10 500,00F	5 250,00 F
Perpétuelles	3 m2 (en superposition seulement)	-----	6 300,00F
- 15 ans	1m2 20 (enfants) (renouvellement exclusivement).....	147,60F	73,80F
- 15 ans	2 m2 (adulte) (renouvellement exclusivement)	246,00F	123,00F
- 15 ans	3 m2 (adulte) (renouvellement exclusivement)	369,00F	184,50F
Centenaires			
- 1 m2 20 (enfants) (renouvellement).....		1 670,40F	835,20F
- 2m2 50 (adulte) (renouvellement)		3 480,00F	1 740,00F
- 3m2 (adulte) (renouvellement).....		4 176,00F	2 088,00F

La tarification en superposition s'applique exclusivement lors d'une inhumation dans une concession existante

II - CONCESSIONS DE CASES DE COLUMBARIUM

1999

	<u>CONCESSION</u>	<u>SUPERPOSITION</u>
a) pour une concession de 10 ans		
- case permettant de recevoir trois urnes (1ère attribution ajouter fourniture de plaque).....	408,00F	
- taxe de juxtaposition par urne complémentaire.....		204,00F
- renouvellement d'une concession de case d'urne.....	408,00F	
b) Pour une concession de 30 ans		
- case permettant de recevoir trois urnes	1 340,00F	
- taxe de juxtaposition par urne complémentaire		670,00F
- Renouvellement d'une concession de case d'urne.....	1 340,00F	

La taxe de juxtaposition s'applique exclusivement lors d'un dépôt
d'urne complémentaire dans une concession d'urne existante

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/988

OBJETRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,Travaux d'inhumation et d'exhumation -Adoption du budget primitif 1999Et tarification au 1^{er} janvier 1999.

Conformément aux dispositions de la Loi du 8 janvier 1993 dans le domaine funéraire, le Conseil Municipal, par délibération 97/739 du 15 décembre 1997 a adopté le premier budget primitif du service extérieur des pompes funèbres, relatif aux opérations de fossoyage réalisées dans les cimetières de la Ville de Lille.

L'assemblée communale a par ailleurs adopté le réajustement des tarifs pour les opérations d'inhumation et d'exhumation en concession de terrain, de mise en case et de retrait en columbarium.

En outre, par circulaire du 24 mars 1998, le Préfet du Nord nous a transmis une copie de l'instruction du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie du 15 janvier 1998 portant sur le régime applicable aux régies municipales des pompes funèbres, qui stipule dans son paragraphe 17 que ces régies qui exercent depuis le 10 janvier 1998 une activité située par nature dans le domaine concurrentiel sont soumises à la T.V.A. de plein droit à raison de ses opérations dont le fait générateur est intervenu à compter du 10 janvier 1998.

Il convient aujourd'hui de vous soumettre les nouvelles bases pour l'adoption du second budget des pompes funèbres pour l'exercice 1999.

Pour les dépenses prévisionnelles : elles comprennent - le remboursement à la ville des heures comptabilisées par le Conservateur de chaque cimetière pour les opérations de fossoyage

Au vu de l'état transmis par la Direction des Ressources Humaines - Service des Traitements - le coût horaire moyen du personnel en fonction peut être évalué à 120F.

Ce coût prend en considération le salaire perçu (charges patronales incluses), une prévision d'augmentation y compris de promotions individuelles et un pourcentage concernant les congés statutaires (réguliers, exceptionnels et formations)

En fonction du nombre d'heures de fossoyage comptabilisées à ce jour, le volume prévisionnel des travaux pour les opérations d'inhumation et d'exhumation, de mise en case et de retrait en columbarium peut être estimé à 5 650 heures pour 1999.

En 1998, le coût horaire intégrait à concurrence de 10% la vérification des opérations par l'agent de maîtrise de chaque cimetière.

Il apparaît plus rationnel que les opérations de contrôle soient comptabilisées en heures de travail : l'évaluation pour 1999 est à proximativement de 900 heures.

Les charges consécutives au remboursement à la Ville des frais de personnel pour les opérations de fossoyage sont évaluées à 786 000F sur la base de 6 550 heures à 120F.

Les autres dépenses de fonctionnement sont évaluées à 106 000F y compris une provision pour compenser le déficit prévisionnel 1998 sur la base de 20 000F.

L'équilibre de ce budget à comptabilité distincte sera assuré en recettes prévisionnelles par le produit des travaux, dont la réévaluation moyenne des coûts pour les usagers est de l'ordre de 4,5%.

En accord avec votre Commission des Finances, du personnel, des Affaires Générales, de la Décentralisation et des Relations Internationales réunie le 30 novembre 1998, nous vous demandons de bien vouloir :

- 1) adopter le budget primitif prévisionnel des pompes funèbres en annexe 1 du présent rapport pour 1999.
- 2) adopter la tarification, à compter du 1^{er} janvier 1999, des travaux par nature, en annexe 2 du présent rapport en vue d'assurer l'équilibre du budget

ADOPTÉE à l'unanimité

BUDGET
DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES (Hors taxe)

<u>DEPENSES</u>	<u>RECETTES</u>
<u>Dépenses de fonctionnement</u>	
<u>60 - Achats et variation de stocks</u>	<u>70 - Ventes de produits fabriqués</u>
6063 - Fournitures d'entretien et de petit équipement	Prestations de service etc...
* Produits d'entretien 1 000 F	706 prestations de service 892 000F
* autres fournitures 15 000 F	
* autres fournitures pour les opérations de fossoyage 9 500 F	
* vêtements de travail 12 000 F	
6064 - fournitures administratives 500 F	
6068 - autres matières et fournitures	
Alimentation 1 000 F	
<u>61 Services extérieurs</u>	
618 divers 47 000 F	
<u>62 autre service extérieur</u>	
6218 autre personnel extérieur au service (Remboursement à la Ville d'une partie des salaires 786 000 F	
004 dépenses imprévues 20 000 F	
<u>TOTAL</u> 892 000 F	892 000 F

TARIFICATION DES TRAVAUX D'INHUMATION ET D'EXHUMATION

A compter du 1^{er} janvier 1999

INHUMATIONS

	COUT HT	T.V.A	T.T.C
Creusement et remblaiement d'une fosse adulte à 1m50 de profondeur	830,00	170,98	1 000,98
Creusement et remblaiement d'une fosse adulte à 2 m de profondeur.....	1 070,00	220,42	1 290,42
Creusement et remblaiement d'une fosse adulte à 2m50 de profondeur	1 310,00	269,86	1 579,86
Creusement et remblaiement pour superposition adulte à 1m50 de profondeur	830,00	170,98	1 000,98
Creusement et remblaiement pour superposition adulte à 1m50 de profondeur avec exhumation, creusement supplémentaire de 0m50 de profondeur et réinhumation	1 190,00	245,14	1 435,14
Creusement et remblaiement pour une superposition adulte à 2m de profondeur	1 070,00	220,42	1 290,42
Creusement et remblaiement pour une superposition adulte à 2m de profondeur avec exhumation, creusement supplémentaire de 0m50 de profondeur et réinhumation.....	1 430,00	294,58	1 724,58
Creusement et remblaiement pour une superposition adulte à 2,50 m de profondeur, avec exhumation, creusement supplémentaire de 0,50m de profondeur et réinhumation	1 670,00	344,02	2 014,02
Creusement et remblaiement pour inhumation enfant à 1,50 m de profondeur	590,00	121,54	711,54
Creusement et remblaiement pour inhumation enfant à 2m de profondeur	830,00	170,98	1 000,98
Creusement et remblaiement pour superposition enfant à 1,50m de profondeur avec exhumation, creusement supplémentaire de 0,50m de profondeur et réinhumation.....	890,00	183,34	1 073,34
Creusement et remblaiement pour une urne cinéraire à 1m de profondeur	470,00	96,82	566,82
Creusement et remblaiement pour superposition d'une urne cinéraire à 1m de profondeur	470,00	96,82	566,82
Mise en case d'urne au columbarium ou au caveau d'attente	230,00	47,38	277,38
Mise en case d'un corps au caveau d'attente	230,00	47,38	277,38

Creusement et remblaiement pour pose de sarcophage adulte à 1,20m de profondeur (1 corps) ...	950,00	195,70	1 145,70
Creusement et remblaiement pour pose de sarcophage adulte à 1,90m de profondeur (2 corps)...	1 310,00	269,86	1 579,86
Creusement et remblaiement pour pose de sarcophage adulte à 2,60m de profondeur (3 corps)..	1 670,00	344,02	2 014,02
Creusement et remblaiement pour pose de sarcophage enfant (1 corps) ou sarcophage pour urne cinéraire à 1,10 m de profondeur	650,00	133,90	783,90
Creusement et remblaiement pour pose de sarcophage enfant à 1,60m de profondeur (2 corps) ...	950,00	195,70	1 145,70
Creusement en vue d'une ouverture supérieure de sarcophage pour superposition et remblaiement	710,00	146,26	856,26
Creusement en vue d'une ouverture latérale de sarcophage pour superposition et remblaiement	1 550,00	319,30	1 869,30
Creusement pour caveau en maçonnerie			

Prix à établir suivant les dimensions proposées par les concessionnaires et calculé d'après la série de prix en vigueur « terrassement et transport de terre »

Inhumation en caveau ou chapelle	230,00	47,38	277,38
Inhumation d'un corps supplémentaire	230,00	47,38	277,38

EXHUMATIONS

Exhumation d'un corps à une profondeur de 1m50 avec ou sans réinhumation	1 190,00	245,14	1 435,14
Exhumation de deux corps à une profondeur de 2m avec ou sans réinhumation.....	1 430,00	294,58	1 724,58
Exhumation de trois corps à une profondeur de 2m50 avec ou sans réinhumation.....	1 670,00	344,02	2 014,02
Exhumation d'un corps d'enfant à 1m50 de profondeur avec ou sans réinhumation.....	950,00	195,70	1 145,70
Exhumation de deux corps d'enfant à 2m de profondeur avec ou sans réinhumation	1 070,00	220,42	1 290,42
Transport d'un corps à l'intérieur du cimetière (par corps).....	230,00	47,38	277,38
Retrait d'urne du columbarium ou du caveau d'attente	230,00	47,38	277,38
Retrait d'un corps du caveau d'attente	230,00	47,38	277,38

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 décembre 1998

N° 98/989

OBJETDemande d'autorisation de création
d'une chambre funéraireRapport de Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Le décret n° 94/1027 du 23 novembre 1994 portant modification des dispositions réglementaires du Code des Communes relatives aux opérations funéraires, a modifié l'article R 361-35 du Code des Communes en ces termes :

« La création ou l'extension d'une chambre funéraire est autorisée par le représentant de l'Etat dans le Département.

Celui-ci fait procéder à une enquête de *commodo et incommodo* et consulte le Conseil Départemental d'Hygiène. Il recueille l'avis du Conseil Municipal qui se prononce dans le délai de 2 mois... »

Ainsi, dans le cadre de cette procédure, Monsieur le Préfet vient de nous adresser un dossier de demande d'autorisation de création d'une chambre funéraire à Lille, rue Turgot, formulée par la S.A.R.L. « Pompes Funèbres Roger LECLERCQ », sise à LILLE, 221 Avenue de Dunkerque.

Ce dossier comprend notamment :

- Copie de l'arrêté préfectoral prescrivant une enquête de *commodo et incommodo* relative à ce projet, prévue du 6 au 26 janvier 1999.
- Plusieurs exemplaires de l'avis à afficher à la Mairie et dans le voisinage de l'Etablissement projeté, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée.
- La désignation de Madame Jacqueline HUART - BONVIN, en qualité de Commissaire enquêteur, qui se tiendra en Mairie de Lille le 26 janvier 1999 de 14 heures à 17 heures.

En application des dispositions du décret précité, nous vous demandons votre avis sur cette demande d'autorisation de création d'une chambre funéraire.

ADOPTÉE à l'unanimité

Prix : 25 Francs

Ville de Lille - Service reprographie